

Le Droit Minier

dans les

Possessions Françaises

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mardi 19 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

JEAN SIMÉON

JURY

Président : M. BERTHÉLEMY, Professeur.

Suffragants : } M. MAUNIER, Professeur.
 } M. LAFERRIÈRE, Professeur.

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

PARIS (5^e)

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE DROIT MINIER
DANS LES
POSSESSIONS FRANÇAISES

Le Droit Minier

dans les

Possessions Françaises

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mardi 19 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

JEAN SIMÉON

JURY

Président : M. BERTHÉLEMY, Professeur.

Suffragants : { M. MAUNIER, Professeur.
M. LAFERRIÈRE, Professeur.

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

PARIS (5^e)

1930

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

La découverte de gisements minéraux dans un pays où l'activité minière est inexistante provoque presque nécessairement l'intervention d'une réglementation spéciale.

La tâche du législateur est des plus ardues : la richesse minérale suscite en effet de nombreux intérêts qu'il faut concilier malgré leur opposition : le propriétaire du sol, l'inventeur de la mine, la collectivité, l'Etat se trouvent intéressés, chacun d'une manière différente, à la mise en valeur du sous-sol.

1°. — Le propriétaire du sol réclame la propriété du tréfonds. C'est ainsi, dit-il, et ainsi seulement, qu'il jouira d'une garantie entière de ses droits. Comment peut-on, sans nuire à l'exercice de ses prérogatives, lui interdire d'extraire les matériaux qui lui serviront à construire sa maison et à édifier ses murs, les engrais qui fertiliseront et enrichiront ses champs ? Comment, d'autre part, peut-on, sans lui porter préjudice, confier à d'autres qu'à lui le soin d'exploiter les filons qui s'étendent sous son fonds ? Les travaux de fouille, l'occupation — même temporaire — de parcelles du sol, n'enlèvent-ils pas son caractère de droit absolu à son droit de propriété ? Il supporterait encore ces inconvénients, s'ils étaient nécessités

par l'intérêt public. Il a bien admis le système de l'expropriation, mais ce contre quoi il proteste, c'est contre la privation de ses droits au profit d'autres particuliers.

2°. — L'inventeur du gisement, de son côté, est d'avis que la propriété minière doit lui revenir de droit : ayant par son travail, ou par ses déductions, révélé l'existence de gisements inconnus jusqu'alors, ayant risqué des capitaux parfois considérables et engagé des dépenses importantes à seule fin de déterminer la nature et la richesse du gîte, la manière dont se présente le filon ou la nappe, il va se proclamer lésé si la propriété de la mine est accordée à un autre qu'à lui. N'est-il pas privé du bénéfice de ses efforts s'il en est ainsi ?

3°. — La collectivité ne peut se désintéresser de la mise en valeur des mines. L'industrie extractive joue en effet un rôle très important dans la vie sociale ; elle conditionne toute les autres industries, puisqu'elle leur fournit la plupart des matières premières. L'Agriculture même se trouve aujourd'hui directement intéressée au développement de son activité, du fait de la consommation de jour en jour plus importante des engrais chimiques.

Qu'une législation stupide vienne restreindre ou tarir l'extraction de la houille, et l'activité entière du pays se trouve ralentie ou paralysée ; qu'elle provoque inconsidérément une hausse des prix du charbon, les usines ferment leurs portes et le nombre des chômeurs croît d'une manière inquiétante.

4°. — L'intérêt des ouvriers doit être pris également en considération ; les ouvriers mineurs sont, en effet, pla-

cés dans une situation notablement différente de celle des ouvriers employés dans d'autres industries.

Le législateur doit prendre des mesures de police spéciales en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène de ces ouvriers. Les travaux souterrains présentent, en effet, des dangers particuliers du fait des explosions, des éboulements, des inondations qui peuvent se produire et de l'atmosphère débilante qui règne dans les galeries profondes.

Il sera même souvent nécessaire d'édicter des mesures de tutelle particulières et de créer des organismes de conciliation et d'arbitrage efficaces, pour prévenir les grèves dont les répercussions désastreuses s'étendent à toutes les branches de l'économie nationale.

Le législateur pourra faire un pas de plus sous l'empire des doctrines socialistes et intéresser l'ouvrier aux bénéfices de la mine. Certains théoriciens ne vont-ils pas jusqu'à réclamer l'attribution de la mine à l'ouvrier, « l'usine à l'ouvrier, la mine au mineur ».

Enfin, la politique d'immigration du gouvernement pourra être influencée par la pénurie ou par l'excès de main-d'œuvre dans les mines.

5°. — L'Etat, lui aussi, est intéressé à la bonne marche de l'exploitation minière. Les soucis de la défense nationale imposent aux gouvernements prévoyants une politique de l'acier, du pétrole et de la houille. Les guerres, tant sur terre que sur mer ne peuvent être soutenues que moyennant une dépense considérable d'outillage et de combustible.

Sans vouloir même envisager l'éventualité d'une guer-

re, la richesse nationale, la balance du commerce, le rendement des impôts, sont influencés par le développement de l'industrie minière.

Sous l'empire de ces considérations un puissant mouvement doctrinal s'est dessiné récemment, qui tend à attribuer à l'Etat la propriété des mines.

La nationalisation permet, au dire de ses partisans, d'exploiter plus rationnellement les gisements miniers et n'offre pas, en ce qui concerne les besoins de la défense nationale, les mêmes inconvénients que les autres systèmes.

Ce bref exposé nous permet de constater combien les divers intérêts en présence sont opposés. C'est à la législation positive que reviendra le soin de les concilier.

Le domaine de la législation minière est très vaste. Comme l'a écrit M. Berthelemy (1), la législation minière a pour objet :

1°. — De déterminer le régime légal de la propriété minière ;

2°. — De régler les rapports des exploitants avec les propriétaires de la surface ;

3°. — De fixer les mesures de police qu'exige l'exploitation des gisements miniers.

A) Le premier objet de la législation minière est de déterminer le régime légal de la propriété minière.

Pour déterminer ce régime la loi doit d'abord définir la nature des droits miniers ; décider si, oui ou non, la

(1) Traité élémentaire de Droit administratif. — 10^e édition, p. 729.

propriété du sous-sol est séparée de la propriété du sol , si le droit attribué sur la mine constitue un simple droit d'usage et d'exploitation, un droit de propriété temporaire ou un droit de propriété absolu et perpétuel, si ce droit possède un caractère mobilier ou immobilier, s'il est cessible et transmissible, s'il est susceptible d'hypothèque. Elle choisit ensuite un système déterminé pour la dévolution de la propriété minière et énonce les conditions de capacité auxquelles il est nécessaire de satisfaire et les formalités qu'il faut remplir pour pouvoir obtenir les droits miniers.

Elle pose les règles générales du Régime fiscal applicable.

Enfin, si le besoin s'en fait sentir, elle détermine les règles du contentieux minier.

B) Si la mine n'est pas attribuée au propriétaire du sol le législateur doit régler dans le détail les rapports du tréfonds et de la surface.

Il reconnaît d'abord ou refuse au propriétaire du sol, en compensation de la perte de ses droits éventuels sur la mine, le droit à la perception d'une rente ou d'une redevance.

Il fixe ensuite les règles à suivre, relativement à l'occupation des terrains de la surface et à la réparation des dommages causés par les travaux miniers.

C) Les mesures de police prises par le législateur s'inspirent du souci de la conservation de la mine et du souci de la sécurité et de l'hygiène des ouvriers, tant à l'intérieur de la mine qu'à la surface.

L'administration, à laquelle est confié le plus souvent

le soin de veiller à l'accomplissement de ces prescriptions, sera investie de toutes les prérogatives qui sembleront nécessaires à cet effet.

Le législateur peut encore contraindre le propriétaire de la mine à exploiter le gisement qui lui est attribué d'une manière normale et continue, et il peut appliquer aux exploitants défaillants ou nonchalants des mesures coercitives sévères.

La tâche du législateur est donc extrêmement vaste et complexe. Elle se trouve, toutefois, simplifiée dans les pays neufs et nous pourrions constater, au cours de cette étude, que les solutions apportées aux problèmes du droit minier colonial français sont beaucoup moins compliquées que celles adoptées dans la métropole.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES

§ 1. — LA NATURE DE LA PROPRIÉTÉ MINIÈRE

Avant d'arriver à l'étude du droit minier, proprement dit, avant même de rechercher de quelle manière la propriété des mines peut s'acquérir, il est de toute nécessité de dégager les différences qui existent entre la propriété du fonds et celle du tréfonds.

La propriété individuelle, qui porte sur la surface du sol, trouve, au dire des philosophes, sa justification dans le travail. L'homme a dû, pour rendre la terre productive, lui incorporer ses efforts ; il est juste qu'il tire profit de l'activité qu'il a dépensée ; or, il ne peut jouir du bénéfice de son travail que si la propriété pleine et entière du sol lui est reconnue.

Reste à savoir quelle est l'origine exacte de la pro-

priété ; il est admis couramment aujourd'hui que la propriété individuelle résulte d'une appropriation du sol par le premier occupant, alors que les terres constituaient encore une « *res nullius* ».

La propriété individuelle du sol constitue d'ailleurs, dans l'état actuel des choses, une nécessité économique et sociale.

Comme l'a écrit magistralement Dupont de Nemours dans son livre sur l'Origine et les Progrès d'une science nouvelle, « priver l'homme de ce terrain, ce serait violer sa propriété personnelle et sa propriété mobilière, reconnues cependant nécessaires à la perfection de la conduite économique, ce serait faire au point de vue de l'utile, que l'homme n'ayant point l'assurance de profiter de sa peine et de ses privations, se garderait d'appliquer son effort à l'exploitation de la terre ; ce serait, par conséquent, tarir la source de la richesse sociale tout entière ».

Peut-on trouver les mêmes justifications à la propriété individuelle du sous-sol ?

Au premier abord, il ne semble pas que cela soit possible. En effet, si la surface peut être matériellement occupée, les gîtes minéraux ne peuvent l'être qu'extrêmement rarement. L'occupation ne peut porter, exception faite pour certains gisements exploitables à ciel ouvert, que sur les puits et les galeries ; il est bien évident qu'elle ne peut s'étendre aux filons, nappes, couches ou amas de substances minières.

D'autre part, les produits du sol se reproduisent chaque année, le champ rapporte au centuple à son propriétaire le grain qu'il y a enfoui ; les substances miné-

rales, elles, ne se reproduisent pas comme le font les troupeaux ou le blé. Le fait d'exploiter une mine l'épuise irrémédiablement, alors qu'il suffit d'incorporer au sol une certaine quantité d'amendements pour lui faire retrouver sa fertilité primitive. Il est toujours possible de tirer des fruits de la terre, alors qu'une fois épuisées les mines sont définitivement taries.

C'est en partant de cette constatation que les physiocrates ont édifié la théorie selon laquelle l'agriculture seule, peut produire des richesses.

Enfin, alors que l'exploitation du sol ne nécessite l'investissement que de capitaux relativement peu importants, l'exploitation minière, au contraire, est l'origine de dépenses très considérables.

Ces précisions une fois apportées, le grave problème de la dévolution des droits miniers se pose.

§ 2. — LE PROBLÈME DE LA DÉVOLUTION DES DROITS MINIERS

a) *Le Droit naturel*

Le Droit naturel nous permet-il de résoudre la question de la dévolution de la propriété minière ?

Il ne fait aucun doute que le Droit naturel repousse les prétentions du propriétaire du sol sur les mines. L'acquisition des gîtes minéraux ne peut pas, en effet, trouver sa justification dans la notion du travail ; d'autre part la notion de la « première occupation » qui joue un rôle si prépondérant dans les recherches relatives à l'origine de la propriété foncière, ne peut pas être admise ici ; en effet, le premier occupant du sol a presque tou-

jours, à l'origine, ignoré totalement l'existence d'un gîte minéral sous son fonds. Sauf exception, l'attribution de la mine au propriétaire du sol constitue donc pour celui-ci un enrichissement injustifié.

La mine doit-elle, alors, en droit naturel, revenir à celui qui, le premier, l'occupe ?

Nous avons déjà vu qu'il était impossible d'occuper matériellement les gîtes souterrains. Il est difficile aussi d'admettre que le seul fait de planter un poteau dans le sol puisse, sans l'intermédiaire de la loi positive, créer un droit de propriété sur le tréfonds.

Le droit international ne reconnaît plus aujourd'hui à l'Etat qui fait planter un drapeau sur un continent, le droit de s'en prétendre le maître.

Le Droit naturel semble donc rejeter la théorie de la mine au premier occupant.

Nous arrivons ainsi à la théorie de la dévolution de la mine à l'inventeur, de beaucoup la plus simple et la plus logique. C'est grâce à l'inventeur que l'existence d'une richesse nouvelle, jusqu'alors inconnue, est révélée ; grâce à lui que l'exploitation d'un nouveau gîte minier est rendue possible ; aussi, les objections que le droit naturel peut élever contre l'application de ce système sont-elles moins fortes.

Nous trouvons ici pour justifier l'attribution des droits miniers à l'inventeur, le fait que la recherche et la prospection demandent des qualités d'intuition, de science et d'intelligence de la part de celui qui s'y livre et nécessitent l'exécution de travaux divers et l'engagement de capitaux assez importants.

L'inventeur peut donc être assimilé, toutes choses égales d'ailleurs, au premier occupant de la propriété superficielle. Comme lui, il a entrevu la possibilité de rendre productive une « *res nullius* » inutilisée, et par son travail il a su créer une source nouvelle de richesses.

Les travaux de prospection entrepris par l'inventeur peuvent être assimilés aux travaux de défrichement du premier occupant. Si l'on objecte que parfois la découverte des gîtes miniers est quasi fortuite et ne réclame que l'exécution de travaux minimes, on peut répondre que parfois sur des terres riches et déboisées les travaux de défrichement du premier occupant ont pu, eux aussi, être peu considérables.

Du point de vue philosophique le droit de l'inventeur^{*} à la propriété de la mine semble donc fondé.

Mais la mine ne peut-elle donc pas, en droit naturel, être attribuée à l'Etat ? Il n'existe aucune raison qui puisse faire admettre cette conclusion. Les doctrines communistes ou collectivistes, lorsqu'elles prônent cette solution, se basent uniquement sur des raisons économiques, sentimentales ou politiques.

Toutefois, on a soutenu parfois, en faveur de cette solution, un raisonnement assez spécieux ; on a dit que la mine tirant la plus grande partie de sa valeur des progrès de l'état social et du développement de la civilisation, il était juste que la société tout entière tirât profit d'un accroissement de richesse résultant de son fait.

Ce raisonnement a été trop de fois réfuté pour qu'il soit besoin de le critiquer à notre tour.

De ces quelques considérations il semble donc résulter

que le droit naturel, sans apporter aucune solution précise au problème de la dévolution de la propriété minière, ne s'oppose pas à l'adoption du système de la mine à l'inventeur.

b) *La législation positive*

Mais pratiquement les règles du Droit naturel ne jouent qu'un rôle assez effacé et ce sont les raisons d'ordre économique et politique qui tiennent la première place lorsqu'il s'agit de déterminer le statut juridique des mines.

C'est donc la législation positive qui, tenant compte de la richesse du sous-sol, des besoins du pays et de maintes autres contingences, vient déterminer le régime de la dévolution de la propriété minière.

Comme l'a dit M. Romieu (1) la législation minière est une législation attributive et non recognitive de droits.

La législation minière peut être dominée par deux grands courants d'idées : l'individualisme libéral et le socialisme étatique.

Les lois libérales confèrent à l'individu le soin de rechercher et d'exploiter les mines sous le simple contrôle de police de l'administration. La libre concurrence suffit à provoquer l'émulation nécessaire.

Malgré les résultats satisfaisants obtenus dans les pays qui possèdent une telle législation, un puissant mouvement s'est fait jour, depuis le milieu du siècle dernier,

(1) cf. son cours professé à l'Ecole des Sciences Politiques 1921-22.

en faveur des doctrines socialistes, appelées aussi doctrines de « la nationalisation ».

Des théoriciens et des hommes politiques, après avoir proclamé la faillite du système libéral, basé sur les bienfaits de la concurrence, ont réclamé la mainmise de l'Etat sur les mines. A les croire, la nationalisation des mines permettrait une organisation plus rationnelle de l'exploitation et une répartition plus satisfaisante des marchés et des commandes entre les différentes entreprises. Ceux-là, qui veulent confier à l'Etat le soin d'exploiter en régie directe les mines, prétendent faire profiter ainsi la collectivité entière de bénéfices qui, jusqu'alors, étaient réservés aux industriels et aux actionnaires.

La législation minière peut opter pour l'une ou l'autre de ces deux tendances ; elle peut même adopter une solution intermédiaire. De nombreux états, la France en particulier, possèdent aujourd'hui une réglementation qui combine plus ou moins heureusement les principes libéraux et les principes socialistes : Le soin de procéder à l'exploitation sous le régime de la libre concurrence est laissé aux individus, mais l'Etat se réserve un droit de contrôle de plus en plus étendu et s'arroge parfois le droit de participer directement ou indirectement aux bénéfices.

Les systèmes miniers adoptés par les différentes lois positives peuvent être répartis en trois groupes. On peut distinguer en effet : le système de l'accession, le système de la domanialité, le système de la Res Nullius.

1° — *Le système de l'Accession*

Le système de l'accession semble être, à première vue, le plus simple. Il consiste, en effet, à attribuer les droits sur la mine au propriétaire du sol.

Le droit de propriété, au dire de ses partisans, s'étend non seulement à la surface mais encore au sous-sol. Les gisements miniers ne sont que l'accessoire de la propriété du sol, dont ils suivent le sort, et dont ils ne sauraient être séparés.

La dévolution des droits miniers est donc des plus simples ; elle s'opère automatiquement, sans formalités, sans que l'Etat et l'administration aient à intervenir.

Ce système a pour lui l'avantage de garantir, d'une manière absolue, les droits du propriétaire du sol, droits qui, d'après la conception que s'en font certains auteurs, s'étendent « a centro usque ad coelum ».

L'exploitation est entreprise, soit par le propriétaire lui-même, soit par des tiers avec lesquels il traite. La vente d'une mine, dans ces conditions, peut être comparée à la vente d'une coupe de bois ; la location d'une mine, au contraire, possède un caractère « sui generis » du fait que l'exploitation entraîne inévitablement un appauvrissement irrémédiable du gîte.

Mais si ce système est apparemment d'une grande simplicité ; il comporte, en pratique, les plus graves inconvénients ; en effet, il n'existe aucun rapport logique entre la répartition des gîtes miniers dans le sous-sol et la répartition des propriétés superficielles.

Un filon peut parfois être contenu entièrement dans

les limites du périmètre d'une seule propriété, mais le plus souvent il s'étend sous un grand nombre de terrains appartenant à des individus différents.

Une vaste étendue de terre peut ne contenir que des quantités infimes de minerai alors qu'une propriété voisine exigue possède un riche sous-sol.

Aussi, si le système de l'accession peut se concevoir dans des pays où la grande propriété est la règle, il est difficile de l'étendre aux pays où triomphe la petite propriété. Il y aboutirait en effet soit au morcellement des mines, soit à des difficultés insurmontables résultant de marchandages incessants avec les propriétaires de la surface, soit enfin au paiement de redevances exagérées au profit de ceux-ci.

En fait, pour peu que le régime foncier manque de simplicité, l'application du système de l'accession provoque des complications inextricables.

Du point de vue de l'intérêt général on peut adresser trois graves reproches à ce système. D'une part, le propriétaire du sol, même s'il ne possède aucune compétence technique, même s'il est dans une situation financière notoirement insuffisante, est habilité à entreprendre lui-même l'exploitation de la mine ; d'autre part, il peut, par un refus injustifié, s'opposer à la mise en valeur d'un gisement, ou interdire à une entreprise voisine de poursuivre sous son fonds l'exploitation d'un filon déjà attaqué.

Enfin, si le propriétaire loue la mine pour une durée déterminée, il y a tout lieu de craindre que l'exploitant ne

se livre à l'« écrémage » du gisement et ne retire que les minerais les plus riches et les plus faciles à extraire.

C'est pourtant ce système qui est pratiqué en Grande-Bretagne et dans la majorité des états de l'Union Américaine. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'en Angleterre un puissant mouvement s'est dessiné en vue d'obtenir la réforme du régime minier. Quelques lois récentes sont intervenues pour pallier aux plus graves inconvénients de la common-law ; il est probable néanmoins que malgré le triomphe du parti travailliste aux élections générales de 1929, le régime actuel subsistera longtemps encore.

L'application du système de l'accession aux colonies françaises serait absolument désastreuse, étant donné, d'une part, l'importance des terres domaniales et la complexité du régime foncier ; étant donné, d'autre part, l'incapacité manifeste des indigènes à exploiter les gites miniers et la difficulté des tractations qu'il faudrait entreprendre avec eux.

2° *Le système domanial*

Le second système que nous avons à étudier est le système domanial. La notion de domanialité, fort claire il y a une trentaine d'années, se trouve singulièrement obscurcie aujourd'hui du fait que certains auteurs classent dans une seule et même catégorie des lois présentant entre elles des différences considérables. On a coutume de dire, par exemple, que le Maroc, le Mexique, la Russie, ont adopté le système de la domanialité.

Les diverses théories domaniales répondent en fait à deux tendances, l'une encore libérale, qui aboutit au

système de la domanialité proprement dite ; l'autre, plus radicale, qui aboutit à la nationalisation pure et simple des mines.

Ces deux tendances, qui s'accordent pour donner à l'Etat un droit éminent de propriété sur les mines, diffèrent profondément par les modalités de leur application.

a) la tendance libérale.

Les législations qui s'inspirent des théories domaniales libérales, affirment le droit de propriété de l'Etat sur les gîtes miniers, mais confient l'exploitation de ces biens domaniaux à des particuliers.

La dévolution des droits miniers s'opère, soit en vertu de ventes au cours d'adjudications publiques, soit en vertu de concessions — le plus souvent temporaires. Des cahiers des charges viennent, en outre, définir parfois les obligations des exploitants et les modalités de la participation de l'Etat aux bénéfices de l'entreprise.

De cette manière, l'Etat, tout en laissant à l'exploitant une grande autonomie, se réserve une source importante de profits, contracte librement avec les concessionnaires, et contrôle étroitement l'exploitation.

b) la tendance radicale : la nationalisation.

Dans le système de la nationalisation, l'Etat, au lieu de se dessaisir des mines en faveur de particuliers, opère l'exploitation à son compte, soit directement, soit indirectement. La base du système ne diffère pas de celle du système précédent : l'Etat est toujours propriétaire du gisement, mais les modalités adoptées pour la mise en exploitation des mines diffèrent sensiblement. L'Etat, en

effet, a recours, soit à la mise en exploitation en régie directe ou en régie intéressée, soit à la concession du type « concessions de travaux publics ».

Cette distinction est d'ailleurs assez arbitraire et ne doit pas être adoptée d'une manière trop absolue. L'application de l'un et de l'autre système aboutissent souvent à des résultats analogues. En effet, l'exploitation des mines en régie intéressée ne diffère pas sensiblement de l'exploitation par concessionnaire, avec participation de l'Etat aux bénéfices. Il n'en reste pas moins que l'exploitation en régie directe et que l'assimilation de l'industrie extractive à un service public répondent à une tendance nettement différente de celle qui aboutit à l'exploitation particulière, même soumise au contrôle étroit de l'Etat.

Quels sont les avantages des systèmes domaniaux ?

Leurs partisans leur en trouvent de nombreux.

Les mines constituent, disent-ils, un don gratuit de la nature ; elles rentrent dans la catégorie des biens sans maître, aussi est-il juste qu'elles reviennent à l'Etat qui en fera profiter toute la collectivité.

L'Etat aura toutes les facultés désirables pour organiser la production d'une manière logique et rationnelle et pour répartir équitablement les minéraux entre les consommateurs. Ce système permettra enfin la protection de la richesse nationale contre la mainmise de l'étranger et sauvegardera les intérêts de la défense extérieure du pays.

Tous ces arguments ne nous paraissent pas bien convaincants. L'affirmation que les mines constituent des biens sans maître, c'est-à-dire des choses qui, susceptibles

d'appropriation privée, constituent des biens alors même que personne n'en est propriétaire, est erronée.

L'appropriation des mines, en effet, nous l'avons déjà vu, ne peut résulter que d'une fiction juridique : on ne peut occuper matériellement une mine, on ne peut qu'appréhender, au fur et à mesure de leur extraction, les substances minérales mises au jour.

Le raisonnement en vertu duquel la propriété minière est accordée à l'Etat, en raison de ce fait que lui seul peut faire profiter toute la collectivité, de la richesse du sous-sol, ravale, comme l'écrit M. Pierre Baugas (1), la propriété au rang de fonction publique et la fait disparaître en tant que droit. Certes, à l'heure actuelle, le caractère absolu qui, si longtemps a été reconnu au droit de propriété, est battu en brèche de nombreux côtés ; il n'en reste pas moins que l'expérience est là pour prouver que l'industrie extractive est d'autant plus prospère que les droits des exploitants sont plus sérieusement garantis. Comme le disait Napoléon I^{er}, le 18 novembre 1809 : « Il y a un très grand intérêt à imprimer aux mines le cachet de propriété ; si l'on n'en jouissait que par concession, en donnant à ce mot son acception ordinaire, il ne faudrait que rapporter le décret qui concède, pour dépouiller ses exploitants, au lieu que si ce sont des propriétés elles deviennent inviolables ».

Mirabeau avait bien, auparavant, proclamé que les mines sont à la disposition de la nation, mais n'est-ce

(1) Thèse Pierre Baugas, Paris 1922 : Les principes dominants de la législation minière.

pas concevoir justement l'intérêt de la nation que de repousser le système de la domanialité ? L'exploitation étatique d'entreprises industrielles laisse, en effet, toujours à désirer ; elle donne des résultats nettement inférieurs à ceux qu'obtiennent les entreprises privées. L'absence de toute concurrence entraîne des perturbations économiques graves qui se répercutent dans toute la société. De deux choses l'une : ou bien les prix des minéraux extraits atteindront un niveau plus élevé qu'au temps où la concurrence jouait librement, et la collectivité se plaindra, à juste titre ; ou, au contraire, les prix atteindront un niveau plus bas, il y aura alors tout lieu de croire que l'Etat exploite en déficit, puisqu'il est empiriquement prouvé d'une part que la gestion d'une entreprise par l'Etat est beaucoup plus onéreuse que la gestion privée, et d'autre part, que dans un pays où la concurrence n'est pas entravée, la masse des bénéfices réalisés par les industriels est inférieure au montant des frais supplémentaires supportés par l'Etat exploitant. Ce déficit étant comblé, soit par des impôts, soit par des emprunts, qui ne sont que des impôts différés, les contribuables supporteront le poids du cadeau fait par l'Etat aux seuls consommateurs de produits miniers.

Doit-on condamner, en même temps que l'exploitation directe par l'Etat et que les concessions de trop courte durée qui poussent au gaspillage, la mise en adjudication publique des mines ? Ce système présente des inconvénients moins considérables que ceux que nous venons d'étudier. Il a pour lui l'avantage de procurer des ressources importantes au Trésor ; cependant, il ne faut pas

se leurrer sur les résultats pratiques auxquels il aboutit. En effet, l'adjudication des mines ne peut être pratiquée efficacement qu'en ce qui concerne les mines déjà connues. L'exploitation des gîtes miniers présumés ou nouvellement découverts présente un tel aléa que les sommes versées par les adjudicataires sont forcément minimales et ridicules.

M. Loucheur était bien de cet avis lorsqu'il disait au Sénat, le 5 juin 1919, lors de la discussion sur la loi minière : « une concession de mine a essentiellement le caractère d'une loterie ».

Le système de la mise en adjudication des mines ne peut donc normalement être admis que comme un mode subsidiaire de dévolution de la propriété minière.

Malgré tous ces inconvénients les doctrines domaniales n'ont pas cessé de jouir d'une faveur de plus en plus grande depuis le début de ce siècle. La loi française du 9 septembre 1919 reconnaît implicitement à l'État un droit éminent sur les mines. L'opinion publique, en Angleterre, est de plus en plus favorable à la nationalisation des mines. Pendant la guerre, la législation allemande (1), aujourd'hui la réglementation espagnole (2), reconnaissent à l'État un droit de mainmise sur l'ensemble de l'industrie extractive.

Les récentes lois pétrolifères, promulguées récemment au Mexique (3) et dans les états de l'Amérique du Sud,

(1) Allemagne. — Lois prussiennes du 18 juin 1907, du 11 décembre 1920, du 22 mai 1922, du 3 janvier 1924.

(2) Espagne. — Décrets royaux du 27 février 1926, du 6 août 1927 et du 8 janvier 1928.

(3) Mexique. — Constitution politique de 1917 (art. 24), loi du 31 décembre 1925, loi du 27 décembre 1927.

proclament les gisements d'hydrocarbures propriété nationale.

Au Maroc et en Tunisie, le principe de la domanialité des mines triomphe. Dans nos colonies elles-mêmes la réglementation minière semble évoluer lentement dans ce sens : la durée des concessions est considérablement réduite, le retour de la mine et de ses dépendances à la colonie en fin de concession est prévu, la création de zones réservées permet à l'administration de traiter contractuellement avec les exploitants qu'elle choisit librement.

Tant que le législateur se borne à combattre les abus et à contrôler les recherches et l'exploitation, il doit être approuvé, mais s'il ne sait pas s'arrêter dans la voie dans laquelle il s'engage, et s'il en arrive à restreindre exagérément le jeu de l'activité individuelle, il doit être combattu sans merci.

3° *Le système de la « Res Nullius »*

Les lois minières peuvent mettre en application un troisième et dernier système : on l'appelle communément système de la « Res Nullius ».

Les mines, au dire de ses partisans, ne constituent pas, avant d'être mises en exploitation, un bien au sens juridique du mot. On doit les faire rentrer dans la catégorie des « Res nullius ». Elles constituent une entité particulière que la concession sépare de la propriété de la surface.

Tous les types de législations qui accordent les droits miniers à l'inventeur, au premier demandeur, ou à l'indi-

vidu qui, le premier, occupe les terrains de la surface en y plantant des piquets ou des poteaux, tous ceux qui confèrent à l'Etat le pouvoir régalien de désigner librement le concessionnaire, s'inspirent de ce système.

En pratique, d'ailleurs, le système de la « res nullius » peut aboutir à des solutions différentes.

Nous allons étudier les principales modalités qui peuvent être adoptées par la loi.

1^{er} sous-système. — *Le Système Régalien*

Les lois qui s'inspirent du système régalien reconnaissent à l'Etat le droit d'accorder librement le permis d'exploiter, ou la concession, à ceux qui lui paraissent les plus aptes à mettre en valeur la richesse du sous-sol, et le droit de les refuser, discrétionnairement.

Les conditions dans lesquelles s'opère la dévolution de la propriété minière sont fixées ne varietur par la loi.

L'appropriation des mines résulte donc d'un acte de la puissance publique ; il serait difficile d'admettre une solution différente, une fois le caractère de res nullius reconnu aux mines.

Comme l'a fait justement remarquer M. Berthelemy (1) la puissance publique intervenant pour permettre au chasseur de tuer et de s'emparer du gibier qui court dans la plaine, il est naturel que par analogie un acte de la puissance publique soit nécessaire pour permettre à un individu d'extraire les minerais contenus dans une mine.

(1) cf. Berthelemy. *Revue Finance Univers*, 1911.

Ce système a l'avantage de permettre à l'Etat de choisir l'exploitant le plus capable et le plus digne, sans qu'il soit besoin de recourir à des discussions et à des marchandages.

Les intérêts de la collectivité peuvent ainsi être facilement sauvegardés puisque, tout en laissant jouer librement l'activité individuelle et la concurrence, l'Etat conserve le choix du concessionnaire et le contrôle de l'exploitation.

Ce système comporte aussi certains inconvénients : en effet, on peut toujours craindre que l'Etat ne sache pas choisir le meilleur exploitant, ou, qu'usant des droits considérables qui lui sont reconnus par la loi, il ne cherche à tirer argent de la dévolution des droits miniers. Au début de ce siècle le gouvernement français a eu recours à des pratiques semblables. Le Ministre du travail accorda les concessions de mines aux individus qui s'engageaient à fournir les plus fortes subventions aux œuvres d'assistance, ou à ceux qui, conformément aux décrets du 2 avril 1912, faisaient les offres de concours les plus avantageuses. Ces offres de concours, ô ironie, étaient censées bénévoles !

Les théoriciens socialistes reprochent, d'autre part, à ce système de frustrer la collectivité des richesses minérales et d'en attribuer le bénéfice gratuit aux seuls concessionnaires.

En fait, le système régalien a servi de base à un grand nombre de législations minières et la grande loi du 21 avril 1810 qui reste, malgré les modifications apportées

par la loi du 9 septembre 1919, la charte des mines françaises, s'en est inspirée directement.

Dans les pays neufs, aux colonies françaises en particulier, ce système est difficilement applicable. En effet, d'une part il ne permet pas de stimuler suffisamment l'activité des prospecteurs et des explorateurs ; d'autre part il nécessite l'accomplissement de formalités trop complexes dans des territoires où les fonctionnaires sont fort peu nombreux.

2^e sous-système. — *Système de la mise en adjudication des mines*

Dans le système de la mise en adjudication, les mines, tout en conservant le caractère de *res nullius*, sont attribuées au plus offrant. De prime abord, il semble difficile d'admettre en bonne logique que des « *res nullius* » puissent être vendues. A cela les partisans du système de l'adjudication répondent que du moment que l'Etat est chargé de choisir le concessionnaire, rien ne s'oppose à ce qu'il prenne comme critérium de ses capacités le montant plus ou moins élevé de la somme à verser en contrepartie de la délivrance de la concession. Plus cette somme est considérable et plus il est probable que l'acheteur est capable de mener à bien l'exploitation puisqu'il dispose de moyens financiers importants.

Puisque l'Etat peut donner la mine, pourquoi ne pourrait-il la vendre ? Ce système permet au trésor de se procurer des ressources et par là même fait profiter la collectivité de la richesse du sous-sol ; il est extrêmement simple

et il évite à l'administration le soin délicat de comparer les mérites des divers concurrents.

Malgré tous ces arguments, il est clair que, si le caractère de « *res nullius* » est reconnu aux mines, il est difficile d'admettre logiquement le système de l'adjudication. Le seul fait pour un individu, de présenter la plus forte soumission ne peut faire présumer quelle est sa capacité réelle. Bien au contraire, le versement d'une somme élevée à l'Etat, a souvent pour conséquence de pousser à l'écroulement de la mine.

Enfin ce système favorise la spéculation et ne permet pas au trésor, comme nous l'avons déjà vu, de se procurer des sommes importantes en contrepartie de la concession des gisements nouvellement découverts.

Aussi bien si l'adjudication publique peut, à la rigueur, être pratiquée dans certains cas, elle doit, en règle générale, être écartée en ce qui concerne la dévolution des mines nouvelles.

Le législateur colonial français, conformément aux conclusions adoptées par la Commission Lamé-Fleury (1) a introduit l'adjudication comme moyen subsidiaire de dévolution de la priorité minière dans certaines de nos possessions ; il ne fait cependant aucun doute qu'il ne la voit pas d'un œil favorable (2).

(1) cf. Rapport au Président de la République, 5 décembre 1884. J. O. 6 décembre 1884.

(2) cf. Rapport au Président de la République du Ministre Lebrun précédant le décret du 26 janvier 1912. — Indochine. J. O. 8 février 1912.

3° sous-système. — *Système de l'occupation*

Nous savons déjà qu'à part certains champs d'alluvions et certains gisements miniers affleurant au sol, les mines ne peuvent être matériellement appréhendées. Aussi est-ce improprement qu'on donne le nom de système de l'occupation au système en vertu duquel la propriété minière est, de par la volonté de la loi, accordée à l'inventeur ou au premier demandeur.

Les types de législation qui ressortent à ce système peuvent être repartis en plusieurs catégories.

Dans une première catégorie nous rangerons les lois qui accordent la propriété minière à celui qui occupe matériellement le premier les terrains superficiels, en se conformant aux formalités prévues par la réglementation (plantation de poteaux indicateurs, jalonnement du périmètre au moyen de piquets, etc...). Ce système est appliqué dans certaines des possessions britanniques sous le nom de système des « claims ».

Les modalités de son application varient avec chaque pays. Ici l'acquisition des droits miniers résulte de la simple prise de possession des terrains ; là, il est nécessaire de prouver, en outre, l'existence d'un gisement exploitable à l'intérieur du périmètre occupé.

Ici, les droits miniers ne peuvent être exercés que pendant la durée de l'occupation effective du terrain ; là, ils sont accordés définitivement aussitôt que les formalités prévues par la loi sont remplies.

Ce système convient particulièrement aux pays neufs et à l'intérieur desquels le législateur tient à favoriser la

petite exploitation. Il a été surtout pratiqué pour la mise en valeur des gisements superficiels de gemmes ou de métaux précieux. Malheureusement, l'expérience a prouvé qu'il donnait lieu à de fréquents abus : les fraudes et le chantage étant extrêmement faciles.

Dans la seconde catégorie, nous rangerons les lois qui accordent la propriété minière au premier demandeur.

L'acquisition des droits miniers résulte ici non de l'appréhension matérielle d'un terrain superficiaire, mais du dépôt d'une déclaration aux bureaux du service compétent. Si plusieurs déclarations portent sur le même périmètre, les droits miniers sont accordés au premier demandeur.

Ce système a l'avantage de favoriser considérablement la recherche des gîtes miniers ; sa simplicité, le nombre réduit des formalités qu'il comporte et des contestations qu'il fait surgir, en font un système particulièrement bien adapté aux pays neufs.

Néanmoins, il est loin d'être parfait :

Accorder la mine au premier demandeur, c'est souvent la donner à un individu qui ne possède ni les capacités techniques, ni les capacités financières suffisantes pour en mener à bien l'exploitation, c'est risquer de rendre improductifs de vastes gisements, c'est permettre à la spéculation de se donner libre cours.

Le législateur a cependant appliqué ce système dans nos colonies, il l'a heureusement complété en prenant toutes les mesures nécessaires pour parer aux abus de la mauvaise exploitation, de l'accaparement et de la spéculation.

Son œuvre simple et pratique mérite d'être approuvée.

Il ne faudrait pas tirer de conclusions trop hâtives et trop absolues de cette étude. Si, en théorie, il n'existe qu'un nombre restreint de systèmes auxquels les lois minières peuvent se rattacher, en fait, la réglementation comporte des modalités infinies.

Peu de législations sont basées sur des principes nettement arrêtés. Peu de régimes miniers sont entièrement rationnels. Le plus souvent le droit positif combine entre eux plusieurs des systèmes que nous avons étudiés, sans aucun souci de logique.

Le Régime minier français actuel est la résultante d'un compromis entre le système régalien et le système domanial.

Le Régime marocain combine les principes de domanialité et ceux de la dévolution de la propriété minière à la priorité de la déclaration.

Le Régime minier colonial français manque d'homogénéité.

Dominé par le souci de répondre à des besoins d'ordre pratique, il ne cherche sa justification dans aucune théorie métaphysique. La législation minière, il faut le dire en concluant, est fonction de l'état économique et social du pays où elle intervient.

L'adoption d'un régime minier idéal en théorie, donne souvent des résultats pratiques déplorables, aussi le législateur doit-il se donner pour tâche de découvrir, à la lumière de l'expérience, les modalités qui conviennent le mieux à son pays, dans l'état social et économique où il se trouve actuellement. Il doit savoir s'adapter aux trans-

formations qui se produisent peu à peu dans le monde, et il ne doit pas, sous prétexte d'un vain traditionnalisme, rester attaché à des préjugés périmés.

L'Angleterre nous donne l'exemple d'un pays dont la législation minière n'a pas su s'adapter aux besoins de l'heure présente et nous voyons le Régime archaïque et incohérent de la « Common-law » y paralyser peu à peu l'activité de l'industrie extractive.

Mais le législateur ne doit pas se hâter d'adopter des solutions trop radicales car un Régime minier ne peut être élaboré du jour au lendemain, sans causer les perturbations économiques et sociales les plus graves.

CHAPITRE II

Législation minière Métropolitaine et Réglementation minière Coloniale

La législation minière coloniale présente des caractères nettement différents, selon que triomphe le système de « l'assimilation » ou celui de « la spécialisation ».

Si les colonies se trouvent placées dans les mêmes conditions générales que la métropole, on ne voit aucune raison qui permette de condamner, a priori, le système de l'assimilation.

Si, au contraire, les colonies diffèrent profondément de la Mère Patrie, il faudra presque nécessairement édicter une réglementation spéciale à chacune d'elles.

La majorité des états, la France en particulier, ont abandonné aujourd'hui le système de l'assimilation des colonies, en matière minière.

Toutes nos colonies, l'Algérie exceptée, possèdent à l'heure actuelle un régime minier différent de celui qui est en vigueur dans la métropole. C'est là une des conséquen-

ces logiques des différences qui existent tant au point de vue géographique, économique et social, qu'au point de vue juridique et administratif, entre la France et ses possessions. Nos colonies sont, en effet, situées hors d'Europe et sont parfois très éloignées du continent.

Les gisements minéraux diffèrent par leur nature de ceux que l'on trouve dans la métropole ; les champs d'alluvions sont nombreux, les gemmes et les métaux précieux s'y rencontrent en quantité notable, l'existence de gîtes ou de nappes d'hydrocarbure est présumée en maints territoires.

La situation climatologique des colonies est tout à fait particulière : l'existence d'une saison des pluies peut avoir pour effet de restreindre sérieusement l'activité des recherches et de l'exploitation en ce qui concerne au moins les gisements superficiels ; la chaleur et l'humidité excessives qui règnent dans la zone tropicale, peuvent gravement préjudicier à l'hygiène des travailleurs et réduire leur capacité de production.

Le Régime foncier colonial, de son côté, diffère profondément du Régime métropolitain ; d'une part, en effet, aux Colonies, les terres domaniales non appropriées sont beaucoup plus nombreuses et plus étendues qu'en France, d'autre part, la propriété privée y est de date beaucoup plus récente. Le législateur colonial aura donc la faculté de soumettre les mines situées en terrains domaniaux à un régime juridique différent de celui qui s'applique aux mines situées à l'intérieur des propriétés privées, de même qu'il pourra, beaucoup plus facilement qu'en France, res-

treindre les droits du propriétaire de la surface sur le tréfonds.

Du point de vue du développement économique, les colonies sont encore fort en retard sur la Métropole : les moyens de transport y sont primitifs et insuffisants, les voies ferrées rares. Il est très difficile de traiter sur place les minerais mis au jour, ou de raffiner les huiles minérales. Devant l'étroitesse du marché intérieur, l'industrie extractive coloniale est obligée de rechercher des débouchés à l'extérieur.

Dans ces conditions il est aisé de comprendre que la réglementation fiscale aux colonies doit être conçue de telle sorte qu'elle n'apporte pas d'entraves exagérées à l'exportation des substances minérales, dont le prix de revient s'augmente des frais de transport et de frêt.

Le problème de la main-d'œuvre, de son côté, se présente d'une manière toute différente en France et aux Colonies. Si dans la Métropole, en effet, il est relativement facile de se procurer une main-d'œuvre qualifiée nationale ou étrangère, aux Colonies, il est très rare que l'on puisse trouver, en nombre suffisant, des indigènes qui soient susceptibles de faire de bons ouvriers mineurs.

La législation sociale française ne peut s'appliquer « de plano » dans nos possessions nouvelles ; les institutions d'assistance et de prévoyance, les organismes de conciliation, d'arbitrage ou de contrôle, qui rendent des services incontestables dans les pays arrivés à un haut degré de civilisation, ne peuvent pas convenir à des pays neufs où la main-d'œuvre indigène est ignorante et arriérée.

D'autre part, alors qu'en France il n'est plus guère de

régions où il soit possible de découvrir des mines nouvelles, plus beaucoup de gisements qui soient encore inconnus, la mise en valeur des richesses minérales aux Colonies françaises n'en est encore qu'à ses débuts. Aussi la première tâche du législateur colonial doit-elle être de favoriser la découverte et la mise en exploitation rapide des mines puisque le développement de l'activité de l'industrie extractive est un des plus puissants facteurs de la Colonisation.

Le régime politique et l'organisation administrative des Colonies des Pays de protectorat et des Pays sous mandat, diffèrent du tout au tout de ce que nous trouvons en France.

Dans les Pays de protectorat, par exemple, le droit d'intervention de la France se trouve limité par les droits reconnus à l'autorité locale.

En France, le régime minier est déterminé par des lois, aux Colonies par des décrets.

Aux Colonies, les pouvoirs des Gouverneurs sont extrêmement étendus ; il est naturel qu'on donne à ces hauts fonctionnaires, en matière minière, des attributions qui, en France, reviennent au Président de la République.

La rareté des fonctionnaires, l'étendue des territoires sur lesquels s'étend leur juridiction, rendent le contrôle effectif des recherches et de l'exploitation extrêmement difficile.

La réglementation minière applicable à nos possessions ne peut s'inspirer de théories par trop contraires aux doctrines juridiques ou aux traditions admises dans ces territoires ; elle doit tenir compte des droits coutumiers

d'exploitation traditionnellement possédés par les indigènes.

La juridiction administrative et la juridiction judiciaire aux Colonies ne sont pas organisées de la même manière qu'en France. Il existe parfois une juridiction indigène, aussi le législateur doit-il poser des règles spéciales en ce qui concerne le contentieux minier colonial.

Il semble donc évident que le régime minier métropolitain ne peut pas être étendu, sans graves inconvénients, à nos diverses possessions ; c'est un fait d'ailleurs qu'aujourd'hui le système de l'assimilation, en cette matière, a été abandonné presque partout.

Les Colonies françaises, les Dominions et les Colonies britanniques, les Possessions néerlandaises, pour ne parler que de celles-là, possèdent aujourd'hui une législation minière spéciale.

Cette législation est-elle commune à toutes les possessions d'un même Etat ? Ce serait une solution en apparence très simple ; en fait, il n'en est pas ainsi, car les différences qui subsistent entre les diverses colonies sont trop considérables pour le permettre.

Cette conception n'a pas toujours été celle du législateur français, et en étudiant l'histoire de la réglementation minière, nous pouvons découvrir les étapes qu'a parcourues sa pensée depuis plus d'un siècle.

Le Gouvernement s'est longtemps désintéressé de l'industrie extractive aux Colonies ; pendant la Révolution, il s'est contenté d'étendre le régime minier métropolitain à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion. Il faut arriver au Second Empire pour trouver enfin un embryon

de réglementation minière coloniale. Les doctrines qui triomphaient alors étaient celles de l'assimilation, aussi n'est-il pas étonnant que les premiers décrets, signés sous le règne de Napoléon III, se soient servilement inspirés de la loi de 1810 : le décret du 1^{er} Avril 1858 (Guyane), se borne, par exemple, à démarquer la législation métropolitaine.

La loi du 16 juin 1851, promulguée alors que la II^e République était à son déclin, avait déjà soumis l'Algérie au régime minier français.

Mais le système de l'assimilation comportait de trop graves inconvénients pour pouvoir subsister longtemps. Après une période chaotique où tour à tour les décrets coloniaux reproduisirent la législation française ou cherchèrent à s'émanciper en copiant les législations coloniales étrangères (1), les conclusions de la Commission Lamé Fleury (2) ont ouvert définitivement la voie aux réformes. Chaque colonie, à l'exception de l'Algérie, et bien entendu plus tard chaque Pays de protectorat, a obtenu un statut minier particulier, nettement différent du statut métropolitain.

Cette extrême diversification des textes réglementaires n'est d'ailleurs pas satisfaisante, aussi voyons-nous se dessiner actuellement un mouvement qui tend à l'unification des diverses législations minières coloniales.

Cette évolution, commencée au lendemain de la guerre,

(1) Décrets du 12 septembre 1873. Nouvelle Calédonie. — Décret du 18 mars 1881. Guyane.

(2) Rapport Lamé Fleury 5 décembre 1881.

est encore loin d'être terminée, mais il est évident que les différents décrets miniers pris depuis 1923, s'inspirent des mêmes principes et comportent des dispositions analogues, surtout en ce qui concerne la recherche et l'exploitation des gîtes d'hydrocarbures.

L'influence de la loi métropolitaine du 9 Septembre 1919 se fait sentir ; la mainmise de la Colonie sur les mines s'affirme peu à peu ; le concessionnaire nouveau privé du droit de propriété perpétuelle dont jouissaient ses devanciers est soumis à des obligations de plus en plus lourdes et à un contrôle de plus en plus serré.

Dans l'état actuel des choses, cependant, ce retour vers des théories assimilatrices ne peut être absolu. Il est impossible, en effet, d'organiser dans toutes nos Colonies le régime de la participation de l'Etat et des ouvriers aux bénéfices, et de substituer brusquement le mode de dévolution des droits miniers adopté en France, au mode automatique pratiqué depuis si longtemps.

CHAPITRE III

L'intervention de la Réglementation minière dans les Possessions françaises

Les possessions françaises peuvent être classées en plusieurs catégories : colonies, Pays de protectorat, Pays sous mandat, Condominiums.

Les colonies proprement dites ont été divisées elles-mêmes en deux classes par le *Senatus Consulte* du 3 mai 1854 : les anciennes colonies et les colonies nouvelles.

Le régime minier dans chacun des territoires rentrant dans l'une ou l'autre de ces catégories ou de ces sous-catégories, résulte de textes législatifs ou réglementaires de nature différente.

§ 1. — LES COLONIES

a) *Les anciennes Colonies.*

La réglementation des anciennes colonies (Martinique, Réunion, Guadeloupe) résulte, selon l'importance de la matière, de lois, de décrets en Conseil d'Etat ou de décrets simples. En vertu du *Senatus Consulte* de 1854, le partage

des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif s'opère dans les mêmes conditions que dans la métropole.

C'est donc au Parlement qu'est confié le soin de déterminer le statut minier des anciennes colonies.

Les lois minières, comme toutes les lois d'ailleurs, ne deviennent exécutoires qu'après l'accomplissement d'un certain nombre de formalités : promulgation par le Président de la République, intervention d'un décret spécial rendant, s'il en est besoin, la loi applicable à la Colonie ; signature par le gouverneur d'un arrêté promulguant la loi ou le décret spécial ; publication au Journal Officiel de la Colonie.

Si la loi minière est destinée spécialement à la Colonie ou si le Parlement la déclare de plein droit applicable à celle-ci, l'intervention du décret spécial devient inutile et superflue.

b) *Les Colonies nouvelles.*

L'article 18 du Senatus Consulte du 3 mai 1854 a soumis les Colonies nouvelles au régime des décrets simples.

La réglementation y résulte donc de décrets du Président de la République. Néanmoins rien ne s'oppose à ce que la loi puisse intervenir subsidiairement. Le Parlement conserve en effet le droit de statuer sur tous les cas particuliers. Peut-il décider que tous les problèmes relatifs à cette matière doivent être résolus par voie législative ? La question est plus délicate et sort du cadre de notre étude ; pour pouvoir y répondre il faut, avant

toute autre chose, étudier la nature juridique du *Senatus Consulte* de 1854 et déterminer quelle est la valeur actuelle de ce texte.

Le chevauchement des lois et des décrets peut amener certaines complications ; pour y échapper il suffit de savoir que si une loi peut abroger, ou modifier une autre loi ou un décret, un décret, lui, ne peut abroger ou modifier qu'un autre décret.

En pratique donc, le Parlement n'intervenant que lorsqu'il s'agit d'engager les finances de l'Etat, le pouvoir exécutif est le législateur de droit commun des Colonies nouvelles.

Aussi voyons-nous la réglementation minière dans ces territoires résulter de décrets du Président de la République, pris sur proposition du Ministre des Colonies, après étude préalable du projet par le gouverneur et le conseil d'administration intéressés, et par les bureaux compétents de l'administration centrale métropolitaine.

Ces décrets ne deviennent exécutoires, en vertu du décret du 15 janvier 1853, qu'après intervention d'un arrêté du gouverneur portant promulgation de ces textes et après publication au *Journal Officiel* ou au *Bulletin Officiel* de la Colonie.

L'accomplissement de ces formalités est rigoureusement nécessaire (1).

C'est pourquoi certains décrets — tel celui du 27 février 1924 (2) relatif aux autorisations personnelles en

(1) Cassation 2 mars 1893. — Cassation 16 mai 1895.

(2) Le décret du 27 février 1924 n'a pas été promulgué en Indochine et dans la Côte Française des Somalis.

matière minière — n'ayant pas été promulgués partout, ne sont pas appliqués à l'universalité de nos Colonies, alors qu'en principe ils étaient destinés à l'être.

Le gouverneur est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en application des décrets miniers ; en outre, il doit prendre des arrêtés de police en vue de sauvegarder la sécurité et l'hygiène générales.

§ 2. — LES PAYS DE PROTECTORAT

La Tunisie et le Maroc sont soumis au protectorat français. (Pour tout ce qui concerne le droit minier, l'Indochine étant assimilée à une colonie nouvelle, nous renvoyons, pour l'étude de sa réglementation, au paragraphe précédent.)

La réglementation minière dans les Pays de protectorat résulte d'actes de la puissance souveraine locale, préparés et rédigés conformément aux suggestions du Représentant du gouvernement français, et contresignés par lui.

Ces actes portent en Tunisie le nom de décrets beylicaux et au Maroc le nom de dahirs. Les dahirs marocains sont d'ailleurs fréquemment complétés par des arrêtés du Grand Vizir.

§ 3. — LES PAYS SOUS MANDAT

Au Togo et au Cameroun la réglementation minière résulte de décrets pris par le Président de la République sur proposition du Ministre des Colonies ; en Syrie, d'arrêtés pris par le Haut Commissaire Français.

Ces textes ne doivent pas porter atteinte aux disposi-

tions contenues dans les accords Internationaux qui ont confié à la France le soin d'exercer son mandat sur ces pays.

§ 4. — CONDOMINIUMS

Il n'existe, à l'heure actuelle, qu'un seul Condominium franco-anglais, celui des Nouvelles Hébrides. Aucune réglementation minière n'est encore en vigueur sur ce territoire. Si jamais il devient nécessaire d'en édicter une, elle résultera d'un décret du Président de la République. Ce texte n'aura force exécutoire qu'à l'égard des ressortissants français du Condominium, et ne pourra être mis en application que dans leurs propriétés.

§ 5. — L'ALGÉRIE

Le régime minier algérien a été déterminé par voie législative. Toutefois la réglementation spéciale aux gîtes de phosphate de chaux, situés en terrains domaniaux ou « Habous », a été posée par voie de décrets.

Lorsqu'aucune loi, aucun décret n'est venu déterminer le statut minier applicable à une Colonie, il est intéressant de savoir comment peuvent être entreprises les recherches et l'exploitation des mines.

Le problème ainsi posé présente un intérêt considérable puisqu'à l'heure actuelle la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, les Nouvelles Hébrides, Saint-Pierre et Miquelon, ne possèdent aucune réglementation minière. Que va-t-il advenir lorsqu'une certaine activité de l'industrie extractive commencera à s'y faire jour ?

Certains prétendent qu'en l'absence de toute législa-

tion, il est impossible de se livrer à la recherche ou à l'exploitation des gîtes miniers. Le propriétaire du sol, disent-ils, ne peut posséder aucun droit sur la mine, le principe de l'accession étant rejeté par le droit français et l'article 552 du Code Civil réservant à la réglementation à intervenir, le soin de déterminer le mode de dévolution de la propriété minière. L'inventeur ou le premier occupant des terrains de la surface ne peuvent non plus acquérir de droits qu'en vertu de la loi positive.

Cette solution n'est pas satisfaisante puisqu'elle a pour résultat de paralyser pendant de longues années la mise en valeur des richesses du sous-sol.

Certains auteurs admettent que le Ministre des Colonies peut, en l'absence de toute loi ou de tout décret minier, donner pour instructions aux gouverneurs, d'accorder des permis de recherches ou des concessions en se conformant simplement aux données du droit commun minier colonial.

Il est difficile d'admettre, en se plaçant au point de vue juridique, qu'un simple arrêté du Gouverneur puisse, sans se baser sur une loi ou sur un décret préexistant, créer de tels droits en faveur de simples particuliers.

D'autre part, il est impossible d'admettre l'extension automatique « du droit commun minier colonial » au territoire envisagé, car la doctrine et la jurisprudence sont d'accord aujourd'hui pour reconnaître qu'il faut rejeter la notion de « droit commun » en matière coloniale.

L'étude détaillée des différents décrets miniers coloniaux nous permettra d'ailleurs de constater combien les règles adoptées relativement à la nature, à la durée de

la propriété minière et aux modes de dévolution des droits miniers, diffèrent avec chacune des Colonies envisagées.

Ici, la concession est perpétuelle ; là, elle est temporaire. Ici, les droits miniers sont acquis à la priorité de la demande ; là, ils le sont par voie d'adjudication publique. Ici, le système des zones réservées à la Colonie joue ; là, au contraire, il n'est pas en vigueur.

Il nous semble donc difficile d'admettre que le Gouverneur puisse, de sa propre autorité, conférer des permis de recherches ou des concessions portant sur des propriétés particulières, ou même, puisse étendre à la Colonie une réglementation appliquée autre part.

Le choix d'une réglementation minière coloniale de préférence à une autre, choix opéré arbitrairement par le Gouverneur, ne peut être justifié par aucune raison juridique valable.

En fait, le Ministère des Colonies s'oppose absolument à cette pratique, et avec raison, car en l'absence de toute autre réglementation, c'est l'article 552 du Code Civil qui doit être appliqué ; or, cet article, dans son paragraphe 3, dispose que le propriétaire du sol peut faire, au-dessous de sa propriété, toutes les constructions ou fouilles qu'il juge à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines et des lois et règlements de police. On peut conclure de ce texte que lorsqu'aucune loi, lorsqu'aucun décret ne sont venus restreindre les droits du propriétaire du sol, celui-ci peut opérer dans son fonds toutes les fouilles qu'il juge utiles, et disposer librement des produits qu'il a extraits.

Admettons que la propriété du tréfonds ne lui soit pas attribuée en vertu du système de l'accession, il n'en reste pas moins qu'il peut entreprendre la recherche et l'exploitation des gisements qui s'étendent sous son fonds.

Cette thèse puise une force nouvelle dans ce fait qu'au moment de la promulgation du Code Civil, la législation minière intermédiaire, si favorable aux droits du propriétaire du sol était encore en vigueur.

En effet la loi des 12-28 juillet 1791 accordait au propriétaire du sol le monopole de l'exploitation du sol jusqu'à une profondeur de 100 pieds.

Cette loi est la seule d'ailleurs qui ait été appliquée — pendant un temps relativement court, il est vrai — en Guadeloupe, en Martinique et dans la Réunion.

Le Ministère des Colonies lui-même s'est rallié à cette solution, la seule qui permette juridiquement de mettre en valeur la richesse minérale de nos possessions non réglementées. Cette solution est malheureusement peu pratique, puisqu'elle comporte tous les inconvénients du système de l'accession, et qu'elle ne fournit aucune garantie certaine pour l'avenir, au propriétaire exploitant. Ce dernier, en effet, peut se trouver brusquement privé de ses droits sur la mine quand un texte réglementaire interviendra ; il est vrai que, dans un souci d'équité, les lois ou les décrets nouveaux ne portent pas atteinte aux droits antérieurement acquis.

Mais sur les terrains domaniaux les pouvoirs du Gouverneur ne se trouvent plus limités par les dispositions de l'article 552 du Code Civil ; aussi n'est-il pas déraisonnable de reconnaître à l'administration le droit d'accor-

der des permis d'exploitation temporaires aux individus qui en font la demande. Du moment que l'administration peut accorder des permissions de voirie sur les terrains domaniaux on peut lui reconnaître le droit de conférer également des droits précaires et révocables sur les gisements miniers qui y sont contenus.

Depuis un quart de siècle, sous l'influence de la jurisprudence du Conseil d'Etat, les droits des titulaires de permissions de voirie ont été de plus en plus sérieusement garantis. Il est possible de sauvegarder de la même manière les droits des titulaires de permis d'exploitation.

Depuis peu, le Ministère des Colonies a tacitement approuvé ce procédé ; il ne l'a pas expressément réglementé ; toutefois, il a fait savoir aux Gouverneurs des diverses colonies non réglementées qu'il verrait d'un œil défavorable les permis d'exploitation d'une durée supérieure à 6 années.

Une autre question s'est parfois posée : dans les colonies non réglementées, des lois ou des décrets particuliers peuvent-ils instituer directement des concessions ? Cette question ne présente qu'un intérêt pratique très restreint, du fait que le pouvoir législatif ou le pouvoir exécutif préféreront recourir à une réglementation générale quand le besoin s'en fera sentir, plutôt qu'à une réglementation particulière à chaque individu.

Les grands principes du droit public français semblent s'opposer à ce que, en l'absence d'une législation générale, une loi particulière ou un décret spécial vienne instituer une concession. Une loi spéciale doit en effet généralement se reporter à une loi générale même s'il s'agit d'y déro-

ger, de même qu'un décret spécial doit se reporter à un décret général ou à une loi.

Il est cependant possible de trouver quelques exemples où, en l'absence de réglementation minière, des décrets spéciaux sont intervenus pour accorder des droits miniers. C'est ainsi qu'en 1906 un décret est venu délivrer un permis de recherches à un particulier dans l'île de St-Pierre.

Cette pratique désuète est entièrement abandonnée aujourd'hui ; elle reprend cependant un certain lustre lorsqu'on étudie ce qui se passe actuellement dans les anciennes Colonies françaises.

Par suite du développement de l'activité minière, la nécessité d'une réglementation des recherches et de l'exploitation se fait impérieusement sentir ; cette réglementation ne peut résulter que d'une loi. Or, le travail du Parlement est extrêmement lent et il est à craindre que les projets, qui ont été déposés, ne sommeillent longtemps dans les cartons, avant même que d'être étudiés par la commission compétente.

Le Gouvernement s'est ému, heureusement, en constatant ce retard préjudiciable aux intérêts de la Martinique et de la Guadeloupe, et de la Réunion, et il a proposé au Parlement de déléguer au Pouvoir exécutif le soin de réglementer la recherche et l'exploitation des mines dans ces Colonies.

Les Représentants de ces territoires au Parlement s'opposent à ce projet qui, ils le craignent bien, leur ferait perdre un peu de leur importance.

Cette réforme est, malgré tout, souhaitable, car la

réglementation minière est beaucoup plus souple et mieux adaptée aux circonstances lorsqu'elle résulte de décrets. Aussi bien la réglementation minière coloniale est-elle plus rationnelle et plus évoluée que la législation métropolitaine. N'a-t-elle pas, depuis longtemps, rejeté le système désuet de classification des gîtes minéraux en trois catégories pour adopter la répartition plus logique en deux groupes ? N'a-t-elle pas, depuis longtemps, mis en application les principes dont s'est inspirée seulement le 16 décembre 1922 la loi métropolitaine ? (1).

Si l'on a pu reprocher au pouvoir exécutif d'être trop versatile et de modifier trop fréquemment le régime minier colonial, il semble bien prouvé aujourd'hui que l'ère des tâtonnements est révolue, et que les errements passés ne se reproduiront plus.

(1) Loi du 16 décembre 1922 réglementant la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. J.O. 18 déc. 1922.

CHAPITRE IV

Les principaux Textes miniers en vigueur aujourd'hui dans les Colonies françaises

Les principaux textes miniers en vigueur à l'heure actuelle dans les colonies françaises sont les suivants :

§ 1. — TEXTES GÉNÉRAUX

- 1° Loi de finances du 13 juillet 1911, article 127, ordonnant la publication au Journal Officiel de la République Française des actes instituant des concessions portant sur une superficie supérieure à 2.000 hectares.
- 2° Décret du 8 janvier 1916 fixant les conditions relatives à l'octroi de permis miniers dans les colonies françaises.
- 3° Décret du 28 juillet 1918 modifié le 27 février 1924 réglementant la délivrance des autorisations personnelles en matière minière.

Les décrets de 1916-1918-1924 ne sont pas applicables en Syrie, en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

Aucun d'eux n'a été promulgué en Côte Française des Somalis, dans les établissements de l'Inde Française et dans les Colonies dépourvues de réglementation minière.

Enfin, le décret du 27 février 1924 n'a pas été promulgué en Indochine.

§ 2. — RÉGLEMENTATION SPÉCIALE
A CHACUNE DES POSSESSIONS FRANÇAISES

1° *Afrique Equatoriale Française.*

Décret du 8 juillet 1926, modifié par le décret du 31 juillet 1927.

2° *Afrique Occidentale Française.*

Décret du 22 octobre 1924, modifié par le décret du 31 juillet 1927.

3° *Algérie.*

Les textes fondamentaux sont :

La loi du 16 juin 1851, art. 5.

Le décret du 8 mai 1920.

Le décret du 28 août 1920.

Le décret du 20 juillet 1922.

La loi du 10 décembre 1922.

Le décret du 31 octobre 1924.

La loi du 28 juin 1927.

Le décret du 4 octobre 1928.

4° *Cameroun.*

Décret du 20 mai 1928.

5° *Guyane.*

Décret du 16 octobre 1917.

6° *Etablissements Français de l'Inde.*

Décret du 25 novembre 1884, non promulgué.

7° *Indochine.*

Décret du 26 janvier 1912, modifié par les décrets :

du 24 décembre 1913 ;

du 12 novembre 1916 ;

du 31 août 1928 ;

du 5 septembre 1928.

Décrets du 22 avril 1927 et du 12 juillet 1928 réglementant le régime fiscal des mines.

8° *Madagascar.*

Décret du 19 juillet 1923, modifié par les décrets du 17 décembre 1925 et du 26 octobre 1928, complété par les arrêtés du Gouverneur Général du 8 et du 10 décembre 1923.

9° *Maroc.*

Dahir du 15 septembre 1923, complété par les arrêtés viziriels du 20 septembre 1923 et du 7 juin 1924, et par le dahir du 29 septembre 1924, modifié lui-même le 12 avril 1927. Arrêté viziriel du 1^{er} juillet 1924, Dahir du 15 décembre 1928.

10° *Nouvelle-Calédonie et dépendances.*

Décret du 28 août 1927.

Décret du 18 janvier 1928.

11° *Océanie.* [Etablissements Français].

Décret du 17 octobre 1917, modifié par le décret du 23 février 1918.

Arrêté du 24 mars 1918.

12° *Somalis (Côte Française des).*

Décret du 6 juillet 1899, complété par les décrets du 4 août 1901, 19 mars 1905, 13 mars 1928.

13° *Syrie.*

Arrêté 2856 du Haut-Commissaire Français, publié le
29 octobre 1924.

14° *Togo.*

Décret du 26 octobre 1927.

15° *Tunisie.*

Décret beylical, du 29 décembre 1913.

Décrets beylicaux du 1^{er} et du 2 décembre 1898, modifiés par le décret beylical du 22 août 1906.

CHAPITRE V

Les grands Principes du Droit minier colonial Leur application

Avant de commencer l'étude détaillée de la réglementation minière coloniale française, il est nécessaire de dégager les grands principes dont s'est inspiré le législateur.

Le but que celui-ci s'est proposé d'atteindre a été avant tout un but pratique ; il a cherché à créer un régime simple, commode et bien adapté aux besoins de chacune de nos possessions, sans se soucier outre mesure d'instaurer un système juridique absolument logique.

C'est pourquoi l'œuvre qu'il a réalisée, si elle peut être critiquée du point de vue théorique, donne au point de vue objectif des résultats satisfaisants.

Un effort très considérable a été réalisé en vue de favoriser le développement de l'industrie minière aux colonies. Malheureusement la pauvreté du sous-sol de certaines de nos possessions n'a pas permis à ces efforts d'être partout couronnés de succès.

Dans les pays neufs, insuffisamment mis en valeur, il est de toute nécessité que le développement de l'activité minière soit facilité. Le législateur colonial a bien compris qu'il fallait encourager, autant que faire se pouvait, les recherches et l'exploitation des gîtes minéraux ; il n'a pas perdu de vue ce grand principe lorsqu'il a établi le statut minier de nos possessions.

Il a donc décidé que la mine serait accordée sans vaines formalités au prospecteur ou à l'inventeur, que la dévolution des droits miniers s'opérerait quasi automatiquement et le plus souvent à la priorité de la demande, que les droits des explorateurs et des exploitants seraient sérieusement garantis dans le temps et dans l'espace, enfin que les charges fiscales de l'industrie extractive seraient très modérées.

Mais il était à craindre qu'un régime aussi libéral ne donnât lieu à certains abus. Il fallait, par des mesures appropriées, les empêcher de se produire. Le législateur colonial, en conséquence, s'est donc efforcé de mettre un frein à l'accaparement de trop vastes territoires dans les mêmes mains, de réduire au minimum les risques de fraude et de chantage, la mainmise de l'étranger sur notre richesse minière, le gaspillage dans les exploitations, les scandales financiers qui détournent les capitaux des colonies.

Les décrets miniers sont donc des textes libéraux, mais on peut aujourd'hui constater l'évolution progressive de la réglementation dans un sens restrictif. C'est ainsi que des textes nouveaux ont reconnu au Gouverneur le droit d'empêcher les individus et les sociétés de se livrer à la

recherche ou à l'exploitation des mines, en refusant de leur délivrer l'autorisation personnelle nécessaire à cet effet. C'est ainsi également que le Gouverneur est habilité à prononcer la déchéance des concessionnaires dans un nombre de cas de plus en plus grand. C'est ainsi que les droits de la colonie sur les mines augmentent considérablement alors que les garanties des exploitants diminuent sensiblement.

Cette évolution s'est singulièrement accélérée depuis la fin de la guerre ; les décrets coloniaux les plus récents ne reconnaissent plus au concessionnaire un droit de propriété immobilière perpétuelle sur la mine, la temporalité de la concession a été adoptée et le retour périodique de la mine à la colonie prévu.

Le législateur espère ainsi faciliter le réajustement à intervalles réguliers des conditions de l'exploitation aux modifications de l'état économique et social du territoire.

Certes, la réglementation minière ne doit pas être immuable ; elle doit tenir compte des modifications incessantes qui se produisent et s'adapter aux nécessités de l'heure présente, mais elle doit cependant conserver une certaine stabilité. Le législateur doit éviter les réformes trop brusques qui peuvent être causes de bouleversements économiques graves ; il ne doit jamais porter atteinte aux droits acquis : la rétroactivité des décrets est condamnable, lorsque les dispositions prises ont pour effet de réduire les droits ou d'aggraver les charges des permissionnaires ou des concessionnaires, car le résultat direct de ces mesures est de provoquer le dégoût de ceux qui ont été

lésés et de ceux qui, jusque là, avaient l'intention de s'intéresser à la mise en valeur du sous-sol.

Rendre une législation minière rétroactive dans ces conditions c'est commettre à la fois une erreur juridique et une faute contre l'équité.

La mise en application de ces quelques grands principes postule la résolution préalable d'une foule de problèmes importants.

Nous allons étudier maintenant les solutions que le législateur colonial s'est décidé à leur apporter et les raisons qui l'ont guidé dans ce choix.

§ 1. — LE PROBLÈME DE LA CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

La répartition des gîtes minéraux en plusieurs classes a pour but de déterminer le champ d'action des lois minières. Elle permet l'application d'un régime légal différent à chacune des catégories de substances minérales qui auront été distinguées. Elle permet de savoir quels sont les gîtes qui peuvent être exploités directement et librement par le propriétaire du sol ; quels sont les gîtes qui sont réservés, s'il y a lieu, à la Colonie ; quels sont les gîtes qui doivent faire l'objet de concessions. Elle forme donc la base de toute législation minière.

En France, la vieille classification des gîtes minéraux en mines, minières et carrières subsiste encore avec tous ses inconvénients. Aux Colonies, dans les Pays de protectorat, dans les Pays sous mandat, la réglementation adopte unanimement la classification plus simple et plus logique en mines et carrières.

Ce système est beaucoup plus satisfaisant que celui pratiqué en France, où la classe intermédiaire des minières est une source continuelle de complications. C'est parce qu'il était très difficile de distinguer les mines des minières, dans la métropole, que les décrets coloniaux ont supprimé la classe des placers qu'ils avaient longtemps soumise à une réglementation spéciale.

Conformément à la règle généralement admise, la propriété des carrières aux colonies françaises est accordée de plein droit aux propriétaires du sol, alors que les droits de recherche et d'exploitation des mines ne peuvent être accordés qu'en vertu d'actes de la puissance publique.

a) *Les carrières*

La classe des carrières, dans les possessions françaises, comprend en général les gîtes de matériaux de construction et ceux d'amendements et d'engrais. Les gisements de tourbe obéissent à un régime légal analogue.

Il a paru juste au législateur de laisser la disponibilité de ces substances au propriétaire du sol, puisqu'elles sont normalement utilisées pour la construction des maisons et des murs, pour l'établissement des chemins, pour le chauffage domestique et pour l'amendement des terres.

Si le droit d'extraire ces substances avait été retiré au propriétaire du sol, il aurait pu en résulter des conséquences graves pour la mise en valeur du territoire.

Le système de l'accession a donc été admis en ce qui concerne les carrières. Le législateur n'a pas voulu recon-

naître par là que les gîtes minéraux de cette classe pouvaient être occupés matériellement — beaucoup de carrières souterraines s'exploitent de la même manière que les mines — il a voulu simplement sauvegarder les droits les plus élémentaires du propriétaire du sol. C'est pourquoi il a décidé que les carrières constituaient une dépendance de la propriété superficielle dont elles devaient suivre la condition.

Nous avons vu déjà que les principales substances rentrant dans la classe des carrières étaient assez peu nombreuses. Il est, malgré tout, nécessaire que le législateur les définisse nettement. Pour cela, il peut recourir, soit à une énumération limitative des gîtes minéraux laissés à la disposition du propriétaire du sol, soit à une énumération limitative des gîtes rentrant dans la classe des mines. Dans le premier cas, les gîtes de substances non énumérées constituent, de droit commun, des mines ; dans le second cas, ils constituent des carrières.

La première solution nous semble la plus juste et la plus logique. C'est elle, d'ailleurs, qui a été adoptée dans la majorité de nos diverses possessions. En effet, à l'exception de l'Algérie, soumise à la législation métropolitaine, et du Protectorat du Maroc, qui a opté pour la seconde formule, toutes nos possessions connaissent le système de l'énumération des substances minérales rentrant dans la classe des carrières.

Les diverses réglementations comportent d'ailleurs sur ce point quelques modalités particulières.

Au Maroc, sont considérés comme constituant des carrières, les gîtes de substances minérales qui ne rentrent

pas dans la classe des mines. Les phosphates, les nitrates et les sels qui leur sont associés sont, en raison de l'importance que présente leur exploitation, considérés comme des substances minières.

Dans l'Inde Française, dans la Côte des Somalis, en Indochine, en Guyane, en Océanie, à Madagascar, en Syrie, en A. O. F., en A. E. F., au Cameroun et au Togo, les gîtes minéraux rangés dans la classe des carrières sont strictement énumérés. Il en est de même en Tunisie, où des règles spéciales, analogues à celles pratiquées en Algérie, viennent s'appliquer à l'exploitation des phosphates.

En A. O. F., certaines substances minérales susceptibles d'être exploitées soit comme matériaux de construction, ou comme amendements, soit comme minerais, peuvent être considérées simultanément selon l'usage auquel elles sont destinées comme des substances minières ou comme des substances rentrant dans la classe des carrières. Même lorsqu'une concession a été accordée sur les gîtes de ces substances à des tiers, le propriétaire du sol conserve son droit d'exploitation, s'il destine le produit de ses fouilles à l'amendement de ses terres ou à la construction. Pour pouvoir exercer son droit, il lui suffit d'obtenir une autorisation administrative.

Il est à craindre que cette ingénieuse innovation ne suscite quelques déboires. Sa complication, en effet, fera naître presque infailliblement des contestations entre l'exploitant et le propriétaire du sol.

Il nous semble que la solution la plus convenable qui puisse être apportée au problème de la classification

légale des gîtes minéraux est celle qui a été adoptée par l'article 2 du décret du 19 juillet 1923 à Madagascar.

Les contestations qui peuvent s'élever relativement à la répartition des gîtes minéraux en deux classes, doivent être rapidement tranchées.

Au Maroc, il est statué par dahir sur ce point ; en Tunisie, par arrêté du Directeur général des Travaux Publics ; en Algérie, par décret en Conseil d'Etat ; en Syrie, par arrêté du Haut Commissaire.

Le Ministre des Colonies, après avoir pris l'avis du Comité des Travaux Publics, statue sur les contestations qui naissent à ce sujet dans la Côte des Somalis, en A. O. F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun.

En Indochine, en Guyane, en Océanie et à Madagascar, c'est le Gouverneur Général ou le Lieutenant Gouverneur qui statue en Conseil d'Administration sur le rapport du chef du service des mines.

Cette dernière solution a pour elle le mérite d'éviter toutes vaines formalités et de permettre une décision rapide.

Quelle est exactement le caractère juridique de la décision du Ministre et du Gouverneur ?

Il y a une vingtaine d'années, maints auteurs affirmaient qu'elle possédait le caractère d'une décision juridictionnelle. Aujourd'hui que la théorie du ministre juge et de l'administrateur juge est généralement rejetée, il semble que l'on doive attribuer à cette décision le caractère d'un acte administratif ; cependant il est à noter que cette décision ressemble beaucoup à une décision

contentieuse, par ce fait que le ministre ou le gouverneur ne peuvent statuer qu'en cas de contestation.

C'est ce qui explique que les travaux préparatoires au décret du 25 février 1897 (Annam-Tonkin) aient reconnu, à cette décision, le caractère contentieux.

L'exploitation des carrières s'opère d'une manière extrêmement simple. Le propriétaire du sol ou le tiers avec lequel il a traité jouissent sur ce point de la plus grande liberté.

L'exploitant est simplement tenu de se conformer aux règlements de police édictés par l'autorité compétente.

B) *Les mines*

La classe des mines comprend les gîtes de substances minérales qui échappent à la libre disposition du propriétaire du sol.

Le législateur colonial, en ce qui concerne la détermination des mines, a renoncé au criterium tiré de l'allure générale du gisement.

Comme nous l'avons vu précédemment, en règle générale, on peut dire que tous les gîtes minéraux qui ne sont pas réputés constituer des carrières rentrent dans la classe des mines.

Par exception, en Algérie, la classification métropolitaine s'applique. Au Maroc les gîtes miniers sont limitativement énumérés. Dans l'Inde française les substances minérales ou fossiles susceptibles de rentrer dans la classe des mines doivent se présenter en gisements naturels susceptibles d'utilisation. Dans la Côte des So-

malis, elles doivent pouvoir faire l'objet d'une utilisation industrielle.

Les mines, en vertu du grand principe qui domine toute la réglementation, forment une propriété absolument distincte de celle de la surface.

Que ce soit le système de la « *res nullius* » qui soit appliqué comme en Guyane, ou celui de la domanialité comme en Tunisie et au Maroc, la même conclusion s'impose : les mines échappent au propriétaire du sol et ne peuvent faire l'objet d'une appropriation qu'en vertu d'une autorisation spéciale de l'autorité publique.

La nature juridique des mines, avant leur appropriation par les particuliers, n'est pas la même selon que le système de la « *res nullius* » ou celui de la domanialité est appliqué.

Le système domanial a pour conséquence de séparer de plano la propriété tréfoncière de la propriété foncière.

Le système de la « *res nullius* » n'opère cette séparation qu'au moment où les droits miniers sont accordés sur un gîte déterminé.

Dans le premier cas, les mines, avant même leur découverte, constituent une propriété domaniale, alors que dans le second cas, elles forment, avant leur dévolution, une dépendance de la propriété superficière, dépendance de nature particulière d'ailleurs, puisqu'en dehors de l'Algérie, des Etablissements français de l'Inde et des Colonies non réglementées, le propriétaire du sol se voit refuser le droit d'entreprendre des travaux de recherches sans autorisation, et ne se voit pas reconnaître

le droit à la perception d'une redevance tréfoncière en cas d'exploitation par des tiers.

Les droits miniers accordés sur un certain périmètre à un même individu vont-ils s'appliquer à toutes les substances de la classe des mines, à certaines substances concessibles présentant entre elles certaines affinités, ou seulement à une substance minérale déterminée ?

La première solution a, pour elle, l'avantage de donner au prospecteur et à l'exploitant des droits étendus des garanties sérieuses.

Elle permet, en empêchant la superposition de plusieurs entreprises sur le même périmètre, d'éviter les frictions et les chantages qui se produisent facilement autrement.

Mais elle a le grave inconvénient de retarder la mise en valeur de richesses minérales parfois importantes : un concessionnaire qui se livre à l'exploitation de l'or peut, en effet, se désintéresser totalement de celle d'autres substances minières qui existent en quantité considérable dans son périmètre.

La seconde solution permet la recherche et l'exploitation, par le même individu, de substances présentant entre elles des affinités minéralogiques et chimiques certaines ; elle reconnaît donc aux permissionnaires ou aux concessionnaires des droits importants, en même temps qu'elle favorise la mise en valeur des richesses du sous-sol.

Cette solution fort logique permet de soumettre à un régime légal, différencié, la recherche et l'exploitation de

certaines substances particulières telles que les métaux précieux, les gemmes et les hydrocarbures.

On peut simplement lui reprocher d'autoriser la superposition des exploitations, mesure qui offre souvent plus d'inconvénients que d'avantages.

La troisième solution qui, en Europe, est communément appliquée, ne peut convenir à des pays aussi neufs que le sont nos diverses possessions, où la recherche et l'exploitation des mines doivent être encouragées vigoureusement.

Le législateur colonial n'a pas partout résolu, d'une manière uniforme, le problème qui se posait à lui.

En Indochine, à la suite d'abus regrettables, il a adopté le principe de l'universalité des droits miniers (1^{re} solution).

Dans nos autres possessions, il a eu recours à la division des mines en plusieurs catégories.

En A. E. F., en effet, nous voyons que les substances concessibles sont réparties en deux catégories ; dans la Côte des Somalis, dans l'Inde Française, en A.O.F., au Cameroun et au Togo, en trois catégories ; en Guyane et en Océanie, en quatre ; au Maroc, en Tunisie et en Nouvelle Calédonie, en cinq, à Madagascar enfin et en Syrie, en huit catégories différentes.

Cette répartition, tout arbitraire et incomplète qu'elle soit, a donné pourtant en pratique des résultats satisfaisants (1).

(1) Citons par exemple l'application par les récents décrets miniers coloniaux, d'un régime spécial aux hydrocarbures.

Les litiges qui s'élèvent relativement à la répartition des substances concessibles entre ces diverses catégories, sont généralement tranchés par des arrêtés du Gouverneur Général ou du Gouverneur, pris en Conseil d'Administration ou en Commission permanente du Conseil de Gouvernement.

Par exception, il est statué, sur ce point, au Maroc par dahir, en Tunisie par arrêté du Directeur Général des Travaux Publics, en Syrie par arrêté du Haut Commissaire Français.

§ 2. — LE PROBLÈME DE LA DÉVOLUTION DES DROITS MINIERS

Les diverses opérations minières peuvent être réparties en plusieurs stades successifs : l'exploration, la recherche, l'exploitation.

Explorer un terrain, c'est effectuer un ensemble de travaux purement superficiels, dans le but de déceler l'existence d'un gisement minier.

Rechercher une mine, c'est chercher à définir, au moyen de travaux, de fouilles et de sondages, la forme et l'étendue exacte d'un gîte minier.

Exploiter une mine enfin, c'est extraire les substances qu'elle contient. En théorie il est logique, et en pratique il est facile de grouper en un même stade l'exploration et la recherche des mines, mais il est nécessaire de séparer ce stade de celui de l'exploitation, dont il est le préliminaire obligatoire. Il serait, en effet, ridicule de vouloir commencer l'exploitation d'un gîte minier avant même que son existence ait été prouvée réellement.

La législation minérale, dans nos possessions, selon

les nécessités du moment, a créé un nombre plus ou moins grand de titres miniers, permettant aux individus ou aux sociétés de se livrer aux opérations minières. Mais quelles qu'aient été les dispositions de détail que la législation ait prises, elle a partout cherché à favoriser le développement des recherches et de l'exploitation. Elle est arrivée à ce résultat, en donnant aux explorateurs la possibilité d'entreprendre librement leurs travaux et en leur garantissant la propriété des gîtes par eux découverts.

Sauf exception donc, la propriété minière n'est pas acquise « de plano » mais les droits de recherches sont accordés très facilement à la priorité de la demande, et ces droits, une fois possédés, peuvent être transformés quasi automatiquement en droits d'exploitation.

A. — *Les bénéficiaires de la législation minière*

a) Règles générales.

Le meilleur moyen qui pouvait être adopté pour favoriser le développement de l'activité minière était, sans aucun doute, d'autoriser tous les individus, à quelque race qu'ils appartiennent, de quelque nationalité qu'ils soient, et toutes les sociétés, à réclamer le bénéfice de la réglementation minière.

Cependant l'exploitation des mines coloniales par des étrangers peut comporter de graves inconvénients, tels que le développement exagéré de l'influence de ressortissants de pays autres que la France, ou la naissance d'une concurrence dangereuse pour nos nationaux.

La guerre de 1914 a démontré également le danger de

laisser exploiter par des ennemis éventuels les gisements de combustibles ou d'hydrocarbures existant dans nos diverses possessions.

Faire bénéficier les peuples civilisés de notre législation minière, sous réserve de réciprocité diplomatique, passe encore, mais doit-on aller plus loin et reconnaître aux indigènes les mêmes droits qu'aux Français ? Cette question sera résolue d'une manière différente selon que les indigènes sont ou ne sont pas encore civilisés. La solution adoptée sera, le plus souvent, négative. Il est à craindre, en effet, que l'ignorance, la maladresse et la paresse d'individus encore à demi sauvages, ne stérilise la richesse contenue dans le sous-sol.

Accorder les droits miniers aux fonctionnaires et particulièrement à ceux qui sont affectés au service des mines, peut avoir pour effet de faire naître des abus qui, infailliblement, rejaillissent sur le bon renom de l'administration.

La législation minière dans les Colonies françaises et dans les Pays soumis au protectorat, ou placés sous le mandat français, a subi sur ce point, depuis trente ans, une évolution considérable : orientée d'abord dans le sens d'un très large libéralisme, elle est devenue aujourd'hui beaucoup plus sévère, et a restreint considérablement le nombre des individus qui peuvent prétendre à en bénéficier.

Les décrets généraux et les textes réglementaires particuliers sont d'accord aujourd'hui pour augmenter le nombre des conditions nécessaires pour l'acquisition des droits miniers.

Les décrets généraux du 8 janvier 1916, du 28 juillet 1918 et du 27 février 1924, sont venus réglementer minutieusement l'octroi des droits miniers dans les Colonies françaises.

Le décret du 8 janvier 1916, pris en période de guerre, a eu pour but d'empêcher l'acquisition ou l'exploitation des mines coloniales par des ennemis de la France.

Il a formellement interdit d'accorder des autorisations minières, des permis d'exploration, de recherches ou d'exploitation, des concessions ou des renouvellements de droits à des nationaux ou à des ressortissants de pays en guerre avec la France. Il a interdit, d'autre part, les cessions ou transmissions de droits miniers en leur faveur.

Ce même décret a posé que désormais toutes les sociétés minières devaient être constituées conformément à la législation française, et devaient posséder leur siège social soit en France, soit dans les colonies françaises ; et il a décidé que si les sociétés minières étaient constituées sous forme de société anonyme, les trois quarts des membres du Conseil d'Administration — dont le Président et les Administrateurs délégués — et les directeurs devaient être des nationaux, des sujets ou des protégés français ; que si les sociétés minières étaient constituées sous forme de société en commandite par action, les trois quarts des membres du Conseil de surveillance — dont le Président et les Gérants — devaient satisfaire aux mêmes conditions. Bien entendu les nationaux ou ressortissants de pays en état de guerre avec la France se sont vu interdire la possibilité de devenir ou de demeurer membres du Conseil de surveillance ou du Conseil d'administration.

Le décret a soumis ensuite toutes les sociétés minières à l'obligation de remettre à l'administration un exemplaire de leurs statuts et la liste des membres du Conseil d'administration ou de surveillance. La contravention à cette règle pouvant entraîner la déchéance.

Enfin, chose plus grave, le décret de 1916 a autorisé les Gouverneurs généraux et les Gouverneurs à refuser, s'ils le jugent à propos, la délivrance des permis de recherches, des permis d'exploitation et des concessions, sans qu'aucun droit à indemnité ou autre puisse naître, de ce fait, en faveur du demandeur débouté.

Toutes les raisons qui ont justifié l'adoption de ce système restrictif ne peuvent plus être invoquées aujourd'hui, les circonstances ayant profondément changé depuis 1916. Néanmoins, le législateur a cru bon de maintenir un contrôle sévère sur les individus et les sociétés s'intéressant à l'industrie extractive. Il a créé un régime de contrôle préventif, en soumettant tous ceux qui désirent acquérir des droits miniers à l'obligation d'obtenir préalablement une autorisation administrative personnelle, analogue à ce que l'on appelle « certificat de mineur » dans la province de Québec au Canada, ou « miner's right » ou « prospecting licence » dans les autres possessions britanniques.

L'autorisation personnelle permet d'écarter facilement les individus de moralité douteuse, ou de capacité notablement insuffisante, les étrangers dont l'activité présente des dangers pour la colonie, du domaine d'application de la réglementation minière. En refusant de l'accorder,

le Gouverneur peut facilement prévenir toutes tentatives d'escroqueries, et en la retirant, limiter les risques de scandales financiers.

Certains auteurs, M. Pomaret entre autres (1), ont critiqué le système de l'autorisation personnelle, en affirmant que son application n'offrait aucun intérêt.

L'autorisation personnelle, d'après lui, ne constituant qu'une habilitation générale à réclamer le bénéfice de la législation minière, ne faisant acquérir à son titulaire que le droit de demander un permis ou une concession, est une innovation parfaitement inutile, puisque l'administration a tout pouvoir pour examiner les titres et la moralité des demandeurs, préalablement à la délivrance des permis ou des concessions.

Cette critique nous paraît injustifiée : en effet les permis de recherches sont délivrés à la priorité de la demande et sans vaines formalités, aussi l'examen des titres et de la moralité des demandeurs à ce moment est-il rapide et insuffisant. D'autre part, s'il est permis à l'autorité compétente de refuser les droits miniers aux individus ayant subi certaines condamnations, on ne peut voir en vertu de quelles attributions elle pourrait les refuser aux étrangers ou aux demandeurs dont la capacité technique ou financière serait notoirement insuffisante.

(1) Pomaret. — La législation minière du pétrole dans les Colonies Françaises. Paris « la Revue Pétrolifère » 1924.

Le système de l'autorisation personnelle offre donc une utilité certaine, mais à vrai dire, il se concilie très mal avec le régime libéral qu'il est nécessaire d'adopter dans nos possessions.

Notre ancienne réglementation minière n'avait rendu l'autorisation personnelle obligatoire qu'en Afrique Continentale (1).

Cette mesure a été généralisée aujourd'hui. La réglementation sur ce point résulte du décret du 27 février 1924, qui est venu modifier profondément le décret antérieur du 28 juillet 1918 (2).

Notons immédiatement qu'aucun de ces deux textes n'a été promulgué en Côte Française des Somalis et dans les Etablissements Français de l'Inde, en Algérie, en Tunisie et au Maroc, et que le premier seulement a été rendu exécutoire en Indochine.

Le décret du 27 Février 1924 pose les règles suivantes : seuls peuvent acquérir des droits miniers directement (par la délivrance de permis de recherches ou d'exploitation, par l'institution de concessions, par l'achat de mines au cours d'adjudication publique) ou indirectement (par voie de mutations, de transmissions, d'amodiations ou d'héritages) les individus ou les sociétés qui ont obtenu une autorisation personnelle de l'autorité ayant qualité pour instituer les concessions ou permis d'exploitation.

Cette autorisation est absolument nécessaire pour en-

(1) Décret du 6 Juillet 1899.

(2) Décret du 28 Juillet 1918. Décret du 27 Février 1924. J. L. 1^{er} Mars 1924.

treprendre les recherches ou l'exploitation des gîtes miniers. La sanction de cette obligation consiste dans l'annulation, le retrait ou la déchéance des droits miniers possédés par les contrevenants.

L'autorisation personnelle est délivrée soit pour l'ensemble des substances concessibles, soit pour les substances d'une ou de plusieurs catégories déterminées, soit simplement pour une unique substance ; elle peut être refusée discrétionnairement sans qu'il soit même besoin de notifier le refus ; elle peut être enfin retirée ad nutum, sans qu'il soit nécessaire de faire connaître les motifs de cette mesure, ni que celle-ci puisse ouvrir à l'intéressé aucun droit à indemnité ou à dédommagement quelconque.

Le retrait, heureusement, ne produit pas d'effets rétroactifs ; s'il en était autrement, en effet, les droits des explorateurs et des exploitants deviendraient excessivement précaires. Il suffirait d'un simple arrêté du Gouverneur pour priver définitivement et sans qu'il soit nécessaire d'en donner justification les permissionnaires et les concessionnaires du bénéfice de leur labeur.

Les résultats désastreux d'une mesure aussi tyrannique ne tarderaient pas à se produire, pour le plus grand préjudice de la Colonie.

La question s'est posée de savoir si le Gouverneur, en accordant l'autorisation personnelle, pouvait spécifier d'avance qu'elle ne serait valable que pour une ou plusieurs concessions. Aucun article des décrets de 1916 et de 1924 ne nous permet de répondre affirmativement. Pour limiter le nombre des concessions qu'il juge bon d'accor-

der à un individu, le Gouverneur n'a qu'à recourir au retrait de l'autorisation personnelle.

Le régime de l'autorisation personnelle présente donc une certaine utilité, mais il ne fait aucun doute que, tel qu'il est organisé actuellement, il comporte une trop grande part d'arbitraire. Il serait des plus souhaitables qu'on obligeât le Gouverneur à motiver les arrêtés par lesquels il refuse de délivrer, ou retire les autorisations ; de cette manière, au moins, les intéressés auraient la possibilité d'élever des recours plus facilement contre eux.

b) Règles relatives aux indigènes.

En règle générale les indigènes ne sont pas appelés à bénéficier de la réglementation minière.

Mais dans plusieurs de nos colonies, leurs droits traditionnels d'exploitation ont été sérieusement garantis.

Il en est ainsi dans la Côte des Somalis, où le décret de 1899, toujours en vigueur, prévoit que nonobstant la délivrance de permis d'exploration, de recherche ou d'exploitation, les indigènes peuvent continuer à exploiter les gîtes superficiels d'or et d'argent sur lesquels ils possèdent des droits traditionnels.

Cette disposition a été la source de nombreux abus, alors que le décret de 1899 s'appliquait à toutes nos possessions de l'Afrique Continentale (Algérie, Tunisie, Maroc exceptés).

L'exécution de travaux de recherches ou la découverte de gisements rémunérateurs d'or ou de sel par une entreprise minière sérieuse, provoquait en effet immédiatement un afflux d'indigènes qui, accourant de tous les points de

l'horizon comme une nuée de sauterelles, prétendaient posséder des droits sur le gisement et gênaient considérablement son exploitation. Il était souvent difficile de prouver la fausseté de leurs prétentions, et les prospecteurs et les exploitants sérieux, découragés, se désintéressaient de la mise en valeur du sous-sol du continent.

Aussi les décrets africains récents ont-ils réagi contre cet état de choses. Le décret du 22 Octobre 1924, tout en maintenant et en fortifiant en A.O.F. les droits coutumiers d'exploitation des indigènes qui y jouent un rôle important, n'a pas manqué de réglementer minutieusement l'exercice de ce droit.

Il charge le Gouverneur du soin de décider sur quelles substances portera ce droit et sur quels territoires il pourra s'exercer. En principe le droit d'exploitation réservé uniquement aux indigènes ne peut porter que sur les gisements exploités par eux, à la date de promulgation du décret, et sur ceux qui n'ont pas été abandonnés depuis plus de 25 ans. En dehors de ces zones réservées, les indigènes peuvent, sous réserve des droits acquis, exercer leurs droits coutumiers à la condition de recourir à leurs procédés d'exploitation habituels.

Ces droits ne peuvent être exercés, d'ailleurs, que par les indigènes originaires de la région considérée.

La réglementation actuelle est donc beaucoup plus satisfaisante que la réglementation antérieure ; elle prête néanmoins le flanc à certaines critiques. Il est, en effet, à craindre que les règles qu'elle édicte ne puissent mettre fin aux contestations qui surgissent régulièrement entre exploitants européens et exploitants indigènes.

Au Maroc, le dahir du 15 Septembre 1923 a décidé que les permis et les concessions ne pourraient faire obstacle aux droits coutumiers d'exploitations de certaines substances possédées par les indigènes ; il a, néanmoins, prévu qu'il serait possible d'échapper à cette servitude par le versement d'une indemnité.

c) Règles relatives aux fonctionnaires.

Dans toutes nos possessions, à l'exception de l'Inde Française, il est interdit aux fonctionnaires du service des mines de prendre ou de posséder un intérêt direct ou indirect dans l'industrie minière du pays envisagé.

Cette disposition se justifie d'elle-même.

Les règles adoptées par la réglementation relativement aux fonctionnaires attachés à d'autres services, ne sont pas partout identiques.

Dans les Etablissements Français de l'Inde, les droits de ces fonctionnaires ne sont en aucune sorte limités. Dans la Côte Française des Somalis, il est interdit de délivrer l'autorisation personnelle aux fonctionnaires en activité de service.

En Indochine, les fonctionnaires, agents et employés des services des Travaux publics, des douanes, des forêts, des services civils et de la garde indigène, sont assimilés aux agents du service des mines, et soumis aux mêmes interdictions.

En Océanie et en Guyane, il est interdit à tout le personnel de l'Etat ou de la Colonie, de posséder un intérêt direct ou indirect dans la recherche ou l'exploitation des mines.

A Madagascar, en Nouvelle Calédonie, en A.E.F., en A.O.F., au Cameroun et au Togo, il est interdit de délivrer l'autorisation personnelle à tous les fonctionnaires ; néanmoins, les fonctionnaires et agents de l'Etat ou de la Colonie n'appartenant pas au service des mines, et les officiers ou militaires en activité de service peuvent posséder un intérêt indirect dans l'industrie minière.

Ces exemples nous permettent de constater qu'une évolution de la réglementation dans le sens libéral s'est produite depuis la guerre.

Un grand nombre de fonctionnaires possèdent aujourd'hui la faculté de s'intéresser, d'une manière indirecte, à la recherche et à l'exploitation des mines.

Cette évolution doit être approuvée sans réserve ; en effet, s'il est juste de réduire les risques de concussion ou de partialité, il est stupide d'interdire sans raisons sérieuses, à des hommes honorables, de s'intéresser à la mise en valeur des richesses minérales coloniales.

B. — *Les droits miniers proprement dits
et les titres miniers.
Comment ils s'acquièrent.*

Nous savons déjà que l'on peut distinguer différents stades de l'activité minière : l'exploration, la recherche, l'exploitation. Nous savons, d'autre part, que l'appropriation des mines ne peut résulter que d'un acte de la puissance publique.

Le législateur colonial a jugé prudent de ne pas accorder de plano au premier demandeur la propriété minière ;

il a décidé, au moins en ce qui concerne les gisements inconnus, que le droit d'exploiter une mine ne pourrait être accordé qu'après exploration et recherche dû gîte par le demandeur.

L'exploration s'opère en vertu d'un titre spécial appelé permis de prospection ou permis d'exploration.

Les recherches, en vertu d'un permis de recherches.

L'exploitation, en vertu d'un permis d'exploitation ou d'une concession.

L'acquisition de ces différents titres peut s'opérer de diverses manières, de droit commun les permis d'exploration et de recherches sont délivrés à la priorité de la demande, et les permis d'exploitation et les concessions sont délivrées automatiquement aux titulaires de permis de recherches qui ont satisfait à certaines conditions.

A côté de ce mode normal de dévolution, existent certains modes exceptionnels d'acquisition des droits miniers.

C'est ainsi que dans certaines de nos colonies, les mines sont mises en adjudication publique, ou sont attribuées aux individus ou aux sociétés librement choisis par l'administration.

Nous allons étudier successivement les différentes phases de l'activité minière.

CHAPITRE VI

L'Exploration

L'exploration n'est plus considérée aujourd'hui comme une phase séparée de l'activité minière que dans un nombre restreint de nos possessions.

En effet, la plupart des territoires, jadis inconnus, ont fait l'objet aujourd'hui d'études géologiques et minéralogiques détaillées ; en outre, la principale utilité du permis d'exploration a disparu depuis que les décrets de 1918 et de 1924 ont organisé le régime de l'autorisation personnelle préalable.

Nous ne trouvons plus, à l'heure actuelle, que deux réglementations minières qui prévoient l'existence de permis d'exploration ou de permis de prospection : ce sont les réglementations en vigueur au Maroc et dans la Côte des Somalis.

Le décret du 6 juillet 1899 prévoit, en effet, que dans les zones de la Côte des Somalis, non encore ouvertes aux recherches, il est possible de se livrer à la prospection des gîtes miniers, moyennant la délivrance d'un permis d'exploration.

Ce permis qui constitue un droit mobilier incessible et intransmissible n'est pas délivré automatiquement à la priorité de la demande. Le Gouverneur peut refuser de l'accorder.

Valable pour une durée de deux années, il permet à son titulaire d'explorer les gîtes contenus dans des périmètres de vaste superficie. Il confère à son possesseur un droit de préférence pour l'acquisition ultérieure d'un permis de recherche ou d'exploration.

Les obligations techniques et fiscales de l'explorateur sont très restreintes.

Il existe au Maroc un certain nombre de zones où les recherches sont interdites mais où l'exploration est autorisée. Sur les terrains ainsi réservés le chef du service des mines peut être habilité à délivrer, à la priorité de la demande, des permis dits « Permis de prospection ».

Ces permis valables pour une durée d'une année et indéfiniment renouvelables confèrent à leurs titulaires un droit mobilier, indivisible, cessible et transmissible.

Ils s'appliquent à un périmètre de superficie restreinte.

Le permissionnaire à l'ouverture de la zone aux recherches possède un droit de préférence pour l'acquisition d'un permis de recherches.

Le législateur marocain, en organisant ce régime, a cherché à concilier la double nécessité de ne pas décourager entièrement le zèle des prospecteurs à l'intérieur des territoires encore insuffisamment pacifiés, et de conserver un pouvoir de contrôle très strict sur toutes les entreprises et sur tous les individus qui y exercent leur activité.

Dans toutes nos autres possessions, la réglementation a jugé parfaitement inutile de maintenir ce système désuet et, à juste raison, elle a décidé que l'exploration et la recherche des mines pourraient être entreprises en même temps, en vertu d'un seul titre : le permis de recherches.

CHAPITRE VII

Les Recherches

Le régime légal applicable aux recherches des mines dans la grande majorité de nos possessions est un régime très simple et très libéral. La loi métropolitaine du 16 décembre 1922 (1) a introduit en France la majeure partie des dispositions qu'il comporte, lorsqu'elle a réglementé les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer les recherches de gisements d'hydrocarbures.

Les travaux de recherches aux colonies, dans les Pays de Protectorat, et dans les Pays sous mandat français, s'effectuent en vertu d'un titre spécial : le permis de recherches.

Celui-ci, délivré généralement à la priorité de la demande, confère à son titulaire le droit exclusif d'exécuter tous les travaux jugés nécessaires à la recherche des gîtes d'une catégorie minière déterminée. Il porte sur un périmètre réservé, de forme et de superficie déterminées,

(1) Loi du 16 Décembre 1922. J. O. 18 Décembre 1922.

et peut être transformé très facilement en permis d'exploitation ou en concession, soit à l'expiration du terme fixé à sa validité, soit même quelquefois à n'importe quel moment de son existence.

Mais il a fallu empêcher que le régime très libéral de la dévolution automatique du permis à la priorité de la demande, ne devînt la source d'abus répréhensibles.

Le législateur, en conséquence, s'est décidé à lutter contre l'accaparement et la spéculation, et contre l'indolence ou la paresse des prospecteurs.

Nous allons nous livrer à l'étude détaillée de la réglementation des recherches.

§ 1. — CONDITIONS REQUISES DES INDIVIDUS OU DES SOCIÉTÉS QUI SE LIVRENT AUX RECHERCHES

Dans toutes nos possessions réglementées — Colonies, Pays de protectorat, Pays sous mandat — à l'exception de l'Algérie et des Etablissements Français de l'Inde, le droit de fouille a été retiré au propriétaire du sol.

Les individus et les sociétés, pour pouvoir se livrer aux recherches minières doivent donc, d'une part, satisfaire aux conditions générales de capacité étudiées antérieurement, et d'autre part posséder un permis de recherches délivré par l'autorité compétente.

§ 2. — LE PERMIS DE RECHERCHES

a) *Délivrance du permis.*

Le permis de recherches est délivré quasi automatiquement au premier individu satisfaisant aux conditions de

capacité requises à cet effet, qui en fait régulièrement la demande.

Les formalités de la délivrance ont été simplifiées autant que faire se pouvait. Le Gouverneur n'a presque jamais à intervenir en cette matière, et le chef du service des mines, ou le fonctionnaire qui lui est assimilé, a été reconnu compétent pour accorder le permis de recherches.

b) *Nature juridique du permis de recherches.*

Le permis de recherches est un titre de caractère nettement administratif.

Les droits qu'il constitue en faveur de son titulaire ont, en Indochine, en Guyane et en Océanie, le caractère de droits immobiliers, et dans nos autres possessions le caractère de droits mobiliers.

Que l'une ou l'autre solution soit admise, les droits du permissionnaire sont à peu près identiques, puisqu'ils sont partout indivisibles, cessibles et transmissibles et qu'ils ne sont pas susceptibles d'être hypothéqués.

Il serait bon toutefois, dans un souci de logique, de voir la réglementation minière adopter, sur ce point, une solution analogue dans toutes nos possessions.

Nous croyons que la solution la plus satisfaisante serait de reconnaître au permissionnaire un droit purement mobilier, puisque son titre lui confère non pas un droit direct sur la mine, mais seulement un droit d'agir d'une certaine manière.

c) *Les droits du permissionnaire.*

Les droits du permissionnaire sont à la fois temporaires et exclusifs.

Ils sont temporaires parce que la recherche minière n'est pas le but définitif de l'activité extractive.

Ils sont exclusifs parce qu'il est nécessaire d'accorder des avantages et des garanties aux prospecteurs.

Le législateur a reconnu au permissionnaire le droit d'effectuer à l'intérieur de son périmètre tous les travaux de fouilles, de sondages, de forages et de reconnaissance en vue de découvrir et d'explorer les gîtes faisant l'objet du permis ainsi que le droit de disposer des produits concessibles mis au jour. Il lui a, d'autre part, formellement interdit d'entreprendre des travaux d'exploitation.

Les différents textes miniers, en dehors de cette base commune, ont réglémenté d'une manière particulière à chacune de nos possessions les droits reconnus aux titulaires de permis de recherches.

1° *Les substances concessibles auxquelles s'applique le permis.* — Le permis de recherches porte, en principe, sur les substances d'une seule catégorie minière.

En Indochine, par exception, le permissionnaire peut se livrer à la recherche de tous les gisements contenus dans son périmètre.

Selon donc que les substances concessibles sont réparties en un nombre plus ou moins grand de catégories, les droits du permissionnaire sont plus ou moins étendus.

2° *Le périmètre du permis.* — Le permis de recherches porte sur un périmètre de forme et de superficie déterminées.

Il est, en effet, nécessaire de limiter, dans l'espace, les droits du permissionnaire.

Si l'on reconnaissait à ce dernier le droit d'entreprendre librement ses travaux sur l'ensemble des territoires de la Colonie, le contrôle de l'administration serait réduit à néant et les garanties nécessaires à la bonne marche des travaux de prospection ne pourraient être accordées par la réglementation.

La mise en valeur normale des richesses minérales de la colonie subirait infailliblement le contrecoup des fraudes que ce système engendrerait.

Aussi, le législateur tenant compte de la double nécessité de limiter dans l'espace les droits du permissionnaire et de les garantir efficacement, a-t-il instauré le régime des périmètres réservés.

Le tracé de ces périmètres doit être déterminé d'une manière claire, simple et logique, afin d'être facilement repéré sur le terrain. Il doit porter sur un maximum de terrain minéralisé et sur un minimum de terrain inutile.

Les anciens décrets coloniaux avaient opté pour la forme circulaire des périmètres de recherches. Mais on a dû reconnaître que cette solution présentait de graves inconvénients, qu'elle ne pouvait convenir aux terrains montagneux ou boisés, qu'elle empêchait la délivrance de permis contigus et qu'elle était cause d'empiètements et de chevauchements.

Aussi bien, tous les textes miniers récents ont-ils admis la forme rectangulaire ou carrée des périmètres de recherches.

Par exception la forme circulaire a été maintenue dans la Côte Française des Somalis.

L'Algérie et l'Inde française ne connaissent pas le régime des périmètres de recherches de forme et de superficie déterminées d'avance.

En A.O.F. et en Océanie le législateur a prévu que les permis accordés pour des terrains alluvionnaires porteraient sur des périmètres de forme spéciale.

De toute manière il est nécessaire d'éviter les contestations qui peuvent résulter d'une détermination inexacte du périmètre sur le sol. Aussi tous les textes récents ont-ils décidé que les côtés des rectangles et des carrés devaient être orientés suivant les directions nord, sud, est, ouest vraies, et que les points géologiques ou géodésiques pris pour base devaient être portés sur les cartes.

La superficie des périmètres de recherches ne doit pas être trop considérable, ce qui favoriserait l'accaparement, mais elle doit être suffisante pour donner au permissionnaire la faculté d'entreprendre des travaux sérieux. En effet, le périmètre de la concession devant toujours être contenu à l'intérieur du périmètre du permis de recherches primitif, réduire à l'excès la superficie de celui-ci aurait pour effet de rendre impossible les grandes exploitations ?

En fait, la superficie des périmètres de recherches dans nos diverses possessions est extrêmement variable.

- Le décret de 1884 (Indes Françaises) ne lui a pas fixé de limites.

Le décret de 1899 (Côte Française des Somalis) a dé-

cidé que le cercle limitant le périmètre de recherches ne pourrait avoir un diamètre supérieur à 5 kilomètres.

Le décret de 1912 (Indochine) a fixé à 3 km. la longueur des côtés du carré.

En Guyane la réglementation se borne à décider que la superficie du périmètre rectangulaire ne doit pas être inférieure à 500 hectares. En Océanie, que les côtés du carré doivent atteindre 300 mètres de longueur et ne doivent pas dépasser 5 kilomètres.

A Madagascar et en Syrie, la longueur des côtés du carré atteint également 5 kilomètres, alors qu'elle n'est que de 3 en A.O.F., au Togo et au Cameroun.

Le record de la superficie est battu par l'A.E.F. avec une longueur de côtés de 10 km.

Le périmètre du permis de recherches en Nouvelle-Calédonie est déterminé aujourd'hui par un carré dont les côtés ont une longueur minimum de 300 mètres et une longueur maximum de 5 km.

En Tunisie la superficie du périmètre n'est que de 400 hectares ; elle est beaucoup plus considérable au Maroc où les côtés du périmètre peuvent atteindre une longueur de 4 kilomètres.

La diversité des solutions adoptées semble d'abord absurde ; en pratique elle est justifiée. En effet, alors qu'il est possible, dans des pays absolument neufs, de faire porter les permis de recherches sur de vastes périmètres, il est nécessaire d'en réduire la superficie dans des pays évolués et peuplés comme la Tunisie.

3° *La durée du permis.* — Les permis de recherches ne sont accordés que pour un temps relativement court.

Il est possible, parfois, de faire procéder à leur renouvellement.

La limitation des droits du permissionnaire dans le temps a pour but d'empêcher les abus de l'accaparement ou de l'inutilisation du permis.

Mais il ne faut pas réduire outre mesure la durée de validité des droits de recherches ; il faut laisser au prospecteur le temps de mener à bien les travaux nécessaires à la découverte et à la reconnaissance des gîtes miniers.

C'est pourquoi l'élégante solution qui consiste à réduire le délai de validité du permis à une durée très courte, mais à en permettre, en contrepartie, la prorogation par voie de renouvellement nous paraît devoir être approuvée sans réserve.

Le renouvellement, entre autres avantages, comporte celui de faciliter le contrôle par l'administration de l'activité déployée par le prospecteur. Un certain nombre de textes miniers subordonnent, en effet, sa délivrance à l'accomplissement d'un minimum de travaux.

Dans les Etablissements Français de l'Inde la durée de validité du permis est de deux ans ; le renouvellement peut en être accordé à ceux qui en font la demande.

Dans la Côte Française des Somalis elle est de deux années également ; les renouvellements s'opèrent de deux ans en deux ans.

En Indochine cette durée est portée à trois ans, mais il ne peut être accordé de renouvellement.

En Guyane, elle est réduite à une année, mais deux renouvellement d'un an chacun viennent en corriger la trop grande brièveté.

En Océanie elle est de deux ans ; il peut être accordé deux renouvellements valables pour une année chacun.

A Madagascar, le permis valable pour deux années peut faire l'objet de deux renouvellements, le premier d'une durée de deux années, le second d'une durée de quatre années.

En A.O.F., au Togo et au Cameroun, le permis valable pour une durée de trois années peut être renouvelé deux fois ; la durée de chaque renouvellement est de deux ans.

En A.E.F., la durée de validité du permis est réduite à deux ans, mais deux renouvellements de deux ans chacun peuvent venir la proroger.

En Nouvelle-Calédonie, enfin, le permis valable pour une année peut être renouvelé deux fois ; chaque renouvellement étant valable pour une année.

4° *Les droits accessoires.* — Pour pouvoir mener à bien ses travaux de recherches, le permissionnaire doit posséder un certain nombre de droits accessoires.

Tous les décrets miniers coloniaux lui ont reconnu le droit d'occuper temporairement certains terrains de la surface nécessaires à son industrie.

Prospecteurs et exploitants, en effet, ne peuvent être privés de cette faculté sans être placés à la merci des caprices du propriétaire du sol.

Les règles posées en cette matière par les différents textes miniers en vigueur dans nos diverses possessions sont à peu près partout identiques.

Dans l'Inde Française la recherche des mines en terres domaniales est libre, mais dans les terrains privés les

travaux ne peuvent être entrepris qu'après paiement au propriétaire d'une indemnité correspondant au préjudice à lui causé par l'occupation temporaire.

En Indochine, le permissionnaire a la faculté, moyennant autorisation du chef de la province, d'accuser gratuitement les terres domaniales situées à l'intérieur de son périmètre.

L'occupation des propriétés privées ou des terres domaniales, louées ou concédées, situées à l'intérieur du dit périmètre, ne peut avoir lieu que moyennant autorisation du chef de la province et paiement d'une indemnité fixée au double du revenu net du terrain occupé.

Des règles semblables ont été adoptées en Guyane et en Océanie par les décrets des 16 et 17 Octobre 1917.

Le décret du 19 juillet 1923 a réglementé soigneusement la matière à Madagascar.

Comme en Indochine, les terres libres du domaine, situées à l'intérieur du périmètre peuvent être occupées à titre précaire, si elles sont destinées à certains usages limitativement énumérés.

Toutes les terres du domaine, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre, peuvent faire l'objet d'occupation pourvu qu'une autorisation administrative ait été obtenue à cet effet, et pourvu que cette occupation ait été reconnue nécessaire.

Sur les terres non domaniales, situées à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre, l'occupation ne peut avoir lieu, à défaut d'entente contractuelle avec le propriétaire du sol, qu'en vertu d'une autorisation du Gouverneur général

et moyennant le paiement d'une indemnité calculée au double du revenu net du terrain.

L'occupation temporaire en Syrie s'opère « *mutatis mutandis* », dans les mêmes conditions qu'à Madagascar.

Il en est de même en A.O.F., à certaines exceptions près ; en effet, l'occupation des propriétés privées n'y peut avoir lieu qu'à l'intérieur du périmètre de recherches et l'occupation des terres domaniales louées à des indigènes y est subordonnée à la délivrance d'une autorisation spéciale.

En A.E.F., au Togo, au Cameroun, en Nouvelle Calédonie, le régime de l'occupation temporaire est à peu près semblable à celui en vigueur à Madagascar.

En Tunisie, les recherches sont formellement interdites sur les terrains du domaine public militaire.

Par contre, les terres mortes du domaine peuvent être occupées gratuitement moyennant une simple autorisation administrative.

L'occupation de tous les autres terrains situés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre, ne peut s'opérer à défaut du consentement du propriétaire du sol, qu'en vertu d'un arrêté du directeur général des Travaux publics et moyennant le versement d'une indemnité calculée au double de la valeur locative des terrains occupés.

Au Maroc, le dahir du 15 septembre 1923, ne pose aucune règle spéciale relative à l'occupation des terres domaniales.

Les propriétés particulières situées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre, à défaut d'entente amiable avec le propriétaire du sol, ne peuvent être occupées que

moyennant autorisation du directeur général des Travaux publics et moyennant le versement d'une indemnité fixée par le Juge de Paix.

Ainsi donc, la législation minière coloniale est extrêmement favorable aux explorateurs et aux exploitants puisqu'elle leur permet d'exproprier facilement, pour un temps limité, il est vrai, les propriétaires des terrains de la surface.

En contrepartie de ces prérogatives il était nécessaire d'accorder un certain nombre de garanties aux propriétaires du sol, c'est pourquoi le législateur a interdit formellement, en dehors d'une entente contractuelle, l'occupation des terres incluses dans les jardins ou enclos murés, et ordonné que les travaux de fouilles ne pouvaient être exécutés qu'à une certaine distance des maisons, des tombeaux ou des terrains sacrés.

Il a parfois été jusqu'à créer des zones de protection. Pour faire cesser les abus résultant d'une occupation prolongée des terres de la surface, il a permis au propriétaire du sol de contraindre, à l'expiration d'un certain laps de temps, le propriétaire ou l'exploitant à l'achat des terrains occupés, au double de leur valeur primitive.

Il a décidé qu'il en serait de même au cas où les travaux exécutés par les titulaires des droits miniers auraient bouleversé le terrain occupé au point de le rendre impropre à son affectation primitive.

Enfin, dans certaines de nos colonies, il a décidé que dans l'intérêt de l'agriculture les autorisations d'occupation temporaire ne pourraient pas avoir pour effet de permettre la recherche d'alluvions situées en terrains cultivés.

Le permissionnaire, comme l'exploitant d'ailleurs, possède encore un certain nombre de droits secondaires (droits d'opérer des coupes de bois, de capter les eaux courantes, d'utiliser les chemins, routes, sentiers, etc.)

d) *Les obligations du permissionnaire.*

Malgré son caractère extrêmement libéral, la législation minière ne pouvait pas ne pas imposer un certain nombre d'obligations au permissionnaire de recherches.

Ces obligations d'ordre quasi délictuel, d'ordre technique et d'ordre économique ont été imposées au prospecteur dans le but de sauvegarder les intérêts du propriétaire du sol, de la collectivité, de la colonie et des ouvriers miniers.

Les divers textes réglementaires en vigueur dans nos possessions ont adopté, relativement aux obligations des permissionnaires, des solutions très différentes.

1° *Obligations quasi délictuelles du permissionnaire.* —

Il est équitable et juste que le prospecteur soit tenu à la réparation des quasi délits qu'il a pu commettre. Les décrets coloniaux ont donc décidé qu'il est obligé de réparer tous les dommages causés à la propriété de la surface, du fait de ses travaux. L'indemnité à verser est calculée et déterminée en règle générale, soit forfaitairement, soit par décision de l'autorité judiciaire.

On peut également assimiler à une obligation quasi délictuelle la nécessité imposée au prospecteur de verser une indemnité au propriétaire, en contrepartie de l'occupation temporaire de ses terrains.

La législation coloniale est beaucoup moins sévère que

la législation métropolitaine en ce sens qu'elle n'a, nulle part, imposé aux permissionnaires ou aux concessionnaires l'obligation de verser une rente ou une redevance tréfoncière aux propriétaires du sol. Cette disposition libérale se justifie facilement du fait que la propriété foncière coloniale est de date plus récente que la propriété foncière française, et qu'elle résulte souvent, elle-même, d'une concession administrative.

Vis à vis des mines voisines, le prospecteur est tenu à réparation des dommages causés dans les mêmes conditions que vis-à-vis du propriétaire superficiaire.

2° Obligations techniques

- 1) Obligations techniques résultant d'un souci de sécurité générale.

La réglementation minière sur ce point se borne à soumettre le prospecteur à l'obligation d'exécuter ses travaux conformément aux règles de l'art et aux règlements de police édictés par l'autorité compétente.

L'administration est chargée de contrôler l'exécution de ces prescriptions. Dans certaines de nos possessions son travail se trouve simplifié du fait que la direction technique de l'entreprise doit être confiée à un seul individu compétent et du fait que certains registres permettant un contrôle facile doivent être tenus régulièrement à jour.

Parfois, afin d'éviter toutes contestations, le permissionnaire est encore obligé, réglementairement, de procéder au bornage de son périmètre.

2) Obligations techniques édictées dans l'intérêt des ouvriers mineurs.

Les ouvriers mineurs étant particulièrement exposés à certains dangers, il était nécessaire que le législateur ordonnât de prendre certaines mesures en vue de leur sécurité et de leur hygiène.

Les différents textes miniers en vigueur dans nos possessions se bornent malheureusement à édicter certaines dispositions générales nettement insuffisantes.

C'est ainsi qu'en vertu de la plupart de nos décrets coloniaux, les prospecteurs comme les exploitants ne sont tenus que de déclarer les accidents graves survenus aux cours des travaux et de posséder sur place les médicaments nécessaires aux soins des blessés.

Le Gouverneur est, heureusement, chargé de prendre tous les arrêtés de police qu'il juge utiles pour compléter sur ce point la carence des décrets miniers.

3) Obligations techniques édictées dans l'intérêt de la collectivité et de la colonie.

La collectivité et la colonie ont un intérêt puissant à ce que les gîtes miniers fassent l'objet de prospections sérieuses. Longtemps la réglementation coloniale s'est désintéressée de savoir si les travaux de recherches étaient menés d'une manière normale et continue. Elle jugeait que l'existence d'impôts perçus annuellement proportionnellement à la surface des permis était suffisante pour exciter le zèle des explorateurs.

Une évolution très nette de la législation est en train

de se produire sur ce point. Les décrets miniers les plus récents, en effet, décident que les permis de recherches, au moins ceux qui portent sur des substances telles que les hydrocarbures, ne pourront être renouvelés que si leur titulaire peut justifier avoir accompli un minimum de travaux déterminé.

La législation minière marocaine sera prochainement modifiée sur ce point et des dispositions nouvelles viendront contraindre le permissionnaire à effectuer de véritables travaux de prospection et de recherches.

3° *Obligations économiques.* — Les obligations économiques du permissionnaire consistent essentiellement dans le paiement de taxes et d'impôts miniers.

La réglementation fiscale minière faisant l'objet d'un chapitre spécial de cette étude, nous nous permettons de ne pas en parler ici.

4° *La lutte contre les abus (inactivité, accaparement, émiettement des entreprises).* — La nécessité d'une lutte sévère contre les abus possibles a incité le législateur colonial à restreindre le libéralisme primitif du régime minier.

Nous avons vu précédemment que le système de l'autorisation personnelle préventive permettait de trier les candidats aux droits miniers.

Nous avons pu constater également que les risques d'accaparement et d'inactivité des prospecteurs se trouvaient considérablement réduits du fait de la limitation des droits miniers dans le temps et dans l'espace et du fait de l'application d'un système fiscal approprié.

Enfin, nous avons pu voir que certains textes miniers récents, en soumettant le permissionnaire à l'obligation

d'exécuter ses travaux de recherches d'une manière normale et continue, avaient trouvé le moyen le plus sûr pour empêcher l'acquisition de terrains miniers dans un but purement spéculatif.

Mais toutes ces mesures sont encore insuffisantes. La limitation de la superficie du périmètre de recherches est inopérante s'il est possible à un même individu d'acquérir automatiquement et à la simple priorité de la demande, un nombre indéfini de permis de recherches.

L'instauration d'un régime fiscal sévère permet peut-être de limiter les risques d'accaparement, mais comporte aussi de graves inconvénients. Tous les prospecteurs sérieux ou non sont frappés ; ceux qui exécutent réellement des travaux de recherches importants doivent donc, à la fois, faire face au paiement de sommes importantes en vue de leur industrie et au versément de sommes considérables au Trésor, alors que les purs spéculateurs n'ont à satisfaire qu'au paiement des impôts. Le législateur est donc obligé, de gré ou de force, de recourir à une politique fiscale modérée et donc inopérante.

Aussi bien, la réglementation coloniale aujourd'hui comporte-t-elle un certain nombre de dispositions restrictives nouvelles : Interdiction est faite, par exemple, à un seul individu ou à une seule société de posséder plus d'un nombre déterminé de permis, ou d'acquérir des droits sur une superficie supérieure à un maximum déterminé d'avance. Interdiction, également, de posséder la majorité des intérêts dans plusieurs sociétés minières si la superficie des permis ou des concessions de ces sociétés, une fois réunis, est trop considérable.

Pour éviter l'émiettement des droits miniers, la réglementation interdit, d'une manière générale, les partages matériels, les cessions ou transmissions partielles, les amodiations portant sur une fraction seulement des permis des recherches.

Pour éviter la ruée des prospecteurs sur certains territoires déterminés, le législateur peut encore décider que certaines zones pourront être soustraites aux recherches par arrêté de l'autorité compétente, pendant un laps de temps déterminé. Mais si cette mesure permet de restreindre sérieusement les abus de la spéculation, elle a le grave inconvénient de stériliser temporairement des territoires importants.

C'est pourquoi les textes miniers les plus récents ont instauré un régime spécial de zones réservées permettant la mise en valeur des gisements miniers par des entreprises solides et importantes tenant leurs droits d'une entente contractuelle avec l'administration.

Le décret de 1912 autorise le Gouverneur général à suspendre en Indochine, pour des raisons d'ordre public, la faculté d'acquérir, à la priorité de la déclaration, les droits exclusifs de recherches à l'intérieur de certaines régions déterminées.

Il en est de même en Guyane.

Le décret de 1923 a reconnu au Gouverneur la faculté de réserver, à Madagascar, les gîtes de substances minières, à l'intérieur de certains territoires, et de les adjuger à des sociétés spécialement agréées sous les conditions d'un cahier des charges.

Le système qui fonctionne aujourd'hui en A.O.F., en

A.E.F., au Togo et au Cameroun est fort ingénieux. Il a pour but, à la fois, de sauvegarder les intérêts de la Défense Nationale, de lutter contre l'accaparement, d'éviter l'enchevêtrement des permis de recherches et de permettre la création de vastes exploitations minières.

L'économie générale du système est la suivante :

Dans une première phase, le Gouverneur prend un arrêté suspendant à l'intérieur d'un territoire déterminé l'acquisition des droits miniers à la priorité de la demande pour toutes les substances minières ou pour certaines d'entre elles. La durée de validité de cet arrêté est indéfinie.

Dans une seconde phase, un acte du pouvoir exécutif intervient qui autorise un individu ou une société choisie avec soin à entreprendre la recherche et l'exploitation à l'intérieur d'un périmètre généralement très étendu. Les conditions dans lesquelles doivent s'opérer recherches et exploitations sont déterminées d'une manière détaillée par un cahier des charges.

De cette manière l'Administration, en traitant avec des particuliers ou des sociétés minières, leur confère, aux yeux des tiers, une certaine garantie d'honorabilité.

Les capitalistes français ou étrangers hésiteront moins à investir leur argent dans des entreprises minières reconnues, en quelque sorte, viables par l'Administration, que dans des entreprises ne présentant à leurs yeux aucune garantie sérieuse de sécurité.

Ce système, on le voit, est entièrement différent du système de la dévolution automatique des droits miniers à la priorité de la demande.

Malgré les risques d'arbitraire qu'il comporte, malgré la difficulté de son application, ce système était nécessaire en A.O.F., et surtout en A.E.F. où la spéculation et l'accaparement prenaient une extension dangereuse.

Dès la mise en vigueur de ce nouveau régime, l'autorité compétente a décidé que l'acquisition des permis de recherches portant sur les substances telles que les hydrocarbures, bitumes, etc., était suspendue dans tout le groupe des territoires qui constituent l'A.E.F.

5° *Les sanctions.* — Les mesures destinées à sanctionner les manquements aux diverses obligations imposées aux titulaires de permis de recherches consistent dans l'annulation, le retrait ou le refus de renouvellement de leurs titres, et dans l'application de certaines pénalités.

L'annulation et le retrait du permis constituent des armes assez délicates à manier, l'arbitraire étant toujours à craindre en cette matière.

Le décret de 1884 applicable dans les Etablissements Français de l'Inde, et le décret de 1899 en vigueur dans la Côte des Somalis n'ont pas prévu la possibilité de recourir au retrait ou à l'annulation des permis.

La réglementation minière en Indochine, en Guyane et en Océanie a admis la même solution.

Par contre, le décret du 19 Juillet 1923 en vigueur à Madagascar, et l'arrêté de 1924 en vigueur en Syrie, ont prévu la possibilité du retrait ou de l'annulation du permis. Cette mesure intervient lorsque le prospecteur est condamné à certaines peines, ou ne satisfait pas au paiement de certains impôts.

En A.O.F., en A.E.F., au Cameroun et au Togo, au

Maroc, le retrait du permis peut être prononcé dans un assez grand nombre de cas.

En Nouvelle Calédonie, au contraire, l'annulation ne peut intervenir que pour sanctionner le non paiement de certaines taxes.

En Tunisie, la législation minière est muette sur ce point.

CHAPITRE VIII

L'Exploitation

L'exploitation des substances minérales constitue le but final de toute activité minière.

La mise en valeur des richesses du sous-sol dans nos diverses possessions doit s'opérer rapidement ; c'est là une des conditions essentielles du développement de nos Colonies.

Le législateur ne pouvait l'oublier, et de même qu'il a décidé de favoriser les recherches minières, il a décidé également de favoriser l'exploitation.

Pour cela il a, d'une part, accordé les droits d'exploitation de préférence aux titulaires de permis de recherches ; d'autre part, il a soigneusement garanti les droits des concessionnaires en réservant exclusivement à chacun d'eux la possibilité d'exploiter les substances d'une catégorie déterminée à l'intérieur d'un périmètre suffisamment étendu, pendant un laps de temps considérable.

Le régime légal de l'exploitation dans nos diverses possessions (l'Algérie exceptée) diffère profondément du régime métropolitain.

Il était impossible d'étendre, en effet, à des pays neufs, une réglementation aussi complexe et aussi sévère que celle en vigueur en France.

Aussi les deux principales caractéristiques du régime de l'exploitation minière aux Colonies sont le libéralisme et la simplicité, le libéralisme parce qu'il est nécessaire d'encourager l'exploitation, la simplicité parce que la réglementation doit être appliquée par un petit nombre de fonctionnaires.

Mais la législation, pour être libérale, ne doit pas être insuffisante.

Une évolution très nette s'est produite à ce sujet depuis une vingtaine d'années. Les décrets coloniaux sont devenus des textes de plus en plus sévères et de plus en plus complets. Certains principes admis récemment dans la législation métropolitaine ont été transposés dans la réglementation coloniale ; c'est ainsi que le principe de la temporanéité des concessions, admis en France par la loi de 1919, a été mis en application dans un grand nombre de nos possessions ; c'est ainsi, également, que les concessionnaires ont été soumis à l'obligation de satisfaire à un certain minimum d'exploitation.

La différence qui existe entre les textes miniers édictés antérieurement à la fin de la guerre et les nouveaux décrets coloniaux est donc extrêmement profonde ; il n'en reste pas moins que la réglementation de l'exploitation aux Colonies est beaucoup moins sévère que dans la métropole.

Avant d'entreprendre l'étude de l'exploitation proprement dite, il nous faut préalablement résoudre une ques-

tion. Le droit à l'exploitation doit-il être accordé pour une durée perpétuelle ou seulement pour une durée limitée ? La question s'est posée aux Colonies depuis longtemps. La Commission Lamé-Fleury, réunie en 1884, n'avait pu se mettre d'accord sur ce point. En effet, si la propriété perpétuelle de la mine constitue le meilleur encouragement qui soit au développement de l'activité minière, la temporanéité de la concession permet une réadaptation périodique de l'exploitation aux conditions économiques nouvelles. La législation minière coloniale a opté, depuis la guerre, pour la seconde solution.

L'exploitation s'opère donc aujourd'hui dans nos diverses possessions en vertu, soit d'un permis d'exploitation valable pour une courte durée, soit d'une concession temporaire, soit enfin, d'une concession perpétuelle.

§ 1. — LE PERMIS D'EXPLOITATION

Le permis d'exploitation est un titre minier qui confère à son titulaire le droit d'extraire les substances d'une catégorie minière déterminée à l'intérieur d'un certain périmètre, pendant un laps de temps restreint.

Il se distingue de la concession, d'une part, en ce qu'il n'accorde que des droits restreints, d'autre part, en ce qu'il n'impose que des obligations peu importantes à ceux qui en font usage.

Dans l'état actuel de la réglementation, le permis d'exploitation ne constitue encore qu'un mode de mise en valeur exceptionnel des richesses minérales coloniales et son existence n'a été prévue que dans un nombre restreint de nos possessions.

Le permis d'exploitation peut être institué dans plusieurs buts différents. Il peut être appelé d'abord à constituer le mode normal d'exploitation des mines (il correspond alors à une concession de courte durée (1). Il peut être destiné à faciliter l'exploitation des seuls gîtes lenticulaires (dans ce cas, le régime du permis d'exploitation se superpose au régime normal de la concession) (2). Enfin, il peut être destiné à permettre à l'administration de s'assurer, préalablement à la délivrance de la concession, des capacités et des qualités de l'exploitant (Le permis d'exploitation constitue alors un stade intermédiaire obligatoire entre le permis de recherches et la concession) (3).

Les modifications récentes apportées au droit minier métropolitain et algérien, par la loi du 28 Juin 1927, sont la preuve que le permis d'exploitation est considéré aujourd'hui avec une grande faveur :

Le régime des concessions, institué par la loi de 1919, ne pouvait convenir à la mise en valeur des gisements miniers de faible importance. Les inventeurs, devant les charges financières élevées auxquelles doivent se soumettre les concessionnaires, et devant la sévérité des sanctions prévues, refusaient d'encourir les risques d'une longue concession ; en conséquence, l'exploitation de maints gisements lenticulaires n'était pas entreprise, pour le plus grand dommage du pays.

(1) Décret de 1899, côte des Somalis.

(2) Loi du 28 juin 1927 et R. A. P. du 29 Avril 1928 en France, décret du 29 Décembre 1913 en Tunisie.

(3) Dahir marocain du 15 Septembre 1929.

Certains théoriciens ont réclamé l'extension du régime du permis d'exploitation à toutes nos Colonies, croyant ainsi rendre plus libérale la réglementation minière. Ils oublient que dans un grand nombre de nos possessions, il n'existe pas de gisements lenticulaires et que, dans ces conditions, innover le régime du permis d'exploitation n'aurait pour résultat que d'aggraver les pouvoirs de contrôle de l'administration.

A. — *Nature juridique du permis d'exploitation*

Le décret de 1899, en vigueur dans la Côte des Somalis, ne détermine pas explicitement la nature juridique du permis d'exploitation.

En Tunisie, par contre, la réglementation minière spécifie que le permis d'exploitation constitue un droit mobilier temporaire, distinct du droit de propriété de la surface cessible et transmissible, mais non susceptible d'immatriculation.

Le dahir de 1924 décide qu'au Maroc, le permis d'exploitation constitue au profit de son titulaire un droit immobilier temporaire, distinct de la propriété de la surface indivisible et susceptible d'hypothèque et de transmission.

B. — *Modes d'acquisition du permis d'exploitation*

1°) Dans la Côte Française des Somalis.

Le permis d'exploitation est délivré par le Gouverneur à la priorité de la demande aux titulaires d'autorisation personnelle. Les permissionnaires de recherches possèdent un droit de préférence pour son obtention.

2°) En Tunisie.

Le permis d'exploitation est délivré par le Directeur Général des Travaux Publics aux seuls titulaires de permis de recherches qui en font la demande.

3°) Au Maroc.

Le permis d'exploitation est délivré par dahir aux titulaires de permis de recherches qui en font la demande.

Alors qu'en Tunisie les prospecteurs peuvent solliciter librement, soit un permis d'exploitation, soit une concession, ils ne peuvent, au Maroc, solliciter qu'un permis d'exploitation.

C. — *Droits et obligations des permissionnaires*

1°) Dans la Côte Française des Somalis.

Le décret de 1899 a accordé à l'exploitant des droits considérables. En effet, le permis valable pour une durée de 25 années confère à son titulaire le droit d'exploiter librement les substances d'une des catégories minières à l'intérieur d'un périmètre de 2.500 hectares au maximum et de 24 hectares au minimum. Le renouvellement du permis est accordé par tranches successives de 25 années.

Les obligations imposées à l'exploitant ne sont pas sévères ; en effet, il n'existe aucun minimum d'extraction réglementaire.

Aucune sanction ne vient frapper les permissionnaires qui abandonnent ou restreignent leurs travaux.

2°) En Tunisie.

Le titulaire d'un permis d'exploitation, en Tunisie, est autorisé à exploiter pendant une durée de 5 années les gîtes miniers d'une catégorie déterminée à l'intérieur d'un périmètre carré de 400 hectares. Le renouvellement du permis est accordé par tranches successives de 5 années.

Les obligations auxquelles est soumis le permissionnaire sont plus sévères que celles qui sont prévues dans la Côte des Somalis.

En effet, le retrait du permis vient sanctionner l'abandon des travaux pendant plus d'une année, et les renouvellements ne sont accordés que sur preuve d'une exploitation régulière du gisement.

Les impôts miniers, enfin, frappent le permissionnaire d'une manière beaucoup plus légère que le concessionnaire.

Le régime instauré par le décret beylical de 1913 est très favorable à la mise en valeur des gisements lenticulaires.

3°) Au Maroc.

Le permis d'exploitation confère à son titulaire le droit d'exploiter pendant une durée de 5 années les gîtes miniers d'une catégorie déterminée à l'intérieur d'un périmètre carré de 100 hectares au minimum.

Un seul renouvellement peut être accordé pour une durée de 5 années.

Le permis ne peut être transformé en concession que sur preuve de l'exploitation régulière du gîte minier.

Les obligations imposées à l'exploitant sont très peu

nombreuses, mais les impôts miniers ne diffèrent pas sensiblement de ceux qui frappent les concessionnaires.

La réglementation du permis d'exploitation est donc beaucoup plus libérale que la réglementation de la concession. Nous n'en voulons pour preuve que la bénignité des sanctions appliquées aux exploitants qui contreviennent aux dispositions légales.

D. — *Les sanctions*

1°) En France.

Le retrait du permis ne peut être prononcé que lorsque les travaux ne sont pas entrepris ou sont arrêtés sans raisons d'ordre majeur, ou lorsque les taxes prévues ne sont pas payées.

2°) Dans la Côte Française des Somalis.

La déchéance ne peut être prononcée qu'au cas de non paiement des taxes minières.

3°) En Tunisie.

Le retrait du permis vient sanctionner l'abandon des travaux, sans cause reconnue légitime, pendant plus d'une année.

4°) Au Maroc.

Le retrait du permis par dahir est prononcé contre l'exploitant qui viole les règles légales des transferts ou qui ne satisfait pas, pendant plus d'une année, au paiement des taxes minières.

§ 2. — LES CONCESSIONS

La courte durée du permis d'exploitation est insuffisante pour permettre la mise en valeur normale des gîtes miniers importants.

L'exploitation des mines fait, en effet, courir à celui qui s'y livre des risques considérables ; elle peut se heurter à des difficultés techniques telles que l'entreprise reste toujours déficitaire. Au cas même où l'exploitation s'opère normalement, elle ne commence à couvrir les frais engagés et à produire de bénéfices qu'au bout d'une période parfois longue.

Aussi, les différents textes miniers en vigueur dans nos possessions (la Côte Française des Somalis mise à part) ont-ils instauré le régime des concessions perpétuelles ou de longue durée, seul susceptible de donner satisfaction aux besoins de l'industrie extractive et de stimuler suffisamment la mise en valeur du sous-sol.

Comme nous l'avons déjà vu, le critérium fondamental qui permet de distinguer la concession du permis d'exploitation, réside dans la durée plus ou moins longue reconnue à ces deux sortes de titres.

Le législateur colonial n'a pas su unifier, dans toutes nos possessions, le régime légal des concessions. Au Maroc, le principe de la domanialité domine toute la réglementation ; il est donc logique que les concessions soient temporaires.

Dans les Colonies et les Pays sous mandat, le système de la res nullius triomphe, rien ne s'oppose à ce que les concessions soient perpétuelles, et cependant nous voyons

les récents décrets miniers adopter le principe de la temporanéité des droits d'exploitation.

D'autre part, la situation particulière de chaque territoire, la richesse de son sous-sol, l'existence de coutumes locales depuis longtemps admises entraînent nécessairement une différenciation de la réglementation relative aux concessions.

Ici, la concession est accordée à la priorité de la demande aux titulaires de permis de recherches non périmés ; là, elle est délivrée au cours d'adjudications publiques. Ici, elle portera sur de vastes périmètres ; là, elle ne portera que sur des « claims » de petite étendue.

Néanmoins, malgré la diversité apparente des règles applicables aux concessions, la législation minière coloniale a toujours pour but de favoriser la mise en valeur rapide des richesses minérales autant qu'il est possible de le faire.

Pour atteindre ce but, le législateur organise un système très simple et quasi automatique de dévolution de la propriété minière, et accorde aux concessionnaires des garanties sérieuses, tant dans le temps que dans l'espace.

A. — *Les conditions requises pour l'obtention des Concessions*

Nous avons déjà étudié quelles étaient les conditions de capacité auxquelles devaient satisfaire les individus et les sociétés pour pouvoir acquérir des droits miniers.

Mais la concession comporte de telles conséquences, que le législateur a cru bon d'entourer sa délivrance de précautions minutieuses.

Il décide, en conséquence, que ne pourront être déclarés concessionnaires que les individus déjà titulaires d'un permis de recherches non périmé. Parfois, il est encore plus sévère et réclame du demandeur certaines garanties : soit la preuve de l'existence d'un gîte minier exploitable à l'intérieur du périmètre demandé, soit la preuve d'une capacité technique suffisante et d'une activité satisfaisante au cours d'une période d'exploitation préalable. (Permis d'exploitation ou concession temporaire).

C'est ainsi qu'au Maroc, la concession n'est accordée qu'au permissionnaire d'exploitation qui a déjà fait preuve d'une activité estimée suffisante, et dont les efforts ont été couronnés de succès.

C'est également ainsi qu'en Tunisie, elle n'est délivrée que sur preuve de l'existence d'un gisement exploitable.

En A.O.F., la réglementation a même prévu que la concession définitive ne serait délivrée qu'à l'expiration d'un certain délai d'épreuve, après constatation par une commission spéciale des résultats obtenus par le concessionnaire provisoire.

Les conditions nécessaires à l'acquisition des droits miniers dans les zones réservées à l'adjudication ou dans les zones où l'acquisition des droits de recherches et d'exploitation est suspendu, présentent certaines particularités.

En effet, pour pouvoir devenir concessionnaire dans les zones réservées à l'adjudication, il est nécessaire de présenter la plus forte soumission et, dans les zones où

l'acquisition des droits miniers est suspendue, il est nécessaire de traiter de gré à gré avec l'administration et de se soumettre aux dispositions qu'elle impose.

Ainsi donc les réglementations nouvelles restreignent de plus en plus l'application de ce grand principe qui, au dire de M. Sarraut, « assure le droit à une concession à tout titulaire de permis de recherches ».

Lorsqu'il est impossible d'acquérir des permis de recherches, il devient impossible d'acquérir normalement des concessions.

B. — *Les modalités de la dévolution des concessions*

Les concessions peuvent être attribuées selon deux modalités différentes : soit par voie de décision administrative pure, soit par voie d'adjudication publique ou d'entente contractuelle.

Le premier système — système quasi automatique — est généralement adopté dans toutes nos possessions ; le second système ne fonctionne, d'une manière subsidiaire d'ailleurs, qu'en Indochine, en Océanie, en Tunisie et au Maroc. L'Algérie s'est également ralliée à ce second système en ce qui concerne la dévolution des droits d'exploitation portant sur certains gisements de phosphates de chaux.

1° — *Mode normal d'acquisition des concessions.*

La concession est normalement délivrée par le Gouverneur Général, le Gouverneur ou le Lieutenant Gouverneur dans les Colonies françaises et Pays sous mandat, par le Directeur Général des Travaux Publics, en Tuni-

sie, au titulaire d'un permis de recherches non périmé qui en fait la demande.

Cette dévolution s'opère quasi automatiquement, si toutes les conditions requises sont remplies par le demandeur.

Par exception, dans l'Inde Française, le permis de recherches ne confère aucun droit à l'obtention de la concession.

Au Maroc, la concession est délivrée par *dahîr* au titulaire d'un permis d'exploitation non périmé.

L'acquisition automatique de la concession était, d'ailleurs, la seule solution logique qui put être adoptée une fois admis le grand principe de la délivrance des droits miniers à la priorité de la demande.

Les formalités qui entourent l'institution de la concession ont été simplifiées autant que le permet la nécessité d'un contrôle préventif. Elles consistent à peu près uniformément dans le dépôt, au bureau du chef de service des mines, d'une demande rédigée dans certaines formes et accompagnée de certaines pièces justificatives, dans un examen rapide de cette demande, dans sa mise à l'instruction, puis à l'enquête. A la clôture de l'enquête, l'autorité compétente statue définitivement sur la demande.

S'il n'existe aucun vice de forme essentiel, s'il n'y a aucun empêchement dirimant qui s'oppose à l'acceptation de la demande, la concession doit être obligatoirement accordée. Le droit d'apprécier si la délivrance de la concession est opportune ou non n'est pas, en effet, accordé à l'Administration.

L'excellence de cette méthode, bien différente de celle adoptée dans la métropole, a été reconnue à l'expérience. C'est pourquoi la loi du 16 Décembre 1922 est venue instaurer en France un régime analogue, en ce qui concerne la dévolution des concessions pétrolifères.

La nature juridique de l'acte institutif de concession aux Colonies diffère donc profondément de ce qu'elle est en France sous le régime des lois de 1810, 1919 ; d'une part, en effet, l'administration ne peut choisir librement le concessionnaire qui lui plaît, d'autre part, elle ne peut imposer de cahier des charges à l'exploitant.

2° *Modes exceptionnels de dévolution.*

a) *La mise en adjudication des Mines.* — La Commission Lamé-Fleury préconisait déjà, dans le rapport qu'elle déposa le 5 décembre 1884, l'application du système de la mise en adjudication, pour la dévolution des mines déjà connues.

Cette solution a depuis été adoptée subsidiairement par un certain nombre de textes miniers coloniaux.

La mise en adjudication des mines s'opère d'une manière extrêmement simple : Dans les régions réservées à cet effet par décision de l'autorité compétente, les terrains miniers, après avoir été préalablement divisés en lots et souvent abornés, sont mis en adjudication par les soins de l'Administration.

La concession est accordée au soumissionnaire dont l'offre a été jugée la plus satisfaisante.

La soumission porte normalement, soit sur une somme fixe à verser au Trésor, soit sur le taux d'une redevance

à payer annuellement, soit sur le taux d'une taxe à percevoir sur chaque tonne de minerai extrait, soit enfin sur plusieurs de ces redevances combinées.

En Indochine et en Océanie, la soumission porte sur le taux de la redevance annuelle à payer par le concessionnaire.

En Algérie et en Tunisie, lors de l'adjudication des gisements de phosphates, la soumission porte sur la redevance à payer par tonne de phosphate expédiée.

La réglementation minière n'est pas aussi explicite dans toutes nos possessions, c'est ainsi qu'à Madagascar et en Syrie, elle dispose que les conditions de l'adjudication sont fixées, dans chaque cas déterminé, par arrêtés spéciaux et qu'elles doivent être homologuées par le Ministre des Colonies.

Le dahir du 15 septembre 1923, lui, se borne à édicter que dans les zones marocaines spécialement réservées à cet effet, les mines peuvent faire l'objet d'adjudications.

Dans tous ces pays, l'acquéreur des mines mises en adjudication est soumis aux mêmes obligations légales qu'un concessionnaire normal, et doit, en outre, satisfaire aux conditions qu'il s'est engagé à remplir au moment de l'adjudication.

b) *La dévolution des mines en zones réservées.* — Le décret du 31 juillet 1927, applicable à l'A.O.F. et à l'A.E.F. et les décrets miniers en vigueur au Togo et au Cameroun, ont décidé que l'exploitation des mines situées à l'intérieur des zones réservées ne pourrait être entreprise qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par décret pris sur la proposition du Gouverneur, le Comité

des Travaux Publics du Ministère des Colonies entendu.

Toutes les dispositions à prendre sont fixées par ce décret ; les conditions spéciales auxquelles doit satisfaire l'exploitant et la quote-part des bénéfices de l'entreprise perçue par la Colonie, sont déterminées par un cahier des charges adjoint à l'acte institutif de concession.

C. — *Les droits du Concessionnaire.*

Les droits reconnus au concessionnaire doivent être strictement définis par la réglementation minière et soigneusement garantis par elle dans le temps et dans l'espace.

1° *Les garanties dans le temps.*

La garantie la plus absolue que puisse accorder la législation au concessionnaire, est de lui reconnaître la propriété perpétuelle et absolue de la mine, mais ce système, généralement appliqué autrefois, a été abandonné par la réglementation postérieure à la guerre.

Les décrets miniers diffèrent donc profondément, relativement à la durée des droits du concessionnaire, selon la date à laquelle ils sont intervenus.

Le principe de la perpétuité des concessions a été admis par les décrets du 25 Novembre 1884 (Indes Françaises), du 26 Janvier 1912 (Indochine), du 16 Octobre 1917 (Guyane), du 17 Octobre 1917 (Océanie), et par le décret beylical du 29 Décembre 1913 (Tunisie).

Le principe de la temporanéité des concessions, au contraire, a été admis à Madagascar, en Syrie, en A.O.F.,

en A.E.F., au Togo, au Cameroun, en Nouvelle Calédonie, en Algérie et au Maroc.

a) *A Madagascar.* — La durée de la concession est de 75 ans.

Un renouvellement peut être accordé pour une nouvelle période de 25 années.

b) *En Syrie.* — La durée de la concession a été fixée par l'arrêté n° 2856, à 50 ans.

Un renouvellement peut être accordé pour une nouvelle période de 25 années.

c) *En A.O.F.* — La durée de la concession est de 50 ans.

Deux renouvellements valables pour 25 années chacun peuvent être accordés.

d) *En A.E.F. et en Nouvelle Calédonie.* — La durée de la concession est de 75 ans.

Un renouvellement peut être accordé pour une nouvelle période de 25 années.

e) *En Algérie.* — La durée des concessions est déterminée, comme en France, par la loi de 1919, et par le cahier des charges.

f) *Au Maroc.* — La durée des concessions est fixée à 75 ans pour les mines des trois premières catégories, et à 30 ans pour les mines de la quatrième catégorie.

Un renouvellement peut être accordé pour une nouvelle période de 25 années.

Bien entendu, les textes nouveaux qui sont venus introduire le principe de la temporanéité des concessions dans ce groupe de possessions, n'ont pas porté atteinte aux droits acquis antérieurement à leur promulgation. Aussi

subsistent, le plus souvent, dans ces territoires, des concessions perpétuelles en assez grand nombre.

Les garanties accordées, dans le temps, aux concessionnaires, seraient illusoires, si l'Administration se réservait le droit d'annuler les concessions ou de prononcer la déchéance d'une manière purement discrétionnaire.

Il est nécessaire, également, de sauvegarder les intérêts de la Colonie et de la collectivité, en ne reconnaissant pas aux concessions un caractère absolument irrévocable. Aussi, la meilleure solution qui puisse être adoptée consiste-t-elle dans la spécification limitative et réglementaire des cas où le retrait et la déchéance peuvent être prononcés.

Le décret du 25 Novembre 1884 (Indes Françaises) ne prévoit qu'un seul cas où la déchéance puisse être prononcée : le non paiement des redevances minières.

Le décret de 1912 (Indochine) stipule que la déchéance peut sanctionner le non paiement des taxes minières et les contraventions aux règles édictées relativement aux partages, ventes, ou amodiations partielles des concessions.

Les décrets miniers récents sont beaucoup plus sévères.

A Madagascar, par exemple, la déchéance frappe le concessionnaire qui ne fait pas connaître le chiffre de sa production, ou qui arrête les travaux sans motifs sérieux ; les cas de déchéance prévus en Indochine étant également appliqués.

En A.O.F., la déchéance sanctionne la cessation de l'ex-

exploitation ou son insuffisance, le non paiement des taxes minières, la contravention aux règles édictées.

La déchéance est généralement suivie d'une mise en adjudication de la mine ; le prix versé est, suivant les cas, soit acquis définitivement au Trésor, soit remis au concessionnaire déchu, défalcation faite des frais et des sommes dues à l'administration.

La Renonciation

La majorité des textes miniers a autorisé le concessionnaire à renoncer à ses droits. C'est encore là une garantie dans le temps reconnue à l'exploitant par la réglementation.

L'utilité de la renonciation, en effet, peut être considérable lorsque le gisement concédé s'épuise rapidement ou lorsque l'exploitation se heurte à des difficultés techniques trop grandes.

Les décrets miniers, d'ailleurs, ont strictement réglementé les conditions dans lesquelles pouvait s'opérer la renonciation, afin de sauvegarder efficacement les droits éventuels des tiers.

Les concessions qui ont fait l'objet d'une renonciation sont, soit annulées, soit mises en adjudication publique.

2° Les garanties dans l'espace

Les garanties du concessionnaire, dans l'espace, consistent essentiellement dans le monopole exclusif d'exploitation des gîtes miniers, d'une catégorie déterminée, à l'intérieur d'un périmètre réservé. A ce droit essentiel

viennent s'adjoindre un certain nombre de droits accessoires (droits d'occupation temporaire, servitudes de passage, etc.).

a) *Le périmètre de la concession.* — Les règles relatives au périmètre de la concession ont, en pratique, des conséquences importantes : en effet, selon que le législateur fixe une grande ou une petite superficie aux terrains sur lesquels portent les droits d'exploitation, il favorise les grosses entreprises ou encourage les petites.

La forme des périmètres des concessions n'est pas, non plus, indifférente à la mise en valeur des richesses minérales. Selon qu'elle est logiquement ou non déterminée, elle empêche ou non les chevauchements des exploitations et leur enchevêtrement.

Tous les textes miniers en vigueur dans nos possessions ont, sauf exception, adopté la forme rectangulaire du périmètre et ont décidé que la longueur du plus grand des côtés ne pourrait être supérieure à quatre fois celle du plus petit ; mais il a été par contre impossible d'unifier la réglementation relativement à la superficie des périmètres.

De longues discussions se sont élevées à ce propos. On a cherché à déterminer quelle était la superficie normale à accorder à une concession. Il a été fort difficile d'arriver à une conclusion satisfaisante, et cela s'explique aisément puisque la solution du problème doit varier avec la situation géologique, économique, démographique et sociale du territoire envisagé.

Devant une telle difficulté, beaucoup de textes ont préféré recourir à une solution mixte et se sont bornés

à fixer à la superficie des concessions un maximum et un minimum légal. L'écart entre ces deux points limites peut être considérable. C'est ainsi qu'en Océanie, la superficie du périmètre peut varier entre 5 et 2.000 hectares.

D'autres textes se sont bornés à fixer le maximum de la superficie que le périmètre ne pourrait dépasser.

En A.E.F., par exemple, le décret du 8 Juillet 1926 a décidé que le périmètre de la concession devait être entièrement contenu dans l'intérieur du périmètre de recherches primitif, or la superficie de ce dernier peut atteindre 100 kilomètres carrés !

D'autres textes ne fixent que le minimum de la superficie au-dessous duquel la concession ne peut pas descendre.

Dans ce cas, il est bien évident que la superficie maxima du périmètre de la concession est déterminée par celle du périmètre de recherches primitif.

En Guyane, par exemple, la concession doit porter sur un terrain de 110 hectares au moins.

La libre détermination de la forme et de la superficie du périmètre de la concession par le Gouverneur n'est plus admise aujourd'hui que dans les Etablissements Français de l'Inde, où d'ailleurs, en l'absence de tout gîte minier exploitable, le décret de 1884 n'a jamais été appliqué.

Certains textes miniers très évolués enfin, fixent à la superficie des périmètres des maxima et des minima différents, selon que la concession porte sur des substances minières de catégories différentes.

b) *Les substances minières exploitables par le concessionnaire.* — Une fois le périmètre de la concession fixé, il est nécessaire de déterminer sur quelles substances minérales porte le droit d'exploitation du concessionnaire.

A l'exception de l'Indochine, où ce droit s'étend à toutes les substances minérales ne rentrant pas dans la classe des carrières, toutes nos possessions ont admis le système des droits miniers restreints à une seule catégorie de substances.

L'exploitant s'est d'ailleurs vu reconnaître le droit de disposer des produits concessibles ou non abattus au cours de ses travaux.

Toutefois, il est tenu de faire droit au propriétaire du sol qui réclamerait les substances minérales rangées dans la classe des carrières, de même qu'il est tenu, en cas de superposition de plusieurs mines sur le même périmètre, de remettre à leurs exploitants les substances concessibles de la catégorie à laquelle leurs titres leur donnent droit.

En fait la superposition de plusieurs concessions sur le même périmètre est extrêmement rare.

c) *Les droits accessoires.* — Le concessionnaire se voit reconnaître, dans les mêmes conditions que le permissionnaire, un certain nombre de droits accessoires : droits d'occupation temporaire, servitudes de passage, autorisation de couper les bois et de capter les eaux courantes.

Cette matière ayant déjà été étudiée antérieurement, nous nous bornerons donc à la courte énumération que nous venons de faire.

D. — *Les obligations du concessionnaire*

Le concessionnaire de mines, jadis, n'était soumis qu'à un nombre d'obligations restreint. La réglementation minière nouvelle est beaucoup moins libérale sur ce point.

Le but assigné à ces diverses obligations est de permettre la sauvegarde des intérêts essentiels du propriétaire du sol, de la collectivité, de la Colonie et des ouvriers mineurs.

1° *Obligations quasi délictuelles du concessionnaire.*

Le concessionnaire est, en général, soumis aux mêmes obligations quasi délictuelles que le titulaire d'un permis de recherches.

Il est tenu de réparer tous les dommages causés à la propriété superficielle ou aux mines voisines par ses travaux, dans les mêmes conditions que celles que nous avons étudiées antérieurement.

Il est soumis à l'obligation de verser une indemnité en contrepartie de l'occupation temporaire des terrains de la surface.

Mais il n'est pas tenu au paiement de redevances tréfoncières.

2° *Obligations techniques du concessionnaire.*

a) *Obligations techniques résultant d'un souci de sécurité générale.* — Les obligations techniques du concessionnaire, imposées dans un but de sécurité, sont identiques à celles auxquelles est soumis le permissionnaire.

b) *Obligations techniques édictées dans l'intérêt des ouvriers mineurs.* — Les textes miniers en vigueur dans nos diverses possessions ont étendu aux concessionnaires les règles applicables sur ce point aux permissionnaires.

c) *Obligations techniques édictées dans l'intérêt de la collectivité de la Colonie.* — Les obligations techniques édictées par la réglementation pour sauvegarder les intérêts de la collectivité et de la Colonie sont beaucoup plus sévères en ce qui concerne les exploitants qu'en ce qui concerne les prospecteurs.

Les textes les plus récents ont, en effet, reconnu la nécessité impérieuse de contraindre les concessionnaires à exploiter régulièrement et normalement les gîtes miniers qui leur sont attribués.

Plusieurs procédés peuvent être employés pour atteindre à ce résultat.

Le système le plus simple, mais aussi le moins efficace, consiste à soumettre le concessionnaire au paiement d'un impôt proportionnel à la superficie du périmètre réservé. L'exploitant qui débourse annuellement une somme importante a tout intérêt à la récupérer, en donnant une impulsion vigoureuse à son entreprise.

Mais en pratique, l'application de cette solution ne donne pas de résultats satisfaisants ; en effet, si le tarif de la taxe superficielle est bas, la mesure se révèle insuffisante et si, au contraire, il est élevé, tous les exploitants se trouvent imposés lourdement, d'une manière illogique : La taxe superficielle étant injuste, du fait qu'elle frappe d'une manière égale chaque hectare de concession, qu'elle porte sur un terrain riche et facilement exploitable, ou

sur un terrain peu minéralisé et de mise en valeur difficile.

Le second procédé employé consiste à soumettre le concessionnaire à l'obligation de satisfaire à un minimum d'exploitation annuel. Ce système est déjà beaucoup plus efficace que le précédent et a été adopté par un certain nombre de textes miniers en vigueur dans nos diverses possessions.

Le minimum d'exploitation peut être, en pratique, déterminé par le texte minier lui-même, ou par un arrêté de l'autorité locale, il peut être calculé d'une manière différentielle, selon que la superficie de la concession est considérable ou non, et selon que l'exploitation porte sur les gîtes de telle ou de telle catégorie.

Ce minimum, d'autre part, peut croître avec l'ancienneté de la concession ; la réglementation laisse, en général, quelques années de répit à l'exploitant, puis le soumet à l'obligation de satisfaire à un minimum d'extraction chaque année plus considérable.

Mais ce système est d'une application très délicate ; la fixation du minimum d'exploitation obligatoire est une opération extrêmement malaisée et comporte toujours une certaine part d'arbitraire.

Si les minima adoptés sont trop considérables, la déchéance va frapper toute une classe d'exploitants, malgré tout intéressante ; si au contraire les minima ne sont pas suffisamment élevés, la mesure prise ne pourra donner que des résultats illusoires.

Aussi convient-il de recourir, avant le prononcé de la déchéance, à la surimposition des concessionnaires ne

satisfaisant pas à l'exploitation minimum qui leur est imposée, c'est là le moyen le plus efficace et le plus sûr de les inciter à développer leur activité.

On peut rapprocher de ces mesures celles qui ont été prises dans le but de combattre l'accaparement de trop vastes concessions entre les mêmes mains.

Certains textes réglementaires se sont bornés à interdire la réunion de plusieurs concessions ; certains autres ont simplement fixé une limite au nombre ou à la superficie des concessions qui peuvent être réunies.

Parfois la fusion de périmètres continus est rigoureusement interdite, parfois le groupement des mines doit faire seulement l'objet d'une autorisation spéciale administrative préalable.

Pour lutter contre un mode d'accaparement des plus dangereux parce qu'insidieux, certaines réglementations ont interdit aux individus ou aux sociétés d'acquérir la majorité des intérêts dans plusieurs concessions s'étendant sur des terrains d'une superficie supérieure à certains maxima, légalement déterminés.

Enfin, partout où le décret de 1924 a été promulgué, le Gouverneur s'est vu reconnaître le droit de retirer discrétionnairement, aux concessionnaires, l'autorisation personnelle nécessaire à l'acquisition de nouveaux droits miniers. C'est là le remède le plus héroïque qui puisse être prévu contre les méfaits de l'accaparement.

Vis-à-vis de la Colonie, le concessionnaire est encore tenu à un certain nombre d'obligations subsidiaires. C'est ainsi que dans les possessions françaises où le retour de la mine et de ses accessoires à l'Etat est prévu, le gise-

ment, les bâtiments construits par le concessionnaire sur les terres du domaine et une partie de l'outillage doivent être remis gratuitement à l'Administration en fin de concession, que celle-ci résulte de l'expiration du terme fixé à sa validité, ou qu'elle résulte de la déchéance prononcée par l'autorité compétente à cet effet.

3° Obligations Economiques du Concessionnaire.

La taxation minière fait l'objet d'un chapitre spécial de cette étude, aussi n'entreprendrons-nous pas ici l'examen des obligations fiscales du concessionnaire.

E. — La nature juridique du droit de propriété du concessionnaire

L'étude détaillée des droits et des obligations du concessionnaire nous permet-elle de définir la nature exacte du droit de propriété reconnu à l'exploitant sur la mine ?

Les solutions par trop différentes apportées au problème de la durée des concessions nous interdisent de fournir à cette question une réponse générale et absolue.

Les textes miniers antérieurs à la fin de la guerre ont reconnu au concessionnaire un droit de propriété perpétuel sur la mine.

1°) Le décret du 25 Novembre 1884 (Indes Françaises) a spécifié que la concession constituait, en faveur de son titulaire, un droit perpétuel de propriété immobilière distinct de la propriété de surface.

2°) Le décret du 26 Janvier 1912 (Indochine) a décidé que la concession conférait à son bénéficiaire un véritable droit de propriété immobilière perpétuel et distinct de

la propriété du sol, droit disponible et transmissible dans les mêmes conditions que les immeubles.

3°) Le décret du 16 Octobre 1917 (Guyane) et celui du 17 Octobre 1917 (Océanie) ont disposé que la concession constituait une propriété immobilière perpétuelle, distincte de celle de la surface disponible, transmissible et susceptible d'hypothèques.

4°) Le décret beylical du 29 Décembre 1913 (Tunisie) a décidé que la concession de mine constituait un droit de propriété immobilière perpétuel, distinct de la propriété de la surface, transmissible entre vif et susceptible d'amodiation.

Par contre les textes miniers récents ont adopté des solutions entièrement différentes.

1°) Le décret du 19 Juillet 1923 (Madagascar) et l'arrêté 2856 (Syrie) disposent que la concession constitue un droit immobilier de durée limitée, distinct de la propriété du sol, cessible et transmissible et soumis généralement au régime de la propriété foncière. Ces textes, on le voit, ne reconnaissent pas à la concession le caractère absolu de propriété immobilière.

2°) Les décrets en vigueur en A.O.F., en A.E.F., au Cameroun et au Togo, décident également que la concession confère à son titulaire un droit immobilier temporaire indivisible, distinct de la propriété du sol, cessible et transmissible sous certaines conditions.

3°) Par contre, le décret du 28 Août 1927 (Nouvelle Calédonie) reconnaît à la concession le caractère de propriété immobilière, propriété bien entendu temporaire,

distincte de la propriété du sol, disponible, transmissible et susceptible d'hypothèques.

4°) Le dahir du 15 Septembre 1923 (Maroc) décide que la concession constitue un droit immobilier temporaire, indivisible, distinct de la propriété du sol, cessible, transmissible et susceptible d'être hypothéqué et inscrit sur les registres de la propriété foncière.

CHAPITRE IX

La taxation minière dans les Possessions françaises

Le régime fiscal minier actuellement en vigueur dans la métropole ne peut, en raison de son extrême complexité, convenir à nos diverses possessions, l'Algérie exceptée.

La taxation minière aux Colonies doit, en effet, présenter un certain nombre de caractères particuliers.

Elle doit d'abord être très modérée, afin que l'industrie extractive, encore insuffisamment développée, ne soit pas découragée.

Elle doit être simple, facilement intelligible et aisément applicable, car le nombre des fonctionnaires coloniaux chargés de l'appliquer est extrêmement restreint.

Elle doit être productive et, enfin, elle doit contribuer autant que possible à stimuler la bonne exploitation des mines.

La taxation minière coloniale peut frapper, soit la superficie du périmètre des permis ou des concessions, soit les produits extraits de la mine, soit les bénéfices bruts

ou nets réalisés par les entreprises, soit enfin certains faits passagers tels que l'acquisition ou la transmission des droits miniers.

Taxer le prospecteur ou l'exploitant proportionnellement à la superficie du périmètre à lui réservé, constitue une solution simple mais peu équitable, puisque certains terrains miniers sont d'exploitation aisée, alors que d'autres restent quasi stériles malgré tous les efforts faits et les travaux exécutés pour les mettre en valeur.

Taxer la production brute de la mine constitue déjà une solution plus rationnelle. Est-elle plus équitable ? Certes non, puisque le législateur ne tient pas compte, lors de l'établissement de l'impôt, du coût de production des minerais. On peut même ajouter que la taxe à la production est une taxe qui frappe plus lourdement l'exploitant actif que le paresseux.

La taxe à la production peut se présenter, en pratique, sous plusieurs aspects différents. Elle peut, en effet, être perçue soit sur le carreau de la mine, soit à la circulation, soit à l'exportation ; elle peut également frapper la matière imposable d'une manière spécifique ou « ad valorem ».

Taxer les bénéfices de l'exploitation constitue certainement la solution la plus logique et la plus équitable. Malheureusement ce système se heurte, en fait, dans son application aux colonies, à des obstacles insurmontables.

Il ne peut, en effet, jouer efficacement que si l'administration compétente contrôle strictement les résultats de l'exploitation. Sa complication, et le travail considérable qu'il impose aux fonctionnaires chargés de l'appli-

quer, s'opposent à ce qu'il puisse être étendu, dans l'état actuel des choses, à nos diverses possessions.

Taxer le permissionnaire ou le concessionnaire à l'occasion de l'acquisition ou de la transmission des décrets miniers est une solution simple et élégante, à condition que les tarifs des droits perçus ne soient pas trop élevés. Mais ce système ne peut évidemment jouer qu'un rôle subsidiaire dans le régime fiscal minier.

Aussi, devant les inconvénients que présentent chacune de ces solutions considérées individuellement, la législation minière coloniale s'est-elle décidée à adopter un régime fiscal différencié, et à combiner en un tout homogène divers systèmes de taxation.

Elle a décidé de ne taxer le titulaire de permis de recherches que d'une manière très légère, au moyen soit de droits fixes perçus lors de la délivrance des droits ou lors de leur renouvellement, soit de droits annuels proportionnels à la superficie du périmètre réservé.

Les exploitants sont taxés plus sévèrement. Certains textes anciens se bornent à les frapper d'une taxe superficielle annuelle d'un taux plus élevé que celui prévu pour les prospecteurs, mais tous les textes modernes superposent à cet impôt une taxe ad valorem perçue sur les substances minérales extraites. En Tunisie, un régime fiscal complexe frappant le bénéfice net réalisé par l'entreprise a été instauré.

Les droits de sortie, perçus par la douane, viennent, en outre, souvent modifier considérablement la physionomie du régime fiscal minier.

Deux moyens ont été employés parfois pour stimuler

le zèle des exploitants : l'un, bien peu efficace, consiste à faire croître, d'année en année, selon une certaine progression, le tarif de la taxe superficielle, l'autre, beaucoup plus satisfaisant, consiste à dégrever d'une partie de leurs charges fiscales les exploitants qui auront satisfait à certaines obligations, et au contraire, à surimposer les exploitants paresseux.

Nous pouvons tirer de ce rapide examen cette conclusion que le régime fiscal communément appliqué aux Colonies françaises, malgré son apparence archaïque, est bien adapté aux besoins du moment, et que, par sa simplicité et la modération des taxes qu'il comporte, il contribue au développement de l'activité de l'industrie extractive, d'une manière efficace, tout en remplissant son triple but qui est de procurer des ressources au Trésor, de lutter contre la nonchalance des exploitants et de combattre les abus de l'accaparement.

CHAPITRE X

Le contentieux minier dans les Possessions françaises

Le contentieux minier aux Colonies françaises est régi par les principes généraux de droit public métropolitain.

Certaines règles particulières s'appliquent dans les pays soumis au protectorat français.

1° Les recours contre les textes miniers.

Les lois et les actes revêtus du caractère législatif ne peuvent pas plus faire l'objet de recours contentieux en annulation aux colonies qu'en France.

Les décrets du Président de la République, les arrêtés des Gouverneurs peuvent, au contraire, faire l'objet de recours en annulation devant l'autorité compétente.

2° Les recours contre les actes administratifs pris en vertu des décrets miniers.

Les contestations relatives aux actes administratifs pris

en application des textes miniers, ressortent à la compétence de la juridiction administrative.

C'est donc au conseil du contentieux administratif que sont normalement portés, aux Colonies, la majorité des recours contentieux miniers.

3° Les recours relatifs aux dommages causés aux propriétés.

Les contestations relatives aux empiétements de périmètres et aux dommages causés aux propriétés du fait des travaux miniers ressortent normalement à la compétence des tribunaux judiciaires.

4° Les contentieux des taxes minières.

Les contestations relatives aux taxes minières ne sont pas portées uniformément devant la même juridiction. Les tribunaux judiciaires sont chargés de juger les litiges relatifs aux impôts indirects ; les tribunaux administratifs, les litiges relatifs aux impôts ou taxes directs.

5° Le contentieux de la répression.

Les tribunaux judiciaires ont la charge d'appliquer les pénalités prévues par les décrets miniers en vue de punir les délits ou contraventions commis en matière minière.

6° Règles particulières.

Certains décrets miniers (1) ont donné compétence aux

(1) cf. décret du 22 Octobre 1924, A. O. F.

directeurs de cercle ou aux administrateurs coloniaux pour trancher les litiges relatifs aux droits traditionnels d'exploitation des indigènes. Cette mesure a été prise afin de permettre la solution rapide de ces contestations, sans qu'il soit besoin de recourir à une procédure compliquée.

7° Le contentieux minier dans les pays soumis au protectorat français.

Les règles relatives au contentieux minier en pays de protectorat sont plus complexes que celles appliquées dans les Colonies, du fait de la superposition de la justice indigène à la justice française.

Néanmoins la majorité des textes miniers promulgués dans ces pays confient aux tribunaux français le soin de trancher les litiges en matière minière.

CONCLUSION

Il est difficile de prononcer un jugement général sur l'ensemble de la législation minière en vigueur dans les diverses possessions françaises.

La réglementation y est, en effet, trop disparate pour qu'on puisse porter sur tous les textes miniers une même appréciation.

Cette absence d'unité est, certes, une nécessité ; elle n'en comporte pas moins de graves inconvénients.

On ne peut blâmer l'introduction, dans chaque décret particulier, de règles spéciales nécessitées par la situation géographique, économique ou sociale du territoire auquel la réglementation s'applique, mais il serait bon, cependant, de faire admettre partout certains grands principes fondamentaux essentiels.

Pourquoi, par exemple, trouve-t-on bon de maintenir la perpétuité des concessions en Indochine, alors qu'à Madagascar la temporanéité est aujourd'hui la règle ?

L'une des deux solutions est la bonne, pourquoi n'est-elle pas appliquée partout ?

Malgré cette trop grande spécialisation des textes, mal-

gré le caractère primitif de certains décrets, la réglementation minière coloniale possède de rares qualités.

Elle vise à obtenir des résultats concrets plutôt qu'à instaurer un régime basé sur des principes abstraits ; elle tient compte des données de l'expérience plutôt que des constructions métaphysiques des théoriciens. Aussi est-elle à la fois simple et rationnelle.

Lorsqu'on la compare à la législation métropolitaine, on est frappé de voir combien, par certains côtés, elle est plus « évoluée » que cette dernière.

Malheureusement, malgré l'excellence de la législation, les statistiques nous montrent que dans un grand nombre de nos possessions l'industrie extractive est, sinon inexistante, du moins à l'état embryonnaire.

Cette constatation est affligeante, mais il ne faudrait pas croire que l'intervention de réformes, même radicales, puisse changer l'état actuel des choses. En effet, la cause primordiale de la faible production minière dans ces territoires réside beaucoup plus dans la pauvreté du sous-sol que dans l'insuffisance de la législation et, hélas, aucun remède ne peut être apporté à cette situation.

DEUXIEME PARTIE

La Réglementation minière en vigueur dans chacune des Possessions françaises

LE REGIME MINIER DANS NOS POSSESSIONS DE L'AFRIQUE CONTINENTALE

(Algérie, Tunisie, Maroc exceptés)

Le continent africain, à l'exception de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, a été longtemps soumis à un régime minier uniforme.

Les textes généraux qui y étaient en vigueur étaient les décrets du 6 Juillet 1899, du 19 Mars 1905 et du 4 Août 1901.

Ces décrets désuets ne satisfaisaient plus depuis longtemps aux besoins miniers de nos Colonies africaines. Une réforme générale était nécessaire.

Le décret du 22 Octobre 1924 est venu, tout d'abord, réglementer le régime minier en Afrique Occidentale Française. Il a été bientôt suivi de celui du 8 Juillet 1926, en vigueur aujourd'hui en Afrique Equatoriale.

Le Togo et le Cameroun ont été réglementés respectivement par les décrets du 26 Octobre 1927 et du 20 Mai 1928.

Aujourd'hui donc, le décret du 6 juillet 1899 n'est plus applicable que dans la Côte des Somalis.

L'homogénéité primitive de la réglementation a fait place à la différenciation des textes. On peut constater, néanmoins, que les différents régimes miniers instaurés par les décrets nouveaux, s'ils ne sont pas partout identiques, présentent entre eux un grand nombre de points communs.

LE REGIME MINIER EN VIGUEUR EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Le régime minier actuellement en vigueur en A. O. F. est déterminé par le décret du 22 octobre 1924 (1), modifié par le décret du 31 juillet 1927 (2).

Les décrets généraux du 8 janvier 1916 et du 27 février 1924 ont été promulgués dans ce groupe de territoires.

Le régime minier nouveau qui continue à s'inspirer du principe de la « res nullius » et de la dévolution des droits à la priorité de la demande, concrétise admirablement l'évolution des théories minières qui s'est produite depuis la guerre.

Il reste fidèle au système de la temporanéité des droits d'exploitation, il inaugure un système spécial de zones

(1) Décret du 22 Octobre 24. J. O. 24 Octobre 1924 p. 9529.

(2) Décret du 31 Juillet 1927. J. O. 5 Août 1927 p. 8388.

réservées et il garantit efficacement les droits traditionnels d'exploitation possédés par les indigènes.

Enfin, conformément aux innovations apportées par la réglementation nouvelle dans nos autres possessions, il soumet le concessionnaire à un nombre d'obligations de plus en plus grand, il édicte des règles particulières relativement aux gisements d'hydrocarbures et il reconnaît à l'exploitation minière le caractère d'acte de commerce.

§ 1. — LA CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

Les gîtes minéraux en A. O. F. sont classés, relativement à leur régime légal, en mines et en carrières.

Les carrières comprennent les gîtes de matériaux de construction et d'amendements à l'exception des nitrates et des phosphates. Elles sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol dont elles suivent la condition.

Les mines comprennent les gîtes de substances minérales qui ne rentrent pas dans la classe des carrières.

Ces substances sont réparties en trois catégories seulement.

La 1^{re} catégorie comprend les minerais de métaux précieux et les pierres précieuses.

La 2^e catégorie, les hydrocarbures liquides ou gazeux, les bitumes, asphaltes et schistes bitumineux.

La 3^e catégorie, toutes les substances minérales qui ne rentrent ni dans la classe des carrières, ni dans les catégories précédentes.

La recherche et l'exploitation des mines ne peuvent

être entreprises que par des individus titulaires de permis de recherches ou de concessions.

Le décret de 1924 prévoit que les gîtes de certaines substances minérales susceptibles d'être utilisées soit comme matériaux de construction ou amendements, soit comme minerais, peuvent être considérés simultanément comme carrières et comme mines, d'après l'usage auquel sont destinées les substances extraites.

L'exploitation de ces gîtes peut donc être entreprise à la fois par un concessionnaire qui utilise les produits mis au jour comme minerais, et par le propriétaire du sol qui utilise les substances extraites pour la construction ou pour l'amendement de ses champs.

Le propriétaire ne jouit pas de plein droit de cette prérogative ; pour pouvoir l'exercer, il doit obtenir du Gouverneur la délivrance d'une autorisation préalable qui détermine le périmètre à l'intérieur duquel le droit peut jouer, et la quantité de substances minérales qui peut être extraite.

Cette innovation, très ingénieuse, risque néanmoins de compliquer les rapports entre exploitants et propriétaires du sol.

Les contestations relatives à la répartition des gîtes minéraux, entre la classe des carrières et celle des mines, sont tranchées par le Ministre des Colonies, le Comité des travaux publics du ministère des Colonies entendu.

Les contestations relatives à la répartition des substances minérales entre les diverses catégories minières sont tranchées par le Gouverneur général en commission permanente du Conseil de Gouvernement.

§ 2. — CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION
DES DROITS MINIRS

A. — *Dispositions générales*

Le décret du 22 octobre 1924 a reproduit toutes les dispositions essentielles des décrets généraux du 8 Janvier 1916 et du 27 Février 1924.

Les individus et les sociétés qui désirent acquérir des droits miniers doivent satisfaire aux conditions édictées par ces textes et obtenir l'autorisation personnelle. Celle-ci est délivrée discrétionnairement par le Gouverneur général, moyennant le versement d'un droit fixe de 100 francs.

B. — *Les Fonctionnaires*

Le décret de 1924 interdit formellement aux fonctionnaires et agents du service des mines, en activité de service, en disponibilité ou en congé, de posséder un intérêt direct ou indirect dans l'industrie extractive.

Il est interdit seulement à tous les autres fonctionnaires et agents de l'Etat ou des Colonies du groupe de l'Afrique Occidentale Française, aux officiers et aux militaires en activité de service, de prendre un intérêt direct dans la recherche ou l'exploitation des mines en A. O. F.

L'autorisation personnelle ne peut être accordée ni aux uns ni aux autres.

C. — *Les Indigènes*

Le décret de 1924 a cherché à garantir, d'une manière

efficace, les droits coutumiers d'exploitation des indigènes sur les gîtes d'or et d'autres substances minérales.

Il a cherché à faire disparaître les inconvénients qui résultaient de l'imprécision des dispositions du décret de 1899 sur ce point.

Dans son article 17, il prévoit que les lieutenants gouverneurs sont habilités à déterminer par voie d'arrêtés les régions où ces droits peuvent être exercés et les substances minérales sur lesquelles ils portent.

Sont compris à l'intérieur de ces zones, d'une part, les gisements qui, à la date de la promulgation du décret, étaient exploités par les indigènes ; d'autre part, les gisements dont l'exploitation n'avait pas été abandonnée par eux depuis plus de 25 années (réserve faite des droits acquis par les permissionnaires et les concessionnaires).

Ces périmètres, une fois déterminés, sont, en principe, réservés exclusivement aux indigènes.

En dehors de ces zones réservées, et à l'exclusion des terrains où des permissionnaires et des concessionnaires possèdent des droits acquis, les indigènes sont autorisés à se livrer à l'exploitation des gisements d'or ou d'autres substances minérales traditionnellement mis en valeur par eux, à la seule condition qu'ils emploient leurs procédés habituels de travail.

Si les indigènes veulent entreprendre l'exploitation à l'intérieur d'un périmètre antérieurement signalé, ils doivent, préalablement, obtenir une autorisation administrative spéciale qui n'est accordée que s'il est prouvé qu'ils n'ont pas été incités à mettre le gîte en valeur par l'exécution des travaux d'exploration antérieurs.

Pour éviter les inconvénients, si fréquents jadis, résultant de l'afflux d'indigènes de toutes régions aux points où l'existence de minerais était signalée, l'article 17 du décret a réservé l'exercice des droits coutumiers d'exploitation aux seuls indigènes originaires de la région considérée, à l'exclusion des Européens, à quelque titre qu'ils agissent et des indigènes des autres régions.

Lorsqu'un périmètre sollicité par un concessionnaire empiète sur les zones réservées, il est procédé à sa réduction.

Lorsqu'une concession est accordée sur un périmètre simplement exploité par les indigènes, son titulaire peut obtenir l'abandon de leurs droits en leur versant une juste et préalable indemnité.

Les contestations qui s'élèvent relativement à l'exercice de ces droits sont tranchées par le Commandant ou l'Administrateur du cercle ou de la circonscription, sauf appel dans un délai de 6 mois devant le Tribunal de 1^{re} instance ou la Justice de Paix à compétence étendue de la région.

Cette procédure, très simple, permet une solution rapide des litiges relatifs aux droits des indigènes.

Les dispositions innovées par le décret de 1924 semblent, au premier abord, assez compliquées. Elles marquent néanmoins un progrès considérable sur la réglementation antérieure ; en effet, elles concilient d'une manière satisfaisante les intérêts des permissionnaires et des concessionnaires et ceux des indigènes.

Tout en garantissant à ceux-ci leurs droits séculaires, elles permettent de supprimer les abus résultant de

l'envahissement des terrains miniers par les indigènes et de la concurrence souvent déloyale pratiquée par eux.

§ 3. — LES OPÉRATIONS MINIÈRES

Les opérations minières en A.O.F. se répartissent en deux stades successifs : les recherches et l'exploitation.

Les recherches s'opèrent en vertu d'un permis de recherches délivré, en principe, à la priorité de la demande. L'exploitation, en vertu d'une concession temporaire délivrée automatiquement au titulaire d'un permis de recherches non périmé.

Par exception, à l'intérieur de certaines zones spécialement réservées, la recherche et l'exploitation minière ne peuvent s'opérer qu'en vertu d'une entente contractuelle passée avec l'administration

A. — *Les recherches*

La recherche des gîtes de substances minières dans les zones non réservées s'opère en vertu d'un permis exclusif de recherches.

a) *Nature juridique du permis de recherches.*

Le permis de recherches constitue un droit mobilier temporaire, indivisible, cessible et transmissible.

b) *Acquisition et fin du permis.*

Ce permis est délivré par le chef du service des mines aux titulaires d'autorisations personnelles à la priorité de la demande.

Celle-ci, rédigée conformément aux dispositions du titre II du décret de 1924, et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises, est remise ou adressée au Commandant du cercle qui l'enregistre à la date et à l'heure de son dépôt.

C'est cet enregistrement qui fixe la priorité des droits.

Les individus ou les sociétés qui sollicitent l'obtention de plusieurs permis, doivent présenter une demande distincte pour chacun d'eux.

Les demandes doivent nécessairement être précédées du versement d'un droit fixe de 100 à 500 francs (selon les régions où les permis sont demandés) et du signalement matériel du centre ou des angles du périmètre demandé.

La demande une fois enregistrée, est transmise par le commandant du cercle au chef du service des mines qui ne peut refuser le permis que si la demande contient une irrégularité essentielle, si le périmètre porte sur des terrains rendus indisponibles, par la délivrance antérieure de droits miniers sur eux ou par leur soustraction aux recherches, ou si le demandeur ne fournit pas les renseignements qui lui sont demandés.

En cas de rejet, le demandeur est habilité à se pourvoir concurremment auprès des tribunaux compétents et auprès du Lieutenant gouverneur statuant en Conseil d'administration ou en Conseil privé. Cette voie de recours ne peut être utilisée que dans le mois qui suit le rejet.

Le permis, une fois accordé, peut, sur demande et moyennant le versement d'un droit fixe de 100 francs,

être cédé ou transmis aux personnes ou aux sociétés qui satisfont aux conditions de capacité prévues par le décret.

Les délégations de permis sont autorisées moyennant déclaration préalable et versement d'un droit fixe de 50 francs.

Le permis de recherches prend fin à l'expiration du terme fixé à sa validité, lorsqu'il est remplacé par une concession, lorsque son titulaire y renonce ou lorsque le retrait est prononcé par l'autorité compétente.

Le retrait, prononcé par le chef du service des mines, sanctionne les contraventions aux règles qui interdisent au permissionnaire de disposer du produit de ses recherches, sans faire connaître le chiffre de la production et sans payer les droits prévus.

Il frappe, d'autre part, les explorateurs condamnés au titre des articles 81 et 82 du décret, ceux qui opèrent des cessions et des délégations sans satisfaire aux conditions fixées par le décret et ceux qui ne font pas procéder à la transcription des actes civils et judiciaires concernant les permis.

c) Les droits du permissionnaire

Le permis de recherches confère à son titulaire le droit exclusif d'exécuter, pendant une durée déterminée, tous travaux de prospection et de recherches des gîtes d'une des catégories minières à l'intérieur d'un périmètre réservé, et le droit de disposer des produits concessibles extraits au cours des travaux, moyennant une déclara-

tion au chef du service des mines ; (cette déclaration ne produit d'effet que pour une période d'une année, mais elle peut être renouvelée).

Le permissionnaire peut, en outre, utiliser les substances non concessibles abattues pour le service de la mine.

Le permis de recherches est accordé pour une durée de 3 années, il peut faire l'objet de deux renouvellements de 2 années chacun, quelque soit l'individu qui en soit devenu le possesseur.

La durée maximum des droits de recherches est donc de 7 ans. Elle est extrêmement considérable, surtout si l'on considère que la concession ne devient définitive qu'à l'expiration d'une période de 3 ou 5 années.

C'est donc en réalité 10 ou 12 années qui sont accordées aux industriels pour prendre toutes les dispositions techniques et financières nécessaires à la mise en valeur normale du gisement.

Cette durée a paru excessive à certains, et des études ont été entreprises dans le but de savoir s'il n'y aurait pas lieu à procéder à sa réduction.

Le permis porte normalement sur un périmètre de forme carrée dont les côtés ont trois kilomètres de longueur et sont orientés d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest vraies. Par exception, au gré du demandeur, les permis de recherches des gisements exploitables par dragage dans le lit des cours d'eau, peuvent porter sur des périmètres déterminés par deux lignes droites ou polygonales parallèles à l'axe moyen du cours d'eau et

distantes de cet axe de 100 mètres au moins de chaque côté, et par deux normales à cet axe.

La superficie de ce dernier périmètre est de 100 hectares au minimum et de 400 au maximum.

Bien entendu, il est possible d'instituer sur le même périmètre, même en faveur de personnes différentes, plusieurs permis ou plusieurs concessions portant sur des catégories minières différentes.

Pour mener à bien ses travaux de recherches, le prospecteur s'est vu reconnaître un certain nombre de droits accessoires.

Il peut, tout d'abord, se livrer à l'occupation temporaire des terrains de la surface dans les mêmes conditions que le concessionnaire.

1°. — *L'occupation des terres domaniales*

Les terres libres du domaine situées à l'intérieur du périmètre de recherches peuvent faire librement l'objet d'occupations à titre précaire, si elles sont utiles à la prospection.

Toutes les terres domaniales situées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre de recherches peuvent, si elles sont reconnues indispensables à l'industrie minière par le chef du service des mines, faire l'objet d'occupation temporaire. Une simple autorisation administrative est requise pour que ce droit puisse être exercé.

Les terres domaniales louées ou occupées par des indigènes, en vertu de droits d'usage, ne peuvent faire l'objet d'occupation temporaire, que moyennant l'obten-

tion d'une autorisation administrative et moyennant le paiement d'une indemnité annuelle.

2° — *L'occupation des terres non domaniales*

Les terres non domaniales situées à l'intérieur du périmètre de recherches peuvent faire l'objet d'occupation temporaire si elles sont reconnues nécessaires à l'entreprise par le chef du service des mines.

A défaut d'entente contractuelle avec le propriétaire du sol, l'occupation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation du Gouverneur général, et moyennant le dépôt d'un cautionnement et le paiement d'une indemnité.

Le permissionnaire se voit, en outre, reconnaître le droit d'établir toutes les voies de communication et d'exécuter tous les travaux de secours reconnus nécessaires sur les terres du domaine situées hors de son périmètre.

Ce droit ne peut être exercé sur les terres non domaniales ou occupées qu'en vertu d'une autorisation spéciale du Lieutenant gouverneur et moyennant le paiement d'une indemnité déterminée, à défaut d'entente contractuelle par les tribunaux.

Enfin, le permissionnaire se voit reconnaître une servitude de passage sur les voies de communication existantes.

d) *Les obligations du permissionnaire*

Le permissionnaire est tenu de satisfaire à des obligations quasi délictuelles, techniques et fiscales.

1°. — *Obligations quasi délictuelles*

Vis-à-vis du propriétaire du sol.

Le prospecteur est tenu d'une part, d'indemniser le propriétaire du sol pour tous les dommages causés du fait de ses travaux à la surface.

L'indemnité est calculée à la valeur simple du préjudice subi.

Il doit, en outre, lui verser une indemnité en contrepartie des droits d'occupation temporaire par lui exercés. S'il s'agit de terres domaniales, les indemnités ou taxes sont fixées par voie administrative ; s'il s'agit de propriétés privées, l'indemnité est calculée par les tribunaux au double du revenu net du terrain ; s'il s'agit de terres domaniales louées ou occupées par des indigènes, l'indemnité est déterminée par Lieutenant gouverneur en Conseil d'administration ou en Conseil privé sur rapport de trois experts.

Lorsque l'occupation se prolonge ou lorsque les terrains sont rendus impropres à leur usage primitif, le prospecteur peut être contraint à les acheter au double de leur valeur première.

Vis-à-vis des mines voisines.

Le permissionnaire est tenu d'indemniser les mines voisines ou superposées pour les dommages causés du fait de ses travaux.

Il doit, en outre, remettre au propriétaire d'une exploitation superposée les minéraux abattus qui rentrent

dans la catégorie minière à laquelle s'appliquent les droits de ce dernier.

2° — *Obligations techniques*

En posant les obligations techniques du permissionnaire, le législateur s'est inspiré du souci de la conservation de la mine, de la sécurité de la surface et de la sécurité et de l'hygiène des ouvriers mineurs.

Le permissionnaire se voit, tout d'abord, interdire d'exécuter des travaux de fouille ou de sondage dans un certain rayon autour des habitations.

Il doit se soumettre aux règles de l'art, entretenir en bon état les poteaux signaux plantés dans son périmètre et faire inscrire ou transcrire au bureau de l'enregistrement la mention de l'institution du permis et de tous les actes civils et judiciaires le concernant.

Il doit toujours avoir sur les lieux des médicaments et des moyens de secours et faire déclaration à l'autorité judiciaire de tous les accidents graves survenus aux ouvriers.

Il doit, en outre, obéir à toutes les règles de police édictées par le lieutenant gouverneur. Enfin, s'il dispose du produit de ses recherches, il doit tenir à jour les plans et les registres énumérés à l'article 74 et envoyer chaque année un rapport sommaire au service des mines.

3° — *Obligations fiscales*

Les demandes de permis donnent lieu au paiement d'un droit fixe de 100 francs qui, dans certaines régions,

peut être augmenté dans les limites d'un maximum de 500 francs.

Les demandes de premier renouvellement donnent lieu au paiement d'un droit fixe de 200 francs ; celles de second renouvellement au paiement d'un droit de 300 francs.

Lorsque le droit perçu lors de la demande primitive est supérieur à 100 francs, les sommes à verser lors de chaque renouvellement sont respectivement calculées au double et au triple de ce droit.

Ces taxes sont extrêmement modérées.

Les mutations donnent lieu, de leur côté, au paiement d'un droit fixe de 100 francs.

Enfin, le permissionnaire qui dispose du produit de ses recherches est frappé par une taxe proportionnelle perçue ad valorem sur les substances extraites au carreau de la mine, son taux est de 7 % c'est-à-dire supérieur de 2 % à celui qui frappe les produits des concessions.

B. — *L'Exploitation*

L'exploitation des mines s'opère en vertu de concessions temporaires délivrées aux titulaires de permis de recherches non périmés.

a) *Nature juridique de la concession.*

La concession constitue un droit immobilier indivisible de durée limitée, distinct de la propriété du sol, et cessible et transmissible sous certaines conditions.

b) *Acquisition et fin de la concession.*

La concession est accordée par arrêté du Lieutenant

gouverneur aux titulaires de permis de recherches non périmés qui en font la demande.

Celle-ci rédigée conformément aux dispositions de l'art. 41 du décret, et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises, est remise ou adressée au chef du service des mines et doit être parvenue à ses bureaux 30 jours au moins avant l'expiration de la validité du permis.

Elle est enregistrée à la date de son dépôt et mise à l'instruction. Si elle n'est pas reconnue régulière en la forme, ou si le demandeur ne satisfait pas aux conditions requises, elle est rejetée. Dans le cas contraire, elle est transmise au Lieutenant gouverneur qui procède à sa mise à l'enquête.

A l'expiration d'un délai de 3 mois, le Lieutenant gouverneur statue définitivement ; il institue la concession si aucune opposition n'a été présentée, si les tribunaux ont rejeté celles qui ont été présentées et si aucune irrégularité n'a été reconnue dans les titres du demandeur ; il rejette la demande dans le cas contraire.

La concession ainsi délivrée ne possède encore qu'un caractère provisoire. Elle ne devient définitive qu'à l'expiration d'un certain délai d'épreuve.

La concession n'est, en effet, définitivement instituée par arrêté du Lieutenant gouverneur pris en Conseil d'administration ou privé sur avis du chef du service des mines, que sur preuve de la régularité de l'exploitation. Trois ans après la délivrance de la concession provisoire, une commission composée de trois membres, dont un représentant du service des mines, se réunit et, après examen de l'activité déployée par l'exploitant, elle propose

soit l'institution de la concession définitive, soit la prorogation pendant une durée de deux années de la concession provisoire, soit la déchéance du concessionnaire.

La concession peut être cédée ou transmise entre vifs ou pour cause de mort, dans les mêmes conditions que la propriété foncière, mais la vente par lots, les amodiations partielles et les partages matériels sont rigoureusement interdits.

La fusion de plusieurs concessions en une seule doit être autorisée par arrêté du Lieutenant gouverneur. Elle peut être interdite pour des motifs d'ordre public ; si elle est opérée malgré cette interdiction, le Gouverneur général est habilité à prononcer la nullité des concessions et des permis de recherches réunis.

La concession prend fin normalement à l'échéance du terme fixé à sa validité, ou en cas de renonciation.

Celle-ci doit faire l'objet d'une demande au chef du service des mines qui en avise le conservateur de la propriété foncière. S'il n'existe aucun droit réel sur la concession, ou si les titulaires de ces droits consentent à leur radiation, le Lieutenant gouverneur sanctionne par arrêté la renonciation.

La déchéance est prononcée par arrêté du Lieutenant gouverneur, pris en Conseil d'administration ou privé, contre les individus qui, trois ans après la délivrance de la concession, n'exploitent pas la mine où l'exploitent irrégulièrement.

La déchéance frappe le concessionnaire définitif s'il est constaté, par une commission spéciale constituée à cet ef-

fet, que l'exploitation n'est pas menée avec une activité suffisante.

Elle sanctionne les contraventions aux règles qui interdisent le partage de concessions ou leur allotissement.

Elle intervient lorsque le concessionnaire n'acquitte pas la taxe superficielle annuelle et la taxe ad valorem prévues par le décret ; elle n'est, dans ce cas, prononcée qu'après notification de deux avertissements signifiés administrativement à deux mois d'intervalle.

Elle frappe enfin les sociétés minières qui ne satisfont pas aux conditions générales énumérées à l'article 15 (reproduction des dispositions des décrets généraux de 1916-1924).

La déchéance, en principe, est suivie d'une mise en adjudication de la mine par voie administrative.

Le prix versé, déduction faite des frais et des sommes dues à l'administration, est remis au concessionnaire déchu.

S'il ne se présente aucun acquéreur, la concession est annulée et le périmètre fait retour aux terrains ouverts à la recherche.

c) *Droits du concessionnaire.*

La concession confère à son titulaire le droit exclusif et temporaire d'exploiter les gisements miniers d'une catégorie déterminée à l'intérieur d'un périmètre réservé et le droit de disposer librement des substances de cette catégorie extraites.

L'exploitant peut utiliser les substances non concessibles abattues pour le service de la mine, mais en cas de superposition de plusieurs exploitations, il doit répartir,

entre les industriels qui y ont droit, les substances concessibles des autres catégories extraites.

La concession n'est accordée que pour une durée de 50 années seulement. (Le décret de 1899, il est vrai, n'accordait les droits d'exploitation que pour une période de 25 années.) Un progrès a donc été réalisé.

Le concessionnaire qui fait preuve d'une activité estimée suffisante, peut d'ailleurs obtenir deux renouvellements successifs de 25 ans chacun.

Les exploitants sérieux peuvent ainsi conserver leurs droits pendant une période de 100 ans.

La concession porte sur un périmètre rectangulaire de 900 hectares au maximum, entièrement contenu à l'intérieur du périmètre de recherches primitif. Les côtés du rectangle doivent être orientés d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest vraies, et le plus petit côté ne doit pas être inférieur au quart du plus grand.

La surface maxima du périmètre de la concession portant sur des gisements exploitables par dragage dans le lit des cours d'eau a été fixé à 400 hectares.

Les droits accessoires du concessionnaire sont, mutatis mutandis, identiques à ceux du permissionnaire ; par exception, l'exploitant se voit, en outre, reconnaître un droit de priorité pour l'acquisition de tous les terrains du domaine situés à l'intérieur du périmètre de la concession.

d) *Obligations du concessionnaire.*

Le concessionnaire est soumis à des obligations quasi délictuelles techniques et fiscales.

Les obligations quasi délictuelles de l'exploitant sont identiques à celles du prospecteur.

Les obligations techniques du concessionnaire sont plus sévères, puisqu'il est tenu de procéder au bornage de son périmètre dans un délai de 6 mois, d'exploiter régulièrement et normalement le gisement minier, et de satisfaire en outre à toutes les obligations imposées au permissionnaire.

Le régime fiscal qui s'applique à l'exploitation minière est assez libéral.

La délivrance de la concession est subordonnée au paiement d'un droit fixe de 500 francs et au versement d'une somme correspondant aux frais d'instruction de la demande.

Les impôts miniers proprement dits consistent en une taxe superficielle et en une taxe proportionnelle.

La taxe superficielle annuelle est calculée à raison de 2 francs par hectare pendant les 10 premières années de la concession, et à 4 francs par hectare pendant les années suivantes.

La taxe proportionnelle frappe ad valorem les produits de l'exploitation au carreau de la mine. Son taux est de 5 %.

§ 4. — LE RÉGIME SPÉCIAL DES HYDROCARBURES

Comme à Madagascar, des règles spéciales s'appliquent à la recherche et à l'exploitation des gîtes de la deuxième catégorie.

A. — *Les Recherches*

Les recherches s'opèrent conformément aux dispositions générales du décret de 1924, en vertu d'un permis de recherches délivré pour une durée de 3 années.

Deux renouvellements peuvent être accordés pour une durée de 2 années chacun, sur preuve de la découverte d'hydrocarbures en quantité estimée suffisante, ou sur preuve de l'exécution d'un minimum de forages, calculé dans les mêmes conditions qu'à Madagascar (1). Les règles relatives au groupement des périmètres sont identiques à celles en vigueur dans cette colonie.

* Les obligations fiscales du permissionnaire ne sont pas très sévères. Elles consistent dans le paiement d'un droit fixe de 300 francs lors de la délivrance du permis, d'un droit fixe de 600 francs lors de son premier renouvellement et d'un droit fixe de 900 francs lors de son second renouvellement.

B. — *L'exploitation*

L'exploitation des gites d'hydrocarbures, bitumes, asphaltes, etc., s'opère en vertu de concessions temporaires dans les mêmes conditions que l'exploitation des substances minières d'autres catégories en A.O.F.

Toutefois, dans un but d'encouragement, le législateur a prévu que le taux de la taxe proportionnelle serait réduit à 2,50 % pendant 5 ans à dater de l'institution de la concession, pour chacune des dix premières concessions de la 3^e catégorie, pouvant justifier d'une production de 5.000 tonnes d'hydrocarbures pendant l'année.

§ 5. — LE CONTENTIEUX MINIER

Les contestations relatives aux actes administratifs pris

(1) cf. page 277

en exécution du décret sont de la compétence du Conseil du contentieux administratif de la Colonie.

Les contestations relatives aux dommages causés aux propriétés et aux empiètements de périmètres sont normalement portés aux Tribunaux judiciaires.

La répression des délits ou des contraventions est assurée par les Tribunaux judiciaires jugeant correctionnellement et par les Juges de paix à compétence étendue.

Enfin, les litiges relatifs aux empiètements portant sur les périmètres exploités par les indigènes sont, en première instance, portés devant les Commandants de cercle, et en appel devant les Tribunaux judiciaires.

§ 6. — LE RÉGIME SPÉCIAL DES ZONÉS RÉSERVÉES

Si le système de l'acquisition des droits miniers à la priorité de la demande donne satisfaction aux besoins des explorateurs, il ne permet pas toujours de mettre en valeur, d'une manière rationnelle, les gisements miniers.

L'intérêt de la collectivité ne concorde pas toujours avec l'intérêt des prospecteurs.

Une colonie n'a pas tant besoin d'une infinité de petites exploitations, que de quelques grandes entreprises remarquablement dirigées et puissamment outillées.

Le décret de 1924 ne permettait pas la création de ces grandes entreprises, offrant aux capitaux métropolitains des garanties sérieuses. Le décret du 31 juillet 1927 a tenté d'apporter un remède à cet inconvénient, en créant le système des zones réservées.

Ce texte habilite le Gouverneur général à prendre en Conseil de gouvernement ou en commission permanente du

Conseil de gouvernement, des arrêtés désignant des territoires ou des régions à l'intérieur desquels la Colonie se réserve provisoirement les droits de recherches de mines, de toutes les substances minérales ou de certaines catégories de substances minérales seulement.

Les arrêtés du Gouverneur sont soumis, sans délai, à l'approbation du Ministre des Colonies.

A l'intérieur des zones ainsi déterminées et réserve faite des droits acquis, les droits de recherches et d'exploitation ne peuvent être accordés qu'en vertu de décrets pris sur proposition du Gouverneur général, le Comité des Travaux Publics du Ministère des Colonies entendu.

Ces décrets déterminent dans quelles conditions les recherches et l'exploitation échappent au droit commun.

Le jeu des redevances, entre autres, est modifié ; la Colonie participe aux bénéfices de l'exploitation, sans toutefois que les prélèvements qu'elle opère puissent dépasser 15 % des bénéfices réalisés.

Ce régime extrêmement souple permet à la Colonie d'imposer à chaque exploitant, au moyen de cahier des charges, les obligations qui semblent convenir à chaque cas particulier.

Mais n'est-il pas à craindre que ce système ne décourage le zèle des prospecteurs et des explorateurs ?

Il semble que ce ne soit pas le cas en A.O.F., où l'on se plaint bien plus du trop grand nombre des périmètres de recherches institués, que du manque d'activité des prospecteurs.

Conclusion

Le régime minier en vigueur en A.O.F. est donc conforme aux données les plus récentes du droit minier colonial français. On peut lui reprocher, toutefois, de n'avoir pas reconnu une durée suffisante aux concessions, et d'avoir prévu la déchéance dans un nombre de cas trop considérable.

Le Régime minier en Afrique Equatoriale Française

Le régime minier en vigueur en A.E.F. est déterminé aujourd'hui par les décrets du 8 juillet 1926 (1) et du 31 juillet 1927 (2).

La réglementation promulguée dans ce groupe de territoires ne diffère pas sensiblement de celle qui est appliquée en A.O.F. Nous n'entreprendrons donc qu'une étude sommaire de la législation minière, nous contentant de signaler les dispositions particulières à l'A.E.F.

§ 1. — LA CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

Les substances minières, en A.E.F., ne sont réparties qu'entre deux catégories. La première catégorie comprend les hydrocarbures liquides ou gazeux, les bitumes, asphaltes et schistes bitumineux ; la deuxième catégorie comprend toutes les autres substances minérales qui ne font pas partie de la classe des carrières.

§ 2. — CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION DES DROITS MINIERS

Les dispositions des décrets généraux de 1916 et de 1924 ont été reproduites par le décret du 8 juillet 1926.

(1) Décret du 18 Juillet 1926. J. O. 5 Août 1926. P. 8877.

(2) Décret du 31 Juillet 1927. J. O. 5 Août 1927. P. 8338.

Mais ce texte, contrairement au décret du 22 octobre 1924 applicable en A.O.F., n'a pas instauré un système de zones réservées à l'exploitation des indigènes.

§ 3. — LES OPÉRATIONS MINIÈRES

Les recherches s'opèrent en vertu d'un permis de recherches. L'exploitation en vertu d'une concession temporaire.

I. — *Le permis de recherches*

Le permis délivré par le chef de service des mines, sur demande enregistrée par le chef de la circonscription, s'applique à un périmètre de forme carrée, dont les côtés ont une longueur de 10 km. et sont orientés d'après les directions Nord-Sud-Est-Ouest vraies.

Les périmètres portant sur des gisements exploitables par dragage dans le lit des cours d'eau ne possèdent pas, comme en A.O.F., une forme spéciale.

La durée du permis est de 2 ans ; il peut être renouvelé deux fois pour une période de 2 ans chaque fois.

Les obligations fiscales de l'explorateur consistent dans le paiement d'un droit fixe de 500 francs lors du premier renouvellement, et d'un droit fixe de 1.000 francs lors du second renouvellement. Ces différents droits peuvent être augmentés dans certaines régions, sans que leur montant puisse dépasser le double des sommes déterminées plus haut.

II. — *La concession*

L'exploitation s'opère en vertu d'une concession temporaire délivrée par le Gouverneur général.

La concession, d'une durée de 75 ans, peut être renouvelée pour une période de 25 années. Elle porte sur un périmètre qui doit être entièrement contenu à l'intérieur du périmètre primitif.

Les obligations fiscales de l'exploitant consistent dans le paiement d'un droit fixe de 1.000 francs lors de la délivrance de la concession, dans le paiement d'une taxe superficielle et dans le paiement d'une taxe proportionnelle.

Le taux de la taxe superficielle annuelle perçue pendant les six premières années de la concession sur chaque hectare de terrain compris dans le périmètre est de 0,50. Il est porté à 5 francs pendant les années suivantes.

Ce taux peut être abaissé dans certaines régions respectivement à 0,25 et à 2.50.

La taxe proportionnelle frappe les produits extraits au carreau de la mine. Son taux est de 5 % ad valorem.

§ 4. — LE RÉGIME DES HYDROCARBURES

Le régime légal applicable à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures est à peu près identique à celui en vigueur à Madagascar et en A.O.F.

Toutefois, le permis de recherches est accordé pour une durée de 4 ans et peut faire l'objet de deux renouvellements de 2 ans chacun.

Les charges fiscales du prospecteur sont plus élevées qu'en A.O.F. En effet, le montant du droit fixe perçu lors de la délivrance du permis est de 1.000 francs, celui du droit perçu lors du premier renouvellement de 1.000 francs également, et celui du droit perçu lors du second renouvellement de 2.000 francs.

Le concessionnaire de gisements de la première catégorie est soumis aux mêmes obligations fiscales que le concessionnaire de la deuxième catégorie. Toutefois, le taux de la taxe proportionnelle est réduit de moitié pendant 5 années, à dater de l'institution de la concession, en faveur des dix premières concessions qui peuvent, au bout d'une année, justifier d'une production de 5.000 tonnes d'hydrocarbures.

§ 5. — LE RÉGIME DES ZONES RÉSERVÉES

Le régime des zones réservées instauré en A.E.F. par le décret du 31 juillet 1927 est identique à celui en vigueur en A.O.F.

Le Régime minier au Togo

Les décrets du 16 juillet 1899, du 6 août 1901 et du 19 mars 1905, ont été rendus applicables au Togo en vertu du décret du 23 octobre 1920.

Y ont été également promulgués, les décrets généraux du 8 janvier 1916, du 28 juillet 1918 et du 27 février 1924.

La réglementation actuelle résulte du décret du 26 octobre 1927 (1) qui a abrogé les textes antérieurs.

Ce texte reproduit presque exactement les dispositions des décrets du 22 octobre 1924 et du 31 juillet 1927, en vigueur en A.O.F.

Il n'en diffère que par certaines dispositions motivées soit par le principe d'égalité économique découlant des termes du mandat dévolu à la France, soit par le contenu de la convention franco-américaine du 28 juin 1924.

Certaines dispositions spéciales ont été, en outre, édictées dans le but de protéger la main-d'œuvre indigène employée dans les mines.

Nous nous bornerons donc à mentionner que les seuls ressortissants des Etats membres de la Société des Nations

(1) Décret du 26 Octobre 1927 J. O. 1^{er} Novembre 1927 (rectification 24 Novembre 1927).

ou ceux des Etats-Unis d'Amérique, que seules les sociétés ou associations organisées conformément à la législation de ces Etats, sont habilités à se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines, et à noter que les dispositions édictées relativement aux droits coutumiers des indigènes en A.O.F., par l'art. 17 du décret du 22 octobre 1924, ne sont pas applicables au Togo.

Le Régime minier au Cameroun

A la veille de la guerre le régime minier au Cameroun était déterminé par l'ordonnance allemande du 28 novembre 1892.

Le 23 octobre 1920 un décret vint promulguer, au Cameroun, les décrets du 6 juillet 1899, du 4 août 1901 et du 19 mars 1905 en vigueur dans les territoires de l'Afrique Continentale.

Les décrets généraux de 1916, 1918 et de 1924 y furent ensuite, successivement, rendus exécutoires.

Un décret du 5 mars 1921 vint soumettre la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures à un régime spécial.

La réglementation minière en vigueur actuellement au Cameroun résulte du décret du 20 mai 1928.

Ce texte reproduit intégralement les dispositions du décret du 26 octobre 1927, en vigueur au Togo.

L'article 101 seul possède un caractère propre.

Il dispose — étant donné l'existence préalable de droits miniers — que les permis délivrés antérieurement à la promulgation du décret resteront soumis, relativement aux droits par eux conférés et aux obligations par eux imposées, au régime minier des décrets du 6 juillet 1899, du 4 août 1901, du 19 mars 1905 et du 5 mars 1921, et que ces permis, à leur expiration, ne pourront faire l'objet de renouvellement.

Le Régime minier dans la Côte Française des Somalis

La Côte Française des Somalis est aujourd'hui la dernière de nos colonies africaines qui soit soumise au régime désuet des décrets du 6 juillet 1899, du 4 août 1901 et du 19 mars 1905.

Un décret récent du 13 mars 1928 est intervenu qui rend applicable dans la Côte des Somalis le régime des zones réservées, en vigueur en A.O.F. et en A.E.F.

La réglementation minière met en application les systèmes de la « Res nullius », de l'acquisition automatique des droits miniers et de la temporanéité des droits d'exploitation.

Les recherches s'opèrent en vertu de permis de recherches délivrées à la priorité de la demande, l'exploitation en vertu de permis d'exploitation de courte durée accordés de préférence aux titulaires de permis de recherches non périmés.

Les droits des explorateurs et des exploitants sont relativement précaires, mais en contrepartie les obligations auxquelles ils sont soumis sont peu nombreuses et peu sévères.

Le régime appliqué est incohérent et incomplet, il paraît nécessaire de le réformer entièrement, d'autant que

la proximité de l'Abyssinie où la recherche des gîtes d'hydrocarbures est poussée activement peut nous faire espérer qu'il existe des gîtes analogues dans notre Colonie.

Un projet de décret a été examiné en 1928, mais il n'a pas été encore donné suite à cette étude.

§ 1. — LA CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

Les gîtes minéraux sont classés relativement à leur régime légal en mines et en carrières.

Les carrières comprennent les gîtes de matériaux de construction et d'amendements, à l'exception des nitrates et des phosphates : elles suivent le sort de la propriété de la surface dont elles sont censées ne pas être séparées.

Le régime légal applicable aux tourbières est identique à celui des carrières.

La classe des mines comprend toutes les substances minérales susceptibles d'une utilisation industrielle qui ne rentrent pas dans la classe des carrières.

Ces substances sont réparties entre deux catégories.

La première catégorie comprend les gîtes d'or, de minéraux précieux et de gemmes.

La deuxième comprend les gîtes de toutes les autres substances concessibles.

Les contestations relatives au classement des gîtes minéraux sont tranchées par le ministre des Colonies, le Comité des Travaux publics du ministère des Colonies entendu.

§ 2. — CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION
DES DROITS MINIRS

Les décrets généraux du 8 janvier 1916, du 28 juillet 1918 et du 27 février 1924, n'ont pas été promulgués dans la Côte Française des Somalis.

Cependant le régime de l'autorisation personnelle préalable est en vigueur dans la Colonie ; en effet, les décrets de 1899 et de 1905 plus sévères que les textes miniers promulgués généralement à cette époque ont disposé que les individus ou les sociétés qui désirent acquérir des droits miniers doivent solliciter une autorisation personnelle délivrée par le Gouverneur.

Les fonctionnaires en activité de service dans la Colonie ne peuvent se livrer à la recherche ou à l'exploitation des mines et ne peuvent obtenir d'autorisation personnelle.

Cette interdiction est beaucoup moins sévère que celle en vigueur dans la plupart de nos autres possessions.

Les indigènes conservent leurs droits coutumiers d'exploitation des gîtes superficiels d'or et de sel.

Cette dispositions par trop sommaire a été la cause de graves inconvénients en Afrique continentale française. Forts des droits qui leur étaient reconnus, les indigènes, à l'annonce d'une découverte d'or ou de sel intéressante, accouraient comme une nuée de sauterelles des points les plus éloignés et prétendaient posséder des droits d'exploitation traditionnels sur les périmètres explorés.

§ 3. — LES OPÉRATIONS MINIÈRES

Les terrains miniers ont été classés en deux grandes catégories : les terrains ouverts aux recherches et les terrains non ouverts aux recherches.

Les opérations minières s'opèrent d'une manière différente selon qu'il s'agit de terrain de l'une ou de l'autre catégorie. Dans les terrains ouverts aux recherches, les opérations minières passent par deux stades successifs : les recherches et l'exploitation ; dans les terrains non ouverts aux recherches, l'exploration des gîtes est seule autorisée.

Cette distinction n'offre d'ailleurs aucun intérêt pratique puisqu'aujourd'hui tous les terrains sont ouverts aux recherches dans la Côte Française des Somalis.

Plus intéressante est l'étude des zones réservées à la Colonie, puisque en vertu du décret du 13 mars 1928, les droits de recherches et d'exploitation portant sur des gisements compris à l'intérieur des territoires réservés font l'objet d'une dévolution administrative discrétionnaire.

I. — LES ZONES NON OUVERTES AUX RECHERCHES

L'activité minière est en principe suspendue à l'intérieur des zones non ouvertes aux recherches. L'exploration des gîtes miniers peut cependant être entreprise par les individus titulaires d'un permis d'exploration.

A) *Nature juridique du permis.*

Le permis d'exploration constitue un droit mobilier temporaire, incessible et intransmissible.

B) *Acquisition et fin du permis.*

Le permis est délivré par le Gouverneur aux titulaires d'autorisation personnelle qui en font la demande. Il peut être refusé discrétionnairement.

Il prend fin normalement à l'échéance du terme fixé à sa validité et lorsqu'il est remplacé à l'ouverture de la zone aux recherches, par un permis de recherches ou d'exploitation.

C) *Droits de l'explorateur.*

Le permis d'exploration confère à son titulaire le droit exclusif d'effectuer tous les travaux de fouilles et de sondages nécessaires à la reconnaissance des mines, pendant une durée de temps limitée, à l'intérieur d'un périmètre réservé, et un droit de préférence pour l'obtention d'un permis de recherches ou d'exploitation, à l'ouverture de la zone aux recherches.

Il est accordé pour une durée de deux années, ne peut être renouvelé et porte sur un périmètre dont la forme et la superficie sont librement déterminées par l'arrêté institutif.

Si le périmètre d'exploration possède une superficie supérieure à 50.000 hectares, la délivrance du permis doit faire l'objet d'une approbation ministérielle.

Les droits accessoires reconnus à l'explorateur consistent en droits d'occupation temporaire des terrains de la surface.

D) *Obligations de l'explorateur.*

L'explorateur est tenu de se soumettre aux mêmes obligations quasi-délictuelles et techniques que le titulaire d'un permis de recherches.

Le régime fiscal auquel il est soumis est extrêmement libéral.

Il n'existe, en effet, qu'une seule taxe à laquelle il soit assujéti : un taxe superficiare de 0.05 par hectare de terrain compris dans le périmètre.

II. — LES ZONES OUVERTES AUX RECHERCHES
ET A L'EXPLOITATION

A. — *Le permis de recherches*

a) *Nature juridique.*

Le permis de recherches constitue un droit mobilier temporaire cessible et transmissible sous certaines conditions.

b) *Acquisition et fin du permis.*

A l'intérieur des zones ouvertes aux recherches et non réservées, le permis de recherches est délivré par le Gouverneur à la priorité de la demande, aux titulaires d'autorisations personnelles

La demande, rédigée conformément aux dispositions du décret de 1899, est, après enregistrement, soumise à une enquête de deux mois. A la clôture de l'enquête, le Gouverneur statue définitivement. Il accorde automatiquement le permis si la demande est régulière, si aucune opposi-

tion n'a été présentée ou si les tribunaux ont rejeté les oppositions présentées. Au cas contraire, il refuse le permis.

Le renouvellement donne lieu à l'accomplissement de formalités analogues.

Les cessions et les transmissions sont subordonnées au paiement d'une taxe d'enregistrement.

Le permis prend fin à l'expiration du terme fixé à sa validité, lorsque son titulaire y renonce ou lorsqu'un permis d'exploitation de la même catégorie est accordé sur le même périmètre.

La déchéance peut être prononcée en cas de non paiement des taxes minières.

c) *Droits du permissionnaire.*

Le permis de recherches confère à son titulaire le droit exclusif d'exécuter, pendant une période limitée, tous travaux de prospection ou de recherches portant sur les gîtes d'une catégorie minière déterminée à l'intérieur d'un périmètre réservé et le droit de disposer des produits extraits moyennant une simple déclaration à l'administration.

Enfin, le permis de recherches confère à son titulaire un droit de préférence pour l'acquisition ultérieure d'un permis d'exploitation de la même catégorie sur le même périmètre.

Le permis est valable pour deux ans, il peut être renouvelé une fois pour une durée égale, il porte sur un périmètre circulaire de 5 kilomètres de rayon.

Un certain nombre de droits accessoires ont été recon-

nus au permissionnaire. Ce dernier peut occuper temporairement les terrains de la surface.

Les terres domaniales situées à l'intérieur du périmètre réservé peuvent faire gratuitement l'objet d'occupations.

Les terrains privés ou les terres domaniales louées ou concédées ne peuvent, à défaut d'entente contractuelle avec les intéressés, être occupés qu'en vertu d'une autorisation administrative et moyennant le paiement d'une indemnité.

Les terrains nécessaires pour l'établissement de chemins de pistes ou de sentiers, situés à l'extérieur du périmètre, peuvent être occupés dans les mêmes conditions.

d) *Obligations du permissionnaire.*

Le permissionnaire est soumis à des obligations quasi-délictuelles, techniques et fiscales.

Le prospecteur est tenu de réparer les dommages causés aux propriétés de la surface du fait de ses travaux et du fait de l'occupation temporaire ; l'indemnité qu'il doit verser est calculée au double du préjudice subi.

Il lui est d'ailleurs interdit d'exécuter des fouilles à moins de 50 mètres des maisons et des enclos murés.

Le permissionnaire est tenu d'exécuter tous ses travaux conformément aux règles de l'art sous la surveillance de l'administration.

Il doit, s'il dispose du produit de ses recherches, tenir à jour un registre d'extraction.

Les obligations fiscales du permissionnaire consistent

dans le paiement d'une taxe superficielle et éventuellement dans le paiement d'une taxe proportionnelle.

Le taux de la taxe superficielle perçue une fois pour toutes, lors de la délivrance du permis, est fixé pour le premier permis à 0,10 par hectare, jusqu'à 1.000 hectares ; à 0,20 par hectare jusqu'à 2.000 hectares, à 0,40 par hectare au-delà de 4.000 hectares, et pour le second permis à 0,20 par hectare jusqu'à 1.000 hectares, à 0,40 par hectare jusqu'à 5.000 hectares, et à 0,80 par hectare au-dessus de 5.000 hectares.

Le permissionnaire qui sollicite le renouvellement de ses droits, doit satisfaire au paiement d'une taxe superficielle calculée dans les mêmes conditions que celle qui frappe le second permis.

S'il dispose du produit de ses recherches, l'explorateur est soumis, en outre, au paiement d'une taxe proportionnelle frappant les produits extraits à 5 % de leur valeur.

Un droit d'enregistrement de 5 % est perçu lors des cessions ou des transferts de permis.

B. — *Le permis d'exploitation*

L'exploitation des mines, dans la Côte Française des Somalis, ne peut s'opérer qu'en vertu d'un permis d'exploitation.

a) *Nature juridique.*

La nature juridique du permis d'exploitation n'a pas été explicitement définie par le décret de 1899. Ce titre constitue un droit précaire de nature, semble-t-il, immobilière, cessible et transmissible sous certaines conditions.

b) *Acquisition et fin du permis.*

Le permis d'exploitation est délivré par le Gouverneur aux titulaires d'autorisation personnelle qui en font les premiers la demande, sous réserve du droit de préférence reconnu aux titulaires de permis de recherches non périmés.

Les demandes rédigées conformément aux dispositions du décret sont enregistrées et mises à l'enquête. A la clôture du délai de cette enquête, le Gouverneur statue définitivement. Il institue le permis si la demande ne comporte pas d'irrégularités graves, si aucune opposition n'a été présentée ou s'il a été statué sur les oppositions dans un sens favorable au demandeur.

Les demandes émanant d'individus ou de sociétés détenant déjà un permis à une distance de moins de 5 km. du périmètre sollicité, sont rejetées.

Le renouvellement du permis s'opère moyennant l'accomplissement de formalités analogues.

La cession et la transmission du permis doivent faire l'objet d'une autorisation administrative.

Le permis d'exploitation prend fin normalement à l'expiration du terme fixé à sa validité, lorsque son titulaire y renonce ou lorsqu'il est déchu de ses droits.

La déchéance n'est prononcée qu'au cas de non paiement des taxes minières.

En fin de permis, la mine est mise en adjudication, et l'adjudicataire est assimilé à l'exploitant primitif.

Si l'adjudication ne donne aucun résultat, les périmètres redeviennent des terres libres et disponibles.

c) *Les droits de l'exploitant.*

Le permis d'exploitation confère à son titulaire le droit temporaire et exclusif d'exploiter les gîtes d'une catégorie minière déterminée, à l'intérieur d'un périmètre réservé, et le droit de disposer librement des produits de cette catégorie extraits.

Accordé pour une durée de 25 années, indéfiniment renouvelable par tranche de 25 ans, le permis porte sur un périmètre de forme rectangulaire d'une superficie de 24 hectares au minimum et de 2.500 hectares au maximum dont la largeur doit être au moins égale au quart de la longueur.

L'exploitant s'est vu reconnaître, en outre, les mêmes droits accessoires que le titulaire d'un permis de recherches.

d) *Les obligations de l'exploitant.*

L'exploitant est soumis à des obligations quasi-délictuelles, techniques et fiscales, peu nombreuses et peu sévères.

Les obligations quasi-délictuelles et techniques de l'exploitant sont identiques à celles imposées au permissionnaire de recherches, toutefois le permissionnaire d'exploitation est tenu d'aborder son périmètre dans les six mois qui suivent l'acquisition de ses droits.

Il n'est soumis à aucune obligation d'exploitation minimum, il ne peut même pas être contraint à exécuter régulièrement des travaux d'extraction.

C'est là, il faut en convenir, un gros défaut de la ré-

glementation en vigueur dans la Côte Française des Somalis.

Le régime fiscal auquel est soumis l'exploitant est assez simple.

Une taxe superficielle annuelle, payable d'avance, vient frapper le permissionnaire au bout de trois années. Son taux a été fixé à 0,50 par hectare.

S'il n'est pas satisfait pendant un certain temps au paiement de cet impôt, le permissionnaire est déchu de ses droits.

Une taxe proportionnelle ad valorem est perçue sur les minerais extraits au carreau de la mine ; son taux fixé annuellement ne peut dépasser 5 %.

Le décret de 1899 a très sagement disposé qu'aucun autre droit de circulation ou de sortie ne pouvait être prélevé sur les substances minières.

§ 4. — LE RÉGIME SPÉCIAL DE L'EXPLOITATION DE L'OR ET DES GEMMES

L'exploitation des gisements filoniens ou alluvionnaires normaux d'or ou de gemmes est réglementée par le décret de 1899. L'exploitation par voie de dragage des gisements situés dans le lit des rivières est réglementée, au contraire, par le décret du 4 Août 1901.

1. — *Les gisements filoniens ou alluvionnaires normaux*

La recherche et l'exploitation des gisements filoniens ou alluvionnaires normaux s'opèrent en vertu de permis spéciaux qui ne confèrent aucun droit minier sur les gisements d'autres substances.

Les dispositions de droit commun du décret de 1899 s'appliquent normalement ; toutefois, le permis d'exploitation porte sur un périmètre de 24 hectares au minimum et de 800 hectares seulement au maximum.

L'exploitant est tenu de satisfaire à un certain nombre d'obligations particulières, en raison du régime juridique spécial de l'or.

II. — *Les gisements exploitables par dragage dans le lit des rivières*

Le régime juridique de l'exploitation de ces gîtes a été déterminé par le décret du 4 Août 1901.

Le permis de recherches porte sur un périmètre de forme spéciale, limité par deux lignes parallèles à l'axe du cours d'eau, distantes d'au moins 100 mètres l'une de l'autre, et par deux normales à cet axe.

Sa superficie peut atteindre 8.000 hectares et le cumul de plusieurs périmètres contigus est autorisé.

Outre les obligations normales auxquelles est soumis tout prospecteur, le Gouverneur peut, lors de l'octroi du permis, spécifier la méthode de recherches à suivre, dans le but de prévenir les dangers de tarissement ou d'inondation et les entraves à la navigation qui résulteraient de travaux peu scientifiquement menés.

Le permis d'exploitation porte sur un périmètre de 24 hectares au minimum et de 800 hectares au maximum, déterminé de la même manière que le permis de recherches. L'exploitation doit s'opérer conformément aux règles posées par l'arrêté institutif.

§ 5. — LE RÉGIME DES ZONES RÉSERVÉES

Le régime des zones réservées, instauré dans la Côte Française des Somalis, est absolument identique à celui qui a été mis en vigueur en A.O.F. et en A.E.F.

Le Régime minier Algérien

Le régime minier algérien, déterminé par la législation métropolitaine, diffère entièrement du régime appliqué dans les autres possessions françaises. On ne peut blâmer le législateur d'avoir admis pour ce pays le système de l'assimilation, quand on connaît le nombre de Français domiciliés en Algérie, et le degré de perfection qu'y atteint la colonisation.

Néanmoins, il a paru nécessaire d'édicter, relativement à certains points particuliers, une réglementation spéciale.

C'est ainsi que des décrets successifs sont venus déterminer le régime de la recherche et de l'exploitation des gisements de phosphates de chaux situés en terres domaniales.

Les principes généraux du droit minier algérien diffèrent donc sensiblement de ceux qui ont inspiré le droit minier colonial.

Le système de la dévolution régaliennne des droits miniers remplace le système de l'occupation.

Les recherches ne sont pas aussi vigoureusement encouragées : en effet, la délivrance d'un permis exclusif de recherches à la priorité de la demande n'est prévue qu'en ce qui concerne les gisements de pétroles ou de gaz combustibles.

L'exploitation s'opère en vertu de permis d'exploitation ou de concessions accordées, sauf exceptions, d'une manière discrétionnaire par décret du Président de la République, aux demandeurs qui semblent présenter le plus de garanties à l'administration et qui semblent posséder les facultés les plus considérables.

L'adjonction au décret qui institue la concession d'un cahier des charges modifie singulièrement le caractère juridique des droits miniers.

Enfin, la participation de l'Etat et des ouvriers et employés, aux bénéfices de l'entreprise, complique extrêmement le régime légal des concessions.

L'examen d'ensemble de la législation minière algérienne dépasserait le cadre de cette étude, aussi nous bornerons-nous à énumérer les principaux textes miniers promulgués dans notre grande colonie Nord-Africaine, et à traiter certains points particulièrement intéressants, en raison de leur actualité ou de leur importance. C'est ainsi que nous étudierons brièvement le régime récemment innové du permis d'exploitation, et le régime spécial des Phosphates de chaux.

I. — HISTORIQUE DE LA REGLEMENTATION MINERALE. — LES PRINCIPAUX TEXTES EN VIGUEUR

A. — Les mines et les minières

Le premier texte minier promulgué en Algérie est l'ordonnance du 21 Juillet 1845, réglementant la délivrance

des concessions. Cette ordonnance a été ultérieurement abrogée.

La loi fondamentale qui régit encore aujourd'hui l'ensemble du droit minier Algérien est intervenue le 16 Juin 1851. Elle a décidé dans son article 5 que la recherche et l'exploitation des mines et des minières s'opéreraient désormais conformément aux dispositions de la législation métropolitaine.

La réglementation minière de droit commun applicable en Algérie résulte donc de la loi du 21 Avril 1810, modifiée et complétée depuis à maintes reprises.

Une première modification importante lui a été apportée par la loi du 27 Juillet 1880.

Le décret du 18 Avril 1912 a rendu applicable à l'Algérie l'article 138 de la loi du 13 Juillet 1911.

La loi du 26 Novembre 1912 a précisé le mode d'assiette des redevances minières.

Le décret du 20 Janvier 1914, modifié les 8 septembre 1921 et 7 Mai 1925, a fixé la réglementation de l'exploitation des mines autres que les mines de combustibles.

Le décret du 14 Mars 1916 a rendu applicable à l'Algérie l'article 1^{er} de la loi du 23 Juillet 1907 et le décret du 14 Janvier 1909.

Le décret du 8 Mai 1920 est venu modifier le régime existant en introduisant les dispositions de la grande loi minière du 9 Septembre 1919.

Le décret du 28 Août 1920, modifié le 9 Juin 1923, a approuvé le cahier des charges type de concession de mines.

Les décrets du 6 Décembre et du 8 Décembre 1921 ont réglé certains points de détail.

Le décret du 20 Juillet 1922 a déterminé les conditions d'application de la loi du 15 Juillet 1922.

Le décret du 30 Novembre 1922 a rendu applicable à l'Algérie l'article 3 de la loi de finances du 30 Avril 1921 (assiette des redevances minières).

La loi du 16 Décembre 1922 a instauré le régime nouveau applicable aux pétroles et aux gaz combustibles.

Le décret du 11 Avril 1923 a déterminé la forme que doivent revêtir les demandes de concessions.

Le décret du 26 Avril 1924 a réglementé l'instruction des demandes en autorisation que doivent faire les exploitateurs, s'ils veulent effectuer des recherches de mines sans le consentement du propriétaire du sol.

Le décret du 15 Septembre 1924 a porté homologation d'une décision des délégations financières relative aux redevances minières.

La loi du 28 Juin 1927, qui a institué en France le régime du permis d'exploitation, a été déclarée applicable, sous certaines réserves, à l'Algérie. Enfin le décret du 4 Octobre 1928 est venu étendre à notre Colonie la loi du 28 Janvier 1928, relative aux mines de sodium et de potassium.

B. — *Les carrières*

L'exploitation des carrières en Algérie a été réglementée par le décret du 7 Avril 1892.

C. — *Les gisements de phosphates*

La recherche et l'exploitation des gisements de phosphates de chaux situés en terres domaniales ont fait l'objet d'une réglementation spéciale.

Le texte en vigueur aujourd'hui est le décret du 31 Octobre 1924, qui est venu abroger les décrets du 12 Octobre 1895 et du 25 Mars 1898.

II. — **LE PERMIS D'EXPLOITATION EN ALGERIE**

L'exploitation des mines sous le régime de la loi de 1810-1919 ne pouvait s'opérer qu'en vertu d'une concession.

La loi du 28 Juin 1927, en créant le permis d'exploitation, s'est donné pour but de favoriser la mise en valeur des gisements miniers lenticulaires, c'est-à-dire des gisements de très faible importance.

Il nous semble intéressant de comparer les règles adoptées sur ce point en Algérie, à celles qui ont été mises en vigueur en Tunisie et au Maroc.

Le permis d'exploitation algérien diffère du permis marocain en ce qu'il ne constitue pas, comme lui, un stade obligatoire antérieur à la concession et du permis tunisien, en ce qu'il ne peut, comme lui, être indéfiniment renouvelé.

Il est donc destiné uniquement à permettre l'exploitation des gîtes de faible importance, exploitation rendue impossible par l'application de la législation antérieure. En effet, la concession, consentie à la suite d'une longue instruction, comporte des conditions rigoureuses et des

clauses financières complexes. Sa longue durée, les menaces de déchéance qui sont suspendues sur la tête de son titulaire, conviennent mal à la mise en valeur des gisements lenticulaires, si communs en Afrique du Nord.

Les exploitants ont salué cette innovation avec joie, ils espèrent que la législation actuelle évoluera encore. S'il est donné satisfaction à leurs revendications et à leurs désirs, si le renouvellement du permis d'exploitation pour des périodes de longue durée peut être obtenu sans formalités compliquées, il est probable que les entreprises importantes, à leur tour, chercheront à se placer sous ce régime libéral qui, tout en diminuant notablement leurs charges, leur accordera, dans le temps, des garanties suffisantes.

Mais le Parlement consentira-t-il à entrer dans cette voie ?

A. — *Nature juridique du permis d'exploitation*

Le permis d'exploitation constitue, en faveur de son titulaire, un droit immobilier temporaire, indivisible, transmissible et non susceptible d'hypothèque.

Le permis d'exploitation, de par sa nature juridique, diffère donc sensiblement de la concession qui, accordée pour une durée assez longue, peut être hypothéquée.

L'acte qui institue le permis est un acte d'autorité pure alors que l'acte institutif de concession est doublé d'un contrat : le cahier des charges.

B. — *Naissance et fin du permis d'exploitation*

Le permis d'exploitation est délivré discrétionnairement, sur demande, par arrêté du Gouverneur général.

Il prend fin normalement à l'expiration du terme fixé à sa validité, ou en cas de transformation, en permis spécial ou en concession.

Le retrait du permis peut être prononcé par le Gouverneur général si l'exploitant ne fait pas usage de ses droits, arrête les travaux pendant plus de 6 mois, ou ne satisfait pas au paiement des taxes minières prévues.

C. — *Les droits de l'exploitant*

Le permissionnaire jouit pendant une période d'assez courte durée du droit exclusif d'exploiter un gîte minéral déterminé à l'intérieur d'un périmètre réservé, et du droit de disposer librement des produits extraits.

Les droits du permissionnaire sont donc, si l'on ne tient pas compte de la durée pour laquelle ils sont accordés, identiques à ceux du concessionnaire.

Le permis est valable pour une durée de 3 années.

Deux renouvellements de 3 années chacun peuvent être accordés, sans qu'il soit besoin de justifier de l'exécution d'un minimum de travaux.

A l'expiration du second renouvellement, c'est-à-dire 9 ans après sa délivrance, le permis d'exploitation peut être transformé en un permis spécial d'une durée maximum de 25 années. Ce permis spécial, quant à sa nature juridique, se rapproche sensiblement de la concession ; il comporte notamment la participation de l'Etat aux bénéfices et l'adjonction d'un cahier des charges.

Le permis d'exploitation ne confère aucun droit à l'obtention d'une concession, mais en pratique, rien ne s'oppose à ce qu'il en soit délivré une à son titulaire.

D. — *Les obligations de l'exploitant*

Le permissionnaire est tenu vis-à-vis des tiers aux mêmes obligations que le concessionnaire. Il doit, entre autres choses, payer la redevance tréfoncière au propriétaire du sol.

Vis-à-vis de l'Etat, il est tenu d'exploiter le gisement d'une manière continue, et il est soumis à l'obligation d'exécuter ses travaux conformément aux règles de police en vigueur, sous la surveillance de l'Administration.

Ses charges fiscales consistent dans le paiement d'une redevance fixe et d'une taxe proportionnelle.

La redevance fixe constitue un véritable impôt foncier. Perçue annuellement, elle frappe chaque hectare du périmètre accordé d'un droit de 1 franc.

La redevance proportionnelle frappe les produits extraits au carreau de la mine. Son taux est de 5 % ad valorem.

III. — **LE REGIME SPECIAL DES PHOSPHATES**

Les gîtes de phosphates de chaux rangés normalement dans la classe des carrières sont exploités librement par le propriétaire du sol.

Par exception, le législateur a réglementé d'une manière particulière la recherche et l'exploitation des gîtes phosphatiers situés dans les terrains domaniaux, départementaux, communaux, communaux de douars, et dans les terrains collectifs de culture.

La réglementation actuelle résulte du décret du 31 Octobre 1924. Elle s'inspire de ce principe que les gisements

de phosphates constituant une propriété domaniale, l'exploitation doit s'opérer en vertu d'amodiations passées par voie d'adjudication publique.

Comme en Tunisie, le législateur a tenu néanmoins à stimuler les recherches en accordant au premier demandeur une autorisation exclusive de recherches, et en récompensant les efforts de l'inventeur par la délivrance d'un privilège spécial.

A. — *Les recherches*

Les recherches s'opèrent en vertu d'une autorisation temporaire, délivrée par arrêté du Gouverneur général. Celui-ci peut refuser d'accorder l'autorisation, mais lorsque plusieurs demandes sont déposées concurremment, il ne peut la délivrer qu'au premier requérant.

L'autorisation, valable pour une durée d'une année, peut être indéfiniment renouvelée pour des périodes d'égale durée. Elle peut être cédée ou transmise moyennant une autorisation du Gouverneur général.

Elle prend fin à l'expiration du délai fixé à sa validité, lorsqu'une amodiation est consentie sur les terrains sur lesquels elle porte, ou lorsque son titulaire n'a pas entamé de travaux dans les six mois à dater de son institution.

A l'intérieur du périmètre déterminé librement par l'arrêté d'autorisation, l'explorateur peut exécuter tous les travaux de fouilles et de recherches qui lui paraissent nécessaires. Pour mener à bien ses travaux, il jouit du droit d'occupation temporaire des terrains de la surface. L'occupation ne peut porter que sur les ter-

rains situés à l'intérieur du périmètre et elle ne peut avoir lieu que moyennant une entente contractuelle avec les intéressés ou, à défaut, moyennant un arrêté d'autorisation du préfet, et le paiement d'une indemnité préalable.

Le prospecteur, en cas de découverte d'un gisement nouveau, est autorisé à demander un « privilège d'inventeur ».

Les obligations auxquelles est tenu de satisfaire l'explorateur sont peu nombreuses ; le décret de 1924 n'a prévu, en effet, que la nécessité de réparer, conformément aux règles du droit commun, les dommages causés à la surface, et d'entreprendre les travaux de recherches dans les six mois de la délivrance de l'autorisation.

B. — *Le privilège de l'inventeur*

L'explorateur qui a découvert l'existence d'un gisement phosphatier nouveau peut réclamer le « privilège d'inventeur ».

Ce privilège constitue, en faveur de son titulaire, un droit de créance conditionnel sur la Colonie. Il permet de prélever une quote-part des droits perçus par la Colonie sur l'exploitant, après amodiation du gisement.

Il est accordé, par un arrêté du Gouverneur général, pris sur avis conforme du Conseil du Gouvernement.

Il prend fin normalement trente ans après la date où un minimum d'extraction est imposé à l'amodiataire et, de toutes façons, cinquante ans après la date de l'arrêté institutif.

Quels sont exactement les droits de l'inventeur ?

La déclaration d'invention ne confère aucun droit sur les gisements, mais elle permet, d'une part, le remboursement des dépenses faites dans un but d'utilité et reconnues telles par le Conseil de Gouvernement, et d'autre part, le prélèvement du dixième des sommes encaissées par la Colonie à titre de redevance et de participation aux bénéfices de l'exploitation.

Si l'amodiation ne porte que partiellement sur le périmètre exploré, il y aura lieu de réduire ce prélèvement proportionnellement au rapport existant entre la quantité de phosphates extraite sur ce périmètre, et la quantité totale extraite par l'amodiataire.

Le privilège d'inventeur constitue donc un vigoureux stimulant au développement des recherches.

IV. — L'EXPLOITATION

L'exploitation s'opère en vertu d'amodiations temporaires passées par voie d'adjudication publique.

L'adjudication, précédée d'un abornement des lots de terrains minéralisés, porte sur la redevance à payer à l'Algérie par tonne de phosphate expédiée.

Les droits reconnus au dernier enchérisseur prennent fin à l'expiration du terme fixé à leur validité par le cahier des charges, lorsque l'amodiation est résolue ou lorsque l'exploitant est en retard de plus de six mois pour le paiement des sommes dues à la Colonie.

Enfin, l'exploitant peut se voir retirer ses droits lorsqu'il ne satisfait pas à la clause d'extraction minimum prévue dans le cahier des charges, ou n'observe pas les

obligations qui y sont inscrites (exécution de travaux, construction de voies ferrées).

Dans tous ces cas, le gisemēt et tous les travaux souterrains, toutes les voies ferrées, tous les bâtiments existant à l'intérieur du périmètre, font gratuitement retour à la Colonie.

L'amodiation confère à son titulaire le droit d'exploiter librement, pendant une période déterminée, les gîtes de phosphates contenus dans le périmètre réservé, et le droit de disposer des produits extraits.

La durée de l'amodiation, déterminée par le cahier des charges, ne peut dépasser 99 ans, il est toutefois possible de la faire proroger, sans nouvelle adjudication, pour une durée ne pouvant excéder 25 ans.

Avant l'expiration de chacune des périodes d'amodiation, il est possible d'obtenir, dans les mêmes formes, de semblables prorogations.

La forme et la superficie du périmètre sont librement déterminées par le cahier des charges.

Les droits accessoires reconnus à l'exploitant sont identiques à ceux accordés à l'explorateur.

Ses obligations ont été notablement renforcées par le décret de 1924 ; elles sont déterminées, d'une part, par le décret lui-même, d'autre part, par le cahier des charges.

Vis-à-vis du propriétaire du sol, l'exploitant est tenu de réparer les dommages directs et matériels causés par ses travaux.

Vis-à-vis de la Colonie, l'amodiataire doit, conformément aux règles de l'art, et sous la surveillance de l'Administration, exécuter certains travaux, et satisfaire à un

minimum d'exploitation, dans les conditions prévues par le cahier des charges. Il peut même, lorsque des risques de surproduction sont à craindre, être astreint à ne pas dépasser un certain maximum d'extraction.

Les taxes fiscales prélevées sur l'exploitant consistent en une redevance fixe de 0 fr. 50 par tonne de phosphate marchand extrait, et en une redevance supplémentaire par tonne de phosphate, sur le taux de laquelle porte l'adjudication.

Le montant de cette dernière redevance ne peut jamais être inférieur à celui qui correspond au minimum de tonnage exigé par le cahier des charges.

L'Algérie possède, en outre, un droit de participation aux bénéfices réalisés par l'entreprise. Les conditions et les modalités de ce prélèvement sont déterminées par le cahier des charges.

Enfin, l'amodiatiaire peut être contraint à verser certaines subventions.

Les charges de l'exploitant sont très lourdes et le régime fiscal applicable très complexe.

Il faut espérer, cependant, que les innovations apportées par le décret de 1924 ne restreindront pas, d'une manière dangereuse, les progrès de l'exploitation phosphatière en Algérie.

Le Régime minier Tunisien

HISTORIQUE

Jusqu'en 1861 la Réglementation minière Tunisienne s'est inspirée des grands principes du droit minier musulman, il est vrai qu'en l'absence de toute exploitation, elle n'a jamais été mise en application.

En 1861 le Régime jusque là en vigueur fut brusquement bouleversé et le système de l'accession fut déclaré applicable à la Tunisie.

Les inconvénients de ce système ne tardèrent pas à se révéler, et l'arrêté ministériel du 1^{er} Décembre 1881 vint proclamer le principe de la domanialité des mines. Ce fut ce même principe qui depuis fut appliqué par les décrets beylicaux du 10 mai 1893, du 21 mai 1906 et du 8 novembre 1913.

Malgré le caractère domanial reconnu aux mines, le régime légal instauré par ces textes comportait l'acquisition à la priorité de la demande du permis de recherches et la délivrance de concessions perpétuelles.

La réglementation minière en vigueur aujourd'hui résulte du décret beylical, fondamental du 29 Décembre

1913 (1^{er} sfar 1332) (1) décret modifié les 31 Janvier 1923, 29 Décembre 1923, 30 Décembre 1925 et 30 Décembre 1926.

La recherche et l'exploitation des gisements de phosphates de chaux sont réglementées par les décrets beylicaux du 1^{er} et du 2 Décembre 1898 (2) et par le décret du 22 Août 1900.

Le régime légal de l'exploitation des carrières a été déterminé par le décret beylical du 1^{er} Novembre 1897, analogue au décret métropolitain du 8 Février 1892.

Il est à noter que la Tunisie étant simplement soumise au protectorat français, les décrets du 8 Janvier 1916, du 28 Juillet 1918 et du 27 Février 1924 relatifs à la délivrance des autorisations personnelles minières, ne sont pas applicables sur son territoire.

ETUDE DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le Régime minier, du décret de 1893, ne donnait plus satisfaction aux besoins du pays, en raison de l'extrême précarité des droits reconnus aux prospecteurs. Il fallut bientôt mettre sur le chantier des projets de réforme. M. Berthon, Chef du service des Mines en Tunisie, fut chargé de rédiger un projet de décret. Le Ministère des Travaux publics à Paris, dans le même temps, se saisit de la question et pria de son côté M. Weiss d'étudier les réformes nécessaires. Deux projets furent donc présentés presque simultanément ; ils étaient entièrement

(1) cf *Journal Officiel Tunisien* du 31 déc. 1913, p. 1307.

(2) cf *Journal Officiel Tunisien* du 3 déc. 1898, p. 785.

différents l'un de l'autre : Celui du Ministère des Travaux publics attribuait automatiquement à la priorité de la demande la propriété perpétuelle des gisements de substances minérales ne rentrant pas dans la catégorie des mines ; il rejetait le système du permis d'exploitation et assimilait aux mines les gisements de phosphates de chaux pour l'exploitation desquels il préconisait la concession temporaire.

C'était presque mot pour mot la reproduction du décret de 1912 appliqué en Indochine.

Ce projet ne pouvait être adopté pour plusieurs raisons. Une raison technique : le permis d'exploitation était nécessaire en Tunisie où les gîtes lenticulaires sont nombreux. Une raison juridique : Le Ministère des Travaux publics n'était pas compétent pour réglementer l'exploitation des mines en Tunisie, pays de Protectorat.

Aussi le décret beylical du 29 Décembre 1913 s'est-il à peu près uniquement inspiré du projet de M. Berthon.

Le décret du 29 Décembre 1913 reconnaît aux mines le caractère de propriété domaniale. Mais rédigé dans un sens très libéral, il permet l'acquisition des droits miniers à la priorité de la demande.

Le permis de recherches est en effet accordé au premier demandeur et la concession — en principe perpétuelle — est délivrée au titulaire d'un permis de recherches ou d'un permis d'exploitation non périmé sur preuve de l'existence d'un gisement exploitable.

La mise en valeur des gîtes miniers lenticulaires s'opère, en principe, en vertu d'un permis d'exploitation temporaire, mais contrairement à la règle suivie au

Maroc, il n'est pas nécessaire d'être titulaire d'un tel titre pour pouvoir obtenir la concession.

La réglementation minière tunisienne est donc à la fois très simple et très libérale, et elle est parfaitement adaptée au pays civilisé et prospère où elle est appliquée.

1°) *La Classification légale*

Les gîtes naturels de substances minérales sont classés relativement à leur régime légal en mines et en carrières.

Les carrières comprennent les gîtes de matériaux de construction et d'amendements auxquels sont assimilées les tourbières.

Par exception les nitrates rentrent dans la classe des mines, et l'exploitation des gîtes de phosphates de chaux situés en terres domaniales ou « habous » fait l'objet d'une réglementation spéciale.

Les carrières sont réputées ne pas être séparées de la propriété de la surface dont elles suivent la condition.

Leur exploitation s'opère conformément aux règles de police édictées par le décret beylical du 1^{er} Novembre 1897.

Les substances concessibles qui rentrent dans la classe des mines sont réparties en cinq catégories différentes :

La 1^{re} catégorie comprend les gîtes de graphite, houille, lignite et autres combustibles fossiles à l'exception de la tourbe ;

La 2^e catégorie, les gîtes d'hydrocarbures, de bitumes et d'asphalte ;

La 3^e catégorie, les gîtes de substances métalliques ;

La 4^e catégorie, les gîtes d'alun, borate et sels associés ;

La 5^e catégorie, les gîtes de nitrate, sel gemme et sels associés.

Cette répartition et les possibilités d'établir sur le même périmètre des permis et des concessions superposés, prouvent que le législateur a eu le souci de ne laisser inexploité aucun gîte minier.

Les contestations qui s'élèvent relativement à cette répartition sont tranchées par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

*2°) Conditions de capacité requises
pour l'acquisition des droits miniers*

Les décrets généraux de 1916, de 1918 et de 1924 n'étant pas applicables au territoire de la Tunisie, tous les individus et toutes les sociétés régulièrement constituées sont en principe habilités à posséder les droits miniers.

Par exception les fonctionnaires et agents de l'administration centrale, de la direction générale des Travaux publics et du Service des Mines de la Régence, se voient interdire le droit de prendre aucun intérêt direct ou indirect dans la recherche ou l'exploitation des mines.

3°) La mise en valeur des richesses minières

Les droits miniers en Tunisie s'acquièrent, en principe, à la priorité de la demande.

Les recherches s'opèrent en vertu d'un permis exclusif de recherches.

L'exploitation en vertu soit d'un permis d'exploitation temporaire, soit d'une concession perpétuelle.

Notons que, dans certaines régions désignées par arrêté du directeur général des Travaux publics, les mines de la troisième catégorie ne peuvent être acquises que par voie d'adjudication publique, et que d'autre part le Gouvernement Tunisien s'est réservé la propriété absolue des gisements de substances minérales de la cinquième catégorie.

A. — *Le permis de recherches*

a) Nature juridique.

Le permis de recherches constitue un droit mobilier temporaire, indivisible, cessible et transmissible entre vifs et pour cause de mort.

b) L'acquisition du permis de recherches. — Sa fin.

Le permis de recherches est délivré à la priorité de la demande par arrêté du directeur général des Travaux publics.

La demande rédigée conformément aux dispositions des articles 18 et 19 du décret, et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises, est déposée ou adressée au bureau d'enregistrement du service des mines à Tunis, où elle est enregistrée sur un carnet à souche, après examen de sa régularité.

L'enregistrement de la demande fixe sa priorité.

Si plusieurs demandes de permis portant sur le même périmètre sont déposées simultanément et qu'elles s'appliquent aux substances d'une même catégorie, le permis

est délivré par voie d'adjudication. Le plus fort enchériseur se voit alors reconnaître les droits de recherches.

Bien entendu si les demandes s'appliquent à des substances minières de catégories différentes, le directeur général des Travaux publics peut délivrer plusieurs permis portant sur le même périmètre.

Le permis ne possède un caractère définitif qu'après que le Service des mines a reconnu les lieux et vérifié la situation du périmètre et du repère choisi.

Les demandes irrégulières sont annulées ; celles qui portent en partie sur un périmètre antérieurement accordé donnent lieu à la réduction des empiètements constatés.

Ces diverses formalités permettent à l'administration de contrôler d'une manière efficace la délivrance des permis.

Le permis de recherches peut être cédé ou transmis moyennant une simple déclaration à l'administration.

Il prend fin soit à l'échéance normale du délai fixé à sa validité si aucune demande de renouvellement n'a été formulée, soit à l'échéance du terme de son renouvellement, soit lorsqu'un permis d'exploitation ou une concession est accordé à son titulaire sur le même périmètre.

La renonciation accordée de plein droit à toute époque et sur simple déclaration entraîne également l'annulation du permis ; dans ce cas, le Directeur général des Travaux publics prend un arrêté fixant la date à partir de laquelle de nouveaux droits miniers peuvent être délivrés sur le périmètre abandonné.

Le retrait du permis et son annulation ne peuvent, en Tunisie, être prononcés dans aucun autre cas.

c) Droits du permissionnaire.

Le permis de recherches confère à son titulaire le droit exclusif d'exécuter, à l'intérieur d'un périmètre déterminé, tous les travaux de fouille, de sondage ou de reconnaissance destinés à permettre la découverte ou l'exploration des gîtes miniers de la catégorie visée dans l'acte institutif.

Il donne en outre à son titulaire le droit exclusif à l'obtention postérieure d'un permis d'exploitation, ou d'une concession portant sur le même périmètre.

La durée de validité du permis de recherches est de trois années. Des renouvellements valables chacun pour une durée égale, peuvent être indéfiniment accordés sur preuve de l'exécution de certains travaux.

Cette disposition est extrêmement libérale.

Le permis porte sur un périmètre de forme carrée de 400 hectares de superficie orienté d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest vraies.

L'explorateur s'est vu reconnaître le droit d'occupation temporaire, de terrains de la surface, d'une manière moins large que dans la plupart des colonies françaises.

Les terrains privés situés tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des périmètres de recherches ne peuvent être occupés qu'avec le consentement formel du propriétaire du sol, ou à défaut de celui-ci, que moyennant une autorisation spéciale du Directeur général des Travaux publics et le paiement d'une indemnité.

L'occupation des terres domaniales situées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre de recherches ne s'opère pas de la même manière.

L'exécution de travaux de recherches et l'occupation temporaire sont, en effet, interdits sur les terres du domaine public militaire.

L'occupation des terrains du domaine public ordinaire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation préalable du Directeur général des Travaux publics. Enfin l'occupation des terres mortes du domaine s'opère gratuitement, moyennant une simple autorisation administrative.

Le permissionnaire s'est vu reconnaître un certain nombre de droits accessoires. Il peut utiliser les routes et les chemins établis en dehors de son périmètre ; il peut disposer librement des substances concessibles par lui, extraites, moyennant autorisation du Directeur général des Travaux publics, et paiement d'une taxe frappant chaque tonne de produits vendus ; le taux de cette taxe est fixé par l'arrêté d'autorisation.

Il peut disposer librement des produits non concessibles extraits, s'ils sont utilisés pour le service de la mine ou de ses dépendances. Toutefois, le décret beylical a prévu qu'ils ne pourraient servir au lavage des combustibles et à la préparation des minerais.

Enfin il peut couper les bois et capter les eaux sur les terres du domaine s'il y est spécialement autorisé.

d) Obligations du permissionnaire.

Le permissionnaire est soumis à un certain nombre

d'obligations vis-à-vis du propriétaire du sol, de la collectivité, des ouvriers mineurs et des mines voisines.

a) *Obligations quasi délictuelles*

Vis-à-vis du propriétaire du sol.

Le permissionnaire est soumis à l'obligation d'indemniser le propriétaire du sol pour tous les dommages causés à la surface par ses travaux. L'indemnité est calculée à raison de la valeur simple du préjudice subi.

L'explorateur qui se livre à l'occupation temporaire des terrains de la surface doit en outre verser au propriétaire une indemnité calculée au double de la valeur locative du terrain occupé.

Si l'occupation dure plus de trois années, ou si elle a pour effet de rendre le terrain impropre à son usage primitif, le permissionnaire peut être contraint d'acquérir les parcelles du sol occupées au double de leur valeur vénale.

Vis-à-vis des mines voisines.

Le permissionnaire est tenu de réparer tous les dommages causés aux mines voisines ou superposées du fait de l'écoulement des eaux, etc...

b) *Obligations techniques*

L'administration est chargée de surveiller l'exécution des travaux de recherches minières et de veiller au maintien de la sécurité publique, de la conservation de la mine et de la sécurité et de l'hygiène des ouvriers mineurs.

Le contrôle des recherches est exercé par le Directeur général des Travaux publics et le chef du service des général des Travaux publics et le Chef du service des réglementairement édictées, sans qu'aucune indemnité puisse être valablement réclamée de ce fait.

L'explorateur pratiquement n'est soumis qu'à un nombre d'obligations techniques restreint. Il doit simplement tenir à jour un certain nombre de plans et de registres, et exécuter ses travaux conformément aux règles de police édictées à cet effet.

En cas de superposition de plusieurs mines sur le même périmètre, et à défaut d'entente contractuelle, la conduite des travaux peut être réglementée d'une manière spéciale.

c) Obligations fiscales

Les obligations fiscales du permissionnaire sont extrêmement réduites ; en effet, il est simplement tenu au paiement d'un droit fixe de 250 francs lors de la délivrance du permis, et d'un droit fixe de 500 francs lors de chacun des renouvellements.

La vente des minefaïls extraits au cours des travaux de recherches donne lieu en outre à la perception d'une taxe ad valorem de 6 %.

B) Le permis d'exploitation

Le permis d'exploitation dans ses lignes générales peut être assimilé à une concession de courte durée.

Il est destiné surtout à favoriser l'exploitation des

gîtes miniers lenticulaires, mais il peut aussi porter sur des gisements importants et constituer alors un intermédiaire utile entre le permis de recherches et la concession.

Le permis d'exploitation constitue donc un stade facultatif de l'activité minière.

1°. — Nature juridique du permis d'exploitation.

Le permis d'exploitation constitue en faveur de son titulaire un droit mobilier temporaire, distinct de la propriété de la surface, indivisible, cessible et transmissible et non susceptible d'immatriculation.

2°. L'acquisition du permis d'exploitation, sa fin.

Le permis d'exploitation est délivré au titulaire d'un permis de recherches non périmé qui en fait la demande, et qui peut justifier de l'existence d'un gîte minier exploitable à l'intérieur du périmètre demandé.

La demande est rédigée dans les mêmes formes et doit être déposée dans les mêmes délais que la demande de renouvellement d'un permis de recherches.

Le directeur général des Travaux publics statue définitivement sur elle après avoir procédé à son instruction et après avoir vérifié l'existence du gisement exploitable dont il a été fait mention.

Le permis d'exploitation prend fin normalement à l'échéance du terme fixé à sa validité si aucune demande de renouvellement ou de concession n'a été formulée dans les délais impartis, à l'échéance du terme de son renouvellement, ou lorsqu'une concession est accordée à son titulaire sur le même périmètre.

La renonciation qui doit faire l'objet d'une autorisa-

tion spéciale du directeur général des Travaux publics entraîne annulation du permis.

Enfin le retrait du permis peut être prononcé par le Directeur général des Travaux publics lorsque l'exploitation est abandonnée pendant plus d'un an sans raisons reconnues légitimes.

3° Les droits du titulaire d'un permis d'exploitation.

Le permis d'exploitation confère à son titulaire le droit exclusif d'exploiter, pendant un certain temps, tous les gîtes de substances concessibles d'une catégorie minière déterminée à l'intérieur d'un périmètre réservé, et le droit d'exécuter tous les travaux nécessaires à cet effet.

L'exploitant peut librement disposer des substances concessibles de sa catégorie abattues, mais il ne peut utiliser les substances non concessibles extraites que pour le service de la mine et de ses dépendances.

Le décret beylical du 31 Janvier 1923 a décidé que le permis d'exploitation délivré pour une durée de cinq années pouvait faire indéfiniment l'objet de renouvellements valables chacun pour cinq ans. Les renouvellements ne sont d'ailleurs accordés qu'aux permissionnaires qui peuvent justifier avoir régulièrement poursuivi leurs travaux d'exploitation pendant la dernière période de validité de leur titre.

La modification ainsi apportée à la réglementation minière a pour but de remédier aux inconvénients qui résultaient de la trop courte durée des permis d'exploitation sous le régime du décret beylical de 1913. En effet, il arrivait souvent que l'exploitation d'un gisement len-

ticulaire ne pouvait être terminée dans un délai de cinq ans, et qu'en fin de permis l'exploitant n'osait demander une concession perpétuelle. Le gisement était donc abandonné avant que d'être entièrement tari, ce qui était contraire aux intérêts de la Tunisie.

Avec le nouveau système, c'est un inconvénient d'un tout autre ordre qui est à craindre : on peut, en effet, redouter que tous les exploitants délaissant le régime normal de la concession, ne sollicitent des permis d'exploitation afin d'échapper aux obligations fiscales qui frappent les concessionnaires.

Le permis d'exploitation porte sur le même périmètre que le permis de recherches primitif ; rappelons donc qu'il s'applique à un carré de 400 hectares de superficie orienté d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest vraies.

Les droits accessoires reconnus à l'exploitant sont identiques à ceux accordés aux prospecteurs. L'occupation temporaire s'opère dans les mêmes conditions que celles que nous avons étudiées plus haut. L'utilisation des routes et des chemins situés en dehors du périmètre est autorisée.

La coupe des bois et la captation des eaux sur les **terres domaniales** doivent faire l'objet d'une autorisation administrative spéciale.

4° Les obligations des titulaires de permis d'exploitation.

Les obligations quasi délictuelles et les obligations

techniques de l'exploitant sont « mutatis mutandis » identiques à celles du prospecteur.

Le décret beylical de 1913 a simplement prévu que le permissionnaire ne pourrait abandonner pendant plus d'une année l'exploitation de la mine, et il a, en outre, décidé que les renouvellements ne pourraient être accordés que sur preuve de l'exécution de travaux régulièrement poursuivis.

5° Les obligations fiscales.

La délivrance du permis d'exploitation donne lieu à la perception d'un droit fixe de 500 francs. Un droit fixe de 1.000 francs est également perçu lors de chaque renouvellement.

Les impôts miniers proprement dits se décomposent en une taxe superficielle annuelle de 50 centimes par hectare et en une taxe ad valorem frappant chaque tonne de minerai expédiée, taxe dont le taux est fixé lors de la délivrance du permis.

C) *La Concession*

L'exploitation des gisements minéraux importants s'opère en principe en vertu d'une concession perpétuelle accordée aux titulaires soit de permis de recherches, soit de permis d'exploitation.

1° Nature juridique de la concession.

La concession constitue un droit de propriété immobilière distinct de la propriété de la surface cessible et transmissible entre vifs et susceptible d'immatriculation et

d'amodiation. La concession ne peut d'ailleurs être amodiée qu'en vertu d'une autorisation accordée discrétionnairement par un arrêté du Directeur général des Travaux publics.

2° L'acquisition de la concession, sa fin.

La concession est délivrée par le Directeur général des Travaux publics aux titulaires de permis de recherches ou d'exploitation non périmés qui en font la demande et qui peuvent prouver l'existence d'un gisement exploitable à l'intérieur de leur périmètre.

La demande rédigée conformément aux dispositions du Titre IV du décret beylical de 1913 et accompagnée de toutes les pièces justificatives, requises à l'appui, est adressée ou remise au Chef du Service des mines deux mois au moins avant l'expiration du permis de recherches ou d'exploitation, en vertu duquel la concession est sollicitée.

Elle est aussitôt enregistrée après quoi le Service des mines procède à son instruction. Si sa régularité est reconnue, elle est mise à l'enquête pendant une durée de deux mois. A la clôture de l'enquête, si aucune opposition n'a été présentée, le Directeur général des Travaux publics institue définitivement la concession. Il peut, toutefois, en refuser la délivrance d'une manière discrétionnaire, pour des motifs d'ordre public.

Le décret de 1913, tout en reconnaissant aux mines le caractère de propriété domaniale, n'a pas fixé de terme aux concessions. Celles-ci ne peuvent donc prendre fin que dans un nombre de cas limité.

La renonciation totale ou partielle doit faire l'objet

d'une autorisation spéciale. La demande doit en être adressée au Directeur général des Travaux publics qui statue sur elle et prend toutes les mesures destinées à la sauvegarde des droits des tiers.

L'acceptation de la renonciation a pour effet de provoquer le retour de la mine dans le domaine, et d'annuler la concession et ses conséquences.

L'article 62 du décret beylical de 1913 a prévu que la déchéance peut être prononcée par arrêté du Directeur général des Travaux publics, pris sur avis conforme du Conseil des Ministres, contre le concessionnaire qui abandonne pendant plus d'une année et sans raison légitime l'exploitation de la mine ; elle intervient lorsqu'un délai de six mois s'est écoulé après mise en demeure de reprendre les travaux sans que le concessionnaire ait recommencé l'exploitation.

Il est procédé, dans les douze mois qui font suite à l'arrêté de déchéance, à une mise en adjudication publique de la mine.

Pour pouvoir prendre part à l'adjudication, il est nécessaire de déposer un cautionnement et de faire preuve de facultés estimées suffisantes.

Le concessionnaire ne peut, sous peine de nullité, prendre part à cette adjudication, ou racheter ultérieurement la mine. Lorsque la mine ne trouve pas d'acquéreurs, la concession est purement et simplement annulée.

3° Les droits du concessionnaire.

La concession confère à son titulaire le droit exclusif d'exploiter pendant une durée illimitée les gîtes miniers

d'une catégorie déterminée, à l'intérieur d'un périmètre réservé, et le droit de disposer librement des produits concessibles de cette catégorie extraits.

Le concessionnaire peut exécuter tous les travaux qui lui paraissent nécessaires dans ce but et utiliser les substances non concessibles abattues par lui pour le service de la mine et de ses dépendances.

La concession porte sur un périmètre de 400 hectares au maximum qui doit être entièrement contenu à l'intérieur du périmètre de permis de recherches ou d'exploitation en vertu duquel elle a été délivrée.

Les cessions, transferts ou amodiations de concessions ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation accordée par arrêté du Directeur général des Travaux publics. Cette autorisation peut être refusée discrétionnairement pour des motifs d'ordre public.

La fusion de plusieurs concessions contiguës en une seule peut être autorisée par le Directeur général des Travaux publics, si les droits miniers appartiennent à un même et unique propriétaire et s'ils s'appliquent à une même catégorie de substances minérales.

Les droits accessoires reconnus au concessionnaire sont identiques à ceux accordés aux titulaires de permis de recherches et d'exploitation. L'occupation temporaire s'opère dans les mêmes conditions que celles que nous avons étudiées plus haut.

4° Les obligations du concessionnaire.

Le concessionnaire est soumis aux mêmes obligations quasi délictuelles et techniques que le titulaire d'un per-

mis d'exploitation, il doit en outre procéder au bornage de son périmètre dans les six mois de l'institution de la concession, et ne pas abandonner pendant une année entière l'exploitation de la mine.

Obligations fiscales

Le concessionnaire est soumis lors de la délivrance de son titre au versement d'un droit fixe de 1.000 francs.

Les impôts miniers proprement dits frappent plus lourdement le concessionnaire que le titulaire d'un permis d'exploitation.

Le taux de la taxe superficielle annuelle est, en effet, porté à 1 franc par hectare.

La taxe minière la plus importante est basée sur le produit net de l'exploitation, elle se décompose en deux éléments :

a) Une taxe proportionnelle au produit de l'exploitation.

Le taux de cette taxe fixé primitivement à 5 % a été porté à 9 % en 1925, et à 11 % le 30 décembre 1926. La matière imposable est le produit net de l'exploitation, calculé en tenant compte de toutes les opérations industrielles accessoires, ou consécutives à l'exploitation ;

b) une taxe complémentaire.

Cette taxe, dont le taux varie selon une échelle fixée réglementairement, frappe le produit net dépassant 10 % du capital de premier établissement de la mine.

Accessoirement les minerais de fer sont frappés par une taxe spéciale calculée à raison de 5 % de leur valeur franco bord au port d'embarquement.

Ce système fiscal est très compliqué et pèse lourdement sur les concessionnaires ; il serait impossible dans l'état actuel des choses de l'étendre à nos diverses possessions, il a pu néanmoins être assez facilement appliqué en Tunisie, en raison de l'organisation administrative très complète de ce pays.

3) *Le contentieux de la répression*

Le décret beylical de 1913 a donné compétence à la juridiction française pour appliquer les diverses pénalités prévues au titre IX dudit décret.

4) *Le Régime exceptionnel de l'acquisition des mines par voie d'adjudication*

La réglementation minière tunisienne a prévu qu'à côté du mode normal de dévolution de la propriété minière, les droits miniers pourraient être subsidiairement accordés par voie d'adjudication publique.

L'adjudicataire est placé sous le même régime légal que le concessionnaire normal, il possède les mêmes droits que lui et est soumis aux mêmes obligations.

5) *Le régime légal spécial applicable à la recherche et à l'exploitation des gisements de phosphates de chaux situés en terrains domaniaux ou « Habous »*

La recherche et l'exploitation des gisements de phosphates de chaux situés en terrains domaniaux ou « ha-

bous », s'opèrent conformément aux règles édictées par les décrets beylicaux du 1^{er} décembre 1898, du 2 décembre 1898 et du 22 août 1900.

Les phosphates de chaux sont des substances qui, normalement, rentrent dans la classe des carrières et sont laissées à la libre disposition du propriétaire du sol. Mais étant donné l'importance considérable et la richesse des gîtes de phosphates en Tunisie, le législateur a dû poser des règles spéciales relativement à la dévolution des droits de recherches et d'exploitation les concernant.

Le principe général adopté est celui de la mise en adjudication publique des gisements découverts. Néanmoins la nécessité de stimuler le développement des recherches a fait reconnaître certains droits et certains privilèges à l'inventeur.

A) *La recherche*

La recherche des gisements de phosphates situés en terrains domaniaux ou « habous » ne peut s'opérer en Tunisie qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par arrêté du Directeur général des Travaux Publics.

Cette autorisation possède un caractère strictement personnel et confère à son titulaire un droit exclusif de recherches, sans toutefois lui donner un droit de préférence pour l'exploitation ultérieure du gîte.

L'autorisation personnelle est accordée à la priorité de la demande. Celle-ci, rédigée conformément aux dispositions des décrets de 1898, fait l'objet d'une inscription sur un registre spécial.

L'autorisation prend fin, soit à l'expiration du terme fixé à sa validité, soit en cas de retrait, soit en cas d'amodiation des terrains phosphatiers.

Le retrait vient frapper les prospecteurs qui n'entreprennent pas dans les six mois les travaux de recherches, ou qui les suspendent sans raison légitime, et les prospecteurs qui contreviennent gravement aux dispositions des décrets.

Les droits de l'explorateur et ses obligations

L'explorateur jouit pendant une durée d'une année — de deux si un renouvellement est accordé — du droit exclusif d'opérer les travaux de recherches à l'intérieur d'un périmètre d'une superficie maximum de 2.000 hectares. (Deux points pris à l'intérieur de ce périmètre ne doivent jamais être distants de plus de 10 kilomètres).

A l'intérieur de ce périmètre, l'explorateur peut exécuter tous les travaux nécessaires à la découverte et à la reconnaissance des gîtes de phosphates, et disposer du produit de ses recherches, moyennant une autorisation spéciale du Directeur général des Travaux Publics.

Les droits accessoires reconnus à l'explorateur sont assez réduits. L'occupation temporaire des terrains de la surface ne peut s'opérer qu'en vertu d'une entente contractuelle avec les intéressés, et la cession des droits de recherches ne peut avoir lieu que moyennant une autorisation du Directeur général des Travaux Publics.

L'explorateur, en cas de découverte d'un gisement exploitable, a le droit de réclamer « le privilège de

l'inventeur »; s'il ne l'obtient pas, il peut néanmoins, dans tous les cas, se faire rembourser par l'amodiataire ultérieur toutes les dépenses qu'il a engagées dans un but d'utilité.

L'explorateur est tenu d'exécuter, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et sous la surveillance du Service des mines, ses travaux de recherches d'une manière normale et continue. Il n'a pas le droit de les faire dégénérer en travaux d'exploitation.

Il est soumis enfin au paiement d'une taxe de 0 fr. 50 par tonne de phosphate, mise au jour au cours des travaux de recherches, et expédiée hors de Tunisie.

B) *Le privilège de l'inventeur*

Lorsque le contraire n'a pas été stipulé dans l'arrêté d'autorisation, l'explorateur qui a découvert un gisement de phosphates de chaux a le droit de réclamer un « Privilège d'Inventeur ». Ce privilège confère à son titulaire non un droit de préférence pour l'exploitation du gîte, mais le droit de prélever une partie des redevances perçues par le Gouvernement tunisien sur l'amodiataire qui exploite les gîtes ainsi découverts.

Le privilège d'inventeur consiste donc essentiellement en un droit de créance reconnu au prospecteur sur l'Etat lorsque le gisement découvert a fait l'objet d'une amodiation.

Le privilège est accordé par le Directeur général des Travaux Publics sur demande de l'explorateur. Celle-ci, rédigée dans les formes réglementaires, doit faire

l'objet d'une instruction et d'une enquête d'une durée de six mois. Le Directeur des Travaux publics doit statuer dans un délai de six mois à dater de la clôture de l'enquête.

La durée du privilège fixée par l'arrêté institutif ne peut, en aucun cas, être supérieure à 30 années.

L'inventeur privilégié jouit donc, en cas d'amodiation des terrains phosphatiers par lui explorés, d'un droit de créance sur le Gouvernement tunisien, calculé au dixième des sommes encaissées à titre de redevances sur les tonnes de phosphates expédiées. Ce droit de créance ne peut être évidemment exercé que pendant la période de 30 années qui suit l'intervention de l'arrêté récongnitif de privilège.

En somme, l'explorateur ne jouit que de garanties très précaires puisqu'il ne peut réclamer d'indemnité en cas de retards apportés à l'amodiation des terrains minéralisés. Dans toute autre de nos possessions, il pourrait en résulter de graves inconvénients pour la mise en valeur des richesses du sous-sol ; il n'en est pas de même en Tunisie où la richesse des gisements de phosphates est si grande que la convoitise des explorateurs est excitée d'une manière suffisante pour l'appât d'un gain considérable, même s'il est hypothétique.

C) *L'exploitation des gisements de phosphates de chaux*

L'exploitation des gisements de phosphates de chaux s'opère en vertu d'amodiations passées par voie d'adjudication publique.

La nature de l'acte institutif est semi contractuelle, puisque, contrairement à la pratique suivie généralement dans les possessions françaises, l'exploitant est tenu de se soumettre aux règles contenues dans un cahier des charges.

L'amodiation confère au plus fort enchérisseur un droit mobilier temporaire sur le gîte, droit cessible et transmissible moyennant une autorisation du Directeur général des Travaux Publics.

L'adjudication est précédée d'une immatriculation des terrains à amodier et de la publication d'un avis faite trois mois à l'avance ; elle s'opère par soumission sous plis cachetés et porte sur la redevance à payer au Gouvernement tunisien par tonne de phosphate expédiée.

L'amodiation prend fin, soit à l'expiration du terme fixé à sa validité, soit en cas de résiliation. Celle-ci a lieu lorsque l'exploitant ne satisfait pas au paiement des taxes prévues ou n'observe pas la clause d'extraction minimum déterminée par le cahier des charges.

Les droits de l'exploitant sont minutieusement déterminés par ce cahier des charges. C'est cet acte, en effet, qui fixe les limites du périmètre accordé, et la durée exacte de l'amodiation. Les décrets de 1898 ont d'ailleurs décidé que cette durée ne pourrait pas excéder 50 ans, le renouvellement pour une durée de 10 ans des droits de l'exploitant ne pouvant être accordé qu'exceptionnellement par décret pris en Conseil des Ministres.

L'amodiatiaire jouit à l'intérieur de son périmètre du droit exclusif d'exploiter les gîtes de phosphates de chaux et du droit de disposer des produits extraits.

Les droits accessoires qui lui sont reconnus sont assez restreints. Il ne peut, en effet, procéder à l'occupation temporaire des terrains superficiels que dans les mêmes conditions que l'explorateur. Toutefois, il lui est possible d'obtenir une déclaration d'utilité publique pour l'établissement des voies ferrées, des galeries et des puits d'aération qui sont nécessaires à son exploitation.

Les obligations imposées à l'exploitant résultent d'une part des textes réglementaires, d'autre part des dispositions du cahier des charges.

Vis-à-vis des propriétaires du sol, l'amodiatraire est reconnu responsable des dommages matériels et directs causés à la surface du fait de ses travaux.

Vis-à-vis de l'explorateur, il est tenu au remboursement des dépenses engagées dans un but utilitaire.

Vis-à-vis de l'Etat, il est tenu de satisfaire à des obligations techniques et à des obligations fiscales.

L'amodiatraire, en vertu des décrets de 1898 et du cahier des charges, est tenu d'exécuter ses travaux conformément aux règles de l'art et est soumis à l'obligation de satisfaire à un minimum d'exploitation calculé spécialement pour chaque gisement.

Le cahier des charges détermine quels sont les travaux qui doivent être exécutés et dans quelles conditions doit s'opérer le retour du gisement à l'Etat.

L'exploitant est soumis au paiement d'un droit fixe de 0 fr. 50 par tonne de phosphate exportée.

Il doit, en outre, satisfaire au versement d'une redevance supplémentaire par tonne de phosphate expédiée, redevance sur le montant de laquelle a porté la soumis-

sion lors de la mise en adjudication des terrains minéralisés.

C'est sur cette seconde redevance seulement que le Gouvernement tunisien prélève les sommes à verser à l'inventeur privilégié.

Ce système analogue à celui qui est appliqué en Algérie est extrêmement intéressant à étudier. Malgré son apparente complication, il donne satisfaction aux besoins de la Tunisie. Nous n'en voulons pour preuve que le remarquable développement de la production des phosphates dans ce pays, développement si considérable, qu'il a paru récemment opportun de recourir au contingentement de l'extraction.

Ce contingentement aurait pour but de parer aux inconvénients de la surproduction et de la mévente.

La question a été étudiée par le Parlement français au cours de la session législative de l'année 1927. L'examen entrepris par une commission spéciale a abouti au dépôt du rapport de M. Charles Baron (1) qui conclut à la nécessité de soumettre l'exploitation et le marché à un contrôle efficace, et de répartir logiquement la vente de phosphates entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Cette solution ne sera certainement pas envisagée d'un œil favorable par les producteurs français de blé qui se plaignent, à juste titre, de payer les engrais extrêmement cher et de vendre leur récolte à des prix trop bas, surtout lorsque, comme c'est le cas en 1929, le rendement est exceptionnel.

(1) cf. Rapport Charles Baron — Session 1927 N° 3.855.

Le Régime minier Marocain

L'Empire chérifien du Maroc, placé sous le protectorat français, a conservé le privilège d'une grande autonomie.

Dans ce pays, la réglementation résulte d'actes du gouvernement local. Le régime minier, à l'heure actuelle, est déterminé par des dahirs et par des arrêtés du Grand Vizir. Il est possible d'assimiler, toutes choses égales d'ailleurs, les dahirs aux lois, et les arrêtés du Grand Vizir aux décrets.

Cependant grâce au droit de contreseings que possède le Résident général, ou son délégué, et grâce aussi aux excellentes suggestions que les fonctionnaires français prodiguent à l'administration chérifienne, ce sont les grands principes du droit minier colonial français qui inspirent aujourd'hui la législation marocaine.

1°. — HISTORIQUE

On peut distinguer, lorsqu'on étudie l'évolution de la réglementation minérale au Maroc dans les temps modernes, trois phases successives.

La première phase est caractérisée par le triomphe absolu des principes du Droit musulman.

La seconde par l'ingérence des puissances étrangères qui, par la voie d'accords internationaux, déterminent les règles générales à suivre en matière de recherches et d'exploitations minières. L'acte général de la conférence d'Algésiras, signé le 7 avril 1906, par son article 112, a donné à l'industrie extractive sa première charte et a fixé le régime de l'exploitation et le statut des concessions. L'accord hispano-américain du 17 novembre 1910, dans son article 14, a spécifié le mode d'affectation à donner au produit des contributions minières, et l'accord allemand du 4 novembre 1911 (article 5) a réglé un certain nombre de questions relatives à la taxation minière.

Nous appellerons la troisième phase : phase française. En effet, tous les textes miniers promulgués dans cette dernière période portent l'empreinte française et sont rédigés conformément aux suggestions de nos fonctionnaires.

Le dahir du 19 janvier 1914, complété par le dahir du 9 juin 1914, est la première manifestation de l'influence française.

L'Empire chérifien connut alors pour la première fois une réglementation minière générale et raisonnée. Mais la guerre éclata sur ces entrefaites et les difficultés qui en résultèrent nécessitèrent la suspension de la mise en application du dahir. Cette suspension dura du 3 novembre 1914 au 9 juin 1918.

Le régime instauré par le dahir du 19 janvier 1914,

malgré les amendements qui lui furent apportées par les dahirs du 27 janvier 1920 et du 27 août 1921, comportait de nombreux inconvénients. Les exploitants sérieux se plaignaient du caractère mobilier et temporaire du permis qui leur était accordé, et de la précarité des droits à eux consentis.

Le développement de l'industrie extractive au Maroc risquait d'être paralysé ou au moins gravement retardé.

En outre, des dahirs du 27 janvier et du 7 août 1920 et un arrêté viziriel du 16 octobre de la même année étaient venus montrer que le Gouvernement chérifien avait l'intention de substituer le monopole d'Etat des recherches et de l'exploitation des gisements de phosphates au système de la mise en adjudication pratiqué jusqu'alors.

Une refonte générale de la législation minière était devenue nécessaire.

La réforme ne tarda pas à intervenir.

Le dahir du 15 septembre 1923 (1) complété par les arrêtés viziriels du 20 septembre 1923 et du 7 juin 1924 et par le dahir du 29 septembre 1924, modifié par le dahir du 12 avril 1927 et du 15 décembre 1928 et par l'arrêté viziriel du 1^{er} juillet 1929, fixe aujourd'hui le nouveau régime minier en vigueur au Maroc.

(1) B. O. Maroc 25 Septembre 1923, p. 1156.

2°. — ETUDE DE LA REGLEMENTATION MINIERE

On peut discerner, quand on étudie le dahir du 15 septembre 1923 (30 sfar 1342) portant règlement minier dans l'Empire chérifien, l'influence combinée des principes du Droit musulman et du Droit minier colonial français.

L'influence du Droit musulman se révèle surtout par le caractère domanial de la propriété minière. Cependant, il est à noter que l'article 15 du dahir qui pose cette règle n'opère pas, ainsi que le veulent les vieux auteurs musulmans, de distinction entre les mines apparentes ou visibles et les mines cachées.

Si les préceptes de ces juristes avaient été suivis, les mines apparentes auraient dû constituer un bien commun à tous, dont l'usage exclusif n'aurait pu être réservé à qui que ce soit, et les mines cachées auraient vu leur statut dépendre du caractère juridique du terrain qui les contient.

En ce qui concerne les gisements de phosphates de chaux, la solution adoptée par le dahir de 1923 est plus radicale encore. La nationalisation de ces gîtes est, en effet, décrétée et un véritable monopole d'Etat est chargé d'en conduire la recherche et l'exploitation.

Les principes du Droit colonial français au contraire ont été adoptés lorsqu'il s'est agi de déterminer les modalités de la dévolution des droits miniers.

Malgré le caractère domanial des mines, les recherches sont effectuées en vertu d'un permis de recherches délivré automatiquement à la priorité de la demande, et

l'exploitation s'opère en vertu d'un permis de courte durée qui, sous certaines conditions, peut être transformé en concession temporaire.

Il est à noter que le régime minier marocain, à l'encontre des règles admises dans la majorité de nos colonies, subordonne l'acquisition de la concession à la preuve de l'existence d'un gîte exploitable et décide qu'elle ne peut être délivrée qu'aux individus qui ont fait preuve d'une activité estimée suffisante au cours du stade préliminaire obligatoire du permis d'exploitation.

Les inconvénients du système de la domanialité sont ainsi heureusement corrigés par l'application du principe de l'acquisition automatique des droits de recherches.

A) La classification légale des substances minérales

Les gîtes minéraux au Maroc sont classés relativement à leur régime légal en carrières et en mines.

Contrairement à la pratique généralement suivie, les substances minérales concessibles sont limitativement énumérées.

Les Carrières

Les carrières comprennent les gîtes de toutes les substances minérales qui ne sont pas compris dans la classe des mines, elles suivent le sort de la propriété de la surface dont elles sont réputées constituer l'accessoire. Leur exploitation s'opère conformément aux règles de police édictées par les dahirs du 5 mai 1914 et du 25 juin 1919.

Les Mines

Les substances concessibles qui rentrent dans la classe des mines sont réparties en cinq catégories :

La 1^{re} comprend les graphites, houilles, lignites et autres combustibles fossiles ;

La 2^e les divers minerais métalliques et les pierres précieuses ;

La 3^e les nitrates, sels, eaux salées, etc. ;

La 4^e les hydrocarbures liquides et gazeux, les bitumes, asphaltes et schistes bitumineux ;

La 5^e les phosphates.

Les contestations qui s'élèvent relativement à la classification d'une substance minérale sont tranchées par dahir.

Il ne faudrait pas croire que toutes les substances concessibles sont, au Maroc, soumises à un régime juridique commun.

Comme nous l'avons déjà spécifié, les phosphates sont réservés à l'Etat, et des règles particulières analogues à celles posées par le décret de 1923 à Madagascar, s'appliquent à la recherche et à l'exploitation des substances de la 4^e catégorie (hydrocarbures, etc...).

B) *Conditions nécessaires pour pouvoir être titulaire. de droits miniers*

Les décrets généraux du 8 janvier 1916, du 28 juillet 1918 et du 27 février 1924 n'étant pas applicables au Maroc, tous les individus et toutes les sociétés régulièrement constituées peuvent acquérir les droits miniers.

Les seules conditions imposées sont, pour les individus, la justification d'un domicile et pour les sociétés, la production supplémentaire du nom de leur représentant et le dépôt d'un exemplaire de leurs statuts.

Les services et les établissements publics qui veulent se livrer aux opérations minières doivent obtenir par dahir une autorisation spéciale.

Les fonctionnaires civils et militaires français et marocains, ainsi que leurs parents et alliés jusqu'au deuxième degré, se voient interdire le droit de rechercher et d'exploiter les mines dans la zone française du protectorat. Il leur est, en outre, interdit de devenir mandataires ou représentants d'individus ou de sociétés intéressés dans les affaires minières.

Pour pouvoir posséder, directement ou indirectement, la majorité des intérêts dans plusieurs permis de recherches ou concessions d'une catégorie déterminée portant sur une étendue totale supérieure à 25.000 hectares, il est nécessaire d'obtenir une autorisation spéciale délivrée par dahir. Cette mesure est destinée à parer aux inconvénients de l'accaparement.

Les indigènes, de leur côté, se voient garantir les droits coutumiers d'exploitation qu'ils possèdent sur certaines substances.

C) *Les opérations minières*

Les opérations minières au Maroc sont réparties en plusieurs stades successifs.

Dans les zones ouvertes aux recherches on distingue

trois stades obligatoires de l'activité minière qu'on peut appeler le stade du permis de recherches, celui du permis d'exploitation, celui de la concession.

Dans les zones où l'acquisition des permis de recherches est suspendue par dahir, on trouve un stade préliminaire nouveau, celui du permis de prospection.

A côté du mode normal d'acquisition des droits miniers, et à l'instar de ce qui est pratiqué dans maintes de nos colonies, le dahir de 1923, art. 7, a prévu qu'exceptionnellement les mines pouvaient être acquises par voie d'adjudication publique, dans les zones réservées à cet effet.

C'est là une conséquence logique du principe de la domanialité.

Normalement donc les recherches des substances concessibles des trois premières catégories s'opèrent, au Maroc, en vertu d'un permis de recherches, et l'exploitation en vertu d'un permis d'exploitation auquel peut succéder, moyennant l'accomplissement de certaines conditions, une concession.

I. — LE PERMIS EXCLUSIF DE RECHERCHES

a) Nature juridique.

Le permis de recherches constitue un droit mobilier temporaire indivisible, cessible et transmissible sous certaines conditions. En aucun cas, il ne peut être opposé à un titre de concession, de même qu'il ne peut faire obstacle aux droits coutumiers d'extraction possédés par les indigènes.

b) *Mode d'acquisition du permis de recherches. — Fin du permis.*

L'arrêté viziriel du 20 septembre 1923 a déterminé les formalités relatives à la délivrance des permis de recherches. Il s'est inspiré nettement du principe de la dévolution à la priorité de la demande.

Le permis de recherches est délivré par le chef du Service des mines sur la demande de l'intéressé.

La demande rédigée conformément aux dispositions de l'art. 3 du dahir du 20 septembre 1923 et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises est, après qu'il a été satisfait au paiement des taxes prévues, déposée au bureau du chef du Service des mines à Rabat.

Elle y est enregistrée à la date et à l'heure de son dépôt. De cette manière les contestations relatives à la priorité des demandes peuvent être évitées.

Le chef du Service des mines statue définitivement sur la demande après en avoir examiné la teneur.

Toute demande régulière doit recevoir satisfaction ; toute demande contenant une irrégularité grave, ou portant sur des terrains non disponibles, doit être rejetée.

Les demandes qui ne contiennent que des irrégularités de peu d'importance ou des obscurités et qui portent sur des terrains en partie seulement disponibles, peuvent recevoir satisfaction après rectification ou réduction des empiètements.

Les formalités à suivre en ce qui concerne le renouvellement du permis sont à peu près identiques.

Le permis de recherches peut être cédé ou transmis

moyennant une déclaration spéciale faite à l'administration et moyennant le versement d'un droit fixe.

Il prend fin normalement soit par annulation à l'expiration du terme de sa validité, soit par sa transformation en permis d'exploitation.

La renonciation au permis de recherches ne peut avoir lieu que moyennant une autorisation administrative.

Le retrait et l'annulation du permis sont prononcés par le chef du Service des mines.

C. — *Les droits du permissionnaire*

Le permis de recherches confère à son titulaire le droit exclusif d'exécuter, pendant un temps déterminé, à l'intérieur du périmètre qui lui a été accordé, tous les travaux et toutes les installations qu'il juge utiles à la reconnaissance des gîtes sur lesquels porte son droit de recherche.

Le permis de recherches est valable pour une durée de trois ans ; il peut faire l'objet d'un renouvellement pour une période de durée égale, sans que pour cela il soit besoin de justifier de l'exécution d'un minimum de travaux.

Le délai accordé au permissionnaire pour découvrir un gîte exploitable est donc largement suffisant.

Le permis de recherches porte sur un périmètre de forme carrée dont les côtés orientés d'après les directions N.S.E.O. vraies ont une longueur de 4 kilomètres. Le droit de recherches s'exerce indéfiniment en profondeur dans la projection verticale de ce périmètre.

Le permissionnaire n'a pas le droit de se livrer à l'ex-

exploitation du gîte, toutefois il peut, après en avoir fait la déclaration au chef du Service des mines, disposer du produit de ses recherches.

Dans certains cas tout à fait exceptionnels, le chef du Service des mines peut accorder des autorisations d'exploitation révocables *ad nutum*.

Comme dans la plupart de nos possessions, le permissionnaire peut également disposer des produits concessibles mis au jour au cours de ses recherches. Le propriétaire du sol ne peut les réclamer qu'en cas de non utilisation et contre paiement d'une juste indemnité.

S'il existe plusieurs mines superposées sur le même périmètre, les substances concessibles extraites sont réparties entre les différents permissionnaires ou concessionnaires. Pour ce faire, on attribue les substances de chaque catégorie minière déterminée aux individus qui ont été investis de droits sur elles.

Le permissionnaire jouit du droit d'occupation des terrains de la surface dans les mêmes conditions que l'exploitant ou que le concessionnaire ; il lui est loisible pendant toute la durée de la validité de son permis d'occuper, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre de recherches, tous les terrains nécessaires à la poursuite de ses travaux, à l'établissement de voies ferrées et à la construction de bâtiments et d'ateliers.

Mais d'une part, ce droit ne peut jouer que dans l'intérêt des recherches, d'autre part, il ne peut en l'absence du consentement du propriétaire du sol être exercé que moyennant une autorisation du Directeur général des Tra-

vaux publics, et moyennant le versement d'une indemnité annuelle fixée par le juge de paix.

Lorsque l'occupation dure plus d'une année ou que les terrains ne sont plus propres après les travaux à l'usage auquel ils étaient affectés primitivement, le propriétaire peut obliger le permissionnaire à les acquérir.

Le dahir de 1923 n'a édicté aucune disposition particulière relative à l'occupation des terres domaniales.

d) *Les obligations du permissionnaire*

1° *Obligations quasi délictuelles.*

Le permissionnaire est tenu de réparer tous les dommages causés par ses travaux, tant aux propriétés de la surface qu'aux mines voisines et superposées. Il doit, en contrepartie de son droit d'occupation temporaire, verser, à défaut d'entente amiable, une indemnité annuelle fixée par le juge de paix et payable d'avance.

Les prix d'achat des terrains, occupés plus d'une année ou rendus impropres à leur utilisation primitive, est fixé par le Tribunal de première instance.

2° *Obligations techniques du permissionnaire*

a) *Vis-à-vis du propriétaire de la surface.*

Le permissionnaire se voit interdire d'entreprendre des travaux ou d'exécuter des fouilles dans une zone de 100 mètres autour des habitations ou des terrains.

En outre, à l'intérieur des périmètres de protection éta-

blis par arrêtés du Grand Vizir, les travaux ne peuvent être exécutés qu'aux conditions fixées par ces arrêtés.

b) *Vis-à-vis des ouvriers mineurs.*

Le dahir de 1923 a soumis le permissionnaire à l'obligation d'avoir toujours sur place les médicaments nécessaires, et à celle de déclarer à l'autorité judiciaire tous les accidents graves qui pourraient survenir.

c) *Vis-à-vis de l'administration.*

Le permissionnaire est tenu, avant que d'entreprendre ses travaux de recherches, d'en faire connaître la date d'ouverture au chef du Service des mines et de porter à la connaissance de l'autorité locale ses titres miniers, par l'entremise du chef des travaux. En outre, il doit faire exécuter les travaux conformément aux règles de l'art, sous la responsabilité d'un directeur unique. (1)

L'administration chargée du contrôle des travaux doit s'assurer que les règles de police édictées par l'autorité compétente ne sont pas transgressées par le permissionnaire.

En accordant le permis ou la concession, le gouvernement chérifien se réserve d'ailleurs le droit d'exécuter à l'intérieur du périmètre tous les travaux d'utilité publique qui seront nécessaires. L'indemnité à verser en contrepartie du dommage causé étant calculée à la valeur simple du préjudice subi.

(1) Il est probable que la législation minière subira une modification prochaine et que le permissionnaire sera soumis à l'obligation d'effectuer de véritables travaux de recherches.

Si le permissionnaire dispose du produit de ses recherches, il doit en outre tenir à jour, dans les mêmes conditions que l'exploitant, un plan des travaux, un registre d'avancement, un registre de contrôle des ouvriers et un registre d'extraction.

Les mesures destinées à sanctionner ces diverses obligations consistent soit dans l'application de pénalités diverses, soit dans l'interdiction administrative de continuer les travaux, soit enfin dans le prononcé du retrait du permis.

3° Obligations fiscales du permissionnaire

Le permissionnaire doit verser, préalablement à la demande du permis, un droit fixe de 500 francs, s'il s'agit des substances des trois premières catégories. En cas de renouvellement il est soumis au versement d'un nouveau droit fixe et au paiement d'une taxe annuelle de 500 francs.

Les transferts des permis de recherches des trois premières catégories ne peuvent avoir lieu que moyennant le versement d'un droit fixe de 500 francs.

Les substances concessibles provenant des travaux de recherches, qu'elles aient ou non subi une transformation industrielle, sont frappées à l'exportation d'une taxe ad valorem de 5 %.

II. — LE PERMIS D'EXPLOITATION

Nous avons déjà vu que, contrairement à la pratique suivie généralement dans nos colonies, la concession ne

pouvait être accordée directement au titulaire d'un permis de recherches.

Le dahir de 1923 a, en effet, intercalé entre ces deux stades de l'activité minière, un stade intermédiaire obligatoire, celui du permis d'exploitation.

Cette innovation est destinée d'une part à faciliter l'exploitation des gîtes miniers de peu d'importance, d'autre part à permettre à l'administration de s'assurer, avant de délivrer la concession, que le demandeur n'est pas un pur spéculateur et qu'il est capable de mener à bien l'exploitation de la mine.

a) *Nature juridique.*

Le permis d'exploitation constitue un droit immobilier temporaire distinct de la propriété du sol, indivisible et susceptible d'être hypothéqué et transcrit sur les registres de la propriété foncière.

b) *Mode d'acquisition du permis d'exploitation. Sa fin.*

Le permis d'exploitation est accordé par dahir au titulaire d'un permis de recherches non périmé qui en fait régulièrement la demande, sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de l'existence d'un gisement exploitable.

La délivrance du permis n'a lieu qu'après que des formalités analogues à celles prévues relativement à l'institution de la concession ont été remplies.

Après qu'il a été satisfait au paiement du droit fixe prescrit, la demande du permis rédigée conformément aux dispositions de l'art. 50 du dahir de 1923 et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises est déposée au

bureau du Service des mines où elle est aussitôt enregistrée.

Après examen de la demande et vérification des plans, le chef du Service des mines ordonne, soit sa mise à l'enquête, soit son rejet, si elle contient des irrégularités graves, s'il n'a pas été satisfait au paiement des frais d'instruction ou si le demandeur refuse de fournir les justifications qui lui sont demandées.

Après une enquête de deux mois, si aucune opposition n'a été présentée ou si les oppositions présentées ont été rejetées par les tribunaux, un dahir institue le permis d'exploitation.

Le renouvellement du permis n'est accordé que si les travaux exécutés pendant la période précédente ont été estimés suffisants. Il est à noter que les demandes de concessions qui n'aboutissent pas à un résultat positif sont assimilées à des demandes de renouvellement.

Les transferts et les amodiations de permis d'exploitation doivent faire l'objet d'une déclaration spéciale au chef du Service des mines ; ils ne peuvent porter en outre que sur la totalité du périmètre d'exploitation.

Le permis prend fin normalement à l'expiration du terme fixé à sa validité ou lorsqu'il lui est substitué une concession (la concession ne peut d'ailleurs être demandée avant que trois années se soient écoulées depuis l'institution du permis).

La renonciation, qui ne peut porter que sur l'ensemble du périmètre, doit être autorisée par dahir. Si le permis n'est grevé d'aucun droit réel, il est alors purement et simplement annulé ; il est procédé à une adjudication publi-

que dans le cas contraire. Le produit de cette adjudication, défalcation faite des sommes dues aux tiers, est définitivement acquis à l'Etat.

Le retrait du permis est prononcé par dahir ; il vient frapper les exploitants qui contreviennent aux règles édictées relativement aux transferts ou qui, durant une année, ne satisfont pas au paiement des taxes minières.

c) Droits du permissionnaire.

Le permis d'exploitation, valable pour une durée de 5 ans confère à son titulaire le droit exclusif d'exploiter pendant un temps déterminé les substances d'une des catégories minières, à l'intérieur d'un périmètre exactement défini, et d'en disposer librement.

L'exploitant peut également utiliser les substances d'autres catégories, ou même les substances non concessibles mises au jour, au cours des travaux d'exploitation, aux mêmes conditions que le permissionnaire de recherches.

Le permis d'exploitation valable pour une durée de 5 années, peut être prorogé une fois pour un laps de temps égal, si les travaux exécutés pendant la première période ont été estimés suffisants par l'administration. La durée du permis d'exploitation est donc relativement courte ; elle est cependant, dans l'esprit du législateur, suffisante pour permettre d'épuiser les gites lenticulaires. Pour les gites plus importants l'exploitation s'opère normalement sous le régime de la concession.

Le périmètre de forme rectangulaire est orienté d'après les directions N.S.E.O. vraies ; sa largeur doit être égale au moins au quart de sa longueur. Sa superficie est de

100 hectares au minimum et doit être entièrement contenue à l'intérieur de celle du périmètre de recherches primitif ; elle ne peut donc jamais être supérieure à 16 kilomètres carrés.

A l'intérieur de ce périmètre, le permissionnaire peut exécuter tous les travaux de fouilles et d'exploitation qu'il juge utile de faire ; il jouit également du droit d'occupation temporaire des terrains de la surface dans les mêmes conditions que le permissionnaire de recherches.

d) *Obligations du permissionnaire.*

Les obligations de l'exploitant sont semblables à celles de l'explorateur qui dispose du produit de ses recherches.

Par exception les obligations fiscales auxquelles il est soumis sont plus sévères. Le droit fixe perçu préalablement à la délivrance du permis d'exploitation en effet est porté à 2.000 francs. Les impôts miniers proprement dits se subdivisent en une taxe superficielle et en une taxe proportionnelle. Le taux de la taxe superficielle qui frappe les permis d'exploitation des trois premières catégories de substances concessibles est fixé à 1 franc par hectare la première année, à 2 francs la seconde et à 3 francs pour chacune des années qui suivent la troisième.

Tous les produits concessibles exportés sont frappés d'un droit proportionnel ad valorem, dont le taux a été porté à 5 % le 1^{er} janvier 1921. Des droits sont en outre perçus à l'occasion des renouvellements, des transferts et des amodiations de permis.

III. — LA CONCESSION

L'exploitation normale des gîtes miniers d'une certaine importance s'opère, au Maroc, en vertu d'un titre de concession temporaire.

a) *Nature juridique de la cōncēssion.*

La concession constitue en faveur de son titulaire un droit immobilier temporaire, indivisible, cessible et transmissible distinct de la propriété du sol, susceptible d'être hypothéqué et inscrit sur les registres de la propriété foncière, et soumis sous certaines réserves aux mêmes règles que celles régissant les propriétés foncières.

b) *Mode d'acquisition de la concession. — Sa fin.*

La concession est accordée par dahir au titulaire d'un permis d'exploitation non périmé qui en fait la demande. Pour pouvoir l'obtenir, le demandeur doit d'ailleurs justifier qu'il a, durant la durée de la validité de son permis d'exploitation, exploité la mine d'une façon régulière.

La demande, rédigée conformément aux dispositions de l'article 71 du dahir de 1923, et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises à l'appui, doit être déposée trois mois au moins avant l'expiration du délai de validité du permis d'exploitation, au bureau du Chef du Service des mines. Elle y est aussitôt enregistrée. S'il est conclu, après examen, à la régularité de la demande, celle-ci est mise à l'enquête par le Chef du Service des mines.

Si, après un délai de deux mois, aucune opposition n'a été présentée, ou si les oppositions présentées ont été rejé-

tées par les tribunaux, la concession est constituée par dahir.

L'octroi de la concession a pour effet immédiat d'annuler le permis d'exploitation en vertu duquel la demande a été faite, mais le dahir de 1923 spécifie nettement qu'en aucun cas la délivrance de la concession ne peut préjudicier aux droits coutumiers d'extraction possédés par les indigènes, ou aux droits antérieurement acquis, sur le même périmètre, par d'autres concessionnaires.

Tous les autres droits résultant du fait de permis de recherches ou d'exploitation ne peuvent, par contre, prévaloir contre la concession.

Le renouvellement de la concession est accordé par dahir. La demande doit en être adressée au chef du Service des mines, 5 ans au moins avant l'expiration de la concession.

Le concessionnaire ne peut obtenir de renouvellement que s'il a fait preuve, au cours de l'exploitation, d'une activité estimée suffisante.

Les concessions peuvent être transmises et amodiées de la même façon que les permis de recherches ou d'exploitation.

La concession prend fin normalement à l'échéance du terme fixé à sa validité.

La renonciation est accordée par dahir, dans les mêmes conditions que celles étudiées au paragraphe traitant du permis d'exploitation.

La déchéance est prononcée par le dahir contre les concessionnaires qui ne maintiennent pas la mine en état

d'exploitation normale, ou qui suspendent ou restreignent l'exploitation sans cause reconnue légitime.

Elle frappe également le concessionnaire qui, nonobstant une mise en demeure administrative, ne se conforme pas aux mesures techniques prescrites par le Chef du service des mines.

Enfin, elle est prononcée contre le concessionnaire qui, après deux mises en demeure et durant deux années consécutives, ne satisfait pas au paiement des taxes minières.

La déchéance a pour effet de retirer la concession à son titulaire ; elle est suivie d'une mise en adjudication publique de la mine.

Le produit de la vente, défalcation faite des frais et des sommes dues à l'administration, est remis au concessionnaire déchu. Ce dernier, bien entendu, ne peut prendre part à l'adjudication. Si l'adjudication ne donne aucun résultat, la concession est purement et simplement annulée.

Lorsqu'un permis de recherches, un permis d'exploitation ou une concession prennent fin par expiration du terme fixé à leur validité ou par annulation, les bâtiments et les constructions établis par les prospecteurs ou les exploitants sur les terrains domaniaux deviennent, gratuitement et automatiquement, la propriété de l'Etat.

Les installations faites sur des terrains privés, par contre, ne font pas retour à l'Etat ; elles peuvent seulement faire l'objet d'occupation temporaire, si, établies en vue du service de mine elles sont nécessaires aux besoins d'une exploitation nouvelle.

L'outillage et les engins d'exploitation peuvent être ac-

quis par l'Etat moyennant une juste indemnité après intervention d'un arrêté viziriel autorisant cette mesure.

c) *Droits du concessionnaire.*

La concession confère, à son titulaire, le droit exclusif d'exploiter, durant un laps de temps déterminé, à l'intérieur d'un périmètre de forme et de superficie nettement définies, les gîtes de substances minérales de la catégorie minière visée à l'acte institutif.

Comme le permissionnaire d'exploitation, le concessionnaire peut disposer librement des produits concessibles de sa catégorie qu'il a mis au jour ; il peut utiliser, dans les mêmes conditions, les produits non concessibles extraits.

La concession est valable pour une durée de 75 ans. Un renouvellement de 25 années peut être accordé à son titulaire.

Elle porte, en principe, sur le même périmètre que le permis d'exploitation ; toutefois, le dahir qui l'institue statue définitivement sur ses limites et sur sa consistance.

Tous les droits accessoires reconnus aux titulaires de permis de recherches et d'exploitation sont a fortiori accordés au concessionnaire.

d) *Les obligations des concessionnaires.*

Le concessionnaire est soumis aux mêmes obligations quasi délictuelles et aux mêmes obligations techniques que le titulaire d'un permis d'exploitation ou que le titulaire d'un permis de recherches qui dispose des substances par lui mises au jour. Il est, en outre, tenu d'opérer le

bornage de son périmètre et d'exploiter la mine d'une manière régulière et continue sous la surveillance de l'administration.

Le concessionnaire est tenu au versement d'une **taxe annuelle superficielle** calculée dans les mêmes conditions que celle qui frappe le titulaire d'un permis d'exploitation; la progression du taux de cet impôt est déterminée par la **date de délivrance du permis d'exploitation** en vertu duquel la concession a été demandée. Une taxe ad valorem de 5 % frappe les substances minérales exportées.

LE CONTENTIEUX MINIER

L'interprétation des actes administratifs pris en application du dahir de 1923 est réservée à la Juridiction administrative. Cette dernière est également compétente pour juger les litiges qui s'élèvent relativement à la consistance des permis ou des concessions.

La Juridiction judiciaire est compétente, au contraire, pour trancher les contestations relatives aux empiètements ou aux chevauchements de périmètres et pour appliquer aux délinquants ayant enfreint les règles posées par les dahirs, les diverses pénalités prévues au titre VII.

Les actions civiles auxquelles donnent lieu les permis de recherches, les permis d'exploitation et les concessions sont portées également devant les Tribunaux judiciaires.

CAS PARTICULIERS

1° — *Les zones non ouvertes aux recherches*

Les articles 113 et 114 du dahir du 15 octobre 1923 ont

prévu que le droit d'acquérir des permis de recherches dans certaines régions pouvait être suspendu pour des motifs de sécurité. Ces régions ont été ultérieurement délimitées par les dahirs du 29 septembre 1924 et du 12 avril 1927.

Pour éviter les inconvénients résultant de la suppression de toute activité minière dans d'aussi vastes territoires, le Grand Vizir a été habilité à prendre des arrêtés autorisant le Chef du service des mines à délivrer des permis d'un caractère spécial, appelés permis de prospection.

Ces permis qui ne peuvent être accordés que pour certaines catégories minières et sur certains terrains limitativement énumérés par l'arrêté viziriel, doivent répondre aux conditions techniques et fiscales fixées par cet arrêté.

Les zones non ouvertes aux recherches peuvent donc être subdivisées en deux catégories :

- a) Les zones qui ne sont ouvertes ni aux recherches, ni à l'exploration ;
- b) Les zones qui sont fermées aux recherches, mais qui sont ouvertes à l'exportation.

A) Les zones fermées aux recherches et à l'exploration.

A l'intérieur des zones fermées aux recherches et à l'exploration toute activité minière, réserve faite pour les droits antérieurement acquis, est suspendue.

B) Les zones fermées aux recherches, mais ouvertes à l'exploration.

A l'intérieur de ces zones l'acquisition des permis de recherches est suspendue, par contre l'exploration des terrains miniers peut être entreprise par les individus munis d'un permis de prospection.

L'arrêté viziriel du 24 juillet 1924, modifié le 2 novembre 1926, est venu régler le statut de ce permis.

LE PERMIS DE PROSPECTION

Le permis de prospection se rapproche beaucoup du permis d'exploration mis en application jadis dans un grand nombre de nos colonies.

Il constitue un droit mobilier temporaire, indivisible, cessible et transmissible, et non susceptible d'être hypothéqué.

Délivré à la priorité de la demande, dans les mêmes conditions que le permis de recherches, il peut être indéfiniment renouvelé. Il est à noter que les demandes déposées pendant les trois premiers jours de l'ouverture de la zone à la prospection sont considérées comme simultanées, et que leur ordre de priorité en cas de concurrence est fixé par le chef du Service des mines. Il prend fin lorsque le terme fixé à sa validité est échu ou lorsque, à l'ouverture de la zone aux recherches, il lui est substitué un permis de recherches.

Le retrait du permis peut être également prononcé.

Droits du permissionnaire de prospection

Le permissionnaire est habilité à se livrer à la prospection d'un gîte de la catégorie minière visée à l'acte institutif, pendant une durée d'une année, indéfiniment renouvelable, à l'intérieur d'un périmètre, de même forme et de même superficie que le périmètre de recherches.

Le permissionnaire possède des droits très restreints en ce sens qu'il ne peut exécuter de travaux que s'il y est autorisé par le Commandant de la région et qu'il ne peut disposer du produit éventuel de ses prospections que s'il y est autorisé par le Chef du service des mines.

Le privilège du prospecteur ne joue enfin que si la demande de permis de recherches est déposée dans les cinq jours de l'ouverture de la zone aux recherches.

Obligations du permissionnaire

Nous avons déjà vu que le prospecteur devait obtenir une autorisation pour pouvoir exécuter des travaux ou disposer des produits mis au jour ; il doit encore obtenir une nouvelle autorisation du Commandant de la région pour pouvoir circuler dans les zones non ouvertes aux recherches.

Une taxe annuelle est perçue, dont le montant a été fixé à 300 francs pour la première année, et à 150 francs pour chacune des années suivantes ; les autres taxes sont acquittées dans les mêmes conditions que les taxes afférentes aux permis de recherches et sous les mêmes sanctions.

LES ZONES RESERVEES A L'ADJUDICATION

Le dahir du 15 septembre 1923, dans son article 7, a prévu un mode exceptionnel de dévolution de la propriété minière. Il a décidé, en effet, qu'à l'intérieur de certains terrains désignés par dahir, le droit de recherches et d'exploitation des mines d'une ou de plusieurs catégo-

ries déterminées ne pourrait être obtenu que par voie d'adjudication publique, réserve faite des droits antérieurement acquis.

REGIME SPECIAL APPLICABLE AUX SUBSTANCES DE LA 4^e CATEGORIE

Le régime légal applicable au Maroc aux substances de la 4^e catégorie (hydrocarbures liquides ou gazeux, bitumes, asphaltes et schistes bitumineux) est tout à fait analogue au régime en vigueur à Madagascar.

En dehors des dispositions particulières que nous allons étudier, la recherche et l'exploitation des gisements de ces substances sont soumises aux règles du droit commun minier marocain.

A) *Le permis de recherches*

Le permis de recherches des substances de la 4^e catégorie ne peut être renouvelé que si son titulaire peut démontrer, grâce à l'un de ses forages, l'existence dans son périmètre d'hydrocarbures en quantité commerciale, ou à défaut, que s'il peut prouver avoir exécuté un minimum de 100 mètres de forage : les forages de 30 mètres de profondeur entrant seuls en ligne de compte.

Le second renouvellement est subordonné à l'exécution d'un minimum de 150 mètres de forage calculé dans les mêmes conditions.

De même qu'à Madagascar, le groupement de plusieurs permis de la 4^e catégorie, en vue de la constatation des minima de forages nécessaires aux renouvellements,

est possible moyennant une déclaration spéciale au Chef du service des mines. L'explorateur peut, de cette manière, appliquer tous ses efforts aux travaux entrepris à l'intérieur d'un périmètre déterminé, sans avoir à craindre de se voir refuser le renouvellement des permis portant sur les autres périmètres.

Le renouvellement global des permis compris dans le groupement est subordonné à l'exécution d'une profondeur minimum de forage, calculée en mètres, égale au produit par 100 et par an du nombre des permis renouvelés une ou deux fois.

Un jeu de coefficients spéciaux vient corriger l'injustice qui consisterait à compter pour la même valeur un mètre de forage exécuté à un niveau très rapproché du sol, et un mètre de forage exécuté à une très grande profondeur. Les forages de moins de 30 mètres de profondeur n'entrent pas en ligne de compte, chaque mètre de forage compris entre 30 et 200 mètres de profondeur compte pour sa valeur réelle (coefficient 1), chaque mètre de forage compris entre 200 et 400 mètres compte pour le double de sa valeur (coefficient 2), chaque mètre de forage compris entre 400 et 600 mètres compte pour le quadruple de sa valeur (coefficient 4). Enfin, chaque mètre de forage exécuté à une profondeur supérieure à 600 mètres compte pour 8 fois sa valeur (coefficient 8).

Le choix de ces coefficients n'a pas été fait d'une manière arbitraire ; on a tenu compte, lors de l'établissement du système ci-dessus étudié, du fait que les dépenses engagées pour l'exécution des forages croissent

plus que proportionnellement à la profondeur qu'ils atteignent.

Ces dispositions ne sont pas applicables si l'explorateur peut justifier que les travaux de recherches qu'il exécute portent sur des gisements de bitume, d'asphalte ou de schistes bitumineux qui ne sont pas susceptibles d'être exploités par voie de sondages.

Le renouvellement des permis s'opère alors dans les mêmes conditions que celles étudiées en ce qui concerne les permis des trois premières catégories minières.

Bien entendu, les travaux de puits et de tranchées exécutés par l'explorateur sont alors exclus des calculs relatifs au groupement des permis de la 4^e catégorie.

Les obligations fiscales du permissionnaire présentent certains caractères particuliers. Le montant des droits fixes, perçus lors de la délivrance du permis ou lors de son transfert, est en effet porté à 1.000 fr. ; celui du droit fixe perçu au moment du renouvellement à 2.000 francs.

Les impôts miniers proprement dits (taxe annuelle, impôt ad valorem) frappent les titulaires de permis de la 4^e catégorie de la même manière que les titulaires de permis des autres catégories.

B) *Le permis d'exploitation*

Le permis d'exploitation portant sur un gîte de la 4^e catégorie ne peut être délivré qu'au permissionnaire de recherches ayant satisfait aux conditions requises pour l'obtention d'un premier renouvellement.

Ce titre, de son côté, ne peut être renouvelé que sur

justification de l'exécution d'une profondeur minimum de sondage de 500 mètres, calculée comme nous l'avons vu plus haut.

Les charges fiscales de l'exploitant sont assez considérables ; en effet, le taux de la taxe superficielle annuelle est portée à 2 francs par hectare pour la première année, à 4 francs la seconde année et à 6 francs par an à partir de la troisième année.

La taxe ad valorem ne diffère pas de celle qui frappe les substances des autres catégories.

C) *La concession*

Les concessions portant sur les gîtes de la 4^e catégorie sont soumises à un régime juridique tout à fait spécial. Leur durée est considérablement réduite. Elle est, en effet, ramenée à 30 ans.

Le renouvellement est valable pour une durée de 25 ans.

L'activité exigée du concessionnaire, sous peine de déchéance, doit être au moins équivalente à celle qui est exigée du titulaire d'un permis de recherches de la 4^e catégorie pour l'obtention d'un deuxième renouvellement.

Les impôts miniers sont identiques à ceux qui frappent le permissionnaire d'exploitation, à cette différence près que c'est la date de la délivrance du permis d'exploitation primitif qui sert de base au calcul de la progression du taux de la taxe annuelle.

LE REGIME SPECIAL DES PHOSPHATES

Les dahirs du 19 janvier 1914, du 27 janvier 1920, du 20 août 1920 et l'arrêté du 16 octobre 1914, étaient venus fixer le régime applicable à la recherche et à l'exploitation des phosphates de chaux.

Le dahir du 15 septembre 1923 s'inspirant des mêmes principes a réservé les gîtes de ces substances à l'Etat. En conséquence, l'exploration, la recherche, l'aménagement et l'exploitation des gîtes de phosphates ont été confiés à une véritable régie d'Etat connue sous le nom d'Office Chérifien des Phosphates.

Ainsi, conformément aux idées en vogue à l'heure actuelle, la gestion du monopole des phosphates a été confiée à un office autonome doté de la personnalité civile.

LE BUREAU DE RECHERCHES ET DE PARTICIPATION MINIERES

Le dahir du 15 décembre 1928 a créé, au Maroc, sous le nom de Bureau de Recherches et de Participation minières, un organisme doté de la personnalité civile habilité à entreprendre toutes études minières et toutes recherches de gisements minéraux au Maroc. Ce bureau a même été autorisé à prendre des participations dans tous les groupements et dans toutes les sociétés minières du Maroc.

On comprend aisément qu'une telle innovation ait provoqué dans les milieux industriels une émotion considérable. Pour la faire disparaître le gouvernement chéri-

lien a fourni aux intéressés un certain nombre d'explications (1).

Il a justifié la mesure prise en montrant la carence de l'initiative privée en ce qui concerne les recherches de charbon et de pétrole et en affirmant que, soucieux de maintenir la législation libérale en vigueur, il continuerait d'assurer, par l'entremise du Service des Mines, le libre jeu de l'acquisition des droits de recherches.

Le Bureau de Recherches a été institué en vue de favoriser les recherches minières et de hâter la mise en valeur des richesses du sous-sol. Etant donnés les déboires auxquels peuvent donner lieu les premières entreprises minières, le gouvernement, soucieux de l'intérêt général du Protectorat, a jugé nécessaire d'entreprendre lui-même les travaux de recherches et d'accorder son aide aux sociétés qui solliciteraient son concours.

Le Bureau de Recherches a été chargé d'accomplir ces opérations ; il serait injuste de croire à la mainmise de l'Etat sur la richesse minière puisque ce bureau n'est doté d'aucun privilège, qu'il est privé du droit de prendre des permis de la 2^e et de la 3^e catégories, et qu'il ne peut exercer son activité que dans les zones ouvertes aux recherches.

D'autre part il n'est pas à craindre que les participations prises par le Bureau puissent faire courir des dangers aux sociétés, puisque ces participations sont

(1) cf discours du Résident Général Saint. B. O. du Maroc. 10 octobre 1929.

prises dans les mêmes conditions qu'elles pourraient l'être par un « Holding privé ».

Il n'en reste pas moins que cette innovation présente un certain nombre de dangers.

D'une part, en effet, si dans les zones encore interdites, l'Etat chérifien, pour la mise en valeur des terrains miniers réservés, traite avec des particuliers, il le fait le plus souvent par l'intermédiaire du Bureau des Recherches.

D'autre part, l'institution d'un tel organisme fait craindre à bon droit que l'Etat chérifien n'étende peu à peu à d'autres substances minières le monopole qu'il s'est déjà réservé sur les phosphates.

Enfin, le jeu des participations peut conférer indirectement au Bureau des Recherches, donc l'Etat, la direction effective de nombreuses sociétés minières.

Dans ces conditions, il est logique que les exploitants privés craignent une concurrence désastreuse pour leurs intérêts propres.

Il faut espérer, néanmoins, que le Bureau des Recherches se donnera pour tâche principale de stimuler et de soutenir l'initiative privée.

B. - Le régime minier à Madagascar

HISTORIQUE

Le premier texte minier qui ait été promulgué à Madagascar est le décret du 13 Juillet 1896 portant réglementation de la recherche et de l'exploitation des gisements d'or, de métaux précieux et de pierres précieuses dans la colonie.

Le décret du 20 juillet 1897 vint réglementer la recherche et l'exploitation des gisements d'autres substances minérales. Ces deux textes furent modifiés et complétés à différentes reprises, le décret de 1896 par les décrets du 20 février 1902, du 23 juin 1905, du 31 janvier 1906, du 23 mai 1907, du 11 juin 1910 et par l'arrêté du 23 octobre 1908 ; le décret de 1897 par les décrets du 23 novembre 1905 et du 21 décembre 1920.

Les textes les plus importants en vigueur au lendemain de la guerre (décret du 20 juillet 1897, décret du 23 mai 1907 et décret du 21 décembre 1920) constituaient une réglementation peu logique et peu homogène.

Une réforme générale s'imposait, elle intervint avec le décret du 19 juillet 1923 (1).

(1) J. O. 23 Juillet 1923, p. 7030.

Ce texte complété par les arrêtés des 8 et 10 décembre 1923 et modifié par les décrets du 17 décembre 1925 et du 26 octobre 1928 (2), constitue la réglementation en vigueur aujourd'hui dans la colonie.

En outre les décrets généraux du 8 janvier 1916, du 28 juillet 1918 et du 27 février 1924 ont été promulgués à Madagascar.

ETUDE DE LA REGLEMENTATION

Le décret du 19 juillet 1923 est le prototype des décrets miniers d'après guerre. Le premier il est venu poser des règles nouvelles, que tous les textes miniers coloniaux promulgués depuis ont adoptées sans restriction.

Le système de la « Res nullius » est toujours pratiqué, le grand principe « qui, assure un droit à une concession à tout titulaire de permis de recherches », est toujours mis en application, mais la main-mise de la Colonie sur la mine s'affirme de plus en plus.

Les droits des concessionnaires sont limités sérieusement, la Concession devient temporaire, les cas où la déchéance peut être prononcée se multiplient ; l'Office National des combustibles liquides se voit conférer de précieuses prérogatives pour la recherche des gîtes d'hydrocarbures.

Mais la plus remarquable innovation que contienne le décret de 1923 est sans contredit l'instauration d'un régime spécial des recherches et de l'exploitation des hydrocar-

(2) J. O. 31 Octobre 1928, p. 11608.

bures. Ce régime a depuis été introduit presque sans modification dans un grand nombre de nos Colonies.

Somme toute, la Réglementation actuelle, discutable à certains points de vue, doit néanmoins être approuvée dans son ensemble ; elle stimule grandement le zèle des exploitateurs, et elle apporte des remèdes effectifs aux inconvénients de l'accaparement.

§ 1. — CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

Les gites minéraux à Madagascar sont classés relativement à leur régime légal en carrières et en mines.

Les carrières comprennent les gites de matériaux de construction et d'amendements à l'exception des nitrates et des phosphates ; elles suivent la condition de la propriété du sol dont elles sont réputées ne pas être séparées. Les tourbières leur sont assimilées.

Les Mines comprennent les gites de substances minérales qui ne rentrent pas dans la classe des carrières, elles ne peuvent être exploitées qu'en vertu de concessions.

Les substances concessibles sont réparties en huit catégories.

La 1^{re} catégorie comprend les minéraux précieux (or, argent, platine et pierres précieuses).

La 2^e catégorie, les pierres dites d'industrie (mica, corindon, etc.).

La 3^e catégorie, les graphites.

La 4^e catégorie, le fer.

La 5^e catégorie, les minerais autres que le fer (cuivre, plomb, nickel).

La 6^e catégorie, les nitrates, phosphates, sels gemmes et sels minéraux.

La 7^e catégorie, les combustibles minéraux (houille et lignite).

La 8^e catégorie, les hydrocarbures liquides ou gazeux, les bitumes, les asphaltes et les schistes bitumeux.

Les contestations qui portent sur le classement légal des gîtes minéraux et sur la répartition des substances minières sont tranchées par arrêté du Gouverneur pris en Conseil d'Administration.

§ 2. — CONDITIONS REQUISES POUR L'ACQUISITION DES DROITS MINIERS

Les décrets généraux de 1916, de 1918 et de 1924 ayant été promulgués à Madagascar, les droits miniers ne peuvent être accordés qu'aux titulaires d'autorisations personnelles.

L'article 9 du décret du 19 juillet 1923 a interdit aux fonctionnaires et agents du service des mines de prendre un intérêt direct ou indirect dans la recherche et l'exploitation des mines à l'intérieur de la Colonie.

Il a seulement interdit aux fonctionnaires et agents de l'Etat ou de la Colonie, aux officiers et aux militaires en activité de service d'y prendre un intérêt direct.

L'autorisation personnelle ne peut pas être délivrée aux uns plus qu'aux autres.

§ 3. — LES OPÉRATIONS MINIÈRES

Les Opérations minières peuvent être réparties en deux stades successifs : les recherches et l'exploitation.

De droit commun les recherches s'opèrent en vertu d'un permis de recherches, délivré à la priorité de la demande, l'exploitation en vertu d'un titre de concession temporaire accordé quasi automatiquement au titulaire d'un permis de recherches non périmé.

Le Gouverneur a d'ailleurs été habilité à prendre des arrêtés suspendant temporairement à l'intérieur de certaines zones l'acquisition des droits de recherche à la priorité de la demande.

Il s'est vu également reconnaître le droit de désigner certains terrains où, réserve faite des droits acquis, l'exploitation des gîtes des 4^e, 7^e et 8^e catégories ne peut avoir lieu qu'en vertu d'adjudication publique.

I. — *Les Recherches*

Les Recherches s'opèrent normalement en vertu d'un permis de recherches délivré à la priorité de la demande.

A) *Nature juridique du permis de recherches.*

Le Permis de Recherches constitue un droit mobilier temporaire indivisible, cessible et transmissible et non susceptible d'hypothèque.

B) *Acquisition et fin du permis.*

Le Permis exclusif de recherches est délivré par le chef du service des mines au titulaire d'une autorisation personnelle à la priorité de la demande.

Celle-ci rédigée conformément aux dispositions de l'ar-

ticle 21 du décret et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises est déposé entre les mains du chef du district administratif qui procède à son enregistrement. Elle est ensuite transmise successivement au Commissaire des mines et au Chef du service des mines. Celui-ci statue sur elle. Il accorde le permis si la demande est régulière, ou si, irrégulière, elle a été modifiée et rectifiée.

Il rejette la demande si elle contient des irrégularités graves, si elle est sans objet comme portant sur des terrains indisponibles ou si le demandeur ne fournit pas les justifications ou les renseignements qui lui sont demandés.

Le permis de recherches peut être renouvelé deux fois sur demande de l'intéressé, adressée au Commissaire des mines ; il peut faire l'objet de transferts moyennant une simple déclaration à l'administration ; les transferts ne peuvent d'ailleurs porter que sur l'ensemble du périmètre ; les partages matériels, allotissements, et ventes partielles étant formellement interdits.

Le permis de recherches peut être renouvelé deux fois sur demande de l'intéressé, adressée au Commissaire substitué une Concession de même catégorie. Il est alors purement et simplement annulé.

La Renonciation est possible mais elle doit faire l'objet d'une demande au Commissaire des Mines.

Le retrait du permis peut être prononcé par le Chef du service des mines dans deux circonstances : lorsque le prospecteur disposant du produit de ses recherches ne fait pas connaître, malgré une mise en demeure, le chiffre de sa production, ou ne peut justifier avoir satisfait à un

ordre de versement à lui adressé et lorsqu'il est condamné à des peines graves en vertu des articles 85 et 86 du décret de 1923.

Les explorateurs qui ont renoncé à leurs permis ou contre lesquels le retrait a été prononcé ne peuvent plus acquérir pendant un délai de 4 mois de droits miniers directs ou indirects.

C) *Droits du permissionnaire.*

Le Permis de recherches confère à son titulaire le droit temporaire et exclusif d'exécuter tous les travaux de prospection et de recherches destinés à la reconnaissance des gîtes d'une catégorie minière déterminée à l'intérieur d'un périmètre réservé, et le droit de disposer, moyennant une simple déclaration à l'Administration, des produits concessibles de cette catégorie, extraits au cours des travaux de recherches.

L'explorateur peut encore disposer librement pour les besoins de la mine des substances non concessibles abattues.

Le Permis de recherches est accordé pour une durée de 2 années, il peut faire l'objet de deux renouvellements successifs valables, le premier pour une durée de 2 années et le second pour une durée de 4 années.

Le Permissionnaire peut donc jouir des droits de recherches, pendant 8 années, avant d'être obligé de solliciter une Concession. C'est là un laps de temps extrêmement considérable, aussi des études ont-elles été récemment entreprises dans le but de déterminer s'il n'y avait pas lieu de le réduire.

Ce Permis s'applique à un périmètre de forme carrée, dont les côtés orientés d'après les directions nord, sud, est, ouest, vraies ont une longueur de 5 kilomètres.

Si ce périmètre empiète sur un périmètre de la même catégorie, antérieurement accordé, il doit être soumis à une réduction.

Bien entendu plusieurs permis de catégories différentes peuvent être accordés sur le même périmètre.

L'explorateur s'est vu reconnaître un certain nombre de droits accessoires.

Il peut occuper librement à titre précaire les terres libres du domaine situées à l'intérieur de son périmètre, qui lui sont nécessaires.

Il peut sur simple autorisation administrative occuper tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son périmètre toutes les terres du domaine, reconnues nécessaires à son industrie par le Chef du service des mines.

Il peut également occuper, moyennant le consentement du propriétaire du sol, ou à son défaut, moyennant autorisation du Gouverneur général et dépôt d'un cautionnement, les terres non domaniales situées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son périmètre.

Il peut disposer des eaux inutilisées et opérer des coupes de bois sur les terrains domaniaux situés à l'intérieur de son périmètre.

Il jouit enfin d'une servitude de passages sur les sentiers, chemins de charrois et canaux établis par ses voisins sur les terres domaniales.

D) *Obligations du permissionnaire.*

Le Permissionnaire est soumis à des obligations quasi délictuelles, techniques et fiscales.

1°) *Obligations quasi délictuelles :*

Le Permissionnaire est tenu de réparer tous les dommages causés du fait de ses travaux, à la surface et aux mines voisines. Il n'est tenu au paiement que d'une indemnité calculée à la valeur simple du préjudice subi.

En cas d'occupation temporaire de terres domaniales, d'abattage de bois ou de disposition des eaux, il est tenu de satisfaire au paiement de taxes fixées s'il y a lieu par le Gouverneur Général.

En cas d'occupation temporaire de propriétés privées, il est tenu tout d'abord de déposer un cautionnement préalable et ensuite de verser une indemnité calculée au double du revenu net des terrains occupés.

Si l'occupation se prolonge plus d'une année, ou si les terrains occupés sont rendus impropres à leur usage primitif, l'explorateur peut être contraint par le propriétaire du sol, à les acheter au double de leur valeur première.

2°) *Obligations techniques :*

En imposant des obligations techniques au permissionnaire, le législateur s'est donné pour but de veiller au maintien de la surface, de la conservation de la mine et des mines voisines, et de la sécurité et de l'hygiène des ouvriers mineurs.

Il a d'abord décidé que tout titulaire de permis de re-

cherches devait élire domicile dans la Colonie, et devait y avoir un représentant dûment accrédité.

Il a décidé que tous les travaux devraient être exécutés conformément aux règles de l'art et sous la surveillance de l'administration.

Il a interdit au prospecteur de se livrer à l'exploitation de la mine et lui a défendu d'opérer des travaux de fouilles et de sondages hors le consentement des intéressés à moins de 50 mètres des maisons, des établissements publics et des routes.

Il lui a ordonné de posséder toujours sur les lieux des médicaments et des moyens de secours et lui a donné l'ordre de déclarer à l'autorité judiciaire tous les accidents graves survenus.

Il a été prévu qu'en cas de superposition de plusieurs permis ou concessions sur le même périmètre, les substances concessibles abattues devraient être réparties entre les différents prospecteurs et exploitants, conformément aux droits que leur confèrent leurs titres miniers sur les gîtes de telle catégorie minière déterminée.

Il a ordonné de suivre les règles appliquées dans la métropole pour la sauvegarde de mines voisines (investissements, massifs de protection, etc...).

Enfin il a soumis le Permissionnaire, autorisé à disposer du produit de ses recherches, à l'obligation de tenir à jour un plan au 1/10.000 des travaux souterrains, et un registre d'avancement des travaux et à l'obligation d'envoyer annuellement au Directeur du service des mines un rapport sommaire sur l'activité de ses recherches.

3°) *Obligations fiscales :*

Le Permissionnaire est tenu de satisfaire au versement de droits fixes. Le montant de ces droits s'élève à 150 francs lors de la délivrance du permis, et à 300 francs lors du 1^{er} renouvellement. Le second renouvellement donne lieu à la perception d'un droit annuel de 400 francs par an.

L'explorateur qui dispose du produit de ses recherches est en outre soumis au paiement d'une taxe proportionnelle, calculé à 5 % de la valeur des produits extraits au carreau de la mine. Pour éviter les risques d'accaparement, l'article 110 du décret a interdit à tout individu et à toute Société de détenir sans autorisation expresse du Gouverneur Général, la majorité des intérêts dans plusieurs permis de recherches et concessions d'une étendue totale de plus de 500 hectares.

II. — *L'Exploitation*

L'exploitation s'opère en vertu d'une concession accordée normalement au titulaire d'un permis de recherches non périmé et exceptionnellement au plus offrant au cours d'une adjudication publique.

A) *Nature juridique de la concession.*

Reprenant les termes employés dans la loi métropolitaine de 1919 le décret de 1923 a décidé que la Concession constituait un droit immobilier temporaire, distinct de la propriété du sol, cessible et transmissible sous certaines conditions et susceptible d'hypothèques, il a ajouté que la

Concession était soumise, sauf exception, au régime légal de la propriété foncière.

C'est le décret de 1923 qui le premier a mis en application le système de la temporanéité des Concessions, qui depuis a été étendu à un grand nombre de nos Colonies. Cette innovation comme nous le savons déjà comporte des avantages et de graves inconvénients, par bonheur la durée des droits d'exploitation reconnus au concessionnaire est suffisamment considérable pour permettre la mise en valeur normale des gites minéraux.

B) Acquisition et fin de la concession.

Normalement la Concession est délivrée par le Gouverneur Général au titulaire d'un permis de recherches non périmé, qui en fait la demande. Celle-ci rédigée conformément aux dispositions de l'article 43 du décret de 1923 et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises est déposée au Bureau du Chef du service des mines ou elle est enregistrée.

Elle est ensuite mise à l'instruction ; s'il est reconnu qu'elle n'est pas régulière, si le demandeur ne fournit pas les justifications qui lui sont demandées, ou ne satisfait pas au paiement des frais d'instruction, le Gouverneur prend un arrêté de rejet motivé.

Au cas contraire, la demande est mise à l'enquête pendant une durée de deux mois. A la clôture du délai de l'enquête le Gouverneur Général statue définitivement. Il institue la Concession si la demande est régulière, s'il n'a pas été présenté d'opposition, ou si les oppositions ont

fait l'objet d'une décision judiciaire favorable au demandeur. Il surseoit à statuer lorsque les oppositions n'ont pas encore fait l'objet d'un jugement.

Il refuse la concession dans les autres cas. La Concession une fois instituée fait l'objet d'une immatriculation sur les registres du Conservateur de la propriété foncière. Cette immatriculation la soumet aux dispositions des décrets du 4 février 1911 et du 8 mai 1916 qui instituent un régime analogue à celui de « l'Act Torrens ».

La Concession peut faire l'objet d'un renouvellement si son titulaire peut prouver avoir mené l'exploitation d'une manière suffisamment active. Elle peut être cédée ou transmise moyennant une autorisation administrative, elle peut être divisée dans les conditions déterminées par arrêté du Gouverneur Général ; cette division donne lieu d'ailleurs à l'institution de concessions nouvelles.

La Concession prend fin normalement à l'échéance du terme fixé à sa validité.

La Renonciation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation délivrée par arrêté du Gouverneur Général pris en Conseil d'Administration.

Elle est obligatoirement suivie d'une mise en adjudication publique, si la Concession est grevée de droits réels, et le prix versé est réparti entre les divers titulaires de ces droits.

La déchéance peut être prononcée par arrêté du Gouverneur Général pris en Conseil d'Administration dans trois cas :

1°) Lorsque le Concessionnaire ne communique pas dans le mois qui suit une mise en demeure le chiffre de sa

production au Commissaire des Mines, ou ne peut justifier du paiement d'un ordre de versement.

2°) Lorsque le Concessionnaire contrevient aux règles qui interdisent les partages matériels, les allotissements ou les ventes partielles.

3°) Lorsque le Concessionnaire ne commence pas les travaux d'exploitation dans un délai de 3 ans à dater de l'institution de la Concession ou arrête l'exploitation sans motif sérieux tels que crise ou mévente.

La déchéance est suivie d'une mise en adjudication de la mine, le prix versé est, défalcation faite des frais et sommes dues à l'Administration, remis au Concessionnaire déchu.

Si aucun acquéreur ne se présente la Concession est purement et simplement annulée, et tous les droits qu'elle entraînait s'éteignent automatiquement.

C) *Droit du concessionnaire.*

La Concession confère à son titulaire le droit exclusif et temporaire d'exploiter les gîtes miniers d'une catégorie déterminée à l'intérieur d'un périmètre réservé, et le droit de disposer librement des substances de cette catégorie extraites. Le Concessionnaire peut en outre utiliser pour les besoins de sa mine et des industries qui s'y rattachent, les substances non concessibles abattues au cours des travaux d'exploitation.

Les Concessions des 7 premières catégories sont accordées pour une durée de 75 années. Elles peuvent faire l'objet d'un renouvellement de 25 années.

Le périmètre de la Concession doit être entièrement

contenu à l'intérieur du périmètre de recherches primitif ou au moins à l'intérieur des divers périmètres de recherches détenus par le demandeur.

Il est déterminé par un rectangle de 100 hectares au minimum dont les côtés sont orientés d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest vraies et dont la largeur doit être au moins égale au quart de la longueur.

Le Concessionnaire s'est vu en outre conférer les mêmes droits accessoires que le Permissionnaire.

D) Obligations du concessionnaire.

Le Concessionnaire est soumis à des obligations quasi délictuelles, techniques, et fiscales, et à certaines obligations spéciales en fin de Concession.

Les obligations quasi délictuelles de l'exploitant ne diffèrent pas de celles qui sont imposées à l'explorateur.

Les obligations techniques du Concessionnaire sont au contraire plus sévères. En effet, l'exploitant doit, d'une part, obéir aux règles qui ont été prévues en ce qui concerne le permissionnaire, qui dispose du produit de ses recherches, et d'autre part, il doit opérer le bornage de son périmètre sur requête du Chef du service des mines, et procéder à l'exploitation normale du gîte qui lui est concédé.

L'article 107 du décret de 1923 prévoit en effet que l'exploitation doit être commencée dans un délai de trois ans à dater de l'institution de la concession, et qu'elle doit être continuée d'une manière normale et régulière sous peine de déchéance.

Les obligations fiscales du Concessionnaire consistent

dans le paiement d'un droit fixe, d'une taxe superficielle et d'une taxe proportionnelle.

Le montant du droit fixe perçu lors de la délivrance de la concession s'élève à 150 francs.

La taxe superficielle annuelle frappe chaque hectare du périmètre d'un droit de 0.50, elle est payable par semestre et d'avance, et elle se confond avec la taxe proportionnelle.

La taxe proportionnelle frappe les substances extraites au carreau de la mine, son taux est de 5 % ad valorem, il peut être réduit à 2.50 % pendant les 5 premières années de la Concession, en faveur des exploitations de substances métalliques de 4^e et de 5^e catégorie, dont les produits sont traités à l'intérieur de la Colonie et en faveur des exploitations d'or, de métaux précieux et de gemmes alluvionnaires, si les travaux sont exécutés aux moyens d'engins mécaniques.

Malgré le caractère commercial de l'exploitation minière, les Concessionnaires ne sont pas soumis à l'impôt de la patente, s'ils ne vendent les produits de leurs travaux qu'à l'état brut ou lavé.

En fin de Concession, l'exploitant est tenu d'abandonner gratuitement à la Colonie, la mine, et les immeubles construits sur les terrains domaniaux. Il doit en outre laisser s'opérer l'occupation des installations faites en vue de servir à l'exploitation de la mine si cette occupation est jugée nécessaire par l'Administration, enfin, il ne doit pas enlever les objets nécessaires à la conservation de la mine.

Les diverses obligations imposées à l'exploitant sont sanctionnées, soit par l'exécution d'office par voie admi-

nistrative des travaux prescrits, soit par la déchéance, soit par l'application de diverses pénalités. Les mesures prises par l'article 110 contre l'accaparement des permis de recherches, s'appliquent également aux concessions.

§ 3. — LE RÉGIME SPÉCIAL DES HYDROCARBURES

La recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures à Madagascar ont fait l'objet d'une réglementation spéciale dès le 21 décembre 1920. Le décret pris alors fut abrogé par le décret de 1923.

Le régime légal des gisements d'hydrocarbures instauré à cette date à Madagascar a été étendu depuis dans un grand nombre de nos possessions.

Nous n'étudierons ici que les règles particulières à la recherche et à l'exploitation des substances de la 8^e catégorie, renvoyant pour le reste au droit commun du décret.

Les recherches des substances de la huitième catégorie d'opèrent en vertu d'un permis de recherches délivré à la priorité de la demande, l'exploitation en vertu d'une concession délivrée au titulaire d'un permis de recherches non périmé qui justifie avoir satisfait à certaines conditions.

A) *Le permis de recherches*

Le permis de recherches de la 8^e catégorie, de même nature juridique que le permis normal, accordé dans les mêmes conditions que lui, confère à son titulaire, un droit éventuel à l'obtention d'une concession.

Il porte sur un périmètre réservé de forme et de superficie normales.

Accordé pour une durée de 4 années, il peut être renouvelé deux fois, pour une durée de deux années chaque fois, sur preuve de l'exécution d'un minimum de travaux.

Le premier renouvellement est subordonné à l'exécution d'un forage de 50 mètres de profondeur au minimum.

Le second renouvellement est subordonné à l'exécution pendant la période de deux années précédentes, d'une profondeur totale de forage de 200 mètres au minimum.

Les forages de 50 mètres seuls entrent en ligne de compte.

L'explorateur peut en vue d'obtenir le renouvellement de ses droits grouper ses permis. Le groupement doit d'ailleurs faire l'objet d'une déclaration spéciale.

Le renouvellement des permis, ainsi réunis, est subordonné à l'exécution d'une profondeur de forage égale en mètres, au produit par 50 du nombre de permis n'ayant pas été renouvelés et au produit par 100 et par an du nombre des permis déjà renouvelés.

Prenons un exemple : Un groupement comprend 6 permis non renouvelés et 4 permis renouvelés depuis un an.

Le renouvellement global des permis du groupement sera accordé à l'explorateur qui justifiera avoir exécuté sur l'ensemble du périmètre de son groupement des forages d'une profondeur de 700 mètres.

Le Législateur a d'ailleurs tenu compte pour le calcul de la profondeur des sondages, du fait que le coût des travaux à effectuer croît plus que proportionnellement à

la profondeur à laquelle ils atteignent, aussi a-t-il décidé que les forages de moins de 50 mètres n'entreraient pas en ligne de compte ; que chaque mètre de forage compris entre 50 et 100 mètres de profondeur compterait pour sa valeur simple ; entre 100 et 200 mètres pour deux mètres ; entre 200 et 300 mètres, pour 3 mètres ; entre 300 et 400 mètres, pour 4 mètres et à partir de 400 mètres pour 6 mètres.

Supposons donc que dans le groupement que nous avons pris pour exemple plus haut, un seul forage de 550 mètres de profondeur ait été exécuté, le renouvellement global des permis peut être accordé ; en effet ce forage compte pour 1.250 mètres, soit 50 mètres au-dessus de 400 mètres multipliés par le coefficient 6, égalent 300 mètres, 100 mètres au-dessus de 300 mètres multipliés par 4 égalent 400 mètres, 100 mètres au-dessus de 200 mètres, multipliés par 3 égalent 300 mètres, 100 mètres au-dessus de 100 mètres multipliés par 2 égalent 200 mètres, 50 mètres enfin au-dessus de 50 mètres multipliés par 1 égalent 50 mètres.

La somme de ces différents résultats nous donne bien 1.250 mètres.

Le Renouvellement des permis est d'ailleurs toujours accordé lorsque les travaux exécutés ont révélé l'existence d'hydrocarbures en quantités exploitables à l'intérieur du périmètre.

Les titulaires de permis de recherches de la 8^e catégorie sont soumis à des obligations fiscales particulières. Le droit fixe perçu lors de la délivrance du permis est de 600 francs, et celui perçu lors des renouvellements, de 800 francs.

Le taux de la taxe proportionnelle perçue au cas où le concessionnaire dispose du produit de ses recherches, est de 5 %.

B) *La concession*

La concession des gîtes miniers de la 8^e catégorie n'est accordée que pour une durée de 40 années seulement, elle peut faire l'objet d'un renouvellement de 25 années, si l'exploitant fait preuve d'une activité estimée suffisante.

Seules les obligations fiscales du concessionnaire présentent un caractère particulier.

Le taux de la taxe superficielle annuelle perçue sur l'exploitant est en effet fixée à 2 francs 50 par hectare et la moindre redevance qui puisse être perçue de ce fait s'élève à 1.000 francs.

Le taux de la taxe proportionnelle ad valorem est bien fixé à 5 % comme pour les autres substances ; toutefois le législateur le réduit à 2,50 % pendant 5 années à dater de l'institution de la concession en faveur des 10 premières concessions qui pourront justifier d'une production annuelle de 5.000 tonnes d'hydrocarbures.

§ 4. — LES ZONES RÉSERVÉES. — LA MISE EN ADJUDICATION DES MINES

Le Régime des Zones réservées à l'adjudication a été déterminé par le décret de 1923 et par le décret du 26 octobre 1928.

Le Régime primitif du décret de 1923 autorise le Gouverneur à prendre des arrêtés en vertu desquels l'acquisi-

tion des concessions dans certaines régions ne pouvait avoir lieu qu'en vertu d'adjudications. Ce système comportait pour la Colonie l'obligation implicite d'effectuer, antérieurement à l'adjudication, une prospection sérieuse des Zônes réservées.

Le soin d'opérer cette prospection pouvait d'ailleurs être confié à des Sociétés privées à qui l'on reconnaissait des droits analogues au « privilège d'inventeur » attribué en Algérie et en Tunisie aux explorateurs de gisements phosphatiers.

Ce Régime ne donnait pas satisfaction en ce qui concerne les hydrocarbures, aussi le décret du 26 octobre 1928 tout en maintenant le système antérieur a-t-il permis de confier à l'Office National des Combustibles liquides, le soin de rechercher les gîtes d'hydrocarbures, quitte à recourir au concours des Sociétés privées pour leur exploitation.

Aux termes de l'article 101 du décret du 26 octobre 1928, le Gouverneur Général est habilité à prendre des arrêtés en vertu desquels, pour des motifs d'ordre public, l'acquisition des droits de recherches et d'exploitation des substances des 4^e, 7^e et 8^e catégories, ne peut avoir lieu à l'intérieur de certaines régions, qu'en vertu d'une adjudication publique.

Cet arrêté est valable pour 2 ans et peut être renouvelé pour un laps de temps égal.

Le soin d'opérer les recherches est confié soit à des individus ou à des sociétés particulières, soit facultativement, en ce qui concerne les substances de la 8^e catégorie, à l'Office National des Combustibles liquides.

En cas de découverte d'un gisement minier l'inventeur se voit reconnaître le droit à prélever sur le prix de l'adjudication éventuelle un tantième de 20 % au maximum.

Les Mines sont mises ensuite en adjudication et leur acquéreur est soumis au même régime légal que le concessionnaire normal.

S'il s'agit de gisements d'hydrocarbures découverts par l'Office National de Combustibles liquides, l'exploitation peut être opérée par des Sociétés privées, ayant traité avec lui.

§ 5. — LE CONTENTIEUX MINIER

Toutes les Contestations relatives aux actes administratifs rendus en exécution du décret de 1923 sont portées devant le Conseil du Contentieux administratif.

Les Contestations relatives aux dommages causés aux propriétés ou aux empiétements de périmètres sont de la compétence des Tribunaux Judiciaires.

Les Tribunaux de 1^{re} instance et les Juges de Paix jugeant correctionnellement sont chargés d'appliquer les diverses pénalités prévues au titre V du décret.

Le Régime minier Syrien

HISTORIQUE

Sous la Domination Ottomane la Syrie était soumise à la législation minière Turque. La guerre de 1914 a libéré ce pays de son joug séculaire, et la France a été chargée d'exercer son mandat sur lui.

La circulaire n° 103 du 17 octobre 1923 a déterminé tout d'abord les règles relatives à la délivrance et au renouvellement des permis de recherches.

L'arrêté 2.511 du 20 mars 1924 est venu réglementer ensuite l'Octroi des Concessions.

Mais le Régime instauré par ces textes était fragmentaire et incomplet, une refonte générale de la Législation était nécessaire, elle ne tarda pas à intervenir.

L'arrêté 2.856 (1) pris par le Général Weygand, Haut Commissaire Français, a fixé le régime minier en vigueur actuellement.

ETUDE DE LA REGLEMENTATION

L'arrêté 2.856 s'est borné à démarquer le décret du 19 juillet 1923 en vigueur à Madagascar.

(1) Bulletin Officiel des textes administratifs du Haut Commissariat, 29 octobre 1924.

Il n'en diffère que par un très petit nombre de particularités (modifications nécessitées par la différence d'organisation politique, administrative et judiciaire, par la différence des signes monétaires, et par la différence du régime foncier).

Nous nous bornerons à énumérer ici les différences existant entre l'arrêté 2.856 et le décret de 1923 en vigueur à Madagascar.

I. — *Classification légale des gîtes minéraux*

La classification légale des gîtes minéraux et la répartition des substances concessibles entre diverses catégories s'opèrent conformément aux dispositions appliquées à Madagascar.

Les contestations relatives à ce classement ou à cette répartition sont tranchées par le Haut Commissaire Français en Syrie.

II. — *Conditions requises pour l'obtention des droits miniers*

Les décrets généraux du 8 janvier 1916, du 28 juillet 1918 et du 27 février 1924 n'ont pas été promulgués en Syrie, aussi n'est-il pas nécessaire pour obtenir des droits miniers, de posséder une autorisation personnelle préalable.

Les fonctionnaires se voient interdire de prendre des intérêts dans les recherches et l'exploitation des mines dans les mêmes conditions qu'à Madagascar, ceux qui contreviennent à cette interdiction sont frappés en vertu de

l'article 8 de l'arrêté de peines disciplinaires pouvant aller jusqu'à la révocation.

III. — *Les recherches*

Les Recherches s'opèrent en vertu d'un permis de recherches délivré par le Gouverneur de l'Etat à la priorité de la demande.

Le Permis de Recherches confère à son titulaire un droit exclusif sur un périmètre de 5 kilomètres de côté, orienté d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest, vraies.

Par exception, la forme et la superficie du périmètre peuvent être différentes dans certains cas spéciaux (limitation par une frontière d'Etat ou par le rivage de la mer, existence de parcelles de terrains libres entre deux Concessions précédemment accordées).

La durée du permis est réduite à un an, le premier renouvellement est valable pour un an et le second pour 2 ans. Ce second renouvellement ne peut être délivré que sur justification de l'exécution de travaux de recherches estimés suffisants pendant les 2 premières périodes de la validité du permis.

Les obligations fiscales du permissionnaire consistent dans le versement d'un droit fixe de 15 livres Libano-Syriennes lors de la délivrance du permis, d'un droit fixe de 25 livres Libano-Syriennes lors du 1^{er} renouvellement, et d'un droit fixe de 40 livres Libano-Syriennes lors du second renouvellement.

Les transferts de permis sont frappés d'un droit fixe de mutation de 10 Livres Libano-Syriennes.

En outre, le permissionnaire qui dispose du produit de ses recherches est soumis au paiement d'une taxe proportionnelle dont le taux est fixé à 5 % de la valeur des substances extraites, au carreau de la mine.

IV. — *L'Exploitation*

L'exploitation s'opère dans les mêmes conditions qu'à Madagascar en vertu d'un titre de Concession temporaire.

Le Périmètre de la Concession doit être entièrement contenu à l'intérieur du Périmètre de recherches primitif et sa superficie doit être égale au vingtième au moins de celle de ce dernier.

La durée de la Concession en Syrie n'est que de 50 ans, et celle de l'unique renouvellement prévu de 25 ans. Ce renouvellement n'est accordé qu'à l'exploitant qui justifie d'une activité estimée suffisante et qui dépose une demande spéciale à cet effet, 4 ans au moins avant l'expiration de la Concession.

Les obligations fiscales du Concessionnaire consistent dans le paiement d'un droit fixe de 10 Livres Libano-Syriennes, lors de la délivrance de la Concession, dans le paiement d'une taxe superficielle annuelle de 5 Piastres Libano-Syriennes par hectare, et dans le versement d'une redevance proportionnelle calculée à 5 % de la valeur des produits extraits au carreau de la mine.

Les bases de la taxation sont déterminées chaque année par arrêté du Haut-Commissaire.

Les stipulations relatives aux droits et aux obligations tant des permissionnaires que des concessionnaires s'ap-

pliquent aux terrains de « Wakoufs » musulmans ainsi qu'à ceux de « Wakoufs des Communautés non musulmanes ». Les différends qui s'élèvent relativement à la qualité des ayants droits ou à la nature des Wakoufs musulmans, pour le versement des indemnités prévues en cas de dommages et d'occupation temporaire des terrains de la surface sont portés au tribunal du Cadi.

Les différends de même nature relatifs aux autres Wakoufs sont portés aux tribunaux de droit commun.

V. — *Le régime spécial des hydrocarbures*

Le Permis de recherches portant sur les substances de la 8^e catégorie n'est accordé que pour une durée de 2 ans, il peut faire l'objet de 2 renouvellements de 2 ans chacun.

Un droit fixe de 50 Livres Libano-Syriennes est perçu lors de la délivrance et lors du renouvellement du permis.

Les Concessions de la 8^e catégorie, dont le régime légal ne diffère pas de celui appliqué aux Concessions d'autres catégories, sont frappées d'une taxe superficielle annuelle de 25 Piastres Libano-Syriennes par hectare.

Le taux de la taxe proportionnelle fixé à 5 % ne peut en aucun cas être abaissé à 2.50 % ainsi qu'il est prévu à Madagascar.

La délivrance de la Concession enfin donne lieu à la perception d'un droit fixe de 50 Livres Libano-Syriennes.

VI. — *Les zones réservées. — L'adjudication*

Le Régime des Zones réservées tel qu'il était déterminé à Madagascar par le décret de 1923 est appliqué sans aucune modification en Syrie.

Le Régime minier en Indo-Chine française

HISTORIQUE

Le traité de Protectorat du 16 juin 1884 a reconnu à l'Empereur d'Annam, les droits sur le tréfonds qu'il possédait antérieurement. La Convention du 18 février 1885 est venue conférer au Gouvernement Français le droit de réglementer discrétionnairement la recherche et l'exploitation des mines à l'intérieur des territoires soumis au Protectorat.

Dès l'année 1884 une Commission spéciale, présidée par M. Lamé-Fleury avait été chargée du soin de déterminer le régime minier le mieux adapté aux besoins de l'Annam et du Tonkin.

Elle déposa son rapport le 5 décembre 1884 ; le projet de décret qu'elle préconisait ne fut pas, malgré les innovations remarquables qu'il contenait adopté aussitôt.

Jusqu'en 1888 l'Indochine fut soumise à un régime de fait assez peu satisfaisant.

Le premier texte minier promulgué, fut le décret du 27 octobre 1888. Il fut dès sa publication l'objet de violentes critiques qui trouvaient leur justification dans l'extrême exiguité des périmètres accordés et dans l'excessive sévérité du régime fiscal adopté.

Les abus les plus graves disparurent avec le décret du 25 février 1897 applicable au Tonkin et à l'Annam et étendu ensuite au Cambodge et au Laos par le décret du 31 décembre 1904.

Le Décret de 1897 malheureusement avait introduit de son côté un certain nombre d'innovations malheureuses en Indochine.

La classification légale des gîtes minéraux en trois catégories (combustibles, filons et alluvions) basée sur l'allure générale des gisements était extrêmement défectueuse.

L'Acquisition des droits miniers par voie d'occupation matérielle des terrains superficiels était la source de nombreuses fraudes et de nombreux chantages.

Une véritable industrie s'était créée, celle des « Pirates Blancs » précurseurs directs des « Barreurs de chute » dont la redoutable activité ne disparut en France qu'avec la Loi de 1919 sur l'énergie hydraulique. Le procédé employé était très simple, dès qu'une concession alluvionnaire était accordée à un individu le « Pirate Blanc » sollicitait une concession filonienne sur le même périmètre et inversement ; par ses travaux il cherchait à causer mille désagréments et mille gênes à son voisin et il ne consentait à cesser ses vexations que moyennant le versement d'une forte indemnité.

On chercha à parer à cet inconvénient en instaurant subsidiairement au système de l'occupation, le système de l'adjudication et en interdisant le cumul de plusieurs concessions entre les mêmes mains. Les mesures prises se révélèrent inopérantes, en effet, la mise en adjudication ne pouvait s'appliquer qu'aux mines déjà connues et l'inter-

diction du cumul pouvait être facilement tournée au moyen d'hommes de paille, ou de prête-noms.

Pendant les 15 années où ce décret resta en vigueur, le développement de l'Industrie extractive en Indochine fut gravement retardé.

Il a fallu attendre jusqu'en 1912 pour voir intervenir une réglementation vraiment logique et satisfaisante.

Le Régime minier actuellement en vigueur en Indochine résulte du décret du 26 janvier 1912 modifié par les décrets du 24 décembre 1913, du 12 novembre 1916, du 31 août 1928 et du 5 septembre 1928 et des décrets du 22 avril 1927 et du 12 juillet 1928 organisant le régime fiscal minier (1).

Les décrets généraux du 8 janvier 1916 et du 28 juillet 1918 relatifs aux conditions d'acquisition des droits miniers dans les Colonies françaises ont, seuls, été promulgués en Indochine.

ETUDE DE LA REGLEMENTATION ACTUELLE

Le décret fondamental du 26 janvier 1912 s'inspire du système de la « Res nullius » et du système de la dévolution des droits miniers à la priorité de la demande.

Il attribue les droits de recherches automatiquement au premier demandeur, et il accorde la Concession perpétuelle au titulaire d'un permis de recherches non périmé qui la sollicite.

(1) Décret du 26 janvier 1912 — J. O. 8 février 1912, page 1274, décret du 12 juillet 1928 — J.O. 17 juillet 1928, décret du 31 août 1928 — J.O. 5 septembre 1928.

Il institue subsidiairement pour les mines déjà connues le régime de la mise en adjudication, système considéré d'ailleurs avec défaveur, par le Législateur ainsi que le prouve le rapport au Président de la République signé par le ministre Lebrun.

Pour remédier aux inconvénients des Concessions superposées, le Législateur a décidé que la recherche et l'exploitation de toutes les substances minières ne pourraient être opérées à l'intérieur du même périmètre que par un seul individu. Par exception, l'exploitation des alluvions fut soumise à des Règles spéciales, cette disposition a depuis été abrogée par le Décret du 31 août 1928.

Le Décret de 1912 a enfin abandonné la forme circulaire désuète des périmètres de recherches.

Il a également abrogé les dispositions qui interdisaient le Cumul des Concessions.

Somme toute le Régime minier en vigueur en Indochine est extrêmement libéral, et semble donner toute satisfaction aux besoins de l'Industrie extractive locale.

§ 1. — LA CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

Les Gites minéraux en Indochine sont classés relativement à leur Régime légal en carrières et en mines.

Les carrières comprennent les gisements de matériaux de construction et d'amendements, elles sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol, dont elles suivent la condition.

Les Tourbières leur sont assimilées.

Les Mines comprennent toutes les autres substances minérales.

Le Principe de l'Unité des droits miniers est appliqué en Indochine, en effet les substances concessibles ne sont pas réparties en plusieurs catégories. L'article 1^{er} du décret de 1912 a même supprimé l'ancienne distinction qui séparait les gisements alluvionnaires de métaux précieux et de pierres précieuses, des autres gisements miniers.

Les droits de recherche et d'exploitation accordés aux individus ou aux Sociétés portent donc sur toutes les substances concessibles contenues à l'intérieur du périmètre réservé.

La Règlementation nouvelle cependant dispose que l'orpaillage à la batée, pourra s'opérer librement dans le lit des cours d'eau situés en dehors des concessions sous réserve du consentement du propriétaire du sol.

Les litiges relatifs à la classification légale des gîtes minéraux sont tranchés par arrêté du Gouverneur.

§ 2. — CONDITIONS REQUISES POUR L'ACQUISITION DES DROITS MINIERS

Le décret général du 27 février 1924 n'ayant pas été promulgué en Indochine, les dispositions contenues dans les décrets du 8 janvier 1916 et du 28 juillet 1918 s'appliquent seuls dans notre grande Possession Asiatique.

Les droits miniers ne peuvent être accordés qu'aux titulaires d'autorisations personnelles.

Il est formellement interdit aux fonctionnaires et

agents du service des mines, des travaux publics, des douanes, des forêts, des services civils et de la garde indigène, de prendre un intérêt direct ou indirect dans la recherche ou l'exploitation des mines.

A l'intérieur des territoires militaires semblable interdiction est faite aux fonctionnaires assimilés à ceux que nous venons d'énumérer.

Les Fonctionnaires indigènes dans le ressort de leur Juridiction ne peuvent également prendre d'intérêts dans l'Industrie extractive.

§ 3. — LES OPÉRATIONS MINIÈRES

Les Opérations minières passent par deux stades successifs : la Recherche et l'Exploitation.

Les droits miniers (permis de recherches-concessions) s'acquièrent normalement à la priorité de la demande, et exceptionnellement en vertu d'adjudication publique.

L'Acquisition des droits de recherche peut être temporairement suspendue à l'intérieur de certains territoires pour des raisons d'ordre public.

I. — *Les recherches*

Les recherches s'opèrent en vertu d'un permis exclusif de recherches délivré à la priorité de la demande.

A) *Nature juridique du permis de recherches.*

Le permis de recherches constitue un droit immobilier temporaire indivisible et non susceptible d'hypothèques.

(L'Indochine est la seule de nos possessions où le caractère immobilier soit reconnu au permis de recherches).

B) Acquisition et fin du permis.

La Procédure de la délivrance du Permis de Recherches en Indochine est extrêmement simple. Le demandeur, sur dépôt d'une déclaration entre les mains du Chef du service des mines du district minier, obtient du Chef de la Province un récépissé certifiant la date du dépôt. Ce récépissé vaut permis de recherches.

Le Permis de recherches ne peut être renouvelé.

Il prend fin normalement à l'échéance du terme fixé à sa validité ou lorsqu'il lui est substitué une concession.

La renonciation doit faire l'objet d'une déclaration au Chef de la Province qui en délivre récépissé ; elle a pour effet de libérer le périmètre de recherches de tous les droits résultant du permis à dater du lendemain de son enregistrement.

Aucun autre cas de caducité du Permis n'a été prévu en Indochine par la Réglementation minière.

C) Les droits du permissionnaire.

Le Permis de recherches confère à son titulaire le droit temporaire exclusif d'exécuter tous travaux de recherche et de prospection minière à l'intérieur d'un périmètre de forme et de superficie déterminées et le droit de disposer librement des substances concessibles extraites.

Les substances non concessibles abattues au cours de

travaux peuvent être en outre utilisées par l'explorateur pour le service de la mine.

Le Permis est délivré pour une durée de 3 années, il ne peut faire l'objet d'un renouvellement. Il porte sur un périmètre de forme carrée dont les côtés ont une longueur de 3 kilomètres et sont orientés d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest, vraies.

Les Permis qui s'étendent sur plusieurs provinces ne sont valables que pour la partie de leur superficie comprise dans la province où ils ont fait l'objet d'une déclaration.

Un certain nombre de droits accessoires ont été reconnus aux permissionnaires. Ceux-ci peuvent occuper gratuitement les terres domaniales situées à l'intérieur de leurs périmètres moyennant simple autorisation du Chef de la Province.

Ils peuvent moyennant le consentement du propriétaire du sol ou à son défaut, moyennant la délivrance par le Chef de la Province d'une autorisation spéciale, et le paiement d'une indemnité, procéder à l'occupation temporaire des terrains privés ou des terrains domaniaux loués ou concédés, situés à l'intérieur du périmètre de recherches.

L'autorisation administrative ne peut d'ailleurs pas prévaloir sur le refus du propriétaire du sol, si l'occupation a pour but de permettre la recherche des alluvions situées en terrain cultivé.

En dehors du périmètre de recherches, le permissionnaire peut moyennant une autorisation du Chef de l'Administration locale et le paiement d'indemnités fixées par les Tribunaux, exécuter toutes voies de communication

autres que les voies ferrées, ainsi qu les ouvrages de secours nécessaires.

L'établissement de voies ferrées ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique, leur exploitation qu'en vertu d'une concession.

Enfin le permissionnaire possède une servitude de passage sur les routes et les chemins situés en dehors de son périmètre.

D) *Les obligations du permissionnaire.*

Le permissionnaire est soumis à des obligations quasi délictuelles, à des obligations techniques et à des obligations fiscales.

1°) *Obligations quasi délictuelles :*

L'explorateur est tenu vis à vis du propriétaire du sol de réparer tous les dommages causés à la surface par ses travaux. L'indemnité à verser est calculée à la valeur simple du préjudice causé.

Il est en outre tenu de verser, en cas d'occupation temporaire de propriétés privées une indemnité calculée au double du revenu net des terrains occupés.

Il peut être contraint à acheter au double de leur valeur première les terrains occupés pendant plus d'une année ou qui du fait de ses travaux ne sont plus propres à leur usage primitif.

L'utilisation des chemins situés sur un périmètre voisin donne lieu au paiement d'une indemnité annuelle.

2°) *Obligations techniques :*

Le Législateur s'est inspiré du souci de la sécurité de la surface, de celui de la sécurité et de la conservation de la mine et du souci de l'hygiène et de la sûreté des ouvriers lorsqu'il a déterminé les obligations techniques imposées au Permissionnaire.

Il a d'abord ordonné au prospecteur d'exécuter tous ses travaux conformément aux règles de l'art, sous la surveillance de l'Administration.

Il lui a interdit d'exécuter des travaux de fouilles et de sondages à moins de 50 mètres des maisons et des enclos murés. Il a déterminé de la même manière qu'en France, les règles à suivre pour la sauvegarde des mines voisines. (Etablissement de massifs de protection, servitudes réciproques.)

Il a contraint le permissionnaire à posséder toujours sur les lieux des médicaments et des moyens de secours suffisants et à faire déclaration à l'autorité judiciaire de tous les accidents graves survenus.

Il a enfin décidé que l'explorateur devait signaler matériellement son périmètre et devait s'il disposait du produit de ses recherches, tenir à jour des plans et des registres, d'avancement, d'extraction et de contrôle des ouvriers.

En outre, l'article 2 du décret du 31 août 1928 a posé que le permissionnaire devait se soumettre aux mesures ordonnées par le Chef du service des mines en vue de faire disparaître les causes de dangers, que ses travaux peuvent faire courir à la sûreté publique, à la sécurité et à l'hy-

giène des ouvriers mineurs, à la conservation des sources et des voies publiques, à la navigabilité des cours d'eau.

Il est à noter que le permissionnaire n'est tenu à aucune obligation de travail minimum.

Le régime fiscal des recherches est assez libéral.

Un droit fixe de 100 francs qui peut être porté jusqu'à 500 francs dans certaines régions est perçu lors de la délivrance du permis.

L'explorateur qui dispose du produit de ses recherches est en outre tenu de satisfaire au paiement d'une redevance « ad valorem » frappant les produits extraits, redevance dont le taux a été déterminé par le décret du 12 juillet 1928 portant approbation de l'arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine du 10 mars 1928.

II. — *La concession*

L'exploitation d'un gîte minier en Indochine ne peut s'opérer qu'en vertu d'une concession, délivrée en principe au titulaire d'un permis de recherches non périmé.

A) *Nature juridique de la concession.*

La concession de mines constitue un droit de propriété immobilière perpétuel, distinct de la propriété du sol disponible et transmissible dans les mêmes conditions que les autres immeubles, et susceptible d'hypothèque.

B) *Acquisition et fin de la concession.*

La Concession est accordée par le Gouverneur Général au titulaire d'un permis de recherche non périmé qui en fait la demande.

Celle-ci rédigée conformément aux dispositions du titre III du décret de 1912 et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises, est déposée entre les mains du Chef de la Province ou entre celles de son représentant. Elle est immédiatement enregistrée. Si après instruction par le Chef de l'Administration locale elle est reconnue en l'état, elle est mise à l'enquête.

A la clôture de l'enquête, le Gouverneur Général statue définitivement : Si la demande est régulière, si aucune opposition n'a été présentée ou si les oppositions présentées ont été rejetées par les Tribunaux, il institue la concession, si les oppositions n'ont pas fait encore l'objet d'un jugement, il surseoit à statuer, dans les autres cas, il rejette la demande.

La délivrance de la concession a pour effet d'annuler le permis de recherches primitif.

Les cessions et transmissions de concessions s'opèrent dans les mêmes conditions que pour les autres propriétés immobilières, toutefois, les ventes par lots, les partages matériaux et les ventes partielles ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation préalable du Gouverneur Général.

La concession ne prend fin normalement qu'en cas de renonciation de son titulaire.

La renonciation qui doit faire l'objet d'une autorisation spéciale du Gouverneur Général, entraîne l'annulation de la concession. Les terrains miniers redeviennent libres et disponibles.

Toutefois le Gouverneur Général peut décider de mettre la mine en adjudication.

La déchéance prononcée par arrêté du Gouverneur Général frappe les concessionnaires qui ne satisfont pas au paiement de la taxe superficielle ou qui contreviennent aux dispositions du décret interdisant les partages et ventes partielles de concession.

La déchéance est suivie d'une mise en adjudication de la mine. Le prix versé est remis, déduction faite des frais et des sommes dues à l'Administration, au Concessionnaire déchu.

Si aucun acquéreur ne vient se présenter, le Gouverneur Général prononce l'annulation de la concession.

C) *Droits du concessionnaire.*

La concession confère à son titulaire le droit perpétuel et exclusif d'exploiter les gîtes miniers contenus à l'intérieur d'un périmètre réservé et le droit de disposer librement des substances concessibles extraites.

L'exploitant peut également utiliser les substances non concessibles abattues pour les besoins de son entreprise.

La concession de durée perpétuelle porte sur un périmètre de forme rectangulaire, entièrement contenu à l'intérieur du périmètre de recherches primitif. Les côtés de ce rectangle sont orientés d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest, vraies et la longueur du plus petit d'entre eux doit être au moins égale au quart de celle du plus grand.

Sa superficie ne doit pas être inférieure à 100 hectares et ne doit pas être supérieure à 900 hectares.

L'exploitant enfin s'est vu reconnaître par le Législateur les mêmes droits accessoires que l'explorateur.

D) *Obligations du concessionnaire.*

Le concessionnaire est soumis à des obligations quasi-délictuelles, techniques et fiscales.

Seules ses obligations fiscales diffèrent de celles qui sont imposées à l'Explorateur.

Elles consistent dans le paiement d'un droit fixe, d'une taxe superficielle et d'une taxe proportionnelle.

Le montant du droit fixe perçu lors de la délivrance de la concession est de 500 francs.

Le taux de la redevance superficielle annuelle est fixé à 2 francs par hectare pendant les 5 premières années de la concession, il est porté à 4 francs pendant les 5 années suivantes, et à 6 francs à partir de la dixième année.

La taxe proportionnelle intérieure frappe les combustibles et les produits industriels dérivés, les minerais et les métaux extraits transformés ou fabriqués en Indochine.

Ces modalités ont été déterminées par le décret du 12 juillet 1928 portant approbation de l'arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine du 10 mars 1928.

§ 4. — MODES EXCEPTIONNELS DE DÉVOLUTION
DE LA PROPRIÉTÉ MINIÈRE

La mise en adjudication des mines

Les Mines déjà connues peuvent exceptionnellement être concédées par voie d'adjudication.

Dans les Régions spécialement désignées à cet effet par arrêté du Gouverneur Général pris en Commission Perma-

nente du Conseil du Gouvernement, sur proposition du Chef de l'Administration locale, le Chef du service des mines entendu, l'exploitation des mines ne peut avoir lieu, réserve faite des droits antérieurement acquis, qu'en vertu d'une adjudication publique.

Cette adjudication est opérée par voie administrative en présence du Gouverneur Général ou de son délégué, après division préalable, abornement et signalisation des terrains miniers.

Les soumissions portent sur une redevance superficière de 6 francs par hectare.

L'adjudicataire doit en outre satisfaire au paiement d'une somme fixe, déterminée par le Gouverneur Général.

Il jouit sur son périmètre des mêmes droits que le concessionnaire normal et est soumis aux mêmes obligations (réserve faite pour le paiement de la redevance superficière annuelle).

Malgré son caractère exceptionnel et les doutes que le Ministre Lebrun avait élevé sur son utilité, le système de la mise en adjudication des mines a rendu de grands services en Indochine.

Il a permis particulièrement, la création de vastes entreprises minières, présentant des garanties financières sérieuses, et susceptibles d'attirer les capitaux métropolitains.

Le Gouverneur Général a été en outre habilité dans le but de mettre fin aux « Rushs » vers les gisements nouveaux, à prendre des arrêtés suspendant temporairement

à l'intérieur de Zones déterminées, l'acquisition des permis exclusifs de recherches à la priorité de la demande.

§ 5. — LE CONTENTIEUX MINIER

Les contestations relatives aux actes administratifs pris en exécution du décret sont portées en première instance devant le Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine et en appel devant le Conseil d'Etat.

Les contestations relatives aux dommages causés aux propriétés et aux empiètements de périmètres sont portées devant les Tribunaux Judiciaires.

Les Tribunaux Judiciaires sont également chargés du soin d'appliquer les diverses pénalités prévues au titre VI du décret de 1912.

CONCLUSION

Le Régime minier en vigueur en Indochine en raison de son caractère libéral, et des garanties efficaces qu'il accorde aux prospecteurs et aux exploitants possède de très réelles qualités.

Les cas de déchéance sont très rares et l'autorisation personnelle ne peut être retirée discrétionnairement à son titulaire, comme c'est le cas pour la majorité de nos Colonies. Néanmoins on peut regretter que les substances minières n'aient pas été réparties entre diverses catégories,

et qu'un régime spécial aux gisements d'Hydrocarbures n'ait pas été édicté.

Il ne fait d'ailleurs pas de doute que si la présence d'huiles minérales en quantité notable, est révélée un jour sur le territoire de l'Indochine, le législateur édictera aussitôt des règles analogues à celles qui depuis la guerre ont été mises en application à Madagascar, en A. O. F., en A. E. F., au Caméroun et au Togo.

Le Régime minier dans les Etablissements Français de l'Inde

Le Régime minier en vigueur dans les Etablissements Français de l'Inde a été déterminé par le décret du 25 novembre 1884. Ce texte rédigé à l'époque où triomphaient encore les doctrines de l'assimilation, s'est inspiré des dispositions de la législation métropolitaine. On ne s'étonnera pas que le décret de 1884 n'ait pas été remplacé par un décret nouveau, quand on saura qu'aucune exploitation minière ne semble possible sur le territoire de nos Etablissements.

En effet, depuis la découverte d'un gisement de lignite à Bahour près de Pondichéry en 1888, aucun gisement minier exploitable n'a plus été signalé.

L'application à l'Inde Française de dispositions calquées sur celles de la législation métropolitaine n'offre pas trop de difficultés, du fait que le régime foncier ne présente aucune particularité spéciale et que les indigènes ne possèdent aucun droit traditionnel d'exploitation.

Aussi bien, est-ce du système Régalien que s'inspire le décret de 1884.

§ 1. — LA CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

Les gites minéraux sont classés relativement à leur régime légal, en carrières et en mines.

Les carrières comprennent les gisements de matériaux de construction, d'amendements et d'engrais.

Elles sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol dont elles suivent la condition.

Les mines comprennent toutes les substances minérales ou fossiles se présentant en gisements naturels et susceptibles d'être utilisées. Ces substances sont réparties en 3 catégories.

La 1^{re} catégorie comprend, les combustibles, les pétroles et les bitumes.

La 2^e catégorie, les sels gemmes et les sels associés.

La 3^e catégorie, toutes les autres substances concesibles.

Les Contestations portant sur la classification légale des gites minéraux sont tranchées par arrêté du Gouverneur.

§ 2. — LES CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION DES DROITS MINIERS

Aucune condition spéciale n'est requise, dans les Etablissements Français de l'Inde, pour l'obtention des droits miniers. En effet, les décrets généraux de 1916, de 1918 et de 1924 n'y ont pas été promulgués et le décret de 1884 ne comporte aucune disposition venant limiter la capacité des fonctionnaires.

§ 3. — LES OPÉRATIONS MINIÈRES

Les Opérations minières peuvent être réparties en deux stades successifs : les recherches et l'exploitation.

I. — *Les recherches*

Les recherches minières ne s'opèrent pas de la même façon sur les terrains privés ou sur les terrains qui ne font pas l'objet de propriété privée.

A) Sur les terrains privés, le propriétaire et le tiers autorisé par lui, peuvent se livrer librement aux travaux de recherches, moyennant une simple déclaration à l'administration.

En dehors du consentement du propriétaire, le tiers ne peut se livrer aux recherches que moyennant la délivrance d'un permis de recherches par le Gouverneur.

Ce Permis confère à son titulaire le droit exclusif et temporaire d'exécuter tous travaux de fouilles et de prospection à l'intérieur d'un périmètre réservé. La durée du permis, la forme et la superficie du périmètre sont librement déterminées par l'arrêté du Gouverneur.

L'explorateur n'est habilité à entreprendre ses travaux qu'après paiement de l'indemnité due pour l'occupation de la surface.

B) Sur les terres domaniales qu'il s'agisse de terres libres de tous droits ou de terres ayant déjà fait l'objet de concessions de superficie, les recherches minières sont libres en principe.

Si les recherches nécessitent l'exécution de travaux im-

portants, le prospecteur doit en faire la déclaration à l'Administration.

Les droits « exclusifs » de recherches ne peuvent être possédés par un individu qu'en vertu d'un permis de recherches délivré à la priorité de la déclaration.

Ce permis est délivré pour une durée de deux années et peut faire l'objet de renouvellements.

Le permis de recherches de l'une ou de l'autre espèce ne confère à son titulaire aucun droit direct à l'obtention de la concession, et aucun droit de préférence pour son acquisition.

II. — *L'exploitation*

L'exploitation des mines s'opèrent en vertu d'une concession délivrée discrétionnairement par le Gouverneur.

Le principe de la libre désignation de l'exploitant par l'Administration, est d'ailleurs un principe désuet et condamnable aux Colonies.

La concession est délivrée, toutes choses égales d'ailleurs, de la même manière que dans la métropole sous le régime de la Loi de 1810.

Elle est instituée par un arrêté du Gouverneur statuant sur une demande faite, par voie de pétition, au Directeur de l'Intérieur.

Cet arrêté n'intervient qu'après l'instruction de la demande et sa mise à l'enquête pendant une durée de deux mois.

Le concessionnaire ne peut être privé de ses droits qu'en cas de renonciation ou de déchéance.

La renonciation est toujours possible si la concession n'est pas grevée de droits réels ou si l'exploitant obtient de ses créanciers la mainlevée de leurs hypothèques.

La déchéance n'est prononcée contre le concessionnaire que dans un seul cas : le non paiement des taxes prévues par le décret.

La déchéance est suivie d'une mise en adjudication de la mine, et le prix versé est, déduction faite des frais et sommes dues à l'Administration, remis au concessionnaire déchu.

La concession de durée perpétuelle porte sur un périmètre dont la forme et la superficie sont librement déterminées par l'arrêté institutif.

Le concessionnaire possède un droit de propriété immobilière, perpétuel, sur la mine, distinct du droit de propriété de la surface, disponible, transmissible et susceptible l'hypothèque.

Il peut exploiter les gîtes minéraux d'une des catégories minières indéfiniment en profondeur, dans la projection vestiale de son périmètre et disposer librement des substances de sa catégorie extraites.

Il peut également utiliser les substances non concessibles dont l'abatage est inséparable de celui des substances concessibles.

Il possède en outre un certain nombre de droits accessoires.

Il peut occuper librement et gratuitement les terrains domaniaux situés à l'intérieur de son périmètre.

Mais à défaut du consentement du propriétaire du sol l'occupation temporaire des terrains privés situés à l'in-

rière du périmètre ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation administrative et moyennant le paiement d'une indemnité préalable.

Le Concessionnaire n'est pas soumis à des obligations très sévères.

Il est tenu de réparer les dommages causés à la propriété de la surface. L'indemnité à verser est calculée au double du préjudice subi.

Il doit en cas d'occupation temporaire des terrains de la surface verser une indemnité calculée au double du revenu net du terrain occupé.

Il est tenu d'exécuter ses travaux conformément aux règles de l'art et sous la surveillance de l'Administration et de se soumettre aux règles de police, édictées par le Directeur de l'Intérieur.

Enfin il est tenu au paiement de taxes minières.

Ces taxes se décomposent en une redevance superficielle fixe, de 10 francs par kilomètre carré et en une redevance proportionnelle au produit net de l'extraction dont le taux est fixé annuellement par le Conseil Général.

Les Concessionnaires qui n'emploient pas d'une façon continue 4 ouvriers au moins par 100 hectares ou fraction de 100 hectares sont soumis au paiement d'une taxe superficielle supplémentaire de 10 francs par kilomètre carré.

§ 4. — LE CONTENTIEUX MINIER

Les Contestations relatives aux actes administratifs

pris en exécution du décret de 1884 sont portées devant les Tribunaux administratifs.

Les Contestations relatives aux dommages causés aux Propriétés sont portés devant les tribunaux judiciaires.

Ceux-ci sont également chargés d'appliquer les diverses pénalités prévues par le décret.

Le Régime minier en Guyane

HISTORIQUE

C'est en Guyane que fut tenté avec le décret du 1^{er} avril 1858, le premier essai de réglementation minière coloniale.

Ce texte qu'avait rendu nécessaire l'existence de gisements d'or importants, se borne à rendre exécutoire la loi métropolitaine du 21 avril 1810.

Mais le régime instauré fit naître de nombreux abus : une réforme s'imposait ; le décret du 18 mars 1881 modifié le 27 mai 1882, le 9 août 1889, le 30 juillet 1901 et le 29 décembre 1901 vint réglementer la recherche et l'exploitation des gisements aurifères. Ce texte peu original se borna à démarquer le décret du 13 septembre 1873 en vigueur alors en Nouvelle-Calédonie et à organiser l'exploitation selon le système des « Claims ».

La superposition du décret de 1881 et de la Loi de 1810, toujours en vigueur pour les substances autres que l'or, était la cause de maintes difficultés. Aussi le décret du 10 mars 1906 complété le 19 avril 1907 chercha-t-il à modifier les Règles du Régime minier en Guyane.

Des décrets du 15 janvier 1905, du 20 mars 1908 et du 5 août 1910 réorganisèrent le service des mines.

Le décret du 27 août 1908 jeta les bases de la taxation minière.

Mais la distinction des gisements floniens et des gisements alluvionnaires se révéla défectueuses, la forme circulaire des périmètres de recherches fut reconnue mal adaptée à un pays où les forêts sont très denses et l'existence du permis d'exploration fut reconnue inutile.

Une refonte générale de la réglementation était de nouveau nécessaire. Elle intervint avec le Décret du 16 octobre 1917 (1) encore en vigueur actuellement en Guyane.

ETUDE DE LA REGLEMENTATION

La Réglementation en vigueur actuellement en Guyane résulte du Décret du 16 octobre 1917, et des décrets généraux du 8 janvier 1916 et du 27 février 1924.

Elle s'inspire du principe de la « res nullius » et de la dévolution automatique des droits miniers à la priorité de la demande.

§ 1. — LA CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

Les Gites Minéraux sont classés relativement à leur régime légal en carrières et en mines.

Les carrières comprennent, selon la règle générale, les Gites de matériaux de construction et d'amendements, les nitrates et phosphates exceptés ; elles suivent la condition

(1) (J. O. Octobre 1917. p. 8364).

de la propriété du sol dont elle sont sensées ne pas être séparées.

Les tourbières leur sont assimilées.

Les Mines comprennent les gîtes de substances minérales qui ne rentrent pas dans la classe des carrières.

Les substances concessibles sont réparties en quatre catégories.

La première catégorie comprend tous les combustibles minéraux. La seconde les sels gemmes, les nitrates et les phosphates, et certains sels associés à ces substances.

La troisième les métaux précieux et les pierres précieuses.

La quatrième toutes les autres substances minérales ne rentrant pas dans la classe des carrières.

Cette répartition n'est ni très logique ni très satisfaisante.

Les contestations relatives au classement légal des gîtes minéraux sont tranchées par le Gouverneur en Conseil d'Administration.

§ 2. — LES CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION DES DROITS MINIERS

Les décrets généraux de 1916, de 1918 et de 1924 ont été promulgués en Guyane, aussi les droits miniers ne peuvent-ils être acquis que par les individus, titulaires d'autorisations personnelles.

Il est interdit au personnel de l'Etat ou des Colonies en service en Guyane de prendre un intérêt direct ou in-

(1) Tous les métaux dont la valeur est supérieure à 50 francs par kilogramme sont réputés précieux.

direct dans la recherche et dans l'exploitation des mines sur le territoire de la Colonie.

§ 3. — LES OPÉRATIONS MINIÈRES

Depuis la suppression du permis d'exploration les opérations minières sont réparties en deux stades successifs : les Recherches et l'Exploitation.

Dans toutes les zones où la faculté d'acquérir les droits à la priorité de la demande n'a pas été suspendue les recherches s'opèrent en vertu d'un permis de recherches, l'exploitation en vertu d'une concession. Notons que ni le système des zones réservées à la Colonie, ni le système de l'adjudication des mines ne sont appliqués en Guyane, et que contrairement aux dispositions de la réglementation coloniale récente, la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, s'opèrent conformément aux dispositions de droit commun du décret.

II. — *Les recherches*

Les recherches s'opèrent en vertu d'un permis de recherches temporaire, délivré à la priorité de la demande aux titulaires d'autorisation personnelle.

A) *Nature juridique du permis.*

Le Permis de recherches constitue un droit immobilier temporaire, indivisible, cessible, transmissible et non susceptible d'hypothèque.

B) *Acquisition et fin du permis.*

Le Permis de recherches est délivré par le Chef du

service des mines à la priorité de la demande ; celle-ci rédigée conformément aux dispositions du titre IV du décret de 1917 et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises est déposée au Bureau du service des mines où elle est enregistrée. Un récépissé constatant son dépôt est remis au demandeur.

Une fois institué le permis fait l'objet d'une transcription au Bureau de l'enregistrement ou des hypothèques, transcription qui entraîne tous les effets judiciaires prévus en ce qui concerne la propriété immobilière.

Le permis peut faire l'objet de deux renouvellements successifs. Il prend fin normalement à l'échéance du terme fixé à sa validité, si aucune demande de renouvellement ou de concession n'a été déposée ou en cas d'octroi à son titulaire d'une concession de la même catégorie portant sur le même périmètre.

Enfin il peut faire l'objet d'une renonciation auquel cas il est purement et simplement annulé.

Le Décret de 1917 n'a pas prévu de cas de retrait du permis.

C) *Les droits du permissionnaire.*

Le permis de recherches confère à son titulaire le droit temporaire, exclusif, d'opérer tous travaux de fouilles et de prospection relatifs aux substances d'une catégorie déterminée à l'intérieur d'un périmètre réservé et indéfiniment en profondeur dans sa projection verticale.

Le Prospecteur est en outre autorisé à disposer des produits concessibles provenant de ses travaux moyennant une simple déclaration à l'Administration, il peut aussi

utiliser pour le service de la Mine et des Industries qui s'y rattachent, les substances non concessibles dont l'abatage est inséparable des travaux de recherche.

Le permis de recherches est accordé pour une durée d'une année et peut faire l'objet de deux renouvellements successifs d'une année chacun. Les renouvellements sont accordés de droit aux prospecteurs qui en font la demande au service des mines dans les délais réglementaires.

Le permis porte sur un périmètre de forme rectangulaire dont les côtés doivent être orientés d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest, vraies. Aucun rapport nécessaire entre la longueur et la largeur n'a été déterminé réglementairement.

La superficie de ce périmètre doit être au minimum de 500 hectares, chose curieuse, aucun maximum ne vient la limiter.

Les périmètres portant entièrement sur des cours d'eau ne sont pas déterminés de la même manière, leur forme et leurs dimensions sont fixées librement par le Gouverneur sur avis du Chef du service des mines.

Le permissionnaire s'est encore vu reconnaître un certain nombre de droits accessoires.

Il peut acquérir facilement un droit de priorité pour l'obtention du droit de recherches sur les terrains situés à l'intérieur de périmètres grevés de droits antérieurs. Il jouit du droit d'occupation temporaire des terrains de la surface.

S'il s'agit de terres domaniales, l'occupation s'opère de plein droit et gratuitement.

S'il s'agit de propriétés privées, elle ne peut avoir lieu

que moyennant une entente contractuelle avec les intéressés ou à défaut, moyennant l'obtention d'une autorisation du Gouverneur et le paiement d'une indemnité.

S'il s'agit de terres cultivées, l'occupation ne peut avoir lieu, en l'absence du consentement du propriétaire, que moyennant une autorisation expresse du Gouverneur accordée dans des conditions spéciales.

Le permissionnaire possède en outre un droit de priorité pour l'acquisition ou la location des terres domaniales, situées à l'intérieur du périmètre réservé.

Enfin, le permissionnaire à l'intérieur comme à l'extérieur de son périmètre, possède une servitude de passage sur les voies de communication existantes. Il peut moyennant autorisation du Gouverneur et paiement d'une indemnité, créer des routes et des chemins, s'il en est besoin.

L'établissement de voies ferrées en dehors du périmètre de recherches ne peut toutefois avoir lieu qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique.

D) *Les obligations du permissionnaire.*

Le permissionnaire est soumis à des obligations quasi délictuelles, techniques, et fiscales.

1°) *Obligations quasi délictuelles :*

Vis à vis du propriétaire du sol, le permissionnaire est tenu de réparer tous les dommages causés à la surface du fait de ses travaux. L'indemnité est calculée à la valeur simple du préjudice subi. Il est tenu, en cas d'occupation temporaire de propriétés privées, de verser une indemnité

annuelle, calculée au double du revenu net du terrain occupé.

Vis à vis des mines voisines ou superposées, le permissionnaire est également tenu de réparer tous les dommages causés du fait de ses recherches ou du fait de l'écoulement des eaux.

2°) *Obligations techniques :*

Le prospecteur est soumis à l'obligation de faire exécuter les travaux conformément aux règles de l'art et sous la surveillance de l'Administration. Il lui est formellement interdit de se livrer à l'exploitation des mines ; s'il contrevient à cette défense il peut se voir interdire de continuer ses agissements nonobstant l'application des diverses pénalités prévues dans ce cas.

Il ne peut exécuter de travaux de fouille et de sondages à moins de 50 mètres des établissements publics, routes, etc.

Il doit marquer dans les trois mois de la délivrance du permis, le centre de son périmètre par un poteau signal. Enfin s'il dispose du produit de ses recherches, il doit tenir à jour des plans et des registres d'avancement et d'extraction.

Vis à vis des mines voisines le prospecteur est soumis aux obligations techniques normales (établissement de massifs de protection, servitudes réciproques).

Enfin, vis à vis des ouvriers mineurs, le permissionnaire est tenu d'avoir toujours sur les lieux à leur disposition les médicaments et les moyens de secours néces-

saires et de déclarer à l'autorité judiciaire les accidents graves survenus.

3°) *Obligations fiscales :*

La délivrance et le renouvellement du permis de recherches comportent le paiement de taxes déterminées conformément aux règles du régime fiscal local.

Pendant toute la durée du permis, son titulaire est donc soumis au versement d'une taxe annuelle dont le taux a été calculé de la manière suivante, dans le projet de budget local de 1922 : 10 centimes par hectare et par an quelle que soit la catégorie minière sur laquelle portent les droits de recherches.

En outre les frais de vérification perçus lors de la délivrance du permis s'élèvent à 0.05 par hectare et les frais de publication au Journal Officiel à 15 francs.

Les produits extraits sont frappés par plusieurs droits de sortie.

III. — *La concession*

L'exploitation en Guyane ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un titre de concession perpétuelle.

A) *Nature juridique de la concession.*

La concession de mines en Guyane constitue un véritable droit de propriété immobilière, distinct de la propriété de la surface, perpétuel, cessible, transmissible et susceptible d'hypothèque. La concession n'est pas à proprement parler indivisible, puisque les ventes par lots,

amodiations partielles et partages matériels peuvent avoir lieu moyennant une autorisation expresse du Gouverneur.

Le caractère de propriété immobilière, reconnu à la concession, entraîne un certain nombre de conséquences : c'est ainsi que son institution, sa transmission, tous les actes civils et juridiques qui la concernent doivent faire l'objet de mentions ou de transcriptions sur les registres du Bureau des hypothèques, ou de l'enregistrement.

B) Acquisition et fin de la concession.

La concession est accordée automatiquement, par arrêté du Gouverneur, au titulaire d'un permis de recherches non périmé qui en fait la demande.

Celle-ci rédigée conformément aux dispositions de l'article 25 du Décret de 1917 et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises, est déposée au Bureau du Chef du service des mines et enregistrée à la date de son dépôt. Si après instruction elle est reconnue en état, elle est mise à l'enquête, si au contraire elle est reconnue irrégulière, si le demandeur ne fournit pas les justifications nécessaires ou s'il ne paye pas les frais d'instruction, la demande est rejetée par arrêté motivé du Gouverneur.

Le Gouverneur statue définitivement à la clôture d'un délai d'enquête de 2 mois, sur les demandes qui ont été reconnues en état par le Chef du service des mines.

Il institue la concession si la demande est régulière, si aucune opposition n'a été présentée, ou s'il a été statué sur les oppositions présentées, dans un sens favorable au demandeur.

Il surseoit à statuer si les oppositions n'ont pas encore fait l'objet d'une décision judiciaire.

Il rejette la demande par arrêté motivé dans les autres cas.

La concession perpétuelle ne peut prendre fin normalement qu'en cas de renonciation de son titulaire.

La renonciation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation spéciale, délivrée par arrêté du Gouverneur, pris sur demande de l'intéressé, après instruction et enquête ; elle est suivie d'une mise en adjudication de la mine.

La déchéance vient frapper les concessionnaires qui contreviennent aux dispositions relatives aux partages ou ventes par lots, ceux qui ne satisfont pas au paiement de la redevance superficielle et ceux qui après une première période de 2 années ne peuvent prouver, que leur production totale, pendant une période de 3 ans consécutifs, atteint le minimum d'exploitation fixé par arrêté du Gouverneur.

La déchéance est suivie d'une mise en adjudication de la mine. Le prix versé est, déduction faite des frais et des sommes dûs à l'Administration, remis au concessionnaire déchu.

L'arrêté de déchéance, d'ailleurs, peut faire l'objet pendant un délai de deux mois à dater de sa notification, d'un recours contentieux.

C) Droits du concessionnaire.

La concession confère à son titulaire, un droit de propriété absolu et perpétuel sur les gisements de substances

minières d'une catégorie déterminée situés à l'intérieur d'un périmètre réservé, et le droit de disposer librement des produits concessibles de cette catégorie mis au jour.

Le concessionnaire est en outre autorisé à utiliser pour le service de la mine ou de ses dépendances, les substances non concessibles abattues par lui.

La concession porte sur un périmètre rectangulaire de 100 hectares au minimum entièrement contenus à l'intérieur du périmètre de recherches primitif.

Les côtés de ce rectangle sont orientés d'après les directions Nord, Sud, Est, Ouest, vraies et la longueur du plus petit d'entre eux doit être égale au moins au quart de celle du plus grand.

Le concessionnaire s'est vu enfin reconnaître les mêmes droits accessoires que le permissionnaire.

D) Obligations du concessionnaire.

Le concessionnaire est soumis à des obligations quasi délictuelles, techniques et fiscales.

1° Si ses obligations quasi délictuelles sont identiques à celles du permissionnaire, ses obligations techniques sont beaucoup plus sévères. L'exploitant en effet doit, comme le prospecteur, exécuter ses travaux conformément aux règles de l'art et sous la surveillance de l'Administration, posséder sur les lieux des médicaments et des moyens de secours, etc... Il doit en outre délimiter dans les 3 mois les périmètres portant sur des gisements de la 3^e catégorie, aborner les concessions des autres catégories, et surtout satisfaire à certains minima d'exploitation, déterminés par arrêté du Gouverneur, pris en Conseil d'Administra-

tion. L'échelle des minima est extrêmement différenciée, elle varie en effet avec chaque région, chaque nature de gisement, chaque périmètre et chaque mode d'exploitation. La déchéance frappe, comme nous l'avons vu, le concessionnaire qui postérieurement à une première période de 2 années, ne satisfait pas pendant une période de 3 années consécutives, à l'exploitation minimum prévue.

Ce système nous paraît comporter trop d'arbitraire.

Le Gouverneur se voit effec attribuer des pouvoirs très considérables et il peut facilement, en fixant des minima trop élevés, arriver à priver de leurs droits les concessionnaires qui lui déplaisent.

2° Les obligations fiscales de l'exploitant sont déterminées par la réglementation locale.

Elles consistent dans le paiement des frais d'instruction de la demande, dont le taux est fixé par le Chef du service des mines conformément à un tarif établi par arrêté du Gouverneur, et dans le paiement d'une taxe superficielle annuelle.

Le projet de Budget pour l'année 1922 a fixé le taux de la taxe superficielle à 0.25 par hectare pour les substances de la 1^{re}, de la 2^e et de la 4^e catégorie et à 1 franc par hectare pour les substances de la 3^e catégorie.

Les produits miniers extraits sont en outre frappés de différents droits de sortie.

§ 4. — LE CONTENTIEUX MINIER

Les contestations relatives aux actes administratifs pris en exécution du décret de 1917, sont portés devant les

Tribunaux administratifs (Conseil du Contentieux administratif en première instance, Conseil d'Etat en appel).

Les contestations relatives aux dommages causés aux propriétés ou aux empiètements de périmètres, sont portées devant les Tribunaux Judiciaires ; ceux-ci sont en outre chargés du soin d'appliquer les diverses pénalités prévues au titre VI du Décret.

CONCLUSION

Le Régime minier instauré par le Décret du 16 octobre 1917 est simple et libéral, il comporte néanmoins certains inconvénients, on peut lui reprocher de ne pas édicter de règles spéciales relativement à la recherche des gisements d'hydrocarbures, et on peut surtout lui faire grief d'accorder au Gouverneur le droit de fixer « ad nutum » les minima d'exploitation auxquels les concessionnaires doivent satisfaire sous peine de déchéance.

Le Régime minier dans les Etablissements Français de l'Océanie

HISTORIQUE

Le Régime minier métropolitain fut promulgué tout d'abord dans les Etablissements français de l'Océanie, par un arrêté du Commissaire de la République du 27 mars 1874. Ce texte en l'absence de toute activité minière ne fut jamais pratiquement appliqué.

La découverte d'importants gisements de phosphate de chaux dans plusieurs îles, et particulièrement à Makatea, fit sentir impérieusement la nécessité de modifier la réglementation.

La réforme souhaitée intervint bientôt avec le décret du 17 octobre, modifié depuis le 23 février 1918. Ces textes constituent la réglementation minière en vigueur actuellement en Océanie ; l'arrêté du 24 mars 1918 y a déterminé le régime fiscal et les décrets généraux de 1916, de 1918 et de 1924 y ont été promulgués.

(1) Journal officiel de l'Océanie 1918, p. 715.

(2) Journal officiel de l'Océanie 1918, p. 727.

ETUDE DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le décret du 16 octobre 1917 promulgué en Océanie de 24 mai 1918 ne constitue pas un texte très original ; il s'inspire en effet du décret du 28 janvier 1913 en vigueur alors en Nouvelle-Calédonie, et ne diffère de son modèle que par certaines dispositions nécessitées par la constitution géographique de l'archipel et par la nature des richesses minérales qu'on y trouve. Les grands principes qu'il met en application sont ceux de la « Res nullius » et de la dévolution automatique des droits miniers à la priorité de la demande.

Subsidiairement cependant il a prévu que le système de l'adjudication publique jouerait à l'intérieur des régions désignées par arrêté du Gouverneur.

La réglementation par son caractère libéral et par les garanties très sérieuses qu'elle accorde aux prospecteurs et aux exploitants, semble donner toute satisfaction aux besoins de l'industrie extractive en Océanie.

§ 1. — LA CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

Les gites de substances minérales en Océanie sont classés relativement à leur régime légal en carrières et en mines.

Les carrières comprennent les gites de matériaux de construction et d'amendements à l'exception des phosphates et des nitrates.

Elles sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol dont elles suivent la condition. Les tourbières leur sont assimilées.

Les mines comprennent les gîtes de substances minérales qui ne rentrent pas dans la classe des carrières.

Ces substances sont réparties en 4 catégories.

La première catégorie comprend les combustibles divers, les pétroles et les bitumes.

La seconde catégorie, les phosphates, les nitrates, les sels gemmes et divers sels associés à ces substances.

La troisième catégorie les minerais métalliques de nickel, de fer chromé, de cobalt et de manganèse.

La quatrième catégorie, toutes les autres substances minérales qui ne rentrent pas dans la classe des carrières.

Les contestations qui s'élèvent relativement au classement légal des gîtes et des substances minérales sont tranchées par arrêtés du Gouverneur.

§ 2. — LES CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION DES DROITS MINIERS

Les décrets généraux du 8 janvier 1916, du 28 juillet 1918 et du 27 février 1924 ayant été promulgués en Océanie, les droits miniers ne peuvent être accordés qu'aux individus ou aux sociétés titulaires d'autorisations personnelles.

Il est interdit à tous les membres du personnel de l'Etat ou des Colonies en service dans les Etablissements français de l'Océanie de prendre un intérêt direct ou indirect dans la recherche ou l'exploitation des mines sur le territoire de la Colonie.

Cette interdiction est plus sévère que dans un grand nombre de nos possessions, puisqu'aucune distinc-

tion n'est opérée entre les fonctionnaires du service des mines et ceux des autres services.

§ 3. — LES OPÉRATIONS MINIÈRES

Les opérations minières se répartissent en deux stades successifs : la recherche et l'exploitation.

Les recherches s'opèrent en vertu d'un permis exclusif de recherches délivré à la priorité de la demande, l'exploitation en vertu d'une concession perpétuelle délivrée normalement au titulaire d'un permis de recherches non périmé et exceptionnellement au plus fort enchérisseur au cours d'une adjudication publique.

Le Gouverneur est d'ailleurs habilité à suspendre par voie d'arrêté, pour des motifs d'ordre public, l'acquisition des permis de recherches à la priorité de la demande à l'intérieur de certaines zones.

I. — *Les recherches*

Les travaux de recherches des gîtes de substances concessibles ne peuvent être entrepris qu'en vertu d'un permis exclusif de recherches délivré au titulaire d'une autorisation personnelle.

A) *Nature juridique du permis de recherches.*

Le permis de recherches constitue un droit immobilier temporaire, indivisible, cessible et transmissible et non susceptible d'hypothèques.

B) Acquisition et fin du permis de recherches.

Le permis de recherches est délivré par le Chef du service des mines à la priorité de la demande. Celle-ci rédigée conformément aux dispositions de l'article 22 du décret de 1917 et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises est déposée au bureau du chef du service des mines à Papeete où elle est aussitôt enregistrée. Après instruction de la demande, le Chef du service des mines délivre le permis. Il ne peut le refuser que si la demande comporte des irrégularités graves, ou est sans objet comme portant sur des terrains indisponibles.

Il est à noter que toute demande du permis doit nécessairement être précédée d'une désignation matérielle du centre ou d'un des angles du périmètre, au moyen d'un poteau signal.

Le renouvellement du permis est accordé sur demande adressée au Chef du service des mines avant l'expiration de la validité du titre minier.

Le permis prend fin normalement à l'expiration du terme fixé à sa validité ou lorsqu'il lui est substitué une concession.

Il fait alors l'objet d'une annulation pure et simple.

Le décret de 1917 n'a pas donné au prospecteur la faculté de renoncer à ses droits et il n'a pas prévu de cas où le retrait du permis pourrait être prononcé.

C) Droits du permissionnaire.

Le permis confère à son titulaire le droit exclusif et temporaire d'exécuter, à l'intérieur d'un périmètre résér-

vé, tous les travaux de recherches et d'explorations, destinés à la reconnaissance des gîtes miniers d'une catégorie déterminée et le droit de disposer moyennant une simple déclaration ou Chef du service des mines, des produits concessibles de cette catégorie mis au jour au cours de ses travaux. La déclaration produit ses effets pendant un délai d'un année, elle peut être renouvelée.

Le permissionnaire jouit encore du droit d'utiliser pour le service de la mine et de ses dépendances, les substances non concessibles dont l'abatage est inséparable des travaux de recherches.

Le permis est valable pour une durée de deux ans, il peut être renouvelé deux fois pour une durée de un an, chaque fois.

Il porte normalement sur un périmètre de forme carrée dont les côtés orientés d'après les directions, Nord, Sud, Est, Ouest, vraies, ont une longueur, de 300 mètres au minimum et de 5 kilomètres au maximum.

Mais le décret du 23 février 1928 vu la constitution géographique de l'archipel a décidé pour éviter les complications et les empiètements, qu'un seul permis de recherches de la même catégorie, pouvait être accordé dans les îles et ilots de moins de 5.000 hectares de superficie. Le périmètre de ce permis porte alors sur l'intégralité de la superficie de l'île ou de l'îlot.

Un certain nombre de droits accessoires ont été reconnus au prospecteur. Il peut tout d'abord procéder à l'occupation temporaire des terrains de la surface. Il peut occuper gratuitement et moyennant une simple autorisa-

tion du Chef du service des mines les terres libres du domaine situées à l'intérieur de son périmètre.

L'occupation des propriétés particulières ou des terrains domaniaux loués ou concédés ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une entente contractuelle avec les intéressés ou à défaut qu'en vertu d'une autorisation du Gouverneur et moyennant le paiement d'une indemnité.

Sur les terres libres du domaine situées à l'intérieur du périmètre, il peut en outre, moyennant une autorisation administrative, utiliser les chutes d'eau, et opérer gratuitement des coupes de bois. Un droit de priorité pour la location ou l'acquisition de ces terres lui est en outre reconnu.

Sur les terres, situées en dehors du périmètre, il ne peut établir de voies de communication et effectuer d'ouvrages de secours que s'il y est autorisé par le Gouverneur, et s'il satisfait au versement d'une indemnité préalable.

L'établissement des voies ferrées ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique et leur exploitation qu'en vertu d'une concession spéciale.

L'explorateur possède enfin un droit de passage sur les voies de communication établies par les permissionnaires ou concessionnaires voisins, à la seule condition de satisfaire au paiement de droits déterminés contractuellement et homologués par le Gouverneur.

D) Droits du permissionnaire.

Le permissionnaire est soumis à des obligations quasi délictuelles, à des obligations techniques et à des obligations fiscales.

1°) *Obligations quasi délictuelles :*

L'explorateur est tenu de réparer les dommages causés à la surface du fait de ses travaux. L'indemnité à verser est calculée à la valeur simple du préjudice subi.

L'indemnité à verser en cas d'occupation temporaire des propriétés privées est, en cas de désaccord, fixée par des Tribunaux.

Si l'occupation se prolonge pendant plus d'une année ou si le terrain ne peut plus, du fait de l'exécution des travaux, être utilisé comme il l'était primitivement, le prospecteur peut être contraint à acheter le terrain occupé au double de sa valeur première.

Vis à vis des mines voisines, l'explorateur est également tenu de réparer les dommages causés par suite de l'écoulement des eaux, etc...

2°) *Obligations techniques :*

Le Gouverneur a été habilité par le décret de 1917 à édicter toutes les mesures de police nécessaires au maintien de la sûreté générale, de la sécurité du tréfonds et de la surface, et de la sûreté et de l'hygiène des travailleurs.

Le décret toutefois spécifie que le permissionnaire doit exécuter ses travaux conformément aux règles de l'art et sous la surveillance de l'Administration, et qu'il ne peut pas opérer de fouilles ou de sondages dans un rayon de 50 mètres autour des maisons et des enclos murés.

Il contraint le prospecteur à posséder toujours sur les lieux les médicaments nécessaires aux ouvriers mineurs,

et à faire déclaration de tous les accidents graves survenus.

Enfin il décide que le Permissionnaire qui dispose du produit de ses recherches, doit tenir à jour un plan des travaux, un registre d'avancement des travaux, un registre de contrôle journalier des ouvriers et un registre d'extraction de vente et d'expédition des substances minières.

3°) *Obligations fiscales :*

L'arrêté du 24 mars 1918 a soumis le Permissionnaire au paiement d'une redevance superficielle de 0.25 par hectare et par an.

Chaque renouvellement donne lieu à la perception d'une redevance de 0.50 par hectare.

Les minéraux extraits au cours des travaux de recherches, sont frappés à l'exportation d'une taxe spécifique de sortie, de 1 franc 50 par tonne.

II. — *L'exploitation*

L'exploitation des mines en Océanie s'opère normalement en vertu d'un titre de concession délivré au titulaire d'un permis de recherches non périmé.

A) *Nature Juridique de la concession.*

La concession de mine constitue un droit de propriété immobilière perpétuel, distinct de la propriété de la surface, disponible, transmissible et susceptible d'hypothèque.

B) *Acquisition et fin de la concession.*

La concession est délivrée par le Gouverneur au titu-

laire d'un permis de recherches non périmé qui en fait la demande. Celle-ci rédigée conformément aux dispositions de l'article 34 du décret de 1917 et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises, est remise au Chef du service des mines qui l'enregistre à la date de son dépôt.

Elle est ensuite soumise à une instruction, si elle est reconnue régulière elle est mise à l'enquête pendant deux mois.

A la clôture du délai de l'enquête le Gouverneur statue définitivement : il accorde la concession si la demande ne comporte aucune irrégularité, si aucune opposition n'a été présentée ou s'il a été statué sur les oppositions présentées dans un sens favorable au demandeur.

Il surseoit à statuer si les oppositions n'ont pas encore fait l'objet d'une décision judiciaire.

Enfin il rejette la demande, si elle comporte des irrégularités graves ou si l'individu qui l'a formée ne peut justifier ses prétentions ou ne rectifie pas les erreurs par lui commises.

Si la concession n'est pas accordée à la date où elle doit l'être, le permis de recherche est prorogé de plein droit.

Les concessions peuvent être transmises librement, le législateur a cependant formellement interdit leurs partages matériels, leurs allotissements, ou leur ventes partielles.

Les fusions et extensions de concessions sont autorisées, elles doivent faire l'objet d'une demande à l'administration.

Les réunions de concessions peuvent être interdites par arrêté du Gouverneur.

La concession prend fin en cas de renonciation de son titulaire ; celle-ci doit faire l'objet d'une demande adressée au Chef du service des mines ; si après une enquête de deux mois la demande est reconnue régulière et si les droits des tiers sont sauvegardés, le Gouverneur autorise la renonciation qui est suivie d'une mise en adjudication de la mine.

La déchéance est prononcée par arrêté du Gouverneur contre les concessionnaires qui contreviennent aux règles interdisant les partages et allotissements, contre ceux qui malgré deux avertissements successifs ne satisfont pas au paiement de la redevance annuelle, et contre ceux qui pendant trois années consécutives ne peuvent justifier avoir rempli les conditions d'exploitation minimum qui leur sont imposées.

La déchéance est suivie d'une mise en adjudication de la mine : le prix versé déduction faite des frais et sommes dûs à l'administration est remis au concessionnaire déchu.

Si aucun acquéreur ne se présente la concession est purement et simplement annulée.

C) *Les droits du concessionnaire.*

La concession confère à son titulaire le droit exclusif et perpétuel d'exploiter les gîtes miniers d'une catégorie déterminée, à l'intérieur d'un périmètre réservé, et le droit de disposer librement des produits de cette catégorie mis au jour.

L'exploitant peut employer les produits non concessibles, abattus, pour le service de la mine ou des industries qui s'y rattachent.

La concession de durée perpétuelle porte sur un périmètre de forme rectangulaire, dont la largeur doit être égale au moins au quart de la longueur, et dont la superficie est comprise entre un minimum de 100 hectares et un maximum de 2.500 hectares (s'il s'agit de gisements de combustibles) et entre un minimum de 5 hectares et un maximum de 2.000 hectares (s'il s'agit de gisements d'autres substances concessibles).

De toutes façons ce périmètre doit être entièrement contenu à l'intérieur du permis de recherches primitif.

Par exception le périmètre porte sur la totalité de la superficie des îlots si celle-ci n'est pas supérieure à 2.500 hectares.

Si leur superficie est comprise entre 2.500 et 5.000 hectares la forme du périmètre accordée peut être polygonale et peut même être en partie déterminée par le rivage de la mer.

Le concessionnaire s'est en outre vu attribuer les mêmes droits accessoires que le titulaire d'un permis de recherches.

D) *Les Obligations du concessionnaire*

Le concessionnaire est soumis à des obligations quasi délictuelles techniques et fiscales.

Si les obligations quasi délictuelles de l'exploitant ne diffèrent pas de celles qui sont imposées au prospecteur, les obligations techniques qui lui sont imposées sont beau-

coup plus sévère. En effet le concessionnaire doit obéir aux dispositions que nous avons étudiées au titre du permis de recherches et il doit en outre aborner son périmètre dans les six mois de l'institution de la concession et satisfaire à un minimum d'exploitation.

Ce minimum est déterminé par arrêté du Gouverneur pris en Conseil d'administration pour chaque région, chaque nature de gisement, chaque mode d'exploitation, et chaque périmètre.

Les concessionnaires qui après une première période de deux années, ne peuvent pendant trois années consécutives satisfaire à ce minimum d'exploitation sont déchus de leurs droits.

Les obligations fiscales de l'exploitant ont été déterminées par l'arrêté du 24 mars 1918.

Les concessions d'une superficie inférieure ou égale à 500 hectares sont frappées d'une taxe superficielle annuelle de 0.75 par hectare ; le taux de la taxe est porté à 1 franc par hectare et par an pour la superficie comprise entre 500 et 1.000 hectares et à 1.50 pour la superficie comprise entre 1.000 et 2.500 hectares.

Les minéraux sont frappés à l'exportation d'un droit de sortie, spécifique, de 1.50 par tonne.

§ IV. — MODE EXCEPTIONNEL DE DÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ MINÈRE. LA MISE EN ADJUDICATION DES MINES.

Le décret du 17 octobre 1917, contrairement à la pratique suivie en Guyane, prévoit que dans les régions désignées à cet effet par arrêté du Gouverneur pris en Con-

seil d'administration, les Concessions de mines ne peuvent être acquises qu'en vertu d'adjudications publiques.

Lorsque 6 mois se sont écoulés depuis que les mesures de publicité nécessaires ont été remplies, lorsque les terrains miniers ont été divisés en lots et matériellement signalés, il est procédé à la mise en adjudication des mines en présence du Gouverneur ou de son Délégué.

Peuvent y prendre part les individus ou les sociétés qui satisfont aux conditions prévues par les décrets généraux du 8 janvier 1916 et du 27 février 1924.

L'adjudication a lieu aux enchères publiques, au plus offrant. Le prix à payer comprend une somme fixe dont le montant est déterminé par le Gouverneur, et une redevance superficielle annuelle sur laquelle s'effectue la soumission.

L'adjudicataire est soumis au même régime légal que le concessionnaire normal. Il possède les mêmes droits que lui et est soumis aux mêmes obligations — réserve faite pour le paiement de la taxe superficielle annuelle.

Le Régime minier en Nouvelle-Calédonie

HISTORIQUE

L'historique de la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie est très chargé. En raison de l'activité de l'industrie extractive dans cette Colonie, et en raison de l'évolution rapide de la doctrine, un très grand nombre de textes y ont été promulgués.

Le 4 mai 1871, le Gouverneur prenait déjà un arrêté portant application d'un régime minier, analogue au régime « des claims » de petite étendue, en vigueur alors en Australie.

Ce texte fut abrogé le 13 septembre 1871 par un arrêté du Gouverneur, préparé par Monsieur Heurteau. Les modifications apportées ne changèrent pas les dispositions essentielles du régime des claims. L'acquisition des droits miniers s'opéra à la priorité de l'occupation matérielle et le concessionnaire dut satisfaire à un minimum d'exploitation et payer des impôts très lourds.

L'arrêté de 1873 eut, à l'époque, un grand retentissement, et les principes qu'il mit en application, influencèrent un temps toute la réglementation minière coloniale française.

Mais les inconvénients causés par le morcellement exagéré des mines et par le chômage qui en fut la conséquence nécessitèrent bientôt l'intervention d'une réforme générale.

Le décret du 22 juillet 1883, rédigé à l'époque où les théories dites « de l'assimilation » triomphaient encore, soumit la Nouvelle-Calédonie à un régime minier calqué sur celui de la métropole.

Les redevances, cependant, restaient toujours très élevées, et devant les protestations unanimes des exploitants, le législateur dut, par les décrets du 30 juin 1885 et du 15 octobre 1895 modifier leur assiette et abaisser leur tarif.

Ces réformes partielles demeurèrent insuffisantes et le décret du 17 octobre 1896 vint opérer une refonte générale de la réglementation.

Le décret général du 10 mars 1906 tenta de codifier les diverses dispositions en vigueur dans la Colonie. Pris à la même époque qu'un décret minier promulgué en Guyane, ce texte n'en diffère que par des points de détail.

Le décret du 28 janvier 1913 fit table rase des dispositions antérieurement promulguées, et resta en vigueur pendant 14 années. Le décret du 17 octobre 1917 (Océanie) en est la reproduction presque exacte.

Mais l'évolution des théories minières qui eut lieu après la guerre, l'intervention de nombreux décrets coloniaux organisant la temporanéité des concessions et innovant un régime spécial pour la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, nécessitèrent une nouvelle réforme.

La réglementation minière en vigueur actuellement en Nouvelle-Calédonie, résulte du décret du 28 août 1927 (1) et du décret du 18 janvier 1928 (2).

ETUDE DE LA REGLEMENTATION

Le décret du 28 août 1927, s'inspire des nouveaux principes de la réglementation minière coloniale. Il est toutefois moins révolutionnaire que les décrets en vigueur en A. O. F., en A. E. F., au Camérout et au Togo.

L'acquisition des droits miniers s'opère toujours automatiquement à la priorité de la demande. Les recherches sont entreprises en vertu d'un permis de recherches, l'exploitation en vertu d'une concession temporaire.

Diverses innovations sont encore venu modifier le régime antérieur, c'est ainsi que le caractère commercial est reconnu à l'exploitation des mines et que les gîtes d'hydrocarbures font l'objet d'une réglementation spéciale. Diverses mesures enfin, ont été prises dans le but de contraindre le concessionnaire à une exploitation normale et continue de la mine et dans le but d'empêcher l'accaparement entre les mêmes mains de vastes périmètres improductifs.

Le régime des zones réservées à la Colonie tel qu'il a été imaginé en A. O. F. et en A. E. F., le système des concessions provisoires et du contrôle de l'exploitation par des

(1) Décret du 28 août 1927 portant réglementation minière en Nouvelle-Calédonie. J.O. 3 septembre 1927, page 9438.

(2) Décret du 18 janvier 1928 organisant le régime des redevances minières en Nouvelle-Calédonie (approbation d'une décision du Conseil Général de la Colonie.

commissions spéciales, n'a pas été étendu à la Nouvelle-Calédonie.

§ I. — CLASSIFICATION LÉGALE DES GITES MINÉRAUX

Les gites minéraux sont classés, relativement à leur régime légal, en carrières et en mines. Les carrières suivent le sort de la propriété du sol dont elles sont réputées ne pas être séparées ; elles comprennent les gites de matériaux de construction et d'amendements, à l'exception des nitrates et des phosphates. Les tourbières leur sont assimilées.

Les mines comprennent les gites de substances minérales qui ne rentrent pas dans la classe des carrières.

Ces substances sont réparties en cinq catégories.

La première catégorie comprend les combustibles minéraux.

La seconde, les sels gemmes et sels associés, les sources salées, des nitrates et sels associés et les phosphates.

La troisième catégorie, les minerais métalliques tels que de nickel, de fer, de fer chromé, de cobalt, de manganèse.

La quatrième catégorie, les hydrocarbures liquides ou gazeux et la cinquième catégorie toutes les substances minérales qui ne font partie ni de la classe des carrières, ni des catégories de mines précitées.

Les contestations qui s'élèvent relativement à la répartition des mines entre les diverses catégories, sont portées au Gouverneur qui statue sur elles.

Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu de

concessions temporaires accordées aux titulaires de permis de recherches non périmés.

§ II. — CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION
DES DROITS MINIRS

Les décrets généraux du 8 janvier 1916 et du 27 février 1924 ayant été promulgués dans la Colonie, les individus et les sociétés qui désirent acquérir les droits miniers doivent satisfaire aux conditions édictées par ces textes et obtenir l'autorisation personnelle.

Il est interdit aux fonctionnaires et agents du service des mines et du service topographique, en activité de service, en disponibilité ou en congé, de posséder des intérêts directs ou indirects dans l'industrie minière.

Les autres fonctionnaires se voient simplement interdire de prendre un intérêt direct dans la recherche ou l'exploitation des mines.

L'autorisation personnelle ne peut être délivrée ni aux uns ni aux autres.

§ III. — LES OPÉRATIONS MINIÈRES.

Les opérations minières sont, en principe, suspendues dans les terrains pénitentiaires qui échappent aux dispositions du décret du 28 août 1927 et dans les zones fermées aux recherches.

Sur les premiers terrains, la recherche et l'exploitation ne peuvent avoir lieu, qu'en vertu d'une autorisation de l'administration compétente, et sous réserve des prescriptions stipulées par elle.

Sur les terrains soustraits aux recherches par arrêté du Gouverneur, pris en Conseil d'administration, l'acquisition des droits miniers est suspendue pour une durée de 2 années indéfiniment renouvelable.

Sur tous les autres terrains, les recherches s'opèrent en vertu d'un permis de recherches et l'exploitation, en vertu d'une concession.

A. — *Le permis exclusif de recherches*

a) *Nature juridique.*

Le permis de recherches constitue un droit mobilier temporaire, indivisible et non susceptible d'hypothèque.

Il peut être cédé ou transmis sous certaines conditions.

b) *Acquisition et fin du permis.*

Le permis de recherches est délivré à la priorité de la demande, aux titulaires d'autorisations personnelles.

La demande rédigée conformément aux dispositions de l'article 23 du décret, et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises est déposée au bureau du Chef du service des mines où elle est aussitôt enregistrée. L'enregistrement fixe la priorité.

Après l'examen de la demande, le Chef du service des mines statue définitivement : il peut, soit accorder le permis purement et simplement, soit l'accorder sous réserve de modifications et de rectifications, soit le refuser si la demande comporte des irrégularités graves, ou est sans objet comme portant sur des terrains indisponibles ou si l'intéressé ne fournit pas dans les délais impartis, les renseignements qui lui sont demandés.

Le demandeur peut concurremment former un pourvoi auprès du gouverneur en conseil privé et un pourvoi normal devant les tribunaux, contre la décision qui lui refuse le permis.

Le permis, une fois institué, doit faire l'objet d'une transcription au bureau de l'enregistrement ou des hypothèques.

Les formalités relatives au renouvellement du permis, déterminées par l'article 28 du décret, sont analogues aux formalités de sa délivrance.

Durant toute la durée de leur validité, les permis peuvent faire l'objet de cessions ou de transmissions en faveur de titulaires d'autorisations personnelles.

Néanmoins, ces transmissions doivent porter sur la totalité du périmètre. Déclaration doit en être faite au Chef du service des mines.

Les partages matériels sont formellement interdits et les amodiations partielles ne sont licites qu'en vertu d'une autorisation spéciale du gouverneur.

Le permis de recherches prend fin normalement à l'expiration du terme fixé à sa validité et lorsqu'il lui est substitué une concession.

Le décret de 1927 n'a pas autorisé la renonciation au permis et n'a pas prévu la possibilité de son retrait.

e) *Droits du permissionnaire.*

Le permissionnaire jouit pendant une durée déterminée du droit exclusif de rechercher les substances minières de la catégorie visée à l'acte institutif, à l'intérieur d'un

périmètre réservé, et indéfiniment en profondeur dans sa projection verticale.

Il peut donc exécuter tous les travaux de prospection, de fouilles et de sondages qui lui semblent utiles, et disposer librement des produits concessibles extraits au cours de ses recherches, moyennant une simple déclaration au Chef du service des mines, et moyennant le paiement des redevances prévues.

Il est également autorisé à utiliser, pour le service de la mine, les substances non concessibles abattues au cours des travaux.

Le permis de recherches est valable pour une durée d'une année à dater de sa délivrance. Deux renouvellements d'égale durée, sont accordés automatiquement sur demande à son titulaire, sans qu'il soit besoin de justifier de l'exécution d'un minimum de travaux.

La durée maximum des droits de l'explorateur ne peut donc dépasser 3 ans, alors qu'en A. O. F., par exemple, elle peut atteindre 7 ans. Les risques d'accaparement sont donc sérieusement limités dans le temps.

Mais la brièveté de la durée des droits de recherches pourrait comporter de graves inconvénients. Le législateur y a remédié en ne soumettant le concessionnaire à une surtaxation pour défaut de régularité dans l'exploitation, qu'au bout d'une période de 5 années de concession.

Ce délai est largement suffisant pour permettre aux titulaires de droits miniers de prendre toutes leurs dispositions techniques et financières.

Le permis de recherches s'applique à un périmètre de forme carrée, dont les côtés orientés d'après les directions

Nord-Sud-Est-Ouest vraies, doivent avoir une longueur de 300 mètres au minimum et de 5 kilomètres au maximum.

L'explorateur, comme dans toutes nos Colonies, s'est vu reconnaître un certain nombre de droits accessoires.

Il peut occuper les terrains de la surface dans les mêmes conditions que le concessionnaire.

Les terres libres du domaine, situées à l'intérieur du périmètre réservé, peuvent faire gratuitement l'objet d'occupation à titre précaire, si elles sont reconnues nécessaires à l'explorateur.

L'exercice de ce droit est subordonné à la délivrance d'une autorisation du Gouverneur.

Les propriétés particulières et les terres domaniales louées ou concédées, qui sont situées à l'intérieur du périmètre de recherches, ne peuvent, à défaut du consentement de leurs propriétaires ou de leurs locataires, être occupées qu'en vertu d'une autorisation spéciale du gouverneur, délivré en Conseil privé, après avis du Chef du service des mines et du Comité consultatif des mines, les intéressés entendus.

Le propriétaire du sol a droit, en contrepartie de la privation temporaire de ses droits, à une indemnité annuelle.

A l'extérieur du périmètre réservé, le permissionnaire, moyennant la délivrance d'une autorisation du Gouverneur, peut établir toutes les voies de communication nécessaires à son industrie, à l'exception des voies ferrées ; il peut également occuper les emplacements nécessaires pour les dépôts de minerais.

La construction des voies ferrées à l'extérieur du périmètre ne peut s'opérer qu'en vertu d'une déclaration d'utilité publique, et leur exploitation, qu'en vertu d'une concession spéciale.

En aucun cas d'ailleurs, les droits d'occupation temporaire ne peuvent avoir pour effet de permettre à leurs titulaires de rechercher ou d'exploiter des alluvions situées en terrain cultivé.

L'intérêt de l'agriculture ne doit pas être sacrifié à l'intérêt éventuel de l'industrie, aussi la recherche et l'exploitation de ces alluvions ne peuvent-elles être opérées qu'en vertu, soit du consentement formel du propriétaire du sol, soit d'une autorisation expresse et spéciale du Gouverneur.

Les autres droits accessoires reconnus au permissionnaire, consistent dans la possibilité de procéder gratuitement à des coupes de bois et d'utiliser les chutes d'eaux situées à l'intérieur de son périmètre.

L'article 21 du décret a prévu qu'au permis de recherches, pourrait venir s'adjoindre un droit subsidiaire.

Le demandeur, en effet, peut se voir attribuer un droit de préférence pour l'obtention ultérieure de droits de recherches sur les terrains actuellement indisponibles (déclarés ou concédés) compris à l'intérieur du périmètre par lui sollicité.

Ce droit, valable aussi longtemps que l'est le permis de recherches dont il constitue l'accessoire, ne peut être obtenu qu'après une déclaration spéciale au Chef du service des mines et paiement des frais de vérification.

Sa délivrance a pour conséquence d'obliger l'explora-

teur à accepter l'annexion à son périmètre des terrains soumis au droit de préférence au fur et à mesure de leur mise en disponibilité.

L'augmentation de la surface du périmètre entraîne automatiquement le paiement des taxes superficielles supplémentaires afférentes aux terrains nouveaux, et ce, sous peine d'annulation du permis de recherches.

d) *Obligations du permissionnaire.*

Le permissionnaire est tenu de satisfaire à des obligations quasi délictuelles, techniques et fiscales.

1° *Obligations quasi délictuelles*

Vis-à-vis du propriétaire du sol et des mines voisines et superposées, l'explorateur doit réparation pour les dommages causés du fait de ses travaux, de l'écoulement des eaux, etc. L'indemnité à verser est calculée à la valeur simple des dégâts causés à la surface ou aux exploitations.

L'occupation temporaire de parcelles du sol, gratuite lorsqu'elle porte sur des terres domaniales, ouvre un droit à indemnité en faveur du propriétaire, lorsqu'elle porte sur des terres privées.

L'indemnité perçue annuellement est calculée au double du revenu net du terrain.

Si l'occupation dure plus d'une année, ou si le sol est rendu impropre à son usage primitif, le permissionnaire peut être contraint à l'achat du terrain au double de sa valeur première.

L'utilisation des voies de communication donne lieu au paiement de redevances déterminées par un tarif contractuel homologué par le Gouverneur.

2° Obligations réglementaires techniques

Vis-à-vis du propriétaire du sol, le permissionnaire se voit interdire l'exécution de travaux de recherches dans un rayon de 50 mètres autour des maisons et des terrains clos attenants.

Vis-à-vis des ouvriers mineurs, le permissionnaire est tenu d'avoir toujours sur les lieux les médicaments nécessaires, et de déclarer tous les accidents graves survenus, à l'autorité judiciaire.

Vis-à-vis de la Colonie, le Permissionnaire est soumis à l'obligation de faire exécuter les travaux de recherches entrepris, conformément aux règles de l'art, sous la responsabilité d'une direction technique unique, et sous la surveillance de l'Administration.

Le Gouverneur édicte toutes les règles de police qui lui paraissent nécessaires pour faire disparaître toutes les causes de danger qui peuvent préjudicier, à la sécurité publique, à la sécurité ou à l'hygiène des ouvriers mineurs, à la sûreté ou à la conservation de la mine et des mines voisines. Il peut, en cas d'urgence, faire exécuter d'office les mesures prescrites.

Les exploitants provisoires (c'est-à-dire les explorateurs qui, à l'expiration du délai fixé à la validité de leurs droits n'ont pas encore, malgré le dépôt d'une demande, obtenu de concessions, et qui ont notifié au Chef du service des

mines leur intention de procéder à l'exploitation du gîte) sont en outre, obligés de tenir à jour différents registres. Cette obligation n'a pas été étendue aux explorateurs qui disposent du produit de leurs recherches.

3° *Obligations fiscales*

Le décret du 18 janvier 1928, portant approbation de la délibération du Conseil général du 17 décembre 1927 a déterminé les obligations fiscales du permissionnaire.

Elles consistent, pour toutes les catégories minières autres que la quatrième (hydrocarbures), en une taxe superficielle dont le taux a été fixé à 0.60 par hectare pour la première année, à 0.75 pour la seconde, et à 0.90 pour la troisième.

Si le permissionnaire dispose du produit de ses recherches, il est, en outre, tenu de satisfaire au paiement d'une taxe ad valorem, à l'exportation, dont nous étudierons les modalités au paragraphe de la concession.

B. — *La concession*

L'exploitation d'un gîte minier, en Nouvelle-Calédonie, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une concession accordée au titulaire d'un permis de recherches non périmé.

a) *Nature juridique de la concession.*

La concession constitue un véritable droit de propriété immobilière temporaire, distinct de propriété du sol, susceptible d'hypothèque, disponible et transmissible.

b) *L'acquisition et la fin de la concession.*

La concession est instituée par arrêté du Gouverneur Général, en faveur du titulaire d'un permis de recherches, qui en fait la demande.

Celle-ci rédigée conformément aux dispositions de l'article 36 du décret de 1927, libellée au nom du Gouverneur et accompagnée de toutes les pièces justificatives requises, est déposée au bureau du Chef du service des mines et enregistrée aussitôt.

Elle fait ensuite l'objet d'un examen administratif ; si elle est reconnue irrégulière, ou si le demandeur ne satisfait au paiement des droits prévus ou ne fournit pas, dans les délais impartis, les renseignements qui lui sont demandés, le Chef du service des mines peut en prononcer le rejet motivé. Si, au contraire elle est reconnue régulière en la forme, elle est mise à l'enquête.

A la clôture de l'enquête, au bout d'un délai de deux mois, le Gouverneur statue définitivement sur la demande.

Il institue la concession, s'il n'est apparu aucune irrégularité dans les titres, si aucune opposition n'a été présentée, ou si les oppositions présentées ont été rejetées.

Si les oppositions n'ont pas encore fait l'objet d'un jugement, il surseoit à statuer.

Dans tous les autres cas, il prend un arrêté motivé de rejet. Le Gouverneur ne possède donc pas le droit, conformément à la règle générale admise aux Colonies françaises, d'apprécier de l'opportunité de la concession.

Il est tenu d'instituer, automatiquement, les droits d'exploitation, si la demande est valable et régulière.

La concession, une fois instituée, peut faire l'objet d'un renouvellement, si son titulaire en fait la demande au Chef du service des mines 5 ans, au moins, avant l'expiration de sa validité.

Elle peut être transmise, cédée ou amodiée dans les mêmes conditions que le permis de recherches.

Elle prend fin normalement à l'échéance du terme fixé à sa validité.

La renonciation doit faire l'objet d'une acceptation par le Gouverneur.

La renonciation partielle est, en outre, subordonnée à la délivrance d'une autorisation préalable par le Gouverneur.

La demande de renonciation une fois accueillie, le Gouverneur décide si la concession sera purement et simplement annulée à partir d'une date déterminée, ou si elle fera l'objet d'une adjudication.

La déchéance est encourue par les concessionnaires qui nonobstant deux avertissements successifs n'acquittent pas en totalité le montant de la redevance superficielle annuelle, et par ceux qui, pendant 5 années consécutives, sont soumis au paiement de la redevance supplémentaire et qui, pendant une nouvelle période d'une année, postérieure à une mise en demure ne satisfont pas aux conditions d'exploitation minimum prévues par l'article 52 du décret.

Elle frappe encore les exploitants qui contreviennent aux dispositions qui interdisent les partages ou amodiations partielles de concessions.

Enfin, la réunion illégale de plusieurs exploitations,

entraîne l'annulation pure et simple des droits de leurs propriétaires.

c) *Les droits du concessionnaire.*

La concession confère à son titulaire le droit temporaire et exclusif d'exploiter les gîtes d'une des catégories minières à l'intérieur d'un périmètre déterminé, et le droit de disposer librement des produits concessibles ainsi extraits.

L'exploitant peut, en outre, utiliser pour le service de sa mine et des industries qui s'y rattachent, les substances non concessibles dont l'abatage est inséparable des travaux d'exploitation.

La durée de la concession est de 75 ans, elle peut être prorogée pour 25 ans, par un renouvellement, si l'exploitant a fait preuve d'une activité estimée suffisante.

Le périmètre de forme rectangulaire doit être entièrement contenu à l'intérieur du périmètre de recherches. Sa largeur doit être égale au moins au quart de sa longueur. Sa superficie varie avec la catégorie minière à laquelle s'applique la concession, elle est comprise entre 100 et 2.500 hectares, pour les combustibles minéraux, et entre 5 et 2.500 hectares pour les autres substances.

Le concessionnaire peut d'ailleurs obtenir à la priorité de la demande l'annexion à son périmètre, des terrains restant disponibles entre plusieurs concessions ou permis et sur lesquels ne peuvent être établis de périmètres ayant les dimensions minima ci-dessus indiquées. Les droits accessoires du concessionnaire sont semblables à ceux du permissionnaire.

d) *Les obligations du concessionnaire.*

Le concessionnaire est soumis à des obligations quasi délictuelles, techniques et fiscales.

1° Les obligations quasi-délictuelles de l'exploitant ne diffèrent pas de celles qui sont imposées au prospecteur.

2° Les obligations techniques qui lui sont imposées, par contre, sont beaucoup plus sévères puisqu'il est tenu, d'une part, de suivre toutes les prescriptions imposées au permissionnaire, et d'autre part, de satisfaire à une exploitation suffisante et continue.

L'article 52 du décret de 1927 a déterminé l'échelle des minima d'extraction par hectare, auxquels doit satisfaire le concessionnaire.

Lorsque pour certaines substances les minima n'ont pas été déterminés, l'exploitant est tenu, néanmoins, d'employer annuellement à des travaux miniers, autant d'ouvriers pendant quatre jours qu'il y a d'hectares dans le périmètre de la concession.

Le titulaire de plusieurs concessions dont la superficie totale ne dépasse pas 10.000 hectares peut être autorisé à grouper ses périmètres de telle sorte que le minimum d'exploitation ou de journées de travail imposé puisse être calculé globalement pour l'ensemble de la superficie.

Si plusieurs concessions de la même catégorie, portant sur une superficie totale supérieure à 10.000 hectares, sont réunies entre des mêmes mains, leur titulaire peut les répartir en plusieurs groupes de 10.000 hectares au maximum auxquels s'appliqueront les dispositions que nous venons d'étudier.

Les concessionnaires qui ne peuvent satisfaire aux conditions d'exploitation minimum qui leur sont imposées, sont soumis au paiement d'une redevance supplémentaire, et sont, au bout de 5 années consécutives d'imposition frappés de déchéance.

Il faut noter, qu'en ce qui concerne les groupements, la redevance supplémentaire ne frappe que chacune des concessions du groupe ne satisfaisant pas individuellement aux conditions réglementaires d'exploitation.

Le concessionnaire est encore tenu de faire aborner son périmètre à ses frais par les soins de l'administration.

3° Les obligations fiscales du concessionnaire ont été déterminées par les décrets du 31 décembre 1927 et du 18 janvier 1928.

Elles consistent dans le paiement d'une taxe superficielle et d'un impôt proportionnel, perçu à l'exportation.

La taxe fixe superficielle est déterminée spécialement pour chaque catégorie de substance minière.

Elle frappe annuellement chaque hectare du périmètre de la concession.

Son tarif croît en même temps que croît la superficie du périmètre. Pour les combustibles minéraux, il varie entre 0.85 par hectare pour les périmètres inférieurs ou égaux à 1.000 hectares, et 2.70 pour chaque hectare en sus d'une superficie de 2.000 hectares.

Pour les substances autres que les combustibles minéraux et les hydrocarbures, il varie entre 1.25 par hectare, pour les périmètres inférieurs ou égaux à 500 hectares, et

5 francs 90 pour chaque hectare en sus d'une superficie de 30.000 hectares.

Les concessionnaires qui ne satisfont pas à l'obligation d'extraction minimum qui leur est imposée, sont frappés d'une surtaxe.

La taxe proportionnelle est perçue, *ad valorem*, sur les minerais et produits de transformation de minerais locaux exportés. Elle constitue un véritable droit de douane. Elle frappe d'un tarif de 10 % les minerais de chrome et d'un tarif de 5 % tous les autres minerais.

Les houilles, les agglomérés et les cokes en sont entièrement exempts.

Le régime fiscal en Nouvelle-Calédonie est donc assez compliqué. Il constitue néanmoins, à l'heure actuelle, le système le plus scientifique qui soit appliqué dans les Colonies françaises.

§ IV. — LE RÉGIME SPÉCIAL APPLICABLE AUX SUBSTANCES DE LA QUATRIÈME CATÉGORIE

Le régime spécial appliqué à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures en Nouvelle-Calédonie, est analogue à celui qui a été mis en vigueur, en 1923, à Madagascar, et en 1924 et 1926, en A. O. F. et en A. E. F.

Nous n'étudierons ici que les dispositions spéciales, relatives à ces gisements ; les règles de droit commun posées par le décret de 1927 s'appliquant chaque fois que n'est pas spécifié le contraire.

A. — *Les recherches*

Les recherches s'opèrent en vertu d'un permis exclusif délivré pour une période de 4 années, et susceptible d'un double renouvellement portant chaque fois sur une durée de 2 ans.

Le premier renouvellement n'est accordé que sur justification par l'explorateur, de l'exécution d'un forage de 50 mètres de profondeur, ou sur preuve de l'existence d'hydrocarbures en quantité estimée suffisante à l'intérieur du périmètre.

Le second renouvellement est subordonné à l'exécution pendant la période précédente de 2 années, d'une profondeur de forage de 200 mètres, ou à la découverte de gisements d'hydrocarbures.

Pour le calcul de la profondeur minimum de forages, entrent seuls en ligne de compte les forages de 50 mètres au minimum.

Le possesseur de plusieurs permis de recherches est d'ailleurs habilité à grouper les divers périmètres sur lesquels portent ses droits, en vue d'obtenir les renouvellements.

Le groupement permet au prospecteur de porter tous ses efforts sur certains périmètres déterminés, sans avoir à craindre le refus du renouvellement des permis délaissés dans ce but.

Le groupement résulte d'une déclaration spéciale au Chef du service des mines qui en délivre récépissé.

Le renouvellement global des permis est accordé au prospecteur qui peut prouver avoir satisfait, pour l'en-

semble de son groupement, à l'exécution d'une profondeur totale de forage égale au produit par 50 des permis qui n'ont jamais été renouvelés, et au produit par 100 et par an du nombre des permis renouvelés une ou deux fois.

Le décret de 1927 a tenu compte du fait que le coût des forages croît plus que proportionnellement à leur profondeur.

Il a en effet décidé que les forages de moins de 50 mètres de profondeur n'entreraient pas en ligne de compte, que les forages de 50 à 100 mètres compteraient pour leur valeur simple, que chaque mètre de forage de 100 à 200 mètres compterait pour 2 mètres, de 200 à 300 mètres pour 3 mètres, de 300 à 400 pour 4 mètres et au-dessus de 400 mètres pour 6 mètres.

Ces règles ne sont pas obligatoirement applicables aux gisements de bitumes, d'asphaltes et de schistes bitumineux qui ne sont pas susceptibles d'être reconnus par des travaux de sondage, mais pour pouvoir y déroger, il est nécessaire de faire une demande au Chef du service des mines avant la fin de la deuxième année de validité du permis.

B. — *L'exploitation*

La concession des gisements de substances minières de la quatrième catégorie n'est accordée que pour une durée de 40 années.

Le renouvellement valable pour 25 ans peut être accordé à l'exploitant sur preuve d'une activité estimée suffisante.

Le minimum d'extraction annuelle imposé au concessionnaire, est fixé pour les hydrocarbures à 300 litres par hectare, et pour les asphaltes et schistes bitumeux à 300 kilogrammes par hectare.

C. — *Les obligations fiscales des permissionnaires
et des concessionnaires*

Les permissionnaires sont soumis au paiement d'une redevance superficielle annuelle qui frappe chaque hectare du périmètre d'un taux de 0.60 pour les permis de 500 hectares et moins, d'un taux de 0.75 pour la partie du périmètre excédant 500 hectares et ne dépassant pas 1.000 hectares, d'un taux de 0.90 pour la partie du périmètre excédant 1.000 hectares et ne dépassant pas 2.000 hectares et d'un taux de 2 francs pour la partie du périmètre excédant 2.000 hectares.

Le permissionnaire qui dispose du produit de ses recherches est, en outre, soumis au paiement de droits de sortie, établis conformément aux dispositions qui régissent les taxes locales.

Les concessionnaires de gisements de la quatrième catégorie sont soumis, d'une part, au paiement d'une taxe superficielle annuelle dont le taux, fixé par palier croît de 0.85 par hectare pour les périmètres inférieurs à 250 hectares, à 2.70 par hectare pour la superficie du périmètre excédant 2.000 hectares.

Les produits de l'exploitation sont ensuite frappés d'une taxe ad valorem à la sortie.

§ V. — LE CONTENTIEUX MINIER

Le contentieux des actes administratifs pris en exécution du décret de 1927, ressort au conseil du contentieux administratif de la Colonie.

Les contestations relatives aux dommages causés à la propriété de la surface et aux empiètements de périmètres sont portées devant les Tribunaux judiciaires.

Enfin, le contentieux de la répression ressort au Tribunal de première instance, qui est chargé d'appliquer aux individus qui contreviennent aux dispositions réglementaires, les pénalités prévues au titre V du décret.

Le Doyen,

Le Président de la thèse.

BERTHÉLEMY.

BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

AGUILLON (Louis). — **La législation minière en France**, 1903.

Annales des Mines.

ARIN (Félix). — **Le régime légal des mines en Afrique du Nord**, 1913.

AUGIER. — **Le régime des mines d'or à Madagascar**, Thèse Paris 1900.

BAUGAS. — **Les principes dominants de la nouvelle législation minière**, Thèse Paris 1922.

BERTHELEMY. — **Traité élémentaire de droit administratif**, Onzième Edition.

BLANCHET (Jules). — **Les nouvelles concessions de mines**. Thèse Paris 1914.

BOCQUET. — **Les modifications récentes apportées à la législation minière**, Thèse Paris 1924.

BRECHIGNHAC et MICHEL. — **Résumé de la jurisprudence et de la doctrine en matière de mines.**

Bulletin Officiel du Ministère des Colonies.

CHAILLEY (Joseph). — **Les colonies, sources de matières premières**. Revue politique et parlementaire 1927, page 161.

LAFALLOTTE (de). — **La législation minière en Indo-Chine**. Thèse Paris 1921.

LAME-FLEURY. (Commission). — **Rapport**, Journal Officiel du 6 Décembre 1884.

- LEVY (Georges). — **Précis de législation minière.** Paris, Berger-Levrault 1922.
- PAULIN (Honoré). — **Le régime minier des Colonies.** Paris, Larose 1920.
- POMARET (Charles). — **La législation minière du pétrole dans les Colonies françaises.** Extraits de la Revue Pétrolifère, 1924.
- ROLLAND (Louis). — **Les nouvelles concessions de mines.** Revue du droit public et de la science politique 1920, page 343.
- DE VALROGER (Paul). — 1° **Thèse Paris 1899.** — 2° **Etude sur la législation des mines dans les Colonies Françaises,** tome I. (Librairie de la Société du Recueil Sirey 1910).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE	
Les Dispositions générales du droit minier	
CHAPITRE I ^{er} . — Notions générales.....	13
§ 1. La Nature de la Propriété Minière.....	13
§ 2. Le Problème de la dévolution des droits miniers	15
a) Le droit naturel	15
b) La législation positive	18
1 ^o Système de l'accession	20
2 ^o Système Domanial	22
3 ^o Système de la Res nullius	28
Sous système Régalien	29
Sous système de la mise en adjudication des mines	31
Sous système de l'occupation	33
CHAPITRE II. — Législation minière métropolitaine et Réglementation minière coloniale	37
CHAPITRE III. — L'intervention de la Réglementation minière dans les possessions françaises	45
§ 1. Les Colonies	45
A) Anciennes colonies	45
B) Colonies nouvelles	46
§ 2. Les Pays de protectorat	48
§ 3. Les Pays sous-mandat	48
§ 4. Les Condominiums	49
§ 5. L'Algérie	49
CHAPITRE IV. — Les Principaux textes miniers, en vigueur aujourd'hui dans les colonies françaises	57
§ 1. Textes généraux	57
§ 2. Textes spéciaux à chacune des possessions....	58

	Pages
CHAPITRE V. — Les grands principes du droit minier colonial, leur application.....	61
§ I. Le problème de la classification légale des gîtes minéraux	64
A) Les carrières	65
B) Les mines	69
§ II. Le problème de la dévolution des droits miniers	73
I. Les bénéficiaires de la législation minière	74
A) Règles générales	74
B) Règles relatives aux indigènes	81
C) Règles relatives aux fonctionnaires.....	83
II. Les droits miniers proprement dits ; Les titres miniers, comment ils s'acquièrent..	84
CHAPITRE VI. — L'exploration.....	87
CHAPITRE VII. — Les recherches.....	91
§ I. Conditions requises des individus ou des sociétés qui se livrent aux recherches.....	92
§ II. Le permis des recherches	92
A) Délivrance du permis	92
B) Nature juridique du permis.....	93
C) Droits du permissionnaire	94
D) Obligations du permissionnaire	103
F) Sanctions	110
CHAPITRE VIII. — L'Exploitation	113
§ I. Le permis d'exploitation	115
A) Nature juridique du permis.....	117
B) Modes d'acquisition du permis	117
C) Droits et obligations du permissionnaire	118
§ II. Les concessions	121
A) Les conditions requises pour l'obtention des concessions	122
B) Les modalités de la dévolution des concessions	124
1° Mode normal	124
2° Modes exceptionnels	126
C) Les droits du concessionnaire	128
D) Les obligations du concessionnaire....	135
E) La nature juridique du droit de propriété du concessionnaire	139
CHAPITRE IX. — La taxation minière dans les possessions françaises	143

	Pages
CHAPITRE X. — Le Contentieux minier dans les possessions françaises	147
A) Recours contre les textes miniers.....	147
B) Recours contre les actes administratifs pris en vertu de décrets miniers	147
C) Recours relatifs aux dommages causés aux propriétés	148
D) Le contentieux des taxes minières.....	148
E) Le contentieux de la répression	148
F) Règles particulières	148
G) Le contentieux minier dans les pays soumis au protectorat français.....	149
CONCLUSION	151

DEUXIEME PARTIE

La réglementation minière en vigueur dans chacune des possessions françaises

A) Afrique Continentale	153
A. O. F.	154
A. E. F.	179
Togo	183
Cameroun	185
Côte française des Somalis	187
Algérie	201
Tunisie	215
Maroc	243
B) Madagascar	277
C) Asie	
Syrie	299
Indochine	305
Indes Françaises	323
D) Amérique et Océanie	
Guyane	331
Etablissements français de l'Océanie	345
Nouvelle-Calédonie	359
BIBLIOGRAPHIE	383

LANGRES. — IMP. MODERNE, 11, RUE DU GRAND-CLOITRE
